

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Un peuple – Un But – Une Foi



Commission Nationale de Réforme des Institutions (CNRI)



RAPPORT FINAL

Journées de Consultations Citoyennes sur la réforme des institutions au Sénégal

Panels citoyens

LA COORDINATION NATIONALE

Janvier 2014

Table des matières

1.	Rappel Contexte et Justification	4
2.	Objectif de la convention	5
3.	Mission de la PFANE	5
4.	Déroulement de la mission	5
a.	Définition de la méthodologique.....	5
b.	Le recrutement des personnes ressources.....	6
c.	La formation des équipes d'intervention	6
i.	Formation de mise à niveau	7
1.	Objectifs	7
2.	Déroulement.....	7
3.	Agenda de l'atelier de mise à niveau	8
ii.	Formation en rattrapage.....	9
1.	Objectifs spécifiques.....	9
2.	Liste des participants	10
3.	Équipe technique plateforme.....	10
5.	Calendrier d'exécution de la mission	10
6.	Mise en œuvre de la mission sur le terrain	10
a.	Mise en place comité de pilotage	11
b.	Elaboration plan d'action.....	11
c.	Définition des modalités d'échantillonnage	11
d.	Identification et choix des participants aux panels.....	12
e.	La campagne de médiatisation	12
f.	Organisation et animation des panels.....	12
i.	Récapitulatif des difficultés rencontrées	12
1.	Région Dakar	12
2.	Département de Pikine	13
3.	Département de Rufisque	14
4.	Département de Guédiawaye.....	15
5.	Département de Bambey	15
6.	Région de Kafrine	15
7.	Département de Kafrine	16
8.	Département de Birkilane	16
9.	Département de Malème Hodar.....	16
10.	Département de Kougheul	17
11.	Région de Kaolack	17
12.	Département de Kaolack.....	18
13.	Département de Guinguinéo.....	19
14.	Région de Kédougou	19
15.	Département de Kolda.....	20
16.	Département de Vélingara	20
17.	Medina Yoro Foulah.....	20
18.	Région de Louga	21
19.	Département de Louga	21
20.	Département de Kébémér.....	22
21.	Région de Matam	22
22.	Département de Kanel.....	23
23.	Département Ranérou Ferlo	24
24.	Région de Sédhiou	24

25.	Département de Sédhiou	25
26.	Département Bounkiling	25
27.	Département Goudomp	26
28.	Région de Saint-Louis.....	26
29.	Département de Backel	26
30.	Département de Tambacounda.....	27
31.	Région de Thiès.....	27
32.	Département de Thiès	28
33.	Département de Tivaouane	28
34.	Département de Ziguinchor	28
35.	Département de Bignona	28
7.	Tableau récapitulatif des documents et rapports reçus - À la date du 12 novembre 2013	30
8.	LES ANNEXES.....	32
a.	ANNEXE : LES OUTILS.....	32
i.	Bandeau d'annonce	33
ii.	Canevas de synthèse des panels citoyens.....	34
iii.	Listing et caractéristiques des participants.....	43
iv.	Liste des radios communautaires	44
b.	Liste des équipes de facilitation	46
c.	ANNEXES : RAPPORTS NARRATIFS REGIONS.....	50
1.	RAPPORT NARRATIF REGION DE DAKAR	51
2.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE DAKAR.....	54
3.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE PIKINE.....	60
4.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE RUFISQUE	63
5.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE GUEDIAWAYE.....	75
6.	RAPPORT NARRATIF REGION DE DIOURBEL	78
7.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE MBACKE.....	84
8.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE DIOURBEL.....	85
9.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE BAMBEY	86
10.	RAPPORT NARRATIF REGION DE FATICK	88
11.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE FATICK.....	91
12.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE FOUNDIOUNE.....	93
13.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE GOSSAS	95
14.	RAPPORT NARRATIF REGION DE KAFFRINE.....	97
15.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE KAFFRINE.....	101
16.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT BIRKILANE	104
17.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE MALEM HODAR	105
18.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE KOUNGHEUL	111
19.	RAPPORT NARRATIF REGION DE KAOLACK.....	114
20.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT KAOLACK	117
21.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE NIORO.....	120
22.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT GUINGUINEO	123
23.	RAPPORT NARRATIF REGION DE KEDOUGOU	125
24.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE KEDOUGOU.....	127
25.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE SALEMATA	128
26.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE SARAYA.....	130
27.	RAPPORT NARRATIF REGION DE KOLDA	131
28.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE KOLDA	134
29.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE VELINGARA	136

30.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT MEDINA YORO FOULAH	139
31.	RAPPORT NARRATIF REGION DE LOUGA	148
32.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE LOUGA	150
33.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE KEBEMER	155
34.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE LINGUERE	159
35.	RAPPORT NARRATIF REGION DE MATAM	160
36.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE MATAM	163
37.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE KANEL.....	166
38.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE RANEROU FERLO	169
39.	RAPPORT NARRATIF REGION DE SEDHIOU	172
40.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE SEDHIOU	175
41.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE BOUNKILING	179
42.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE GOUDOMP	183
43.	RAPPORT NARRATIF REGION DE SAINT LOUIS	187
44.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE SAINT LOUIS.....	191
45.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE PODOR.....	193
46.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE DAGANA	196
47.	RAPPORT NARRATIF REGION DE TAMBA	197
48.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE BACKEL	201
49.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE GOUDIRY	208
50.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE TAMBA	214
51.	RAPPORT NARRATIF D2PARTEMENT DE KOUMPENTOUM	219
52.	RAPPORT NARRATIF REGION DE THIES	222
53.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE THIES	224
54.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE TIVAOUANE.....	227
55.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE MBOUR.....	230
56.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT BIGNONA	232
57.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE OUSSOUYE	234
58.	RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE ZIGUINCHOR	239
59.	RAPPORT NARRATIF REGION DE ZIGUINCHOR.....	241

1. Rappel Contexte et Justification

A l'issue des dernières élections de la présidentielle et des législatives, le Sénégal a réalisé, dans la paix et la transparence, la deuxième alternance politique de son histoire. Le peuple sénégalais a ainsi donné la preuve de sa sagesse et de son attachement profond aux principes de la démocratie. Il a exprimé par son vote le rejet de toute personnalisation du pouvoir et de tout accaparement de celui-ci par des groupes particuliers, en même temps que son espoir de voir s'instaurer des changements fondamentaux dans la façon de conduire les affaires du pays.

Aussi, le Président de la République nouvellement élu a-t-il pris la décision de mettre en place un cadre institutionnel répondant à ces aspirations, en demandant au Président des Assises nationales d'organiser une large concertation nationale sur les réformes institutionnelles à initier dans le court, le moyen et le long terme.

Ces réformes porteraient sur l'ensemble des questions institutionnelles et en particulier sur :

- le recentrage de l'Etat sur ses missions régaliennes,
- la consolidation de l'état de droit,
- l'équilibre des pouvoirs,
- le renforcement de l'indépendance et de l'équité de la justice,
- la démocratie participative,
- la sauvegarde des libertés publiques,
- le caractère républicain des administrations publiques,
- la décentralisation et la territorialisation des politiques publiques,
- la promotion de l'éthique et des valeurs positives, une gouvernance sobre et efficiente, la transparence et la culture de l'imputabilité de leurs actes pour tous ceux qui servent l'Etat et les collectivités publiques, et s'il y a lieu, l'effectivité de la sanction que requièrent ces actes.

Cette concertation doit, du point de vue de son contenu, s'inspirer notamment des travaux et des conclusions des Assises nationales et en particulier de la Charte de gouvernance démocratique et s'appuyer sur les principes et orientations de «Yoonu Yokkuté».

Pour mener à bien ce travail, une Commission Nationale de Réforme des Institutions (CNRI) est mise en place par l'Etat du Sénégal. Cette dernière a systématisé le diagnostic sur la base des documents de référence et des travaux et réflexions menées en la matière ces dernières années. Ce diagnostic montre qu'en dépit de certains acquis positifs dans plusieurs domaines, l'analyse de l'évolution générale de notre pays au cours de ses cinquante années d'indépendance laisse apparaître des situations dont l'urgent redressement exige notamment le recentrage de nos institutions.

Les changements qu'exige la situation ainsi décrite passent nécessairement par de nouveaux principes et méthodes d'exercice du pouvoir, par une révolution dans les mentalités et par une politique économique de rupture assumée désormais par toutes les forces vives de la nation, hors de toute querelle politicienne.

Aussi la CNRI estime-t-elle nécessaire - et pour répondre aussi au vœu exprimé par le Président de la République - d'entreprendre une très large concertation avec tous les citoyens et toutes les citoyennes et avec toutes les organisations politiques, professionnelles, la société civile, etc., en vue de recueillir leurs points de vue, leurs avis et leurs suggestions sur les changements à apporter à la constitution (s'agissant des

institutions) pour que celle-ci reflète les sentiments et les aspirations profondes de toute la communauté nationale.

A ce travail, la CNRI a associé la Plateforme des Acteurs Non Etatiques (PFANE) du Sénégal à travers une convention portant sur l'organisation et mise en œuvre des consultations citoyennes.

Le choix de la PFANE se justifie de par :

- l'expérience avérée dont elle dispose dans le domaine de la mobilisation à la base, des processus participatifs et collaboratifs ;
- sa structuration fédératrice de nombreuses organisations syndicales, patronales, société civile, ADH, ONG, etc. ;
- du maillage de ses démembrements dans tous les départements du Sénégal.

2. Objectif de la convention

La convention signée entre la PFANE et la CNRI a principalement pour objectif l'organisation et la tenue sur l'ensemble du territoire national, d'une large consultation citoyenne, à travers un panel de citoyens dans chacune des 45 départements du Sénégal.

3. Mission de la PFANE

La mission de la PFANE sur l'organisation des consultations citoyennes consiste ici à structurer des groupes à la base pour une tenue effective, efficace et efficiente de la consultation citoyenne initiée par la CNRI. Cette action passe notamment par :

- l'identification et l'organisation des différents acteurs à la base dans chaque département afin de mener une consultation populaire sur les questionnaires traduits en langues nationales et mis à disposition par la CNRI ;
- la soumission de la liste des facilitateurs identifiés qui seront chargés de modérer les débats et d'élaborer des synthèses sur les accords et champs de tension sur les différents éléments discutés;
- la contribution à l'organisation d'activités de formation pour les facilitateurs et personnes ressources impliquées dans la mise en œuvre des consultations citoyennes
- la préparation et la tenue des consultations citoyennes dans les 45 départements selon les critères retenus avec la CNRI et sa plateforme technique ;
- la collecte et la remontée de toute information issue de ces consultations citoyennes au niveau de la plateforme technique de la CNRI selon les modalités édictées par celle-ci.

4. Déroulement de la mission

a. Définition de la méthodologie

Les journées de consultations citoyennes sont organisées dans les 45 départements du Sénégal selon une démarche participative et ascendante. Elles consistent à la tenue de panels de citoyens qui visent à valoriser les points de vue des membres de sociétés civiles locales ou du simple citoyen selon le format défini au préalable. Au cours des panels, les discussions sont structurées à l'aide d'un questionnaire adapté aux cibles ; l'objectif est de dégager les principales orientations et mesures de ruptures concernant les institutions, de

façon à fixer les consensus et établir clairement la « **demande citoyenne** » en termes de réforme institutionnelle.

Pour en assurer la mise en œuvre correcte, une série de formations de partage et de mise à niveau sur la méthodologie a été dispensée aux personnes ressources identifiées tant sur la démarche participative, les méthodes de recueil des informations souhaitées, la synthèse des résolutions prises, ainsi que sur les outils élaborés par la CNRI pour recueillir les données issues des consultations citoyennes.

b. Le recrutement des personnes ressources

L'organisation technique et matérielle des journées de consultations citoyennes a nécessité au préalable le recrutement des équipes d'intervention constituée d'un pool de quatre vingt quatorze (94) facilitateurs, quatorze (14) coordonnateurs régionaux répartis dans l'ensemble des régions et des quarante (45) départements du pays. En plus de cette équipe, un (01) coordonnateur national a été aussi recruté par la plateforme des acteurs non-étatiques pour assurer la coordination du processus de mise en œuvre et servir de relais entre les équipes sur le terrain, la PFANE et la CNRI.

Le recrutement des équipes s'est fait à partir du dispositif de ressources humaines disponibles à la PFANE qui offre un maillage complet du territoire national avec des représentations effectives dans toutes les régions et départements du pays. Les coordonnateurs régionaux ont été choisis parmi les responsables des antennes régionales de la PFANE, tandis que les facilitateurs eux ont été recrutés sur la base d'une sélection rigoureuse des demandes de candidatures et des CV reçus au niveau des antennes. **Cf. voir liste des équipes de facilitation en annexe.**

c. La formation des équipes d'intervention

Après avoir définie sa stratégie, la CNRI a tout d'abord commencé par organiser une formation à l'endroit des facilitateurs et des coordonnateurs régionaux. La formation s'est déroulée dans la période du 6 au 7 juillet pour le premier groupe de région et du 8 au 9 juillet pour le deuxième.

L'objectif Général de la formation est d'outiller les participants pour leur permettre d'être capables de mener à bien leur mission de facilitation des consultations citoyennes et de faire la synthèse des informations recueillies.

Les objectifs spécifiques de la formation sont entre autres d'amener les participants à être capables de définir les domaines qui composent le « Questionnaire Citoyen », d'animer un panel citoyen et remplir l'outil de synthèse, d'expliquer les différents éléments contenus dans le « Glossaire », de procéder à un échantillonnage pour la sélection des participants aux panels citoyens, et de contribuer à une production de qualité lors des panels citoyens. Globalement la formation a tourné autour :

- De l'historique, de la genèse de la CNRI, de son organisation, sa structuration et sa composition ;
- Du contenu de la mission qui lui est assignée par le Chef de l'Etat du Sénégal, de la démarche stratégique qu'elle a adoptée pour la réalisation de cette mission ;
- D'exercice pratique de mise en situation pour permettre aux membres des équipes de facilitation de bien se familiariser d'avec les techniques pédagogiques de communication, d'animation de panels, et de stratégie de déroulement des consultations citoyennes sur la base du diagnostic déjà établi ;
- De la pratique des outils et supports conçu pour le déroulement des panels à savoir :
 - o le questionnaire citoyen

- le questionnaire porteur d'enjeux
- le guide du facilitateur
- le glossaire

Au cours de la formation, la CNRI a demandé aux équipes de facilitation des panels de se préparer pour tenir les panels à la date du 27 juillet 2013. A l'échéance cette date a été repoussée jusqu'au 17 août 2013. Mais une fois à terme, un nouvel report de date a eu lieu avec la probabilité de tenir les panels soit le 1^{er} septembre ou bien le 15 septembre 2013. En définitive, c'est dernière date qui sera retenue.

Alors pour permettre aux équipes de facilitation de rester dans le feu de l'action, la CNRI a pris la décision d'organiser une formation complémentaire qui sera axée sur la mise à niveau et l'harmonisation de la méthodologie d'intervention sur le terrain.

i. Formation de mise à niveau

1. Objectifs

La formation de mise à niveau des coordonnateurs et facilitateurs régionaux a été organisée le 17 août 2013. Elle a porté essentiellement sur le rapport « Situation Préparation des Panels au niveau départemental ».

Ce rapport oral présenté à l'atelier par les coordonnateurs régionaux se propose de faire un résumé de la situation telle qu'elle se présente au niveau de chaque département en ce qui concerne l'exécution de la Phase 1 « Information, sensibilisation, sélection participants panels citoyens ».

Il relate les éléments suivants :

1. Activités menées
 - 1.1. Mise à niveau au sein de la plateforme (qui, comment, quand ?)
 - 1.2. Mise en place comité de pilotage (qui, comment, quand ?)
 - 1.3. Définition des modalités de l'échantillonnage (qui, comment, quand ?)
 - 1.4. Sélection des participants au panel (qui, comment, quand ?)
 - 1.5. Autres
2. Analyse
 - 2.1. Les bonnes pratiques à partager
 - 2.2. Les problèmes et solutions proposées

2. Déroulement

Le rapport oral sur la situation dans la préparation des Panels au niveau départemental : « Information, sensibilisation, sélection participants panels citoyens ». Cette partie de la formation a permis aux coordonnateurs régionaux de relater les activités jusqu'ici menées dans le cadre de la préparation des journées de consultations citoyennes au niveau de chaque département. Ces activités concernent généralement la mise à niveau au sein de la plateforme régionale, la mise en place des comités de pilotage, la définition des modalités de l'échantillonnage retenu sur chaque département, la sélection des participants au panel à partir de l'échantillonnage, ...etc.

Les coordonnateurs régionaux ont aussi fait une analyse critique sur l'état d'avancement des activités en mettant l'accent sur les bonnes pratiques à partager, ainsi que sur les problèmes et solutions proposées pour surmonter les difficultés rencontrées.

La présentation des outils et des supports de déroulement des panels : en particulier « le questionnaire ».

Sur cette partie de la formation, les formateurs ont procédé à la présentation sur vidéo projecteur et sur copie dure du document du questionnaire élaboré par la CNRI pour servir de support de travail lors des consultations citoyennes. Tous les domaines du questionnaire ont été présentés et expliqués aux participants à la formation. Les formateurs ont par la suite données des directives et des indications sur les techniques et procédés pour le déroulement correct du questionnaire lors des panels.

Pour la remontée des informations à l'issue des panels, la CNRI a conçu un canevas de synthèse des panels dont le document a été présenté aux participants qui ont pu se familiariser avec l'outil, et travailler sur les techniques et procédés de remplissage, à travers des exercices de simulation avec des ateliers de mise en situation.

L'atelier de mise à niveau s'est terminé sur une note de rappel sur les techniques d'échantillonnage qui s'avère être une étape déterminante dans la sélection des participants aux panels.

3. Agenda de l'atelier de mise à niveau

Heure		Activité		Animateur
Début	Fin			
1.	9h	9h15	<input type="checkbox"/> Bienvenue et ouverture de la session de formation <input type="checkbox"/> Présentations <input type="checkbox"/> Icebreaker : Mon mot <input type="checkbox"/> Les attentes des participants <input type="checkbox"/> Présentation et validation Objectifs de la journée	Sidy
2.	9h10	10h	Rapports : Etat des lieux préparations Panels (bonnes pratiques et problèmes)	Coord. Reg
3.	10h	10h10	Rappel : Philosophie derrière le questionnaire	Sidy
4.	10h10	10h40	Présentation : Domaines du questionnaire (sur vidéo projecteur)	Moussa
5.	10h40	10h50	Pause CAFE	Kader
6.	10h50	11h10	Exercice : Faire une synthèse (à partir d'un discours audio)	Moussa
7.	11h10	11h40	Présentation : Présentation Outil canevas de synthèse	Sidy
8.	11h40	12h00	Ateliers : Préparation Simulation Panel	Sidy / Moussa
9.	12h00	12h40	Rendu : Exécution Panel (Production ateliers)	Groupes
10.	12h40	13h30	Plénière : Feedback et Discussions sur l'expérience de l'administration du questionnaire, Q&A	Sidy
11.	13h30	14h30	Déjeuner	Ndella
12.	14h30	14h45	Rappel : Outil échantillonnage	Moussa
13.	14h45	15h30	Ateliers : Exercice de simulation échantillonnage	Sidy

14.	15h30	16h15	Plénière : Production ateliers	Sidy
15.	16h15	17h00	Présentation : Éléments du glossaire	Moussa
16.	17h00	17h30	Discussions : Open forum : questions d'ordre général	Sidy / Moussa
17.	17h00	17h30	Evaluation :	Sidy

ii. Formation en rattrapage

La CNRI a organisé une formation de rattrapage le 1er septembre 2013 à son siège. Cette formation s'explique par le fait que les facilitateurs de la région de Kédougou ont tous été absents lors de formation du 17 août 2013 par manque d'information (les membres de l'équipe connaissent des difficultés de connexion à l'internet). La proposition de les former sur place en utilisant une personne ressources du dispositif en l'occurrence le Coordonnateur de la région de Tamba a été adoptée de commun accord entre la CNRI et la Plateforme AnE.

Après concertation avec la CNRI, le pointage a été fait sur tous les facilitateurs qui n'ont pas participé à l'une des deux sessions de formation.

C'est ainsi qu'il a été décidé de tous les regrouper en un seul atelier tenu à Dakar au siège de la CNRI et de leur donner une formation de rattrapage sur tous les thèmes qu'ils n'ont pas suivi, et cela en plus de la restitution que certains d'entre eux ont bénéficié de la part de leurs pairs facilitateurs.

L'objectif Général de la formation de rattrapage est de préparer les facilitateurs à être capable de mener à bien leur mission de facilitation des consultations citoyennes et de faire la synthèse des informations recueillies.

1. Objectifs spécifiques

A la fin de la session les participants seront capables de :

- Faire la situation d'avancement des préparatifs des panels citoyens
- Définir les domaines qui composent le « Questionnaire Citoyen »
- Animer un panel citoyen et remplir l'outil de synthèse
- Expliquer les différents éléments contenus dans le « Glossaire »
- Contribuer à une production de qualité lors des panels citoyens

Ainsi donc en plus des sept membres de l'équipe de Kédougou, sept aux autres facilitateurs d'autres départements ont pu bénéficier de la formation et disposent des pré-requis pour faciliter le processus de consultation citoyenne.

2. Liste des participants

N°	Prénom et Nom	Région	Département	Contact
1	Abdoul Waheb DIOP	Dakar	Dakar	776401373
2	Mbaye DIOUF	Kaolack	Kaolack	776503129
3	Mandou NDIAYE		Kaolack	776305424
4	Dialiba TANDIAN	Kédougou	Coordonnateur	773625532
5	Souleymane DIALLO		Kédougou	774388531
6	Diarra Oury Ba DIALLO		Kédougou	777316100 / 703063705
7	Siricondy DIALLO		Salémata	775147611
8	Moussa SQUARE		Salémata	776159711
9	Sambou DIENE		Saraya	777122878
10	Ibrahima SINGUOURA		Saraya	779447180
11	Amadou DABO	Tambacounda	Koumpentoum	776472009
12	Ndèye Nar BEYE	Thiès	Coordonnateur	776088288
13	Aladji Ngary DIENG		Mbour	776513528
14	Ibrahima DIEDHIOU	Ziguinchor	Bignona	776544083

3. Équipe technique plateforme

Prénom et Nom	Fonction	Contact
Maïmouna Isabelle DIENG	Secrétaire Permanent	77 647 31 40
Aboubacrine Sedikhe SANKHARE	Coordonnateur national	77 958 98 95
Gladys SENOU	Comptable	77 90552 13
Ibrahima Ben NGOM	Chauffeur coursier	77 920 76 46

5. Calendrier d'exécution de la mission

La mission de facilitation du processus d'organisation des panels de consultations citoyennes a démarré avec la signature du protocole d'accord entre la CNRI et la PFANE le 02 juillet 2013.

Prévus dans un premier temps pour se tenir à la date du 27 juillet 2013, les panels ont été repoussés à plusieurs reprises ; tout d'abord la date du 17 août 2013 a été retenue, ensuite celle du 1^{er} septembre 2013, pour finalement se tenir à la date du 15 septembre 2013.

Ces multiples reports ont eu des conséquences sur la mobilisation correcte des équipes de facilitation, qui se sont tous engagés avec la PFANE pour un mois de prestation, et qui finalement sont restés mobilisés sur deux mois et demi au moment où ils avaient des engagements ailleurs.

6. Mise en œuvre de la mission sur le terrain

Sur les terrains, au niveau de chaque département, les équipes des facilitateurs se sont activés à mettre en œuvre la démarche méthodologique retenue pour l'organisation des panels de consultations citoyennes, à savoir l'établissement d'un plan d'action, la mise en place des comités de pilotage, la définition des modalités d'échantillonnage, l'identification et le choix des participants aux panels, l'organisation et l'animation des panels citoyens.

a. Mise en place comité de pilotage

Le processus d'organisation des panels citoyens est inscrit dans une dynamique de transparence, d'équité, et de démocratie participative raison pour laquelle la CNRI a donné instruction à la PFANE de veiller à impliquer toutes les sensibilités de la société sénégalaise représentées au niveau local. C'est ainsi qu'il a été décidé de mettre en place au niveau de chaque département, un comité de pilotage qui sera chargé de veiller à l'application correcte de la méthodologie adoptée et du processus de consultations citoyennes retenu par la CNRI.

Le format des comités de pilotage est laissé à l'appréciation des parties prenantes au niveau de chaque département qui se sont basé sur l'existant pour procéder au montage dudit comité.

Sur la base des principes retenus, il a donc été mis en place au niveau de chaque département, un comité de pilotage dont les membres sont choisis parmi la représentation de l'administration territoriale, les autorités locales, les chefs coutumiers et religieux, les représentants des organisations de la société civiles, des syndicats, des acteurs politiques, des citoyens simples, ...etc.

b. Elaboration plan d'action

Pour mener à bien leur mission, les comités de pilotage mis en place, avec l'appui des équipes de facilitation ont commencé par élaborer chacun leur plan d'action départemental.

En résumé, les actions retenues au niveau des départements tournent autour de :

- L'information la sensibilisation et la mobilisation des communautés à la base (autorités et populations) ;
- Médiatisation de l'événement à travers la presse locale ;
- Identification et choix des participants aux panels
- Mise en place de commissions et travail de coordination pour l'organisation matériels et techniques des panels ;
- ...etc.

c. Définition des modalités d'échantillonnage

Au cours des premières sessions de formation, les formateurs ont eu à présenter diverses techniques d'échantillonnage que les facilitateurs pouvaient utiliser sans en avoir défini les modalités pratiques, ni donner des instructions particulières dans ce sens.

Alors une fois sur le terrain les équipes ont procédé librement à l'échantillonnage et au choix des participants aux panels. Cette situation a créé des confusions sur le profil des personnes à convier aux panels, surtout pour ce qui s'agit des « panels citoyens » en marge des « panels porteurs d'enjeux ».

De plus il ya eu l'arrivée tardive de l'information sur le choix des participants qui doit se faire suivant une sélection basée sur une méthodologie scientifique et qui sera réalisée à partir d'un échantillonnage spécifique à l'activité. Cette dimension à été intégrée bien après la signature du protocole entre la CNRI et la Plateforme AnE, et aussi après la formation pour la première vague de facilitateurs les 06 et 07 juillet 2013, c'est-à-dire au cours de la formation du 08 au 09 juillet 2013, sans parler du fait qu'elle a nécessité un coût supplémentaire.

d. Identification et choix des participants aux panels

Sur ce point l'équipe du plateau technique de la CNRI a eu des séances de travail avec les responsables de la PFANE et le coordonnateur national. Et c'est au cours de la formation de rattrapage tenue le 1^{er} septembre que l'instruction a été faite d'adopter la méthodologie d'échantillonnage présenté dans le document du guide du facilitateur pour procéder harmonieusement à l'identification et à la sélection des participants aux panels.

C'est ainsi que les facilitateurs ont été remobilisés au niveau de la plupart des localités pour procéder au travail d'identification et de sélection des cent (100) participants aux panels à quelques jours de la date définitivement retenue.

Il cependant signaler que la CNRI a doté l'activité d'un budget spécial pour la prise en charge des facilitateurs sur les frais de transport et de communication indus.

Les listes des participants retenus ont été toutes transmises à la CNRI bien avant la tenue des panels pour vérification préalable.

e. La campagne de médiatisation

La mobilisation des communautés autour des panels a été appuyée par une campagne de communication radio au niveau de tous les départements. Les supports audio réalisés par la CNRI ont été utilisés pour cela, non sans difficultés liées à l'acheminement des CD jusqu'au niveau local, mais aussi à l'identification et au choix des radios et télé appropriés pour couvrir la médiatisation de l'événement.

f. Organisation et animation des panels

Les panels citoyens se sont tenus le dimanche 15 septembre 2013 simultanément et dans l'unanimité au niveau de l'ensemble des (45) départements du pays.

La journée du 15 septembre a été particulièrement marquée par des pluies diluviennes survenues dans l'ensemble du territoire national et qui ont débuté très tôt le matin avant même le démarrage des panels.

Malgré cette situation, les panels ont pu se tenir avec un engouement réel chez les participants qui ont manifesté la volonté d'accomplir leur devoir citoyen.

i. Récapitulatif des difficultés rencontrées

1. Région Dakar

Forces

- Pratiquement il a pluie toute la journée du dimanche 15 septembre 2013. Malgré cette pluie et certaines zones qui ne sont pas praticables à cause des inondations, les panélistes sont venus et restés jusqu'à des heures tardives.
- Implication des plusieurs personnes dans la préparation et l'organisation du panel citoyen à travers le comité de pilotage.
- L'intérêt des panélistes pour une production de qualité
- Choix diversifié des panélistes (jeunes, femmes et troisième âge) et pratiquement tous les secteurs d'activités.

- Mise en place d'un dispositif de supervision (coordinateur régional des ANE et superviseur CNRI) qui rend crédible les résultats du panel

Faiblesses

- Faiblesse du budget prévue pour l'organisation du panel ;
- Outil (questionnaire ; traduction ; CD) non disponible pour les panélistes au moment du démarrage des travaux ;
- Une seule journée d'administration du questionnaire qui devait se faire en deux jours compte tenu de sa taille et le nombre élevé de panéliste et du questionnaire
- Absences des autorités de la région (préfets et maires)
- Absence de couverture médiatique des radios communautaires du panel

Conclusion

Les panels de la région ont suscité de la part des panélistes un intérêt particulier, il marque une étape importante pour mettre en place des institutions qui reflètent les préoccupations des citoyens. Il s'y ajoute le caractère participatif de ce processus qui implique les citoyens dans l'élaboration de leur future constitution.

2. Département de Pikine

Forces

- Pratiquement il a pluie toute la journée du dimanche 15 septembre 2013. Malgré cette pluie et certaines zones qui ne sont pas praticables à cause des inondations, les panélistes sont venus et restés jusqu'à des heures tardives.
- Implication des plusieurs personnes dans la préparation et l'organisation du panel citoyen à travers le comité de pilotage.
- L'intérêt des panelistes pour une production de qualité
- Choix diversifié des panélistes (jeunes, femmes et troisième âge) et pratiquement tous les secteurs d'activités.
- Mise en place d'un dispositif de supervision (coordinateur régional des ANE et superviseur CNRI) qui rend crédible les résultats du panel

Faiblesses

- Faiblesse du budget prévue pour l'organisation du panel ;
- Outil (questionnaire ; traduction ; CD) non disponible pour les panélistes au moment du démarrage des travaux ;
- Une seule journée d'administration du questionnaire qui devait se faire en deux jours compte tenu de sa taille et le nombre élevé de panéliste et du questionnaire
- Absences des autorités de Pikine (préfet et maire de Pikine) malgré leur engagement de venir pour la cérémonie d'ouverture ;

- Absence de couverture médiatique des radios communautaires du panel

Conclusion

Le panel de Pikine a suscité de la part des panélistes un intérêt particulier, il marque une étape importante pour mettre en place des institutions qui reflètent les préoccupations des citoyens. Il s'y ajoute le caractère participatif de ce processus qui implique les citoyens dans l'élaboration de leur future constitution.

3. Département de Rufisque

Difficultés Rencontrées et Manquements Relevés

Elles sont relevées à plusieurs niveaux, notamment :

- ❖ Au niveau de la CNRI : la grande majorité des coordonnateurs et facilitateurs ont souligné avec force toute la difficulté de lire clairement la démarche imprimée par la CNRI. Il y a eu, en effet
 - Plusieurs changements de date retenue pour le PANEL. Ce qui a perturbé les agendas de ces facilitateurs
 - Un travail qui était prévu pour 15 jours et qui s'est étalé sur deux mois sans contrepartie financière causant une débauche d'énergie et une perte de temps.
 - Un budget indigne de la noblesse d'un projet qui doit déterminer pour longtemps encore l'avenir de 12 millions de sénégalais.
 - La rétention incompréhensible des outils du PANEL en évoquant la crainte d'une infiltration alors que des journalistes participaient aux différentes phases de formations.
 - La non distribution des questionnaires destinés aux porteurs d'enjeux comme convenu.
- ❖ Au niveau de la Plate Forme des ANE : nous avons relevé
 - Un grand écart dans la répartition des indemnités de transport au détriment de Dakar.
 - Un maigre budget surchargé d'erreurs et de sous-estimations du niveau réel des frais d'organisation de tels Panels.
 - Deux commandes pour un prix (fora et panel)
 - Beaucoup de retards dans l'affectation des fonds
- ❖ Au niveau de la Préfecture de Rufisque : nous n'avons en aucun moment eu la franche collaboration du préfet et de son Adjoint. Ils ont eu une attitude très méfiante du projet. Et pourtant nous avons respecté toutes les formes pour recevoir de l'appui, mais en vain.
- ❖ Sur le terrain : nous avons noté la grande contestation des porteurs d'enjeux qui ont plusieurs fois réclamé un minimum de soutien par rapport à leurs déplacements aux réunions du CDP et surtout l'effort et le temps perdu consécutif aux renvois de la date.

4. Département de Guédiawaye

Les problèmes et solutions proposés sont les suivants :

❖ Les Problèmes constatés

- Le non indemnisation du Comité de Pilotage
- L'arrêt de la mission du Comité de Pilotage à la veille du PANEL
- Les facilitateurs faisaient face à un problème d'organisation pour l'accueil des panélistes et la vérification de l'authenticité des invitations.

❖ Les solutions proposées

Pour une prochaine fois, il serait bon de :

- Créer une rubrique budgétaire prenant en compte les frais organisationnels cela permettra de régler le transport et d'indemniser les membres du Comité de Pilotage. Cela permettra d'éviter les représailles qu'ont connues les facilitateurs à l'égard de ce Comité.
- Le Comité d'Organisation doit s'occuper de l'organisation sur l'accueil, les démarches pour régler les petits problèmes.
- Aviser tôt et d'une manière officielle l'autorité étatique et locale de la tenue et des objectifs de l'activité. Cela permettra de faciliter la mission assignée aux facilitateurs.
- Mettre les outils de collecte d'information à la disposition du paneliste à temps ; voire depuis les ateliers de formation. Le cas de la fiche envoyée presque à 3 jours du Panel prenant en compte le n° de la CIN le quartier etc. en est une parfaite illustration.

5. Département de Bambey

Conclusion

- Pour 100 panélistes invités à travers le département suivant un échantillonnage rigoureusement établi, le panel n'a finalement pu réunir que 55 participants.
- En effet ce 15 septembre a coïncidé d'une part dans le département de Bambey avec la fête patronale de l'Eglise Catholique présidée pour la première fois par le nouvel Evêque du Diocèse de Thiès, d'autre part par la pluie qui s'est abattue sur la quasi-totalité du département toute la journée.

6. Région de Kaffrine

Difficultés communes

- ✓ le travail demandé a été trop ambitieux pour pouvoir être réalisé en une seule journée. certains panélistes provenant des villages éloignés n'ont pas pu assister à la clôture des panels .
- ✓ L'échantillonnage a été difficilement réalisés à cause du retard et de l'insuffisance des moyens financiers.

- ✓ Difficultés de mobilité entre les localités lors de l'échantillonnage et des panels dues à l'impraticabilité des routes boueuses et submergées d'eau de pluies.

Difficultés spécifiques

- la non présence du superviseur de la CNRI lors du Panel à Koungoul
- la radio communautaire de Kaffrine n'a pas profité aux kaffrinois de s'informer sur les tenants et les aboutissants du panel citoyen sur la réforme des Institutions qui se déroule dans leur localité. La seule explication que nous avons reçue, est que cette radio ne s'est pas affiliée au réseau des radios communautaires cocontractant avec la CNRI.

7. Département de Kaffrine

Difficultés rencontrées

- Le temps imparti pour effectuer l'échantillonnage et procéder au choix des participants a été relativement court. Pour surmonter cette contrainte, les facilitateurs ont dû faire face à des dépenses non prévues.
- Les moyens financiers mis à la disposition des facilitateurs pour la mise en œuvre des activités avant, pendant et après le panel ont été très insuffisants obligeant parfois les facilitateurs à faire usage de leur imagination et de leurs relations personnelles pour apporter des solutions au pied levé. A titre d'exemple, les membres du comité de pilotage ne sont pas pris en charge ; ce qui ne les motive pas à toujours à participer régulièrement aux rencontres.
- La période retenue pour la tenue des panels a coïncidé avec l'hivernage ; ce qui explique d'ailleurs l'absence de certains participants qui n'ont pas pu faire le déplacement du fait des pluies diluviennes tombées sur Dakar le même jour.

I. Recommandations

Dans l'éventualité de tenir d'autres rencontres du même type durant le reste du processus, il serait nécessaire de mieux planifier les activités et de mettre à la disposition des facilitateurs et autres intervenants tous les supports nécessaires à temps. La communication vis-à-vis du grand public devra également être renforcée pour permettre une meilleure participation citoyenne. Il faudrait parvenir à amener les citoyens à s'intéresser à ce qui se fait et à mieux s'impliquer.

Une attention particulière devra être apportée dans l'élaboration des budgets pour mieux identifier et prendre en charge toutes les activités

8. Département de Birkilane

Il est seulement déploré l'implication totale des autorités locales qui pouvait donner un caractère particulier, la tenue de ces consultations en période hivernale, les reports incessants de la date du panel qui a suscité un sentiment de désintéressement de certains citoyens qui pouvaient y participer.

9. Département de Malème Hodar

Difficultés rencontrées

- Le temps imparti pour effectuer l'échantillonnage et procéder au choix des participants a été relativement court. Pour surmonter cette contrainte, les facilitateurs ont dû faire face à des dépenses non prévues.
- Les moyens financiers mis à la disposition des facilitateurs pour la mise en œuvre des activités avant, pendant et après le panel ont été très insuffisants obligeant parfois les facilitateurs à faire usage de leur imagination et de leurs relations personnelles pour apporter des solutions au pied levé. A titre d'exemple, les membres du comité de pilotage ne sont pas pris en charge ; ce qui ne les motive pas à toujours à participer régulièrement aux rencontres.

Recommandations

Dans l'éventualité de tenir d'autres rencontres du même type durant le reste du processus, il serait nécessaire de mieux planifier les activités et de mettre à la disposition des facilitateurs et autres intervenants tous les supports nécessaires à temps. La communication vis-à-vis du grand public devra également être renforcée pour permettre une meilleure participation citoyenne. Il faudrait parvenir à amener les citoyens à s'intéresser à ce qui se fait et à mieux s'impliquer.

Une attention particulière devra être apportée dans l'élaboration des budgets pour mieux identifier et prendre en charge toutes les activités.

10. Département de Kougheul

Difficultés rencontrées

- Le temps imparti pour effectuer l'échantillonnage et procéder au choix des participants a été relativement court. Pour surmonter cette contrainte, les facilitateurs ont dû faire face à des dépenses non prévues.
- Les moyens financiers mis à la disposition des facilitateurs pour la mise en œuvre des activités avant, pendant et après le panel ont été très insuffisants obligeant parfois les facilitateurs à faire usage de leur imagination et de leurs relations personnelles pour apporter des solutions au pied levé.
- Un seul jour ne suffit pas pour tenir un panel, les travaux sont terminés tard dans la soirée (20 H).
- La période retenue pour la tenue des panels a coïncidé avec l'hivernage.

Recommandations

Dans l'éventualité de tenir d'autres rencontres du même type durant le reste du processus, il serait nécessaire de mieux planifier les activités et de mettre à la disposition des facilitateurs et autres intervenants tous les supports nécessaires à temps. La communication vis-à-vis du grand public devra également être renforcée pour permettre une meilleure participation citoyenne. Il faudrait parvenir à amener les citoyens à s'intéresser à ce qui se fait et à mieux s'impliquer.

Une attention particulière devra être apportée dans l'élaboration des budgets pour mieux identifier et prendre en charge toutes les activités.

11. Région de Kaolack

Les Difficultés Rencontrées

La première a été la disponibilité des deux premiers facilitateurs du département de Kaolack qui a retardé le démarrage du processus et impacté sur la mobilisation du comité départemental de pilotage.

Il y a eu également les reports de la date du panel qui a impacté sur le calendrier de travail de certains facilitateurs.

La méthode d'échantillonnage proposée par l'équipe technique de la CNRI a également constitué une grande contrainte à cause du temps et des moyens jugés insuffisants et qui ne sont pas venus à temps.

La traduction en wolof de certains termes juridiques a aussi constitué une contrainte pour certains facilitateurs.

Et enfin la longueur du guide (le nombre de questions à traiter) est également à signaler parmi les difficultés de la mission ; à Kaolack, certains panélistes venus avec les « horaires » ont été obligés de quitter avant la fin des travaux.

Enseignement Tirés

Par leur forte mobilisation et leur participation active, les panelistes ont montré leur degré de conscience citoyenne. Et la nature des propositions qu'ils ont faites de même que leur position sur certains points confortent leur attachement profond aux principes de la démocratie.

Recommandations

La recommandation qui est revenue dans tous les panels est la suivante : la prise en charge des préoccupations des populations matérialisées dans les propositions contenues dans les synthèses. Selon eux, elle constituera le moyen d'amener les citoyens à respecter et à défendre les institutions qui naîtront du travail de la CNRI.

12. Département de Kaolack

Les Difficultés Rencontrées

- La première a été la disponibilité des deux premiers facilitateurs du département de Kaolack qui a retardé le démarrage du processus et impacté sur la mobilisation du comité départemental de pilotage.
- Il y a eu également les reports de la date du panel qui a impacté sur le calendrier de travail de certains facilitateurs.
- La méthode d'échantillonnage proposée par l'équipe technique de la CNRI a également constitué une grande contrainte à cause du temps et des moyens jugés insuffisants et qui ne sont pas venus à temps.
- La traduction en wolof de certains termes juridiques a aussi constitué une contrainte pour certains facilitateurs.
- Et enfin la longueur du guide (le nombre de questions à traiter) est également à signaler parmi les difficultés de la mission ; à Kaolack, certains panélistes venus avec les « horaires » ont été obligés de quitter avant la fin des travaux.

La principale difficulté résidait d'abord dans le choix des panélistes sur toute l'étendue du département de Kaolack. Il nous a fallu beaucoup de patience et de temps (que nous

n'avions pas souvent heureusement le panel a été reporté de 15 jours) pour convaincre les personnes d'autant que la publicité n'a pas, au début, accompagné le processus. Ensuite, la traduction en wolof pour certains termes juridiques a été très difficile autrement dit, pour ce type de participants dont certains étaient totalement analphabètes (25%) il faudrait plus de temps pour tout traiter les thématiques, une seule journée a été jugée insuffisante. Toutefois nous sommes arrivés au terme de notre panel à 18 h 15 ce qui a un peu embarrassé les participants qui devaient rentrer loin et surtout que le remboursement du transport n'était pas prévu. Il a fallu que la PFANE joue sur le budget pour permettre un minimum de contribution aux frais de transports des panélistes.

13. Département de Guinguinéo

Au sortir de ces consultations et du processus qui nous y a menés, nous sommes en mesure d'affirmer ici, de par les témoignages engrangés ca et la, que les populations du département de Guinguinéo se sont approprié les propositions de réformes nées de ces rencontres.

Nous sommes en mesure de révéler aussi que, si la crainte de voir les politiques récupérer cette activité ne nous avait pas animés, nous aurions travaillé plus facilement puisque un véhicule nous était proposé pour nos déplacements à l'intérieur du département.

Aussi, le fait que nous ayons été amenés à nous autofinancer pour accomplir certaines activités (ciblage des panélistes, commande du bandeau, saisie, tirage et distribution des invitations...) a constitué parfois un lourd fardeau.

Le fait de ne pas prendre les membres du comité de pilotage parmi panélistes ne fut pas non plus chose aisée. Ce fut difficile de leur en donner la raison.

Pour boucler la boucle, nous dirons simplement que la prise en charge des préoccupations des populations matérialisées dans les propositions contenues dans les synthèses, constituera le seul moyen de les amener et à respecter et à défendre les institutions qui naitront du travail de la CNRI.

14. Région de Kédougou

Difficultés Rencontrées

❖ Implication des acteurs

Il a fallu beaucoup de sensibilisation de la part des facilitateurs obtenir l'implication des acteurs car ces derniers demandaient des moyens financiers

❖ Sélection des panelistes

Les facilitateurs ont été confrontés à d'énormes contraintes dans la région de Kédougou.

❖ Entre autre il y'a:

- Les contraintes liées à la pluviométrie. En effet, durant toute la période de sélection, d'importantes pluies s'abattaient sur Kédougou qui tiraient en longueur empêchant soit les facilitateurs de se déplacer ou bloquant totalement l'accès à de nombreuses collectivités locales
- L'occupation de la plupart des cibles par les activités d'orpaillage rendait le travail très difficile

- L'enclavement de la plupart des collectivités locales qui fait que souvent les cibles du troisième âge disent ne pas pouvoir se déplacer et il faut en trouver un autre

15. Département de Kolda

❖ Points forts

- Encadrement du coordinateur régional des activités de la CNRI
- Disponibilité et dynamisme du CDP
- Bon ciblage (toutes les collectivités locales ont été représentées)
- une bonne organisation et une bonne maîtrise des documents par les facilitateurs
- harmonisation des interventions de la part des facilitateurs
- Le local a permis aux panélistes de travailler librement

❖ A améliorer

- insuffisance du budget
- le transfert des budgets à quelques jours du panel
- le budget de l'échantillonnage reçu après travail accompli
- la période du panel (hivernage)

❖ Recommandations

- Augmentation du budget
- organisation des panels hors de la période hivernale
- Mise en place du budget de l'échantillonnage avant l'exécution

16. Département de Vélingara

Difficultés rencontrées

La principale difficulté rencontrée pendant le processus vers le panel citoyen est liée aux difficultés des déplacements internes dans le département pendant l'échantillonnage. Il a fallu recourir à l'appui d'ADESC et des facilitateurs eux-mêmes en logistiques (motos).

17. Medina Yoro Foulah

Difficultés rencontrées

Les travaux ont pris fin à 19h30mn tel que mentionné sur le canevas de synthèse. Cependant, nous avons quitté la Mairie de MYF à 23h pour rentrer sur Kolda pour deux raisons :

- D'abord nous avons été obligés de gérer une tension avec les participant(e)s. En effet, la faiblesse du budget alloué à cette zone enclavée et dont les collectivités sont très éloignées les unes des autres a créé la déception auprès de certains

participant(e)s (qui ont jugé que la somme qui leur a été alloué pour le transport est bien en deçà de ce qu'ils ont dépensé pour se rendre à l'activité. Les facilitateurs leur ont rappelé que cette activité est un acte citoyen qui est l'affaire de tous les sénégalais et par conséquent même sans transport les gens doivent être motivés pour y répondre physiquement.

- C'est après la gestion de ce conflit que nous nous sommes regroupés avec le superviseur Pierre Simon Daniel Mbade Ndiaye pour élaborer ensemble le rapport provisoire de synthèse des travaux.

Conclusions

En définitive, nous pouvons retenir qu'hormis le petit malentendu avec les participant(e)s décelé à la fin de l'activité et lié aux taux de remboursement du transport, les travaux se sont déroulés à MYF dans des conditions souhaitables.

Les groupes, sous la supervision des facilitateurs (qui ont respecté l'obligation de neutralité) ont donné leur avis sur l'ensemble des questions en toute liberté et quiétude.

Les facilitateurs ont co-animé les activités dans la cohésion, l'entraide et la paix.

Monsieur Ndiaye, le superviseur choisi par la CNRI pour le département de MYF a été très professionnel et intègre malgré un petit malentendu qui nous a opposé au départ lié à la démarche utilisée par les facilitateurs qui ont scindé les groupes par thématique tel que recommandé. Or selon lui, les groupes devaient traiter tous les thèmes. Ce malentendu a nécessité un appel téléphonique au Président des acteurs non étatiques (ANE) de Kolda Monsieur Oumar MBALLO qui a confirmé cette stratégie et nous a encouragés à continuer dans cette voie. L'expérience a montré à la fin que nous allions passer la nuit avec les participant(e)s si les groupes devaient traiter tous les thèmes.

Au regard de tout cela, nous recommandons pour des activités de ce genre, de toujours tenir compte de la réalité des zones d'intervention pour éviter ces genres de problèmes que les facilitateurs du département de Médina Yoro Foulah ont rencontré après le déroulement de l'activité.

18. Région de Louga

Il faut noter qu'il y'a eu beaucoup d'errements au niveau de la CNRI dans l'objectivité de certaines informations, le respect des promesses (mise à disposition des questionnaires traduits), la confusions entre questionnaire à remplir par les citoyens et les questionnaires supports pour les panelistes, les différents reports de la tenue des panels et le retard du virement des budgets.

19. Département de Louga

Problèmes Rencontrés

- L'instabilité des dates retenues du panel ;
- Retard dans la mise en place des documents de travail (questionnaires traduits, proposition agenda panel, etc.);
- Les conditions d'organisation des sessions de formation des facilitateurs
- La difficulté d'application du choix aléatoire ;

- La période de la tenue du panel (hivernage) ;
- La durée du panel (une journée)
- La non prise en charge des frais de transport

20. Département de Kébémér

Difficultés Rencontrées

Les difficultés rencontrées sont :

- Les reports multiples des panels
- L'insuffisance des moyens pour le fonctionnement des CDP
- La mise en place tardive des supports
- Les conditions d'organisation des sessions de formation des facilitateurs à Dakar
- L'introduction des forums en cours à un certain moment y'a eu confusion sur le rôle des facilitateurs et la proximité des deux journées.
- La maîtrise de l'échantillonnage (temps très court).
- La période de la tenue du panel (hivernage) et la durée compte tenu des distances
- La ventilation du questionnaire et sa remontée faute de moyens et le format du questionnaire où écrire ?
- La non prise en charge des frais de transport

21. Région de Matam

Points Forts

- Tenue régulière des réunions de coordination entre coordonnateur régional et facilitateurs.
- Disponibilité de la radio communautaire Ranérou FM « Salndou Fouta » de Thilogne.
- Implication personnelle du gouverneur et des Préfets pour la bonne réussite de l'activité.
- L'efficacité et engagement des membres des CDP
- Bonne participation des panelistes.
- Bonne appréciation de la démarche participative.

Points Faibles

- Les reports répétés des dates de panels.
- Insuffisance de la communication dans les radios locales

- La non implication des antennes régionale de la Plateforme dans la signature des contrats avec les radios communautaires
- Insuffisance des moyens pour l'organisation des Panel
- désarticulation sur certains points du questionnaire et du document de synthèse.
- mission de question dans le document du canevas.
- Enclavement des zones du Ranérou, Thionokh, Louguéré, Younouféré et le Dandémoyo dans les départements de Kanel et Matam.
- La pluie a été un handicap pour les zones de l'intérieur.
- Retard dans la mise en place des documents et CD ;

Recommandations

- Planifier les dates en périodes de saison sèche pour permettre aux zones d'accès difficiles de participer aux travaux.
- Créer un cadre de travail entre les CDP et les radios communautaires.

22. Département de Kanel

Points forts

- Disponibilité et dynamisme du CDP
- Bon ciblage (toutes les collectivités locales ont été représentées)
- Maîtrise des documents par les facilitateurs
- Harmonisation des interventions de la part des facilitateurs
- Local adapté

Points à améliorer

- Insuffisance du budget
- Place des radios communautaires
- Période du panel (hivernage)
- Canevas de synthèse mal ordonné

Recommandations

- Augmentation du budget
- Contractualisation avec le presse à la base (Plateforme – radios communautaires) pour un meilleur contrôle
- Organisation des panels hors de la période hivernale

- Feedback du draft de la synthèse générale à la base pour amendement

23. Département Ranérou Ferlo

Points Forts

- Tenue régulière des réunions de coordination entre coordonnateur régional et facilitateurs.
- Disponibilité de la radio communautaire Ranérou FM.
- Implication personnelle du Préfet pour la bonne réussite de l'activité.
- Bonne participation des panelistes.
- Bonne appréciation de la démarche participative.

Points Faibles

- Les reports répétés des dates de panels.
- désarticulation sur certains points du questionnaire et du document de synthèse.
- mission de question dans le document du canevas.
- Enclavement des zones du Ranérou, Thionokh, Louguéré, Younouféré.
- La pluie a été un handicap pour les zones de l'intérieur.
- Retard dans la mise en place des documents et CD ;
- Recommandations
- Planifier les dates en périodes de saison sèche pour permettre aux zones d'accès difficiles de participer aux travaux.
- Créer un cadre de travail entre les CDP et les radios communautaires.

24. Région de Sédhiou

Difficultés rencontrées

- Mobilisation des membres du Comité de Pilotage à cause de l'absence de moyens financier pour la prise en charge lors des réunions
- Le retard dans la mise en place des ressources financières
- Le manque de Coordination entre les Superviseurs CNRI et la PF/ANE pour le remplissage des questionnaires

Leçons apprises

- Le choix par échantillonnage pour les participants aux panels
- L'intérêt accordé aux participants des panels pour thèmes identifiés

Conclusion

- Cette approche préconisée par la CNRI est novatrice, elle constitue une grande rupture par rapport à la démarche habituelle qui consistait à mobiliser des élites qui produisaient des documents dont le fondement étaient en déphase avec les réalités et préoccupations citoyennes locales.
- Cette démarche est réellement inclusive, démocratique et participative, elle contribuera à plus d'adhésion autour du document, plus d'appropriation. Toutes les familles d'acteurs se sentiront impliqués dans l'architecture du document.

25. Département de Sédhiou

Difficultés

- Difficulté à mobiliser les membres du CDP à cause de la faiblesse des moyens de prise en charge
- Indisponibilité des autorités et des élus, la plupart sont en congé,
- Les communautés sont prises par les travaux champêtres
- L'enclavement du département et l'effet de l'hivernage sur les routes et le transport

Leçons Apprises

- Prévoir quelque chose à l'avenir pour le CDP, le bénévolat et le militantisme deviennent rares
- Faire attention sur le choix de la période

26. Département Bounkiling

Difficultés

- Difficulté à mobiliser les membres du CDP à cause de la faiblesse des moyens de prise en charge
- Indisponibilité des autorités et des élus.
- Les communautés sont prises par les travaux champêtres
- L'enclavement du département et l'effet de l'hivernage sur les routes et le transport
- La faiblesse des moyens financiers mis à disposition pour cette activité.

Le délai trop court par rapport à l'importance des sujets à discuter.

Leçons Apprises

- Prévoir quelque chose à l'avenir pour le CDP, le bénévolat et le militantisme deviennent rares
- Faire attention sur le choix de la période

Compte-tenu de l'importance du sujet à traiter, les moyens mis à disposition sont insuffisants et les délais pour la préparation trop courts.

27. Département Goudomp

Difficultés

- Difficulté à mobiliser les membres du CDP à cause de la faiblesse des moyens de prise en charge
- Indisponibilité des autorités et des élus, la plupart sont en congé,
- Les communautés sont prises par les travaux champêtres
- L'enclavement du département et l'effet de l'hivernage sur les routes et le transport

Leçons Apprises

- Prévoir quelque chose à l'avenir pour le CDP, le bénévolat et le militantisme deviennent rares
- Faire attention sur le choix de la période

28. Région de Saint-Louis

Points faibles notes

- Les nombreux reports à la tenue des panels ;
- La modicité des moyens mobilisés pour la tenue des panels ;
- Le boycott et /ou la non implication de l'administration territoriale ;
- Le choix porte sur l'ONCAV et non la plateforme des acteurs non étatiques (ANE) plus apte et habituée à la mobilisation des populations sur les questions de citoyenneté, de démocratie, de libertés publiques....

Points forts

- les capacités des facilitateurs à conduire les panels et à remonter les données recueillies ;
- l'appui à toutes les étapes de la plateforme régionale et nationale
- l'adhésion spontanée des participants aux panels :
- la coopération des élus locaux pour la réussite des panels (l'adjoint au maire de saint-louis)
- l'intérêt suscité par les thématiques choisies et la volonté des citoyens d'imprimer leur marque dans les réformes.

29. Département de Backel

Difficultés et solutions apportées

Malgré les efforts consentis pour favoriser la participation massive de toutes les collectivités locales, nous avons connu des absences

En effet certaines collectivités locales (ceux de la poche de la Falémé) n'ont pu venir parce qu'ils avaient des difficultés de mobilité dues à l'enclavement et à la remonté de la Falémé qui les oblige rester sur place

En plus de ce cas certaines pour venir à Bakel font un détour de plus de 250 KM pour venir à Bakel ; nous avons été obligé de prendre en charge pendant 3 trois jours leur permettre d'être présents au panel ces derniers sont obligés de passer la nuit pour repartir le lendemain

En plus de celles ci la zone a connue un événement malheureux (décès d'un grand marabout) la veille qui a réduit le taux de présence

Cependant malgré ces difficultés nous avons enregistré une forte présence à cause de la médiatisation et de l'action à la base ; c est pourquoi nous avons considéré la décision du report comme étant une décision très bonne.

La période hivernale a été un handicap majeur à la présence de certaines personnes qui à cause du retard des pluies sont mobilisés pour la culture (zone nord)

L'état des routes a fortement réduit la présence des femmes qui ne peuvent pas faire les longues distances à moto surtout celles qui portent des enfants

Forces

La première force pour nous réside dans le fait qu'en tant que membre de la plate forme nous avons bénéficié de l'appui de la société civile membre du réseau ou non qui a beaucoup contribué à la mobilisation a travers la sensibilisation

La seconde force est celle de travailler en étroite collaboration avec la radio qui en plus de son contrat nous a permis de diffuser largement et toute la journée la veille et le jour même du panel de sortes que nous avons eu la participation de beaucoup de personnes qui ont trouve le besoin de contribuer à la réflexion

La collaboration des autorités administratives et locales a été d'un grand apport.

30. Département de Tambacounda

Les difficultés rencontrées

- Faible niveau d'implication du comité de pilotage
- Etendu du département villages distants de la commune de 100 km
- Faiblesses des ressources financières pour une prise en charge correcte des panélistes
- Impossibilités de certains non résident de rester jusqu'au delà de 14 h
- Temps insuffisant pour le questionnaire

31. Région de Thiès

Recommandations

- Déterminer le montant des moyens financiers en fonction du volume de travail et non du niveau (national, régional, local)
- Fixer une période et non une date précise de la tenue des panels pour faciliter l'intégration des particularités du milieu et augmenter les conditions de réussite
- Impliquer les citoyens comme ce fut le cas lors de ces panels dans la gestion de la cité/pays
- Partager et vulgariser les résultats des travaux de l'équipe chargée de proposer des réformes et les résultats des panels avec les citoyens

32. Département de Thiès

Recommandations

- Impliquer comme ce fut le cas lors de ces panels les citoyens dans la gestion de la cité/pays ;
- Partager et vulgariser les résultats des travaux de l'équipe chargé de proposer des réformes et les résultats des panels avec les citoyens ;

33. Département de Tivaouane

Recommandations

- Déterminer le montant des moyens financiers en fonction du volume du travail et non du niveau (national, régional, local)
- Fixer une période et non une date précise de la tenue des panels pour faciliter l'intégration des particularistes du milieu et augmenter les conditions de réussites.

34. Département de Ziguinchor

- Veiller à faire connaitre à temps les dates des formations aux participants
- Veiller à partager le choix de la date pour la tenue de l'événement
- Veiller à faire disposer à temps aux organisateurs les ressources idoines
- S'assurer que les autorités sont avisées au sujet de l'événement
- Eviter d'organiser une manifestation en saison des pluies

35. Département de Bignona

Points forts

- Encadrement du coordinateur régional des activités de la CNRI
- Disponibilité et dynamisme du CDP
- Bon ciblage (toutes les collectivités locales ont été représentées)

- une bonne organisation et une bonne maitrise des documents par les facilitateurs
- harmonisation des interventions de la part des facilitateurs
- Le local a permis aux panélistes de travailler librement

A améliorer

- insuffisance du budget
- le transfert des budgets à quelques jours du panel
- le budget de l'échantillonnage reçu après travail accompli
- la période du panel (hivernage)

Recommandations

- Augmentation du budget
- organisation des panels hors de la période hivernale
- Mise en place du budget de l'échantillonnage avant l'exécution

7. Tableau récapitulatif des documents et rapports reçus - À la date du 12 novembre 2013

N°	Régions	N°	Départements	Listing des participants aux panels	Rapports de synthèse des panels	Rapports narratif des panels	Rapports technique et financier au niveau régional
1	Dakar	1	Dakar	OK	OK	OK	OK
		2	Pikine	OK	OK	OK	
		3	Rufisque	OK	OK	OK	
		4	Guédiawaye	OK	OK	OK	
2	Diourbel	5	Diourbel	OK	OK	OK	OK
		6	Bambey	OK	OK	OK	
		7	Mbacké	OK	OK	OK	
3	Fatick	8	Fatick	OK	OK	OK	OK
		9	Foundioure	OK	OK	OK	
		10	Gossas	OK	OK	OK	
4	Kaffrine	11	Kaffrine	OK	OK	OK	OK
		12	Birkilane	OK	OK	OK	
		13	Malème Hodar	OK	OK	OK	
		14	Koungheul	OK	OK	OK	
5	Kaolack	15	Kaolack	OK	OK	OK	OK
		16	Nioro	OK	OK	OK	
		17	Guinguinéo	OK	OK	OK	
6	Kédougou	18	Kédougou	OK	OK	OK	OK
		19	Salémata	OK	OK	OK	
		20	Saraya	OK	OK	OK	
7	Kolda	21	Kolda	OK	OK	OK	OK
		22	Vélingara	OK	OK	OK	
		23	Médina Yéro F.	OK	OK	OK	
8	Louga	24	Louga	OK	OK	OK	OK
		25	Kébémér	OK	OK	OK	
		26	Linguère	OK	OK	OK	
9	Matam	27	Matam	OK	OK	OK	OK
		28	Kanel	OK	OK	OK	
		29	Ranérou	OK	OK	OK	
10	Sédhiou	30	Sédhiou	OK	OK	OK	OK
		31	Boukiling	OK	OK	OK	
		32	Goudomp	OK	OK	OK	
11	Saint louis	33	Saint louis	OK	OK	OK	OK
		34	Podor	OK	OK	OK	
		35	Dagana	OK	OK		
12	Tambacounda	36	Backel	OK	OK	OK	OK
		37	Goudiry	OK	OK	OK	
		38	Tambacounda	OK	OK	OK	
		39	Koumpentoum	OK	OK	OK	
13	Thiès	40	Thiès	OK	OK	OK	OK
		41	Tivaouane	OK	OK	OK	
		42	Mbour	OK	OK	Ok	
14	Ziguinchor	43	Ziguinchor	OK	OK	OK	OK
		44	Bignona	OK	OK	OK	
		45	Oussouye	OK	OK	OK	

a. Listing des participants aux panels

Les listes des participants aux panels établies à partir du travail d'échantillonnage sont toutes disponibles pour l'ensemble des 45 départements.

b. Rapports de synthèse des panels pour les départements

L'ensemble des canevas de rapport de synthèse ont été remplis et disponibles pour l'ensemble des 45 départements.

Cependant il faut signaler que pour les départements de Fatick, Foundioune, Gossas dans la région de Fatick, ce sont les versions en copie dure qui ont été fournies.

NB : Ces rapports ont été ressaisis par l'équipe de Fatick qui a déposé les versions électroniques.

Il en est de même pour les départements de Matam, Kanel, Ranérou dans la région de Matam, et aussi pour le département de Bignona dans la région de Ziguinchor.

Toutes les versions de rapport narratif déposées en copie dure ont été repris par les concernés et les versions électroniques sont actuellement disponibles.

c. Rapports narratifs des panels pour les départements

Quarante quatre (44) sur les (45) départements ont déposé un rapport narratif des panels. Il reste actuellement qu'un seul (1) département qui n'a pas déposé de rapport narratif. Il s'agit du département de Dagana.

d. Rapports narratifs des panels pour les régions

Toutes les quatorze (14) régions eu à déposer un rapport narratif régional.

8. LES ANNEXES
a. ANNEXE : LES OUTILS

i. Bandeau d'annonce



NB :

1. Le logo de la CNRI doit être au début de la banderole (à gauche)
2. Le logo de la plateforme des AnE de l'autre côté à la fin (à droite) doit conserver son « ROND »
3. Il est impératif de conserver le slogan « **Les Institutions : je suis concerné, je participe** »
4. Pour la date concernant les fora vous être libre de le conserver ou non référez-vous aux réalités de votre milieu

ii. Canevas de synthèse des panels citoyens

COMMISSION NATIONALE DE REFORME DES INSTITUTIONS

ANNEXE 3 : Canevas de synthèse des panels citoyens

IDENTIFICATION :

DEPARTEMENT :

Facilitateurs :

Lieu du panel :

Début :

Fin :

Canevas synthèse panels citoyens

DOMAINE 1 GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE

1. 1- Mesures nouvelles proposées par les citoyens (lister ci-dessous les trois principales et la synthèse des appréciations)

Moyens garantissant la participation citoyenne dans la gestion des affaires publiques	RESULTAT			OBSERVATIONS PARTICULIÈRES DES FACILITATEURS
	Large accord	mitigé	Désaccord manifeste	
a)				
b)				
c)				

1.2- Points de vue sur les règles proposées par les porteurs d'enjeux

Item	Résultat			Observations particulières des facilitateurs
	Large accord	Mitigé	Désaccord manifeste	
a) institutionnalisation de la concertation avant toute prise de décision majeure dans la gestion des affaires publiques.				
b) droit accordé aux citoyens d'adresser des pétitions aux autorités en vue de défendre leurs droits ou de dénoncer s'il y a lieu les actes illégaux ou les abus de pouvoir.				
c) reconnaissance du droit d'initiative populaire dans la procédure législative ;				
d) droit reconnu aux citoyens d'initier un référendum sur des questions d'intérêt national.				
e) égal accès de tous aux services publics, aux ressources publiques et aux fonctions publiques garanti par la constitution.				

DOMAINE 2 : DROITS ET LIBERTES FONDAMENTAUX

2.1. Points de vue sur les règles proposées par les porteurs d'enjeux

Item	Résultat			Observations particulières des facilitateurs
	Large accord	Mitigé	Désaccord manifeste	
a) droit pour les citoyens de saisir, à tout stade de la procédure, le Juge constitutionnel par la procédure de l'exception d'inconstitutionnalité dans les affaires qui touchent aux droits et libertés fondamentaux des citoyens.				
b) intérêt à agir et droit de saisine de la juridiction compétente élargi aux organisations de défense des droits humains et environnementaux dans les affaires qui touchent aux droits, libertés et biens publics.				
c) Tout prévenu peut bénéficier de l'assistance d'un avocat dès la garde à vue				
d) égal accès à l'information administrative garanti aux citoyens				
e) les principes fondamentaux des droits et libertés et tout changement dans ce domaine feront nécessairement l'objet d'un vote par référendum				

2. 2- Mesures nouvelles proposées par les citoyens (pour chaque item, lister ci-dessous les trois principales et la synthèse des appréciations)

2.2.1. Pour Éviter Les Abus En Matière D'arrestations Et Détentions Préventives	Résultat			Observations Particulières Des Facilitateurs
	Large Accord	Mitigé	Désaccord Manifeste	
a)				
b)				
c)				
2.2.2. Pour rendre effective la sécurité des citoyens				
a)				
d)				
e)				
2.2.3. Pour rendre effectif le droit de manifestation				
a)				
b)				
c)				
...				
2.2.4. Pour garantir le libre exercice des droits des personnes vivant avec un handicap et les préserver de l'abandon moral, de la discrimination, de la marginalisation et de la stigmatisation				
a)				
b)				
c)				

DOMAINE 3 : SEPARATION ET EQUILIBRE DES POUVOIRS (EXECUTIF, LEGISLATIF, JUDICIAIRE)

3.1- Mesures nouvelles proposées par les citoyens (pour chaque item, lister ci-dessous les trois principales et la synthèse des appréciations)

3.1.1- Pour rendre plus équilibrés les pouvoirs exécutif, législatif et judiciaire et/ou amener chaque pouvoir à assumer ses responsabilités	Résultat			Observation particulière
	Large accord	Mitigé	Désaccord manifeste	
a)				
b)				
c)				
3.1.2- Pour distribuer de façon équilibrée et efficace les fonctions au sein de l'exécutif				
a)				
b)				
c)				
3.1.3- Pour permettre au parlement d'assumer ses responsabilités				
a)				
b)				
c)				
3.1.4- Pour renforcer l'indépendance et l'impartialité de la justice				
a)				
b)				
c)				
3.1.5- Pour consolider la démocratie et l'Etat de droit avec un système de justice constitutionnelle qui évite l'incompétence souvent évoquée par le conseil constitutionnel actuel				
a)				
b)				
c)				

3.2- Points de vue sur les règles proposées par les porteurs d'enjeux

ITEM	RESULTAT			OBSERVATIONS PARTICULIERES DES FACILITATEURS
	Large accord	mitigé	Désaccord manifeste	
a) Le Président de la République, une fois élu, cesse d'être chef de parti				
b) Le Président de la République est passible de poursuites judiciaires s'il commet des crimes et délits caractérisés dans l'exercice de ses fonctions				
i. Si oui, Lesquels précisément (lister dans la colonne « observations »)				
ii. Le cas échéant, doit-il bénéficier d'une juridiction spéciale ?				
c) normalisation des fonctions de ministre (ministre d'Etat, ministre délégué, ministre sans portefeuille, ministre conseiller, etc.)				
d) confirmation des nominations des ministres par le parlement				
e) limitation formelle du nombre de départements ministériels				
f) suppression de la plupart des agences et leur incorporation dans les ministères appropriés				

DOMAINE 4 : ADMINISTRATION REPUBLICAINE ET GESTION DES DENIERS PUBLICS

4.1- Mesures nouvelles proposées par les citoyens (pour chaque item, lister ci-dessous les trois principales et la synthèse des appréciations)

4.1.1 Pour réhabiliter l'Etat et renforcer son autorité et sa crédibilité	Résultat			Observations particulières des facilitateurs
	Large accord	Mitigé	Désaccord manifeste	
a)				
b)				
c)				
4.1.2 Pour restaurer l'éthique, le civisme, la rigueur et l'intégrité dans la gestion des affaires publiques				
a)				
b)				
c)				
4.1.3 Pour moderniser et rendre l'administration publique plus républicaine et performante				
a)				
b)				
c)				

4.2- Règles nouvelles proposées par les citoyens (pour chaque item, lister ci-dessous une règle sur laquelle les participants se sont accordés pour satisfaire le critère indiqué)

CRITERE	REGLE JUGEE LA PLUS SATISFAISANTE	OBSERVATIONS
a) lutter contre la corruption, la concussion, l'enrichissement illicite, les détournements de deniers publics, les conflits d'intérêts, les prises illégales d'intérêt et l'utilisation indue des biens et services de l'Etat	
b) mettre un terme à la patrimonialisation des ressources (financières,	

matérielles, naturelles, foncières, de valeurs mobilières et d'immeubles)		
c) lutter contre le gaspillage et les fautes de gestion entraînant une déperdition de ressources publiques	
d) garantir la transparence de la gestion des finances publiques	
e) assurer une répartition équitable des infrastructures, équipements et services de base entre les différents terroirs ou zones du territoire national	
f) garantir l'effectivité des sanctions à toute entorse à la législation financière, tout détournement de deniers publics et toute utilisation indue des biens et services de l'Etat	
g) empêcher « l'expropriation » indue des terres agro-pastorales au détriment de la propriété familiale et des intérêts nationaux	
h) Préserver les intérêts nationaux et locaux dans les concessions en matière d'exploitation minière	
i) Eviter toute emprise sur l'Etat de tout groupe de pression	

4.3- Points de vue sur les règles proposées par les porteurs d'enjeux

ITEM	Résultat			Observations particulières des facilitateurs
	Large accord	mitigé	Désaccord manifeste	
a) la déclaration de patrimoine par les membres du gouvernement, les directeurs des services nationaux, les directeurs généraux des entreprises nationales et des établissements publics ou semi-publics, et les gestionnaires de deniers publics au début et à la fin de leur fonction.				
b) l'appel à candidature est généralisé et systématisé pour les emplois de haute direction dans la fonction publique et le secteur parapublic.				
c) la déclaration de patrimoine par les membres du gouvernement, les directeurs des services nationaux, les directeurs généraux des entreprises nationales et des établissements publics ou semi-publics, et les gestionnaires de deniers publics au début et à la fin de leur fonction.				

DOMAINE 5 : SYSTEME ELECTORAL ET REPRESENTATION

5.1- Points de vue sur les règles proposées par les porteurs d'enjeux

Item	Résultat			Observations particulières des facilitateurs
	Large accord	Mitigé	Désaccord manifeste	
f) institutionnalisation de la concertation avant toute prise de décision majeure dans la gestion des affaires publiques.				
g) droit accordé aux citoyens d'adresser des pétitions aux autorités en vue de défendre leurs droits ou de dénoncer s'il y a lieu les actes illégaux ou les abus de pouvoir.				
h) reconnaissance du droit d'initiative populaire dans la procédure législative ;				
i) droit reconnu aux citoyens d'initier un référendum sur des questions d'intérêt national.				
j) égal accès de tous aux services publics, aux				

ressources publiques et aux fonctions publiques garanti par la Constitution.				
--	--	--	--	--

5.2. Points de vue sur les règles proposées par les porteurs d'enjeux

Item	Résultat			Observations particulières des facilitateurs
	Large accord	mitigé	Désaccord manifeste	
a) L'âge requis pour être candidat à l'élection présidentielle sera de : <ul style="list-style-type: none"> • 35-70 ans • 35-75 ans • Autres propositions (préciser et justifier): 				
b) introduire le second tour pour les élections législatives				
c) fixer un nombre optimum de députés au Parlement				
d) nationalité exclusivement sénégalaise devrait-elle être exigée pour certaines fonctions de l'Etat (en plus de la fonction de Président de la République, où cela est déjà la règle)				
e) La constitution doit garantir aux candidats indépendants la libre participation à tous les types d'élection y compris locale				
f) Les maires et présidents de collectivités locales doivent être élus au suffrage universel direct ? <i>Si oui, comment ?</i> <ul style="list-style-type: none"> • comme têtes de listes • séparément 				
g) La Constitution doit adopter un statut de l'opposition et consacrer un Chef de l'opposition				
h) Vote des militaires et paramilitaires				
i) Parité pour toutes les fonctions électives ou pour certaines seulement (dans ce cas, lesquelles ? Lister les propositions dans la colonne « observations »)				
j) Suppression du cumul des mandats entre certaines fonctions exécutives et fonctions électives (maire et président de l'Assemblée nationale, ministre et maire, ministre et président de collectivité locale, etc.)				
k) Stricte limitation du cumul de mandats et du nombre de mandats successifs pour toutes les fonctions électives				
l) Impossibilité pour un proche parent du Président de la République de lui succéder immédiatement				
m) Représentation des Sénégalais de l'extérieur au Parlement				
n) Remboursement par l'Etat des dépenses des cinq (ou plus ou moins) premiers partis politiques (sous réserve qu'ils aient recueilli au moins 10% des suffrages exprimés dans les élections présidentielles, législatives ou municipales) et sur la base de la présentation des comptes annuels certifiés par les Commissaires aux comptes indépendants et vérifiés par la Cour des comptes				

5.3- Mesures nouvelles proposées par les citoyens (pour chaque item, lister ci-dessous une règle sur laquelle les participants se sont accordés comme réponse idoine à la question posée)

QUESTION	REGLE JUGEE LA PLUS SATISFAISANTE	OBSERVATIONS
a) Concernant les élections législatives, quelles sont les règles de répartition des sièges de député au Parlement qui vous paraissent les plus appropriées pour la représentation de la diversité des sensibilités et la stabilité des institutions ? Concernant le mode de scrutin, devrait-on maintenir les listes nationales ?	
b) Comment réduire considérablement le nombre de partis sans nuire à la liberté d'association et au libre choix des citoyens? Quelles sont les règles et les conditions qui doivent régir la création et le fonctionnement des	

partis politiques ?		
c) Quelles mesures pour réguler le financement des partis politiques et des campagnes électorales ?

5.4- Points de vue des citoyens sur la nécessité ou non de créer de nouveaux organes de représentation ou régulation ou renforcer certaines

ITEM	RESULTAT			OBSERVATIONS PARTICULIERES
	Large accord	mitigé	Désaccord manifeste	
a) une <u>autorité indépendante</u> , ayant notamment pour fonctions, à l'exception du contentieux juridictionnel, la <u>préparation et l'organisation des consultations électorales et référendaires</u> , la gestion des listes électorales, les affaires concernant la vie et le fonctionnement des partis politiques et la tenue des concertations entre les acteurs du jeu politique pour assurer des élections ouvertes à tous les candidats et non entachées de fraude .				
<ul style="list-style-type: none"> • Ladite Autorité dispose de l'administration territoriale et est dotée d'une indépendance et d'une autonomie de fonctionnement vis-à-vis du Gouvernement et de tout groupe de pression. 				
b) une <u>autorité chargée du pluralisme médiatique</u> , organisme de régulation des médias, y compris ceux du service public, doté de pouvoirs et de moyens de sanction réels. Il est composé de membres choisis parmi les membres désignés par les organes d'affiliation.				
c) un <u>haut conseil des collectivités locales</u> (HCCL), qui a pour mission d'étudier et de donner un avis motivé sur toute politique de développement local et régional. Le haut conseil des collectivités locales peut faire des propositions au Gouvernement pour toute question concernant l'amélioration de la qualité de la vie des citoyens à l'intérieur des collectivités locales et la préservation de l'environnement. Ses membres sont désignés par les élus des CL. Le Gouvernement est tenu de saisir, pour avis conforme, le haut conseil des collectivités locales pour tout projet de lois relatif à la création, à la modification des limites, au fonctionnement ou à la dissolution de collectivités locales.				
d) un <u>conseil représentatif des sénégalais de l'extérieur</u> , qui est saisi par le Gouvernement ou le Parlement sur toutes les lois ou dispositions réglementaires touchant la condition de vie des sénégalais de l'extérieur et leur réinstallation au retour.				
e) un <u>organe de lutte contre la corruption doté d'un pouvoir d'auto-saisine et d'un pouvoir d'action directe en justice</u> , composé de personnalités indépendantes choisies par leurs organes respectifs d'affiliation.				

DOMAINE 6 : DIALOGUE SOCIAL

6.1- Mesures nouvelles proposées par les citoyens (Lister ci-dessous les trois principales et la synthèse des appréciations)

4.1.4 Pour renforcer l'efficacité du dialogue social	Résultat			Observations particulières
	Large accord	Mitigé	Désaccord manifeste	
a)				
b)				
c)				

6.2- Points de vue des citoyens sur la nécessité ou non de créer de nouveaux organes de représentation ou régulation ou renforcer certains

Item	Résultat			Observations particulières
	Large accord	mitigé	Désaccord manifeste	
a) Un <u>nouvel organe à la place du CNDS (Comité National du Dialogue Social) avec des fonctions et/ou compétences renforcées.</u>				

DOMAINE 7 : COLLECTIVITES LOCALES

7.1- Mesures nouvelles proposées par les citoyens (pour chaque item, lister ci-dessous une règle sur laquelle les participants se sont accordés comme réponse idoine à la question posée)

QUESTION	REGLE JUGEE LA PLUS SATISFAISANTE	OBSERVATIONS
a) Comment s'assurer d'une dotation adéquate de ressources aux collectivités locales ? (impôts locaux, dotations garanties par l'état, autres)	
b) Y a-t-il des compétences qu'on devrait ajouter ou retrancher de celles accordées aux collectivités locales ? Si oui, lesquelles ? pourquoi ?	

7.2- Points de vue des citoyens sur les règles proposées par les porteurs d'enjeux

Item	Résultat			Observations particulières
	Large accord	mitigé	Désaccord manifeste	
a) transformation de toutes les communautés rurales en « communes » (Communalisation) ? Et comment ? <i>Si oui, comment ? (lister les propositions dans la colonne « observations »)</i>				
b) création de conseil départemental (conseil général) accordé aux citoyens d'adresser des pétitions aux autorités en vue de défendre leurs droits ou de dénoncer s'il y a lieu les actes illégaux ou les abus de pouvoir.				
c) toute création ou extension de compétences ayant pour conséquence d'augmenter les dépenses des collectivités locales soit accompagnée de ressources déterminées par la loi ;				

DOMAINE 8 : RELATIONS ENTRE L'ÉTAT ET LES COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES

8.1- Points de vue des citoyens sur les règles proposées par les porteurs d'enjeux

Item	Résultat			Observations particulières
	Large accord	mitigé	Désaccord manifeste	
a) l'État est neutre dans les affaires religieuses et				

confessionnelles, et il est équidistant par rapport aux communautés religieuses				
b) l'Etat ne doit pas intervenir dans les affaires religieuses et confessionnelles et, inversement, les autorités religieuses ne doivent pas exercer d'emprise sur l'Etat				
c) L'Etat a le devoir d'assister les institutions religieuses de manière équitable, transparente et sans discrimination aucune, dans des conditions déterminées par la Loi et dans le strict souci de préserver et de garantir la paix sociale et l'unité nationale				
d) L'enseignement religieux est dispensé à l'école publique à la demande des parents				

DOMAINE 9 : AUTRES PROPOSITION A PRENDRE EN CHARGE DANS LA REFORME DES INSTITUTIONS

<i>La Constitution devrait disposer que :</i>	Relativement au domaine...	pour régler le problème...	Arguments
▪			
▪			
▪			
▪			

DOMAINE 10 : REVISION DE LA CONSTITUTION

7.1- Mesures nouvelles proposées par les citoyens (pour chaque item, lister ci-dessous une règle sur laquelle les participants se sont accordés comme réponse idoine à la question posée)

QUESTION	REGLE JUGEE LA PLUS SATISFAISANTE	OBSERVATIONS
a) Comment mettre la Constitution sénégalaise à l'abri des modifications intempestives et des manipulations diverses?	
b) Faut-il prévoir, dans la constitution, des domaines non révisables ?	
c) Faut-il prévoir, dans la constitution, des domaines révisables uniquement par référendum ?	
d) Faut-il organiser un référendum afin de pouvoir intégrer les révisions constitutionnelles actuellement en discussion.	

iii. Listing et caractéristiques des participants

LISTE ET CARACTERISTIQUES DES PARTICIPANTS AUX PANELS CITOYENS

REGION DE : _____

Département de :
Prénoms et noms des facilitateurs
/facilitatrices :

Contacts (emails et
téléphone) :

N° d'ordre	Commune / Communauté rurale	Village / Quartier	Prénom	NOM	sexe (M/F)	âge	Niveau instruction	Actif/Non actif (A/NA)	autre particularité	Contact (si dispo)	N° CIN (si dispo)
1											
2											
3											
4											
5											
6											
7											
8											
9											
10											
11											
12											
13											
14											
15											
16											
17											
18											
19											
20											
21											
22											
23											
24											
25											
26											
27											
...											
...											
...											
...											
...											
100											

iv. Liste des radios communautaires

1. Liste des radios communautaires

	Radios	Région	Localité	Contacts	Responsable de la transmission des CD
1	Afia FM	Dakar	Grand Yoff	Penda Sougou Tel : 77 656 14 67	
2	Rail Bi FM	Dakar	Thiaroye	Nouha Badji Tél 77 508 74 02	
3	Bambilor FM	Dakar	Bambilor	Thierno Diop 70 104 73 07 / 77 906 87 18	
4	Jokko FM	Dakar	Rufisque	Mbedy Bow Tél 77 556 44 95	
5	La Cotiere	Thiès	Joal Fadiouth	Lamine Diakhaté 77 655 80 71	
6	La Voix du Jeguem	Thiès	Ndiagianao	Awa Diouf : 776421683	
7	Renndo FM	Thiès	Mbour	Oumar Daff 77 589 60 59	
8	Gindiku	Thiès	Thiènaba	Thierno Sow: Tél: 776116986	
9	Tewdu FM	Kolda	Diabé	Djidéré Baldé 77 538 97 10	CNRI
10	Bamtare	Kolda	Vélingara	Abdoulaye Mballo 70 107 03 84 / 77 545 80 60	CNRI
11	Sofaniama FM	Kolda	Pata	Ousmane Baldé 77 313 41 87	CNRI
12	Pkumel FM	Sédhiou	Goudomp	Robert Mingou 775170373	
13	Kambeng FM	Sédhiou	Médina Wandifa	Nouha Djité 77 608 52 34	
14	Gabu FM	Sédhiou	Sédhiou	Moussa Dramé 77 556 09 47	
15	Yirwa FM	Sédhiou	Tanaff	Malando koutoudio 77 501 39 26	
16	Jeery FM	Louga	Keur Momar Sarr	Aminata Fall : Tel 77 507 47 59	
17	Jolof FM	Louga	Linguère	Mara Ndiaye Tel :	
18	Ferlo FM	Louga	Daara	Samba guéladio Ba: Tel 775757925	
19	Jabbi Jula FM	Linguère	Thiel	Alioune Sow 77 241 09 38	

20	Gaynaako	Podor	Namarel	Mariam Bâ: 77 456 75 52	
21	Pete FM	Podor	Pete	Babaly ANE 77 573 31 82	
22	Sédor FM	Dagana	Bokhol	Khalilou gaye 77 172 59 06	
23	Cas-Cas FM	Podor	Cas-cas	Mamadou Yaya Thiam : 77 532 91 92	
24	Salndu Fuuta	Matam	Thilogue	Amadou Tidiana Kane 77 562 48 76	
25	Jikke FM	Matam	Waounde	Diawara 77 316 30 60	
26	Ranerou	Matam	Ranérou	Samba Diallo 77 737 94 34	
27	Awagna FM	Ziguinchor	Bignona	Mohamed Sonko 77 565 57 43	
28	Kairaba FM	Ziguinchor	Diouloulou	Adama Thiam 705644342 / 77 541 55 59	
29	Kabisseu FM	Ziguinchor	Oussouye	Aly Ngoné Diop 775666255	
30	Jiida FM		Bakel	Abdoulaye Bomou 77 555 29 44	CNRI
31	Boundy FM		Goudery	Abdoulaye Dia 77 522 87 23	CNRI
32	Kedougou FM		Kedougou	Famakan DEMBELE 77 424 15 62	CNRI
33	Giggi sembe		Saraya	Moussa Danfakha 77 263 25 42	CNRI
34	Sine Saloum FM		Kaolack	Mambodji Thiam 77 521 54 50	CNRI
35	Rip FM		Nioro	Malick Ba 77 656 64 35	CNRI
36	Geo FM		Guigunneo	Eldji Mansour Cissé 77 538 42 24	CNRI
37	Koungheul FM		Koungheul	Souleymane Mboup 77 572 81 92	CNRI
38	Sine FM		Fatick	Boubacar Khalil Ndiaye	CNRI
39	Soucota FM		Touba couta	Moussa Mané 77 536 80 60	CNRI
40	Radio Gandoul	Fatick	Niodior	Mame Khady Diene 77 408 90 28	
41	Moubarack FM	Diourbel	Diourbel	Babacar Sall 70 940 24 12	

b. Liste des équipes de facilitation

LISTE DES EQUIPES DE FACILITATION JOURNEE DE CONSULTATIONS CITOYENNES

Superviseur : Maimouna isabelle DIENG

Coordonnateur National : Aboubacrine Sedikhe SANKHARE

région	équipe	département	facilitateurs	téléphone	mail
Dakar	9	coordination	Mor DIAKHATE	776412293	
		Dakar	Rokhaya Suzanne DIOUF	775439176	
			Abdoul Waheb DIOP	776401373	
			Ibrahima NIANG	775127116	CNRI
		Pikine	Oulimata NDIAYE	775632032	
			Ibrahima LO	770123450	
		Rufisque	Mamadou DIEYE	775453550	
			Alioune Badara DIACK	775220120	
		Guédiawaye	Aldiouma SAGNA	772143652	
			Boubacar DIEDHIOU		
Mouhamed NDIAYE	775684569		CNRI		
Diourbel	8	coordination	Oumar SY	775518606	
		Diourbel	Mamadou KHOUMA	775638985	
			Cissé CAMARA	775762486	
		Bambey	EI Hadji DIOUF	775590386	
			Abdoulaye KONTE	775523796	
		Mbacké	Mamadou KASSE		
			Papa Dame DIAW	7722519	
			Ibrahima Benjamin DIAGNE	776464545	
Fatick	7	coordination	Mayacine GUEYE	776552697	
		Fatick	Mame Seyni LABOU	775503070	
			Mbaye Babacar DIONE	773847483	
		Foundioune	Coumba Daga DIONE	776549581	
			Malick SY		
		Gossas	Mamadou DIOP	775771924	

			Ndiouck SENE	776592602	
Kaffrine	9	coordination	Alioune Sall/ Pencum Banbuk- Président	77204 22 55	aliousall42@yahoo.fr
		Kaffrine	Ibrahima SENE	775460405 702005073	bouramasene@hotmail.com
			Demba DIOUF	775407304	dioufdemba101@yahoo.fr
		Birkilane	Aly Sidy FAYE	777913539 765257339	alysidy2011@hotmail.fr
			Cheikhou THIALL	775711586 706537903	thiallcheikhou@hotmail.fr
		Malème Hodar	Mbaye KANE	772738666 770191189	mbayekane88@hotmail.com
			Abdoulaye THIAM	777327291	abdoulayethiam04@hotmail.fr
		Koungheul	Talla MAR	776511149	maridamouride@yahoo.fr
Mouhamed Sidy Aly NDAO	779183790		ndaomohamedaly@yahoo.fr		
Kaolack	7	coordination	Ndèye Gnilane FAYE	776429853	
		Kaolack	Mbaye DIOUF	776503129	
			Mandou NDIAYE	776305424	
		Nioro	THIAW Ndella Marie Christine	775086425	
			Mamadou DRAME	774515685	
		Guinguinéo	Cheikh Ahmed Tidiane DIOP	775705245	
Demba SIDIBE	7793921				
Kédougou	7	coordination	Dialiba TANDIAN	773 625 532	
		Kédougou	Souleymane DIALLO	774388531	
			Diarra Oury Ba DIALLO	777316100 703063705	
		Salémata	Siricondy DIALLO	775147611	
			Moussa SQUARE	776159711	
		Saraya	Sambou DIENE	777122878	
Ibrahima SINGOURA	779447180				
Kolda	10	coordination	Oumar MBALLO	776581277	
		Kolda	Mamadou Amadou NDIAYE	776334083	
			Hawa KANDE	774562330	
			Ndiobo MBALLO	775271121	CNRI
		Vélingara	Adama THIAM	775460372	

		Médina Yéro Foulah	Amadou Yéro DIALLO	776724531	
			Ibrahima DIAO	708891084	CNRI
			Marie Pierre DIOP	770428037	
			Mamadou DIALLO	776308868	
			Seydou WANE	776391044	CNRI
Louga	7	coordination	Moctar SOW	775566219	
		Louga	Babacar NDOYE	775312410	
			Thierno Mountaga SALL	775311678	
		Kébémér	Malick SOW		
			Nogaye Niang MBENGUE	773156307	
Linguère	Abdoul BA	774486901			
	Sidy TALL				
Matam	7	coordination	Mouhamadou GAYE	775348631	
		Matam	Ousmane BA	775256731	
			Hawa Oumar DIAO	339666112	
		Kanel	Moustapha BA	775424330	
			Macky Chériif GASSAMA	775787012	
Ranérou	Ahmadou DIALLO	775771463			
Sédhiou	7	coordination	Mamadou Iamine SADIO	771647414	
		Sédhiou	Cheikh DIAW	776436368	
			Sana SAKHO	775347666	
		Boukiling	Alioune Badara CISSE		
			Amidou SENE	777287920	
Goudomp	Ndéne COLY	771598193			
	Arona SADIO	775736576			
saint louis	7	coordination	Mouhamadou SECK	775466247	
		saint louis	Papa Malick DIOP	773501200	
			Fodé DIALLO	773519938	
		Podor	Chérif Abba NDAW	776591846	
			Fodé KOTE	774470281	
Dagana	Senghane FALL	775240301			
	Khalilou GAYE				
Tamba	9	coordination	Bangaly DIALLO	776088557	

		Backel	Al Ousseynou CISSOKHO	776142797	
			Mamadou FADE	775115126	
		Goudiry	Souleymane BARRO	75838446	
			Thierno Mouadji DIARRA	775317720	
		Tambacounda	Hawa DIARRA		
			Mahamadou SYLLA	775241300	
		Koumpentoum	Amadou DABO	776472009	
			Souleymane COULIBALY	779107822	
Thiès	8	coordination	Ndèye Nar BEYE	776088288	
		Thiès	Ndèye Sokhna KANE	775021184	
			Abdoulaye KANE	776578481	
			Nogaye NDIAYE	776507481	CNRI
		Tivaouane	Gallo Famody MBENGUE	776422630	
			Momar GUEYE	775557811	
		Mbour	Aladji Ngary DIENG		
			Fatou Lo NDIAYE	765964625	
Ziguinchor	7	coordination	Joseph MENDY	779720707	
		Ziguinchor	Arame DRAME	775135438	
			Boubou NIANE	775699675	
		Bignona	Boubacar Guy COLY		
			Alfred DIEME	774405067	
		Oussouye	Victoire BADIANE	774973398	
			Edouard LAMBAL	776326583	
			110		

c. ANNEXES : RAPPORTS NARRATIFS REGIONS



1. RAPPORT NARRATIF REGION DE DAKAR

Introduction

La commission nationale de réforme des institutions (CNRI) initie une large concertation avec les citoyens, les organisations politiques, professionnelles et de la société civile.

Elle a confiée à la Plateforme des AnE une mission de mise en œuvre d'une journée nationale de consultation citoyenne dans les 45 départements du Sénégal. Cette mission, suite à une proposition technique de la Plateforme des AnE a déjà fait l'objet d'un protocole d'accord entre les deux parties.

La Plateforme a mis en place sur l'ensemble du territoire national un dispositif de ressources humaines. Ainsi pour chaque département, deux (2) Facilitateurs sont choisis pour préparer et conduire les panels citoyens. Et au niveau de chaque région un Coordinateur est désigné pour superviser et conduire le processus de consultations citoyennes.

Les panels citoyens sont prévus pour toucher une cible de 100 participants identifiés et choisis sur la base d'un échantillonnage et d'un ciblage méthodique. Ces participants devront répondre à un questionnaire pour se prononcer sur le diagnostic déjà établi sur la situation des institutions au Sénégal. L'ensemble des informations recueillies seront synthétisées et remontées à la CNRI à travers la coordination nationale mise en place par la PFAAnE.

Ainsi, la date du dimanche 15 septembre 2013 est retenue pour l'organisation dans chaque département du Sénégal, un panel citoyen impliquant tous les acteurs.

Rappel du processus du Panel citoyen

Formation des Facilitateurs

Suite à l'identification des Facilitateurs par la Plateforme des Acteurs non Etatiques, deux sessions de formation sont tenues pour renforcer les compétences des facilitateurs en technique d'animation et d'administration du questionnaire élaboré pour les panels citoyens.

Mise en place des comités départementaux de Pilotage

Après la formation des facilitateurs, plusieurs rencontres sont tenues au niveau régional pour d'une part harmoniser entre facilitateurs et le coordonnateur régional nos démarches et d'autre part, échanger sur les zones d'ombres afin de remédier à cela.

Ce processus de mise en place des comités départementaux de Pilotage est marqué par les étapes ci-après :

- La transmission d'une lettre d'information (mise en place du comité de pilotage et organisation du panel citoyen dans les 04 départements de la région) au Gouverneur de la région, aux préfets de Pikine, Guédiawaye, Rufisque et Dakar
- Une rencontre entre le coordinateur régional et le gouverneur de la région en présence de son adjointe et de la facilitatrice de Dakar. Cette audience a permis au coordinateur de solliciter le soutien du gouverneur pour une meilleure implication des préfets. La rencontre a été fructueuse avec l'engagement du chef de l'exécutif régional à apporter son appui au processus.

Après ces séries de rencontres avec les autorités administratives, nous avons supervisé la mise en place des comités départementaux de Pilotage selon le calendrier ci-après ; Guédiawaye, le 24 aout, Rufisque, le 25 aout, Pikine et Dakar le 29 aout

Ainsi, après la mise en place des comités départementaux de Pilotage, le processus d'identification des panélistes a démarré dans toute la région

Organisation des panels dans les 04 départements

Le dimanche 15 septembre 2013 s'est tenu les panels citoyens dans les 04 départements de la région.

Les panels ont enregistré une participation représentative des citoyens de la région malgré la pluie. (Cf. caractéristiques des participants).

A 9h, nous avons présidé l'ouverture du panel du département de Dakar en présence du superviseur de la CNRI.

Après, Dakar, nous avons fait cap sur Rufisque où, nous avons trouvé le superviseur de la CNRI et une forte présence des panélistes.

Ensuite, nous nous sommes rendus à Pikine, où nous avons trouvé les panélistes en pleine discussion dans les ateliers et la présence de deux superviseurs de la CNRI.

Après Pikine, nous nous sommes rendus à Guédiawaye pour assister à la restitution de travaux des ateliers démarrés depuis la matinée.

Nous avons pu constater de visu la qualité des débats lors des synthèses faites par les facilitateurs avec le concours du superviseur de la CNRI.

Nous sommes retournés à Pikine pour assister à la plénière et procéder à la clôture officielle du Panel

Bilan des consultations dans la région

Nous avons tenu une réunion de coordination avec les facilitateurs de la région pour d'une part faire le bilan des panels mais également recevoir les pièces justificatives des dépenses engagées dans les consultations citoyennes.

Forces

- Pratiquement il a pluie toute la journée du dimanche 15 septembre 2013. Malgré cette pluie et certaines zones qui ne sont pas praticables à cause des inondations, les panélistes sont venus et restés jusqu'à des heures tardives.
- Implication des plusieurs personnes dans la préparation et l'organisation du panel citoyen à travers le comité de pilotage.

- L'intérêt des panelistes pour une production de qualité
- Choix diversifié des panélistes (jeunes, femmes et troisième âge) et pratiquement tous les secteurs d'activités.
- Mise en place d'un dispositif de supervision (coordinateur régional des ANE et superviseur CNRI) qui rend crédible les résultats du panel

Faiblesses

- Faiblesse du budget prévue pour l'organisation du panel ;
- Outil (questionnaire ; traduction ; CD) non disponible pour les panélistes au moment du démarrage des travaux ;
- Une seule journée d'administration du questionnaire qui devait se faire en deux jours compte tenu de sa taille et le nombre élevé de panéliste et du questionnaire
- Absences des autorités de la région (préfets et maires)
- Absence de couverture médiatique des radios communautaires du panel

Conclusion

Les panels de la région ont suscité de la part des panélistes un intérêt particulier, il marque une étape importante pour mettre en place des institutions qui reflètent les préoccupations des citoyens. Il s'y ajoute le caractère participatif de ce processus qui implique les citoyens dans l'élaboration de leur future constitution.



Introduction

Dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme institutionnelle préconisée par le Chef de l'Eta, des consultations citoyennes ont été organisées par la commission nationale de réforme institutionnelle avec l'appui de la plateforme des acteurs non étatiques.

C'est ainsi que les antennes départementales ont été chargées de l'exécution.

Elaboration du plan d'action du département de Dakar

En rapport avec les autres départements de la région de Dakar, des réunions des facilitateurs départementaux et du coordinateur régional ont permis d'identifier les activités à conduire avant, pendant et après les panels citoyens. Une matrice a été élaborée à cet effet (**voir annexes 1**).

Mise en place du comité départemental de pilotage

Après avoir identifié les membres potentiels pouvant faire partie du comité de pilotage, les facilitateurs ont organisé une cérémonie pour son installation, en date du 29 août 2013.

L'occasion a été saisie par le coordonnateur régional et les facilitateurs pour rappeler la mission principale du comité qui consiste à appuyer les facilitateurs dans l'identification des participants et l'organisation du panel.

Le comité départemental de Dakar était composé, outre les deux facilitateurs, de :

- un représentant de la FAFS (organisation féminine)
- un représentant de l'ONG TAATAAN
- un représentant de ACOMA (OCB)
- un représentant d'APECSY (société civile)
- un représentant d'organisation de handicapés
- un élu local (maire des parcelles assainies)
- d'autorités administratives (sous préfets)
- une personne ressource

En plus des réunions organisées, les facilitateurs ont eu à mobiliser, à titre individuel, certains membres du comité qui, du fait de leur expérience et de leur position, ont pu aider à la réalisation d'activité dans des délais relativement courts.

Echantillonnage et sélection des participants

L'objectif était d'identifier les participants au panel de manière à respecter une certaine représentativité suivant le statut (jeunes, femmes, personnes âgées) et la localisation géographique. Ainsi, toutes les communes du département de Dakar ont pu être représentées.

Une centaine de participants, provenant de toutes les communes du département de Dakar ont été ainsi identifiées et des contacts établis pour leur expliquer, individuellement, les objectifs du panel et les modalités de sa tenue. Les facilitateurs les ont également sensibilisés sur l'importance de leur participation à cette rencontre.

Tenue du panel

Le panel citoyen du département de Dakar s'est tenu le dimanche 15 septembre 2013 au centre de BOPP.

Les deux facilitateurs ont assuré l'animation et la modération des débats, sous la supervision du représentant de la CNRI et en présence du coordonnateur régional.

La méthodologie utilisée consistait à :

- Présenter les objectifs et le chronogramme et déterminer les règles de jeu pour faciliter les discussions et assurer une bonne gestion du temps (facilitateurs)
- Présenter le questionnaire en expliquant le contenu (facilitateurs)
- Constituer des groupes de travail qui ont réfléchi sur les différents thèmes du questionnaire (facilitateurs)

Ainsi, trois groupes ont été formés avec, pour chacun, trois thèmes en moyenne à aborder

- Présenter les travaux des groupes en plénières. Chaque présentation était suivi de discussions avant que les facilitateurs ne fassent une synthèse pour retenir les principales conclusions
- Faire la synthèse générale afin de préciser les points d'accord et de désaccord, ainsi que les résultats mitigés (facilitateurs). Le canevas de synthèse a été rempli par les facilitateurs sur la base de ces informations

Difficultés rencontrées

- Le temps imparti pour effectuer l'échantillonnage et procéder au choix des participants a été relativement court. Pour surmonter cette contrainte, les facilitateurs ont dû faire face à des dépenses non prévues.
- Les moyens financiers mis à la disposition des facilitateurs pour la mise en œuvre des activités avant, pendant et après le panel ont été très insuffisants obligeant parfois les facilitateurs à faire usage de leur imagination et de leurs relations personnelles pour apporter des solutions au pied levé. A titre d'exemple, les membres du comité de pilotage ne sont pas pris en charge ; ce qui ne les motive pas à toujours à participer régulièrement aux rencontres.
- La période retenue pour la tenue des panels a coïncidé avec l'hivernage ; ce qui explique d'ailleurs l'absence de certains participants qui n'ont pas pu faire le déplacement du fait des pluies diluviennes tombées sur Dakar le même jour.

Situation des dépenses effectuées

Nature	Montant
Location salle	35 000
Banderoles	15 000
Matériel, fournitures de bureau	27 100
Transport participants	118 000
Restauration	215 000
TOTAL	410 100

Recommandations

Dans l'éventualité de tenir d'autres rencontres du même type durant le reste du processus, il serait nécessaire de mieux planifier les activités et de mettre à la disposition des facilitateurs et autres intervenants tous les supports nécessaires à temps. La communication vis-à-vis du grand public devra également être renforcée pour permettre une meilleure participation citoyenne. Il faudrait parvenir à amener les citoyens à s'intéresser à ce qui se fait et à mieux s'impliquer.

Une attention particulière devra être apportée dans l'élaboration des budgets pour mieux identifier et prendre en charge toutes les activités.

ANNEXES 1 : PLAN D'ACTION

PERIODE PRECEDENT LA TENUE DU PANEL DANS LE DEPARTEMENT

LIBELLES	LES ACTIONS A MENER AVANT LA TENUE DU PANEL				
	ACTIONS N°1	ACTIONS N°2	ACTIONS N°3	ACTIONS N°4	ACTIONS N°5
QUOI	Identifier et contacter les institutions	Identifier et informer les Porteurs d'enjeux pour créer la CDP	Informer les populations et confectionner les courriers	Sélectionner, sensibiliser et mobiliser les ANE	Préparer la salle, monter la sono, confectionner les banderoles et badges
QUI	-facilitateur, Préfet, ss-préfet, collectivités Loc	Facilitateurs, Partis pol, Ong, Ocb, experts	Facilitateurs, Partis pol, Ong, Ocb, experts, ANE	Facilitateurs, Partis pol, Ong, Ocb, experts, ANE	Facilitateurs, membres de la CDP, prestataires
COMMENT	Visites, courriers, téléphone	S'informer à la préfecture	Voix de presse, note d'infos, affichage, émissions radio	Technique centripète appliquée à partir des centres des Mairies d'arrondissement	Mobilisations des membres de la CDP, des Prestataires
QUAND*	Lun 22 au Ven 26 Juillet	Lun 22 au Ven 26 Juillet	Lun 22 Juill au Sam17Aout (jour panel)	Lun 22 Juill au Sam17Aout (jour panel)	Lun 12 Juillet au Ven 16 Aout (veille panel)
OU	Département	Département	Département	Département	Département

*Les dates ont été revues après le report de la date de tenue des panels citoyens

PENDANT LE PANEL DANS LE DEPARTEMENT

LIBELLES	LES ACTIONS A MENER PENDANT LE PANEL						
	ACTIONS N°1	ACTIONS N°2	ACTIONS N°3	ACTIONS N°4	ACTIONS N°5	ACTIONS N°6	ACTIONS N°7
QUOI	+Accueillir et mettre en place les participants +Distribuer les supports d'infos aux participants	+présenter le document de base , les Objectifs Généraux et Spécifiques, +présenter le single +donner le site web CNRI	+observer la pause café +libérer les autorités	+Expliquer et administrer les questionnaires +Remettre les Questionnaires (1000) aux Porteurs d'Enjeux	+observer la pause déjeuner +prière	+Synthétiser, +Restituer et +Valider avec les participants	+rembourser les indemnités de déplacement aux participants
QUI	+membres de la CDP +participants	+facilitateurs +participants	+facilitateurs +participants	+facilitateurs +participants +populations	+facilitateurs +participants	+facilitateurs +participants	+facilitateurs +participants
COMMENT	+mobilisation des membres de la CDP	+effort d'explication en wolof +mise à l'écoute du single +affichage du site web	+aménagement d'une salle pour	+Remise des Questionnaires (1000) aux Porteurs d'Enjeux et aux participants +effort d'explication en wolof	+22 plats collectifs de 5 (tolérance de 10) +dessert	+rappel par lecture de l'ensemble des idées émises par les participants	+sur la base des feuilles de présence et d'émargement portant adresse, téléphone et signature des participants
QUAND	Samedi 17 Août à partir de 09 h	Samedi 17 Août à partir de 10 h	Same17 Août à partir de 10h30	Samedi 17 Août à partir de 11 h	Same 17 Août à partir de 14 h	Samedi 17 Août à partir de 09 h	Samedi 17 Août à partir de 17 h
OU	Département	Département	Département	Département	Département	Département	Département

*Les dates ont été revues après le report de la date de tenue des panels citoyen

PERIODE SUIVANT LA TENUE DU PANEL DANS LE DEPARTEMENT

LIBELLES	LES ACTIONS A MENER DANS LES 48H APRES LA TENUE DU PANEL		
	ACTIONS N°1	ACTIONS N°2	ACTIONS N°3
QUOI	+Elaborer le rapport	+Relire le rapport	+Déposer le Rapport
QUI	+facilitateurs	+facilitateurs +coordonnateur régional	+facilitateurs +coordonnateur régional
COMMENT	+rédaction d'une synthèse succincte d'une page respectant le canevas qui sera donné par la CNRI	+correction et dernière retouche avant dépôt	+document physique +document électronique
QUAND	+Dimanche 18 Août à partir de 10h	+Lundi 19 Août à partir de 10h	+Mardi 20 Août à partir de 10h
OU	+Selon la préférence des facilitateurs	+Selon la préférence des facilitateurs	+Selon la préférence du coordonnateur

*Les dates ont été revues après le report de la date de tenue des panels citoyens

ANNEXES 2 : ECHANTILLONNAGE

Arrondissement	Communes	Jeunes		Adultes		Personnes âgées		TOTAL		
		H	F	H	F	H	F	H	F	Total
PARCELLES ASSAINIES	Parcelles Assainies	2	2	2	2	1	1	5	5	10
	Grand Médine/Patte d'Oie	1	1	1	1	0	1	2	3	5
	Cambéréne	1	1	1	1	1	0	3	2	5
	Grand Yoff	2	2	2	2	1	1	5	5	10
GRAND DAKAR	Grand Dakar	1			1	1		2	1	3
	Sicap	1	1	1	1	1	0	3	2	5
	Hann Bel Air	1	1	2	1	1	1	4	3	7
	Dieuppeul/Derklé		1	1			1	1	2	3
	HLM	1	1	1	1	1		3	2	5
	Biscuiterie	1	1	1	2	1	1	3	4	7
DAKAR PLATEAU	Gorée	0	0	1	0	0	0	1	0	1
	Dakar Plateau	1		1	1		1	2	2	4
	Médina	1	1	1	1	1	1	3	3	6
	Gueule Tapée/Fass/Colobane	1	1	1	1	1	0	3	2	5
	Point E	1	0	1	1		1	2	2	4
ALMADIES	Sacré Cœur/Mermoz	1	0	1	1	1	0	3	1	4
	Ngor		1	1	1	0	1	1	3	4
	Ouakam	1	1	1	1	1		3	2	5
	Yoff	2	1	2	1	1	0	5	2	7
TOTAL							54	46	100	

3. RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE PIKINE

Introduction

La commission nationale de réforme des institutions (CNRI) initie une large concertation avec les citoyens, les organisations politiques, professionnelles et de la société civile.

Elle a confiée à la Plateforme des AnE une mission de mise en œuvre d'une journée nationale de consultation citoyenne dans les 45 départements du Sénégal. Cette mission, suite à une proposition technique de la Plateforme des AnE a déjà fait l'objet d'un protocole d'accord entre les deux parties.

La Plateforme a mis en place sur l'ensemble du territoire national un dispositif de ressources humaines. Ainsi pour chaque département, deux (2) Facilitateurs sont choisis pour préparer et conduire les panels citoyens. Et au niveau de chaque région un Coordinateur est désigné pour superviser et conduire le processus de consultations citoyennes.

Les panels citoyens sont prévus pour toucher une cible de 100 participants identifiés et choisis sur la base d'un échantillonnage et d'un ciblage méthodique. Ces participants devront répondre à un questionnaire pour se prononcer sur le diagnostic déjà établi sur la situation des institutions au Sénégal. L'ensemble des informations recueillies seront synthétisées et remontées à la CNRI à travers la coordination nationale mise en place par la PFAnE.

Ainsi, la date du dimanche 15 septembre 2013 est retenue pour l'organisation dans chaque département du Sénégal, un panel citoyen impliquant tous les acteurs.

Rappel du processus du Panel citoyen

Formation des Facilitateurs

Suite à l'identification des Facilitateurs par la Plateforme des Acteurs non Etatiques, deux sessions de formation sont tenues pour renforcer les compétences des facilitateurs en technique d'animation et d'administration du questionnaire élaboré pour les panels citoyens.

Mise en place du comité de Pilotage départemental

Après la formation des facilitateurs, plusieurs rencontres sont tenues au niveau régional pour d'une part harmoniser entre facilitateurs et le coordonnateur régional nos démarches et d'autre part, échanger sur les zones d'ombres afin de remédier à cela.

Ce processus de mise en place du comité de pilotage est marqué par les étapes ci-après :

- *La transmission d'une lettre d'information (mise en place du comité de pilotage et organisation du panel citoyen dans le département de Pikine) au préfet de Pikine ;*

- Une tentative à deux reprises de rencontrer le Préfet de Pikine qui a refusé de nous (les facilitateurs) recevoir en audience (car n'ayant pas reçu d'informations formelles sur l'organisation des panels citoyens) ;
- La tenue de séances de travail pour l'identification des membres du comité de pilotage ;
- La rencontre avec le préfet dans son bureau pour échanger avec lui, sur le processus d'organisation du panel, les personnes identifiées comme membre du comité de pilotage et sa présence au moins pour la cérémonie d'ouverture. A ce niveau, il a donné des motivations pour son refus de nous recevoir par le fait qu'il n'avait aucune information venant de ses supérieurs sur le panel. Compte tenu des contraintes liées à l'inondation dans le département de Pikine, il ne pourra pas assurer de venir.
- La rencontre de mise en place du comité de pilotage. Dans cette rencontre une présentation en Powerpoint est réalisée pour faire ressortir d'une part, le rôle et la mission du comité départemental de pilotage qui consiste à accompagner les facilitateurs dans l'organisation des consultations citoyennes.
- La rencontre de partage et de validation des critères de choix des pénalistes sur la base de l'échantillonnage.
- La descente de terrain pour identifier et convoquer les panélistes dans le tout le département de Pikine à travers les 16 communes d'arrondissement.

Organisation du panel

Le dimanche 15 septembre 2013 à la maison Rose sise à Pikine entre le marché poisson et le « PakuLambaye » de 8 heures 30 minutes à 20 heures s'est tenu le panel citoyen du département de Pikine. Le panel a enregistré une participation représentative des citoyens du département de Pikine (**Cf. caractéristiques des participants**).

Méthodologie du Panel

Pour une meilleure gestion du panel, la démarche méthodologique s'est reposée sur les étapes ci-après :

- Mise en route qui consiste (cérémonie d'ouverture, présentation des objectifs, définition des normes de travail) ;
- Travaux de groupe et restitution (organisation des thématiques par groupe, mise en place des groupes, partage des consignes) ;
- Synthèses sur les accords et champs de tension (validation des accords et enregistrement des champs de tension).

Forces et Faiblesse

Forces

- Pratiquement il a pluie toute la journée du dimanche 15 septembre 2013. Malgré cette pluie et certaines zones qui ne sont pas praticables à cause des inondations, les panélistes sont venus et restés jusqu'à des heures tardives.
- Implication des plusieurs personnes dans la préparation et l'organisation du panel citoyen à travers le comité de pilotage.
- L'intérêt des panelistes pour une production de qualité

- Choix diversifié des panélistes (jeunes, femmes et troisième âge) et pratiquement tous les secteurs d'activités.
- Mise en place d'un dispositif de supervision (coordinateur régional des ANE et superviseur CNRI) qui rend crédible les résultats du panel

Faiblesses

- Faiblesse du budget prévue pour l'organisation du panel ;
- Outil (questionnaire ; traduction ; CD) non disponible pour les panélistes au moment du démarrage des travaux ;
- Une seule journée d'administration du questionnaire qui devait se faire en deux jours compte tenu de sa taille et le nombre élevé de panéliste et du questionnaire
- Absences des autorités de Pikine (préfet et maire de Pikine) malgré leur engagement de venir pour la cérémonie d'ouverture ;
- Absence de couverture médiatique des radios communautaires du panel

Conclusion

Le panel de Pikine a suscité de la part des panélistes un intérêt particulier, il marque une étape importante pour mettre en place des institutions qui reflètent les préoccupations des citoyens. Il s'y ajoute le caractère participatif de ce processus qui implique les citoyens dans l'élaboration de leur future constitution.

4. RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE RUFISQUE

1. CONTEXTE

A l'issue des dernières élections présidentielle et législatives, le Sénégal a réalisé, dans la paix et la transparence, la deuxième alternance politique de son histoire. Le peuple sénégalais a ainsi donné la preuve de sa sagesse et de son attachement profond aux principes de la démocratie. Il a exprimé par son vote le rejet de toute personnalisation du pouvoir et de tout accaparement de celui-ci par des groupes particuliers, en même temps que son espoir de voir s'instaurer des changements fondamentaux dans la façon de conduire les affaires du pays.

Aussi, le Président de la République nouvellement élu a-t-il pris la décision de mettre en place un cadre institutionnel répondant à ces aspirations, en demandant au Président des Assises nationales d'organiser une large concertation nationale sur les réformes institutionnelles à initier dans le court, le moyen et le long terme.

Ces réformes porteraient sur l'ensemble des questions institutionnelles et en particulier sur :

- le recentrage de l'Etat sur ses missions régaliennes
- la consolidation de l'état de droit
- l'équilibre des pouvoirs
- le renforcement de l'indépendance et de l'équité de la justice
- la démocratie participative
- la sauvegarde des libertés publiques
- le caractère républicain des administrations publiques
- la décentralisation et la territorialisation des politiques publiques
- la promotion de l'éthique et des valeurs positives, une gouvernance sobre et efficiente, la transparence et la culture de l'imputabilité de leurs actes pour tous ceux qui servent l'Etat et les collectivités publiques, et s'il y a lieu, l'effectivité de la sanction que requièrent ces actes.

Cette concertation doit, du point de vue de son contenu, s'inspirer notamment des travaux et des conclusions des Assises nationales et en particulier de la Charte de gouvernance démocratique et s'appuyer sur les principes et orientations de « Yoonu Yokkuté ».

2. JUSTIFICATION

Pour mener à bien ce travail, la Commission nationale de réforme des institutions a systématisé le diagnostic sur la base des documents de référence et des travaux et réflexions menées en la matière ces dernières années. Ce diagnostic montre qu'en dépit de certains acquis positifs dans plusieurs domaines, l'analyse de l'évolution générale de notre pays au cours de ses cinquante années d'indépendance laisse apparaître des situations dont l'urgent redressement exige notamment le recentrage de nos institutions.

Les changements qu'exige la situation ainsi décrite passent nécessairement par de nouveaux principes et méthodes d'exercice du pouvoir, par une révolution dans les mentalités et par une politique économique de rupture assumée désormais par toutes les forces vives de la nation,

hors de toute querelle politicienne. Aussi la CNRI estime-t-elle nécessaire - et pour répondre aussi au vœu exprimé par le Président de la République - d'entreprendre une très large concertation avec tous les citoyens et toutes les citoyennes et avec toutes les organisations politiques, professionnelles, la société civile, etc., en vue de recueillir leurs points de vue, leurs avis et leurs suggestions sur les changements à apporter à la constitution (s'agissant des institutions) pour que celle-ci reflète les sentiments et les aspirations profondes de toute la communauté nationale.

3. ROLE ET RESPONSABILITES DES FACILITATEURS DANS LES CONSULTATIONS CITOYENNES LOCALES

Les facilitateurs sont chargés de *modérer les débats dans les panels locaux et élaborer des synthèses sur les accords et champs de tension sur les différents éléments discutés*, pour chaque séance ; cette synthèse devra à chaque fois être présentée pour avis aux participants à ce panel.

Les facilitateurs de la démarche participative :

- N'interviennent jamais sur les contenus (pour les déterminer, les juger ou les orienter), laissant aux participants le libre choix de leurs réponses (individuelles ou collectives) ;
- Facilitent l'évolution de la dynamique collective de réflexion et d'action et veillent sur le respect des principes d'inclusion à toutes les étapes ; ils sont chargés de fournir des « miroirs » aux acteurs en consignnant à chaque étape ce qui leur semble être les points d'accords et champs de tension pour chaque enjeu identifié ;
- Modèrent les discussions et s'assurent d'accompagner chaque groupe d'acteurs pour qu'il ait la compréhension de ce qui se discute à chaque moment pour être à même d'y apporter les réponses de leur choix.
- Les facilitateurs, en lien avec l'organisme conventionné (coordinateur régional en pratique), *participent à l'animation du processus dans leur département*, avant et après l'organisation des panels citoyens ; en pratique, ils auront à contribuer pour faciliter :
 - L'accès au questionnaire en version papier ou les informations pour l'accès au questionnaire en ligne
 - L'information sur la façon de remplir ces questionnaires de façon correcte et complète (par exemple, nécessité de s'identifier pour que questionnaire soit validé) ou sur la garantie absolue donnée sur la confidentialité du traitement des réponses reçues
 - La collecte et la transmission des questionnaires remplis à la coordination régionale (PFAnE)
 - La compréhension des questions ou des enjeux liés aux questions posées, sans influencer les réponses, etc.

3. PRESENTATION DU DEPARTEMENT DE RUFISQUE

Rufisque est le quatrième département de la Région de Dakar après Guédiawaye, Pikine et Dakar.

Il est localisé dans la partie orientale de la région de Dakar et occupe 67,6% de la superficie régionale.

Ce qui fait sa particularité dans la région c'est qu'il comporte en son sein treize collectivités locales dont neuf en satellite.

- ✓ Dans le chef-lieu de département nous avons la commune de Rufisque et les trois communes d'arrondissement de Rufisque EST, Rufisque OUEST et Rufisque Nord.

- ✓ Dans la périphérie rurale nous avons d'une part les cinq communes de Bargny, de Sendou, de Diam Niadio, de Sebikotane et de Sangalcam ; d'autre part les quatre communautés rurales de Yène, de Bambilor, de Tivaouane Peulh et de Jaxaay.

Rufisque est peuplé d'environ 300.000 habitants aux dernières statistiques de 2008 dont plus de 60% résident dans le chef-lieu de département.

Ces données vont constituer la base de la répartition des membres du CDP d'une part et des panélistes d'autre part à travers les collectivités.

4. METHODOLOGIE **(recherches, contacts, CDP, ciblage, répartition, organisation, gestion du temps,)**

Le processus de l'organisation du PANEL comporte trois grandes phases qui sont résumées à travers les trois tableaux ci-dessous :

4-1:LA PERIODE PRECEDANT LE PANEL ou Phase préparatoire :

LIBELLES	LES ACTIONS A MENER AVANT LA TENUE DU PANEL				
	ACTION N°1	ACTION N°2	ACTION N°3	ACTION N°4	ACTION N°5
QUOI	Identifier et contacter les institutions	Identifier et informer les Porteurs d'enjeux pour créer la CDP (volontaristes)	Mise en Place des CDP présidée par le Préfet du Département. Elaboration des TDR	Sélectionner, sensibiliser et mobiliser les ANE	Préparer la salle, monter la sono, confectionner les banderoles et badges
QUI	-facilitateur, Préfet, ss-préfet, collectivités Loc	Facilitateurs, Partis pol, Ong, Ocb, experts	Facilitateurs, Partis pol, Ong, Ocb, experts, ANE	Facilitateurs, Partis pol, Ong, Ocb, experts, ANE	Facilitateurs, membres de la CDP, prestataires
COMMENT	Visites, courriers, téléphone	+S'informer à la préfecture +visites +courriers +téléphone	Voix de presse, note d'infos, affichage, émissions radio communautaire	Techn centripète (selon canevas CNRI) appliquée à partir des centres des Mairies d'arrondissement	Mobilisations des membres de la CDP, des Prestataires
QUAND	Lun 29 au Jeu 1 ^{er} Août	Lun 29 au Jeu 1 ^{er} Août	Sam 03 Aout	Lun 22 Juill au Sam17Aout(jour panel)	Lun 12 Juillet au Ven 16 Aout(veille panel)
OU	Département	Département	Département	Département	Département
COMBIEN	Coûts subordonnés à la rencontre avec la plate forme pour rehausser le budget au vu des suggestions et de la tenue du Panel après le Ramadan				

4-2 : LA PERIODE DU DEROULEMENT DU PANEL :

LIBELLES	LES ACTIONS A MENER PENDANT LE PANEL						
	ACTION N°1	ACTION N°2	ACTION N°3	ACTION N°4	ACTION N°5	ACTION N°6	ACTION N°7
QUOI	+Accueillir et mettre en place les participants +Distribuer les supports d'infos aux participants (agenda)	+Allocutions +présenter le document de base, Objectifs Généraux, Spécifiques et diagnostic, pour raviver la mémoire des participants et fournir un outil de travail efficace +présenter le jingle ou indicatif CNRI +donner le site web CNRI	+observer la pause café +libérer les autorités	+Explication de la démarche +exposé des thèmes d'atelier +constitution des groupes de réflexion +démarrage des travaux de groupe	+observer la pause déjeuner +prière	+ Plénière de Restitution des groupes +amendements +Synthèse, +Validation avec les participants	+rembourser les indemnités de déplacement aux participants (si le budget le permet) +ventilation des questionnaires à des participants responsabilisés dans leurs localités
QUI	+membres CDP +participants	+facilitateurs +participants +Autorités	+facilitateurs +participants +Autorités	+facilitateurs +participants	+facilitateurs +participants	+facilitateurs +participants	+facilitateurs +participants +membres CDP
COMMENT	+mobilisation des membres de la CDP	+effort d'explication en wolof +mise à l'écoute du Jingle +affichage du site web	+aménager une salle pour la pause santé	+répartition grpes +Remise des padex, markers, scotch aux responsables de groupes +effort d'explication en wolof	+22 plats collectifs de 5 (tolérance de 10) +dessert	+rappel par lecture de l'ensemble des idées émises par les participants	+sur la base des feuilles de présence et d'émargement portant adresse, téléphone et signature des participants
QUAND	Samedi 17 Août à partir de 09 h	Samedi 17 Août à partir de 10 h	Same17 Août à partir de 10h30	Samedi 17 Août à partir de 11 h	Sam 17 Août à partir de 14 h	Samedi 17 Août à partir de 17 h	Samedi 17 Août à partir de 17 h
OU	Département	Département	Département	Département	Département	Département	Département
COMBIEN	Coûts subordonnés à la rencontre avec la plate forme pour rehausser le budget au vu des suggestions et de la tenue du Panel après le Ramadan						

4-3: LA PERIODE SUIVANT LE PANEL :

LIBELLES	LES ACTIONS A MENER DANS LES 48H APRES LA TENUE DU PANEL	
	ACTION N°1	ACTION N°3
QUOI	+ Relire le rapport	+Déposer le Rapport
QUI	+facilitateurs	+facilitateurs +coordonnateur régional
COMMENT	+ correction et synthèse finale succincte selon le canevas qui sera donné par la CNRI	+document physique +document électronique
QUAND	+Dimanche 18 Août à partir de 10h	+Mardi 20 Août à partir de 10h
OU	+Selon la préférence des facilitateurs	+Selon la préférence du coordonnateur
COMBIEN	Coûts subordonnés à la rencontre avec la plate forme pour rehausser le budget au vu des suggestions et de la tenue du Panel après le Ramadan	

4-2 : PHASE DU DIAGNOSTIC PARTICIPATIF PAR LE CDP

Cet exercice s'est fait avec la participation de tous les porteurs d'enjeux sélectionnés avec l'aide des services de la préfecture, du CDEPS et du CCF (cadre de concertation des femmes).

Cela a permis notamment de procéder à la « quotation » des collectivités locales selon le poids démographique obtenu des dernières statistiques de 2008 ; mais aussi à la sélection et à la répartition de 100 panélistes par sexe, par âge et par niveau d'instruction.

5. ACTEURS RENCONTRES

Les acteurs rencontrés sont d'une très grande dissimilitude notamment :

- MEDIA AUDIO (radio jokko et radio bambilor)
- JOURNAUX (échos du consommateur, liberté infos et autres)
- ONG (childfund, enda 3d, avenir de l'enfant)
- MAISON DE LA JUSTICE
- OCB (FAFS, FRAS, REFER, ASICY, FDGPF, RESEAU DES HAND, CODEL, CODETH, CDQ KEURY SOUF, CDQ HLM, CDQ SANTA YALLA, ODCAV)
- ADMINISTRATION (CCF, JAXAAY, BARGNY, SEBIKOTANE, TIVAOUANE PEULH, YENE, SANGALKAM, BAMBILOR, DIAMNIADIO, SEBIKOTANE, SENDOU, RUFISQUE EST, RUFISQUE OUEST, RUFISQUE NORD, VILLE DE RUFISQUE)
- SERVICES TECHNIQUES (DEVEL COMMUN, APPUI AU DEV LOC, SERV PECHES, CDEPS, CEDAF, ACTION SOCIALE, CADL, AEMO)

6. LE PANEL

Malgré un retard et une crainte de report dus à la forte pluie de l'aube du Dimanche 15 Septembre, les Panélistes sont venus avec un taux de 71% de présence (voir feuilles de présence).

Le Panel a été supervisé et co-présidé par Mme le Ministre Maïmouna Kane (représentant la CNRI) et Mr Mor Diakhaté (coordonnateur de Dakar).

Malgré le retard, toutes les prévisions matérielles, organisationnelles, logistiques et alimentaires ont été réalisées excepté la restitution-validation qui a été dans sa phase finale, perturbée par la rupture de l'électricité.

Ce fut un moment d'échanges pluriels positifs et riches comme peut en témoigner Mme le Ministre Maïmouna Kane qui y a assisté jusqu'à la fin.

La synthèse a été faite suivant le canevas indiqué par la CNRI (voir document remis au coordonnateur de Dakar).

7. DIFFICULTES RENCONTREES ET MANQUEMENTS RELEVES

Elles sont relevées à plusieurs niveaux, notamment :

- ❖ Au niveau de la CNRI : la grande majorité des coordonnateurs et facilitateurs ont souligné avec force toute la difficulté de lire clairement la démarche imprimée par la CNRI. Il y a eu, en effet
 - ☞ Plusieurs changements de date retenue pour le PANEL. Ce qui a perturbé les agendas de ces facilitateurs
 - ☞ Un travail qui était prévu pour 15 jours et qui s'est étalé sur deux mois sans contrepartie financière causant une débauche d'énergie et une perte de temps.
 - ☞ Un budget indigne de la noblesse d'un projet qui doit déterminer pour longtemps encore l'avenir de 12 millions de sénégalais.
 - ☞ La rétention incompréhensible des outils du PANEL en évoquant la crainte d'une infiltration alors que des journalistes participaient aux différentes phases de formations.
 - ☞ La non distribution des questionnaires destinés aux porteurs d'enjeux comme convenu.
- ❖ Au niveau de la Plate Forme des ANE : nous avons relevé
 - ☞ Un grand écart dans la répartition des indemnités de transport au détriment de Dakar.
 - ☞ Un maigre budget surchargé d'erreurs et de sous-estimations du niveau réel des frais d'organisation de tels Panels.
 - ☞ Deux commandes pour un prix (fora et panel)
 - ☞ Beaucoup de retards dans l'affectation des fonds
- ❖ Au niveau de la Préfecture de Rufisque : nous n'avons en aucun moment eu la franche collaboration du préfet et de son Adjoint. Ils ont eu une attitude très méfiante du projet. Et pourtant nous avons respecté toutes les formes pour recevoir de l'appui, mais en vain.
- ❖ Sur le terrain : nous avons noté la grande contestation des porteurs d'enjeux qui ont plusieurs fois réclamé un minimum de soutien par rapport à leurs déplacements aux réunions du CDP et surtout l'effort et le temps perdu consécutif aux renvois de la date.

8. RECOMMANDATIONS

- ☞ Accorder une grande importance à un tel projet en injectant des moyens financiers adéquats pour l'organisation matérielle, technique et pour les indemnités.
- ☞ Définir clairement la feuille de route partagée avec les acteurs qui doivent assurer sa mise en œuvre.
- ☞ Eviter les nombreux dysfonctionnements, tergiversations et manquements notés dans la démarche et dans la stratégie de communication.
- ☞ Veiller à l'application stricte et transparente des conclusions par respect au peuple.

CONCLUSION

Au regard des nombreux enjeux sur l'évolution du pays, force est de reconnaître que ce projet de réforme des institutions vient à son heure.

L'une des préoccupations majeures doivent aller dans le sens de l'application intelligente des conclusions pour répondre aux attentes et récompenser les efforts du peuple.

Cela pourrait constituer une occasion historique pour un nouveau départ sur les sentiers d'un développement harmonieux, apaisé et durable s'adossant sur des institutions solides, bien verrouillées et pérennes.

ANNEXE

TABLEAU DE REPARTITION DES PARTICIPANTS PAR LOCALITE

Collectivités Locales	Total	Total/SEXE		HA		JH		FA		JF	
		H	F	HAI	HANI	JHI	JHNI	FAI	FANI	JFI	JFNI
Comm.Arr.Ruf.EST	20	12	8	5	2	3	2	3	2	2	1
Comm.Arr.Ruf.OUEST	10	7	3	3	2	1	1	1	1	1	0
Comm.Arr.Ruf.NORD	20	10	10	4	2	3	1	3	3	3	1
Comm.BARGNY	6	4	2	2	1	1	0	1	0	1	0
Comm.DIAMNIADIO	7	4	3	2	1	1	0	1	1	1	0
Comm.SENDOU	3	2	1	1	0	1	0	1	0	0	0
Comm.SEBIKOTANE	5	3	2	1	1	1	0	1	0	1	0
Comm.SANGALCAM	3	2	1	1	0	1	0	1	0	0	0
Comm.Rur.BAMBILOR	11	6	5	3	1	1	1	2	1	1	1
Comm.Rur.Tiva.PEULH	5	4	1	1	1	1	1	1	0	0	0
Comm.Rur.DIAXAY	5	4	1	1	1	1	1	1	0	0	0
Comm.Rur.YENN	5	3	2	1	1	1	0	1	0	1	0
TOTAL TERROIRS	100	61	39	25	13	16	7	17	8	11	3
TOLERANCE	DQ	5	CARE=1 CARO=1 CARN=1 SANGK=1 SEBI=1								
	OCB	5	BARGNY=1 DIAMNIADIO=1 BAMBILOR=1 JAXAAY=1 YENN=1								
	ONG	3	Rufisque =2 - Diamniadio=1								
TOTAL GENERAL	113										

REPUBLIQUE DU SENEGAL

Un Peuple-Un But-Une Foi

Commission Nationale de Réforme des Institutions (CNRI)

Comité Départemental de Pilotage(CDP)

INVITATION

Le Comité Départemental de Pilotage du Département de Rufisque pour la Réforme des Institutions serait très honoré de votre participation active aux travaux du PANEL qui se tiendra le Dimanche 15 Septembre 2013, à partir de 09h, au Centre Culturel LAT-DARO situé à la rue Adama LÔ, au quartier Keury Kao, Rufisque.

En effet, suite aux dernières élections présidentielles et législatives de 2012, le Président de la République nouvellement élu a pris la décision de mettre en place un cadre institutionnel répondant aux aspirations du peuple sénégalais profondément attaché aux principes de la démocratie.

C'est ainsi qu'une Commission Nationale de Réforme des Institutions a été créée pour la mise en œuvre de ce projet d'intérêt national.

Ces concertations s'organisent en même temps dans tous les 45 départements du Sénégal selon une démarche participative et ascendante. Elles seront suivies de questionnaires et de séminaires thématiques pour rechercher le consensus et la cohérence d'ensemble.

Ces concertations sont donc une occasion pour le Sénégal de jeter les bases d'une véritable démocratie participative reposant sur une architecture institutionnelle solide et durable.

AGENDA DE LA JOURNEE

9h00 : Accueil et inscription sur les listes d'émargement

9h30 : Présentation du document de base

10h00 : Présentation du Jingle et adresse du site de la CNRI

10h30 : Déclaration d'ouverture par le Préfet de Rufisque

11h00: Pause- café

11h30 : Constitution des ateliers

12h00 : Démarrage des travaux en ateliers thématiques

14h00 : Pause **Déjeuner et Prière**

15h30 : Plénière de restitution, d'amendement, de synthèse et de validation.

17h30 : Clôture et ventilation des questionnaires aux porteurs d'enjeux

Contacts Facilitateurs :

Mamadou DIEYE : 77.545.35.50 / 70.618.73.72

Alioune Badara DIACK : 77.522.01.20

Rufisque, le Mercredi 21 Août 2013

Commission Nationale de Réforme des Institutions (CNRI)
Facilitateurs du Département de Rufisque :
Mamadou DIEYE: 77.545.35.50
Alioune Badara DIACK: 77.522.01.20

A Monsieur le préfet du département de Rufisque

OBJET : Informations et Implication aux travaux de la CNRI

Monsieur le Préfet,

Nous venons par la présente porter à votre connaissance les informations sur les réformes institutionnelles en cours et dont nous sommes les facilitateurs dans le département de Rufisque.

En effet, suite à la demande de Monsieur le Président de la République, une commission a été constituée par le président des assises nationales en vue d'organiser une large concertation nationale sur les réformes institutionnelles.

A cet effet, chaque région est dotée d'un coordinateur et chaque département de deux facilitateurs qui doivent mener les concertations dans leur localité sous la supervision du préfet.

La date du dimanche 1^{er} Septembre a été retenue pour tenir le panel pour lequel nous souhaitons votre présence pour l'ouverture des travaux.

Mais auparavant, nous voudrions solliciter votre appui, notamment :

- Pour obtenir une liste de quelques porteurs d'enjeux comme les représentants de partis ou coalition, d'ONG, d'OCB ou d'experts
- Pour informer toutes les collectivités locales du département
- Pour informer la sous-préfecture et les démembrements de l'administration
- Pour monter le comité de pilotage qui impliquera toutes les collectivités locales du département et dont nous souhaitons que vous soyez le président d'honneur.

Vu le retard accusé dans la mise en place et la rigueur de délais très courts, nous sollicitons une audience dès demain matin pour échanger avec.

Recevez ci-joint le document de base de la CNRI.

Notre haute et parfaite considération.

Le Coordonnateur départemental

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Commission Nationale de Réforme des Institutions(CNRI)

A Monsieur le préfet du département de Rufisque

OBJET : demande de parrainage du panel citoyen

Monsieur le Préfet,

Nous venons par la présente solliciter votre accord pour procéder à l'ouverture du panel citoyen prévu ce dimanche 15 Septembre 2013 au centre culturel LAT DAROU, situé à la rue Ousmane Socé DIOP.

En effet, suite à la demande de Monsieur le Président de la République, une commission a été constituée par le président des assises nationales en vue d'organiser une large concertation nationale sur les réformes institutionnelles.

Au niveau du département de Rufisque un comité de pilotage a été monté par nos soins et avec l'aide des porteurs d'enjeux dont les coordonnées nous ont été communiquées par l'aide de votre adjoint.

Ce panel sera animé par une centaine d'acteurs venant des 12 collectivités locales du département.

Vu l'importance que revêt cette concertation nationale, nous serions très honorés de votre présence effective pour prononcer le discours d'ouverture.

Par ailleurs, nous sollicitons aussi un dispositif sécuritaire pour le bon déroulement des travaux.

Recevez ci-joint l'Agenda de la journée

Rufisque, le Mercredi 11 Septembre 2013

Facilitateurs du Département de Rufisque :
Mamadou DIEYE: 77.545.35.50
Alioune Badara DIACK: 77.522.01.20

SIGLES ET ABREVIATIONS

OCB	organisation communautaire de base
AEMO	Association
ASICY	Association I. C. de Yène
CADL	Cadre d'Appui au Développement Local
CARE	Commune d'Arrondissement Rufisque EST
CARN	Commune d'Arrondissement Rufisque Nord
CARO	Commune d'Arrondissement Rufisque OUEST
CDEPS	Centre départemental d'Education Populaire et Sportive
CDQ HLM	Conseil de Quartier HLM
CDQ KEURY SOUF	Conseil de Quartier Keury Kao
CDQ SANTA YALLA	Conseil de Quartier Santa Yalla
CNRI	Commission Nationale de Réforme des Institutions
CODEL	Comité de Développement de Thiawène
CODETH	Comité de Développement de Thiawène
DQ	Délégué de Quartier
FAFS	Fédération Art des Femmes Sénégalaises
FAI	Femme Adulte Instruite
FANI	Femme Adulte Non Instruite
FDGPF	Fédération Départementale des Groupes Professions Fémin.
FRAS	Fédération Rég des Art Sénégalaises
HAI	Homme Adulte Instruite
HANI	Homme Adulte Non Instruit
JFI	Jeune Fille Instruite
JFNI	Jeune Fille Non Instruite
JHI	Jeune Homme Instruit
JHNI	Jeune Homme Non Instruit
ONG	Organisation Non Gouvernementale
REFER	Réseau des Femmes Entrepreneuses de Rufisque

5. RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE GUEDEAWAYE

INTRODUCTION

A l'instar des 44 autres départements du pays, Guédiawaye a tenu son atelier de consultation citoyenne sur les réformes institutionnelles sous forme de PANEL ce dimanche 15 septembre 2013 dans la salle de délibération de l'Hôtel de ville avec une forte présence de panelistes de différents secteurs d'activités et sélectionnés à cet effet sur la base de critères bien définis par la CNRI en collaboration avec la plateforme des acteurs non étatiques.

1- Les activités menées sont les suivantes :

1.1. Mise à niveau au sein de la plateforme (qui, comment, quand ?)

A la suite du deuxième atelier tenu à la place du SOUVENIR la coordination régionale de Dakar de la Plateforme des Acteurs non étatiques s'est réunie en vue d'échanger et d'harmoniser les points de vue sur les conclusions issues des deux ateliers organisés par la CNRI à travers son pool de formateurs.

Ainsi des consignes ont été données pour que les quatre départements travaillent sous la conduite du Coordonnateur régional Mor DIAKHATE.

1.2. Mise en place du comité de pilotage (qui, comment, quand ?)

Les deux facilitateurs Aldiouma SAGNA et Baboucar DIEDHIOU ont entamé leur mission par l'information par correspondance aux autorités étatiques en l'occurrence Madame le Préfet et Monsieur le Maire de ville. L'adjointe au Préfet a reçu en audience Monsieur Aldiouma SAGNA avec qui elle a eu un échange fructueux sur la bonne sélection des participants aux PANEL.

Le 24 août 2013 la réunion pour la mise sur pied du Comité de pilotage a été tenue dans les locaux de l'Hôtel de ville plus précisément dans le bureau du Secrétaire Général de la Mairie. Vingt et une (21) personnes ont pris part à cette rencontre (voir liste de présence en annexe).

Les échanges ont porté sur les points de l'ordre du jour suivant :

- 1- Informations
- 2- l'organisation du Panel et élection du Comité de Pilotage
- 3- Divers

(Voir compte rendu envoyé au sortir de cette rencontre)

Le lundi 28 août 2013, le Comité de pilotage s'est réuni pour élaborer un plan de travail. Hormis cette rencontre du 28 août, quatre autres ont été tenues pour partager l'information et sensibiliser les acteurs et prendre d'autres dispositions utiles.

1.3. Définition des modalités de l'échantillonnage (qui, comment, quand ?)

Les modalités sur l'échantillonnage sont faites de deux façons compte tenu des conseils donnés sur les réalités du département à la suite de la rencontre qu'Aldiouma a eue avec Madame l'Ajointe du Préfet et la réunion tenue dans le cadre de la mise sur pied du Comité de Pilotage.

a/ Liste issue des Collectivités locales

Le département de Guédiawaye compte 05 collectivité locales pour ne laisser aucunes de ces collectivités locales en rade la formule de ciblage a été administré dans chaque commune d'arrondissement à raison de 10 cibles par collectivité locale soit 50 issues des collectivités locales

b/ liste des participants par secteur d'activité (Public, Privé et Société civile)

Cela est fait dans le souci d'un meilleur maillage du département tout en captant les personnes sensées apporter un plus à la réflexion. Tout cela est fait entre les facilitateurs et les membres du Comité de Pilotage le 3 septembre 2013.

1.4. Sélection des participants au panel (qui, comment, quand ?)

La sélection des participants au PANEL s'est faite durant la période du 04 au 11 septembre 2013. Des fiches techniques de sélection prenant en compte les filiations, adresses, N° de tél, âges, etc. ont été élaborées par les facilitateurs à cette fin. C'est ce qui a facilité le remplissage de la fiche que la CNRI a mise à la disposition de la Plate Forme. Là les critères et la Méthodologie de sélection des participants ont été suivis tout en tenant compte des conseils recueillis auprès des autorités et des participants à la mise en place du Comité de pilotage.

1.5. Autres

Il été prévu 123 participants (voir listes envoyées à la CNRI et la Plate Forme). Mais à cause des fortes pluies qui sont abattues Guédiawaye le dimanche 15, seuls 77 panelistes ont pris part aux travaux. D' où les 46 absences enregistrées. Les travaux ont démarré plus tard que prévu. Le représentant du Préfet n'a pas pu faire le déplacement malgré ses promesses. Peut-être qu'il a du être retenu par la pluie.

2. Analyse

2.1. Les bonnes pratiques à partager

- Les correspondances envoyées aux autorités étatiques et locales à chaque étape de la procédure pour information ;
- Le partage de l'information au niveau du Comité de Pilotage ;
- La générosité des autorités locales en l'occurrence le Premier adjoint au Maire de la ville et le Secrétaire Général.
- La richesse des conclusions issues des 4 ateliers et notamment la synthèse des plénières.

2.2. Les problèmes constatés et solutions proposées

Les problèmes et solutions proposés sont les suivants :

a/ Les Problèmes constatés

- Le non indemnisation du Comité de Pilotage

- L'arrêt de la mission du Comité de Pilotage à la veille du PANEL
- Les facilitateurs faisaient face à un problème d'organisation pour l'accueil des panélistes et la vérification de l'authenticité des invitations.

b/ Les solutions proposées

Pour une prochaine fois, il serait bon de :

- Créer une rubrique budgétaire prenant en compte les frais organisationnels cela permettra de régler le transport et d'indemniser les membres du Comité de Pilotage. Cela permettra d'éviter les représailles qu'ont connues les facilitateurs à l'égard de ce Comité.
- Le Comité d'Organisation doit s'occuper de l'organisation sur l'accueil, les démarches pour régler les petits problèmes.
- Aviser tôt et d'une manière officielle l'autorité étatique et locale de la tenue et des objectifs de l'activité. Cela permettra de faciliter la mission assignée aux facilitateurs.
- Mettre les outils de collecte d'information à la disposition du paneliste à temps ; voire depuis les ateliers de formation. Le cas de la fiche envoyée presque à 3 jours du Panel prenant en compte le n° de la CIN le quartier etc. en est une parfaite illustration.



Consultations citoyennes

Fora populaires: 14/09/2013
Panels citoyens: 15/09/2013
Enquête par questionnaires: du 15 au 25/09/2013
Les Institutions : je suis concerné, je participe



6. RAPPORT NARRATIF REGION DE DIOURBEL



NB: Ce rapport ne prend en compte que les aspects organisationnels : Pour les résultats, se référer aux rapports techniques



Contexte et justification

Le rejet du peuple de toute personnalisation du pouvoir et de tout accaparement du pouvoir par des groupes particuliers, en même temps que l'espoir de voir s'instaurer des changements fondamentaux dans la façon de conduire les affaires du pays ont abouti aux consultations citoyennes.

Les changements qu'exige la situation passent nécessairement par de nouveaux principes et méthodes d'exercice du pouvoir, par une révolution dans les mentalités et par une politique économique de rupture assumée désormais par toutes les forces vives de la nation, hors de toute querelle politicienne.

Aussi la CNRI estime-t-elle nécessaire, et pour répondre aussi au vœu exprimé par le Président de la République, d'entreprendre une très large concertation avec tous les citoyens, citoyennes, et avec toutes les organisations politiques, professionnelles, la société civile, etc., en vue de recueillir leurs points de vue, leurs avis et leurs suggestions sur les changements à apporter à la constitution (s'agissant des institutions) pour que celle-ci reflète les sentiments et les aspirations profondes de toute la communauté nationale.

La Plate forme des Acteurs Non Etatique (PF-ANE) a été choisie comme structure contractante de la CNRI et a ainsi à travers ses antennes, organisé et coordonné les consultations citoyennes.

Préparatifs

Mise en place du personnel et du comité

Un personnel chargé de mettre en œuvre les consultations citoyennes au niveau de la région a été mis en place:

N°	Fonction	Prénom	NOM	Fonction	Zone d'intervention
1	Coordonnateur	Oumar	SY	<i>Assurer la coordination régionale</i>	Région de Diourbel
2	Animateur	Mamadou	KHOUMA	<i>Modérer les débats et élaborer des synthèses sur les accords et champs de tension sur les différents éléments discutés.</i>	Département de Diourbel
3	Animateur	Cissé	CAMARA		Département de Diourbel
4	Animateur	Abdoulaye	KONTE		Département de Bambey
5	Animateur	El Hadj	DIOUF		Département de Bambey
6	Animateur	Mamadou	KASSE		Département de Mbacké
7	Animateur	Pape Dame	DIAW		Département de Mbacké
8	Animateur	Ibrahima B.	DIAGNE		Département de Mbacké

Un comité de pilotage de 17 à 22 chargé de l'organisation du panel avait été mis en place dans chaque département. Ce comité était membres et regroupait les différentes composantes de la société civile (partis politiques, jeunes, femmes, handicapés, syndicats etc.).

Déroulement des activités préparatoires

Le coordonnateur et les facilitateurs ont bénéficié de formations relatives au travail qui leurs ai demandé et des séances de partage ont été tenues avec les membres de la PF-ANE de Diourbel.

Les reports à deux reprises des panels ont freiné l'ardeur du comité, ainsi que le manque de moyens alloués à ces consultations. Nous estimons que pour des activités aussi importantes dans la vie d'une nation, qu'on ne puisse pas mettre les moyens nécessaires est une aberration, d'autant plus qu'il a fallu courir derrière ces maigres moyens pour l'avoir dans des délais qui ne sont pas raisonnables.

Des moyens plus importants ont été alloués par l'Etat à des activités qui n'avaient pas l'envergure des consultations citoyennes. Heureusement que le professionnalisme de la PF-ANE et sa capacité de mobilisation ont corrigé certains manquements, mais ne nous voilons pas la face, l'insuffisance des moyens financiers alloués a certainement impacté négativement sur les résultats.

Le ciblage des panélistes a posé un certain nombre de problèmes du fait d'un manque de compréhension de la part des uns et des autres. En effet, beaucoup croyait que les consultations citoyennes se limitaient au panel, et que leur non participation à ses panels étaient synonymes d'exclusion. Il a fallu développer une politique de communication axée sur les critères de participation. Ces consultations citoyennes sont surtout dédiées au simple citoyen et que la PF-ANE a l'obligation de les informer et les impliquer dans le processus. Par contre les membres des organisations porteurs d'enjeu qui ont l'opportunité de participer au processus à un autre niveau ne sont pas véritablement les cibles de ladite consultation. Le ciblage prenait en compte entre autres la représentation du milieu urbain comme du milieu rural, mais aussi la présence des différents segments de la société (âges, sexes, handicap etc.). C'est pourquoi, du point de vue de la stratégie pour rendre ces consultations le plus populaires possible, la PF-ANE a veillé à l'équilibre du processus afin d'éviter qu'elles soient dévoyées par des groupes de pression prompts à orienter ou à influencer les décisions dans un quelconque sens. Même les autres cibles qui n'étaient pas conviés au panel avaient l'opportunité de participer aux consultations citoyennes en entrant dans le site de la CNRI et de répondre aux questionnaires.

Nous avons été très souvent interpellé sur la pertinence de la tenue de ses consultations qui d'après certains n'était que l'organisation bis des assises. A cela, la réponse qui leur est servie était : la différence du contexte, mais que ses consultations citoyennes ne vont pas faire table rase sur l'existant, mais devra, du point de vue de son contenu, s'inspirer notamment des travaux et des conclusions des Assises nationales et en particulier de la Charte de gouvernance démocratique et s'appuyer sur les principes et orientations de « Yoonu Yokkuté ».

Accompagnement des autorités

L'accompagnement du commandement territorial à travers le gouverneur et l'ensemble des préfets des trois départements a contribué à la réussite des consultations citoyennes et nous tenons à leur remercier vivement pour leur franche collaboration. Par contre le conseil régional et la Mairie de Diourbel n'ont pas répondu à l'invitation à la cérémonie d'ouverture du panel de Diourbel, mais le conseil régional a mis gracieusement la salle qui abrite le panel. La Mairie de Mbacké a accompagné le comité de pilotage du panel de son département. L'ARD a marqué aussi sa présence.



Déroulement

Canevas de travail

- ☞ Accueil des panélistes
- ☞ Allocutions
- ☞ Introduction des facilitateurs et panélistes
- ☞ Présentation des objectifs du Panel
- ☞ Normes de travail
- ☞ Présentation de façon globale des domaines de discussion
- ☞ Consigne sur l'organisation des ateliers
- ☞ Inscriptions aux ateliers :
- ☞ Déroulement des ateliers
- ☞ Pause déjeuner
- ☞ Reprise des ateliers
- ☞ Plénière
- ☞ Synthèse des travaux et clôture

Domaines traités

- ☞ DOMAINE 1 GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE
- ☞ DOMAINE 2 : DROITS ET LIBERTES FONDAMENTAUX
- ☞ DOMAINE 3 : SEPARATION ET EQUILIBRE DES POUVOIRS (EXECUTIF, LEGISLATIF, JUDICIAIRE)
- ☞ DOMAINE 4 : ADMINISTRATION REPUBLICAINE ET GESTION DES DENIERS PUBLICS
- ☞ DOMAINE 5 : SYSTEME ELECTORAL ET REPRESENTATION
- ☞ DOMAINE 6 : DIALOGUE SOCIAL
- ☞ DOMAINE 7 : COLLECTIVITES LOCALES
- ☞ DOMAINE 8 : RELATIONS ENTRE L'ÉTAT ET LES COMMUNAUTES RELIGIEUSES
- ☞ DOMAINE 9 : AUTRES PROPOSITION A PRENDRE EN CHARGE DANS LA REFORME DES INSTITUTIONS
- ☞ DOMAINE 10 : REVISION DE LA CONSTITUTION

Remarques

- ☞ La participation citoyenne
 - ✓ Participation citoyenne avec une passion dans les domaines de discussions et une connaissance dès fois insoupçonnée des panelistes.



- ☞ Le comité de pilotage :
 - ✓ a appuyé le coordonnateur et les facilitateurs dans l'exercice de leurs fonctions.
- ☞ La supervision de la PF-ANE
 - ✓ Le coordonnateur en relation avec des membres de la PF-ANE s'est rendu dans les trois départements de la région pour voir l'état d'avancement des travaux et apporter au besoin des rectificatifs.



- ☞ Les superviseurs de la CNRI
 - ✓ Le superviseur de Bambey Monsieur MBOW a dirigé les débats, alors que son rôle était de superviser ;
 - ✓ Diourbel qui avait deux superviseurs (Monsieur DIENG et Madame DIALLO) a apprécié de façon diverses leurs représentations : Pour Monsieur DIENG, un satisfecit tandis que Madame DIALLO à voulu bâcler le travail, en proposant même la suppression des plénières.

- ☞ Conditions de travail
 - ✓ Salles commodes,
 - ✓ Restauration très satisfaisant,
 - ✓ Vidéo projecteur défaillant (il a fallu emprunter un autre)
 - ✓ Absence de couverture de la radio contractante l'ors du panel, bien que des émissions ont été réalisé auparavant avec cette radio. Par contre les radios SUD FM, RTS, Wal fadjri ont bien couvert l'activité.

Conclusion

La stratégie de mettre en place des comités de pilotage est une force dans la conduite des panels, reste à savoir quel sera leurs rôles dans le suivi des recommandations des consultations citoyennes.

Les moyens étaient très insuffisants, et le peu qu'on disposait accusé un très grand retard dans sa mise en place.

Les résultats des consultations citoyennes devront être connus et que la PF-ANE doit veiller à son suivi et son niveau d'exécution.

7. RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE MBACKE

Rapport

A la suite de la formation reçue à Dakar, les facilitateurs se sont attelés à mener des démarches dans le but de mettre en œuvre la feuille de route des consultations citoyennes. Ainsi, les facilitateurs accompagnés de quelques membres de l'antenne de la plateforme ont eu à rencontrer les autorités administratives à savoir le gouverneur et le préfet. En outre, un comité départemental chargé du pilotage des consultations citoyennes a été mis sur pied. Dans cet objectif, des rencontres ont été initiées avec les membres de la société civile, les mouvements de jeunes, les femmes, etc.

Ces différentes rencontres ont permis l'installation du comité départemental le 10 août 2013 au siège de l'antenne de la plateforme des acteurs non étatiques. Un consensus total a prévalu lors de l'installation de ce comité. Cette structure a grandement facilité à l'atteinte des résultats. Plusieurs réunions ont été tenues par les membres du comité dans le but d'harmoniser sur les modalités de ciblage des participants. Le partage des responsabilités au sein du comité a permis de prendre en charge les aspects liés à l'organisation des consultations citoyennes. Ainsi les questions financières étaient prises en charge par un responsable du comité qui rendait régulièrement compte aux membres.

Le ciblage a été réalisé par les facilitateurs en essayant de tenir compte des recommandations de la CNRI. La liste des panélistes ciblés a été soumise à l'appréciation des membres du comité avant leur adoption.

Le déroulement du plan de communication a constitué un volet important du travail des facilitateurs et des membres du comité. Ainsi trois (3) émissions ont été animées par les facilitateurs et des membres du comité. Ces émissions ont permis de sensibiliser les populations sur les enjeux des consultations citoyennes.

Le 15 septembre 2013, le panel sur les consultations citoyennes. Il s'est déroulé dans de bonnes conditions. Cet exercice a permis d'échanger sur les différentes thématiques soumises à l'appréciation des panélistes.

Le 27 septembre, une réunion d'évaluation a été organisée par le comité de pilotage. Cette rencontre a permis de faire le bilan des différentes activités de la structure. Malgré des conditions matérielles difficiles, le bilan qui a été tiré est largement positif.



8. RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE DIOURBEL

A la suite de la formation reçue à Dakar, les facilitateurs se sont attelés à mener des démarches dans le but de mettre en œuvre la feuille de route des consultations citoyennes. Ainsi, les facilitateurs accompagnés de quelques membres de l'antenne de la plateforme ont eu à rencontrer les autorités administratives à savoir le gouverneur et le préfet. En outre, un comité départemental chargé du pilotage des consultations citoyennes a été mis sur pied. Dans cet objectif, des rencontres ont été initiées avec les membres de la société civile, les mouvements de jeunes, les femmes, etc.

Ces différentes rencontres ont permis l'installation du comité départemental le 10 août 2013 au siège de l'antenne de la plateforme des acteurs non étatiques. Un consensus total a prévalu lors de l'installation de ce comité. Cette structure a grandement facilité à l'atteinte des résultats. Plusieurs réunions ont été tenues par les membres du comité dans le but d'harmoniser sur les modalités de ciblage des participants. Le partage des responsabilités au sein du comité a permis de prendre en charge les aspects liés à l'organisation des consultations citoyennes. Ainsi les questions financières étaient prises en charge par un responsable du comité qui rendait régulièrement compte aux membres.

Le ciblage a été réalisé par les facilitateurs en essayant de tenir compte des recommandations de la CNRI. La liste des panélistes ciblés a été soumise à l'appréciation des membres du comité avant leur adoption.

Le déroulement du plan de communication a constitué un volet important du travail des facilitateurs et des membres du comité. Ainsi trois (3) émissions ont été animées par les facilitateurs et des membres du comité. Ces émissions ont permis de sensibiliser les populations sur les enjeux des consultations citoyennes.

Le 15 septembre 2013, le panel sur les consultations citoyennes. Il s'est déroulé dans de bonnes conditions. Cet exercice a permis d'échanger sur les différentes thématiques soumises à l'appréciation des panélistes.

Le 27 septembre, une réunion d'évaluation a été organisée par le comité de pilotage. Cette rencontre a permis de faire le bilan des différentes activités de la structure. Malgré des conditions matérielles difficiles, le bilan qui a été tiré est largement positif.



9. RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE BAMBEY

INTRODUCTION

Le panel de Consultation citoyenne sur la réforme des Institutions s'est tenue à Bambey le 15 septembre 2013 de 10h 45mn à 18h15mm .

La veille, le superviseur de la CNRI a tenu à faire le point des préparatifs avec le Bureau du Comité, réunion au cours de laquelle tous les aspects relatifs au bon déroulement du panel ont été passés en revue.

DEROULEMENT

Après l'accueil et l'installation des panélistes, le Président du comité leur a souhaité la bienvenue et a rappelé tout l'intérêt qu'il convient d'accorder aux travaux au regard de leur importance dans la conduite future des affaires de notre pays. A sa suite l'Adjoint au Préfet de Bambey, a ouvert les travaux en insistant surtout sur son caractère inédit au regard de la démarche à la fois inclusive et participative avant de promettre de revenir à la fin des travaux pour assister à la plénière.

Les allocutions ont été suivies de la présentation du chronogramme.

C'est ainsi qu'il revenait aux facilitateurs de décliner les objectifs visés par le panel, ensuite de négocier les normes de travail avant de présenter les domaines de discussion et questions à aborder.

A la suite de cela les consignes sur le déroulement des ateliers ont été données, suivi de l'inscription volontaire aux différents ateliers. Neuf ateliers se sont tenus sur les domaines allant du 1^{er} au 9^{ème} avec à charge pour chacun de se prononcer sur le domaine relatif à la révision de la Constitution. Les travaux d'ateliers se sont déroulés de 11h30mn à 14h pour laisser place à la pause déjeuner jusqu'à 15h.

A la reprise, successivement les rapporteurs ont restitué les conclusions de leur atelier suivies de débats avant validation par la plénière au cours de laquelle, la délégation de la Coordination régionale est venue s'enquérir de l'évolution des travaux.

A la fin des échanges, l'adjoint au Préfet est revenu assister à la clôture marquée par :

La lecture des notes de synthèse, le démarrage de l'administration des questionnaires



Les remerciements du Président, à l'endroit du Préfet pour sa disponibilité et son accompagnement tout le long du processus, du Représentant de la CNRI dont la présence et le rôle, à ce panel ont été très appréciés, enfin aux panélistes venus de tout le département pour leur engagement citoyen.

Le Superviseur de la CNRI s'est félicité de la bonne organisation (en matériel didactique, logistique, restauration) de la qualité des travaux, du haut niveau des échanges et a donné l'assurance d'en rendre fidèlement compte au niveau central.

Le mot de la fin du Préfet, qui s'est associé aux remerciements et sentiments de satisfaction au terme de la journée, pour ensuite réitérer toute l'attention que l'administration accorde aux consultations en vue de l'amélioration du service public.

CONCLUSION

Pour 100 panélistes invités à travers le département suivant un échantillonnage rigoureusement établi, le panel n'a finalement pu réunir que 55 participants.

En effet ce 15 septembre a coïncidé d'une part dans le département de Bambey avec la fête patronale de l'Eglise Catholique présidée pour la première fois par le nouvel Evêque du Diocèse de Thiès, d'autre part par la pluie qui s'est abattue sur la quasi-totalité du département toute la journée.





10. RAPPORT NARRATIF REGION DE FATICK

La Commission Nationale de Réforme des Institutions en partenariat avec la Plateforme des Acteurs Non Etatiques a organisé des Journées de Consultations Citoyennes dans les 45 départements du Sénégal le 15 septembre 2013.

Monsieur Mayacine Gueye a été désigné Coordonateur Régional avec comme Facilitateurs :

Département de Fatick :

- Monsieur Mbaye Babacar DIONE
- Monsieur Mame Sény LABOU

Département de Foundiougne :

- Madame Coumba Daga DIOME
- Monsieur Malick SY

Département de Gossas :

- Madame Ndiouck SÈNE
- Monsieur Mamadou DIOP.

Deux ateliers de renforcement de capacités ont été organisés pour les Coordonateurs et facilitateurs.

Après information aux autorités administratives, les 3 départements ont mis en place leurs Comités de Pilotage et ont procédé à l'identification des 100 panélistes à travers un échantillonnage précis.

Des émissions ont été tenues dans deux radios communautaires :

- Sine FM de Fatick
- Radio Gandoul de Niodior.

Les listes des 100 panélistes ont été transmises au Coordonateur National de la Plateforme des Acteurs Non Etatiques.

Le 13 septembre, nous avons reçu monsieur Ignace Faye superviseur désigné de la CNRI en compagnie de monsieur Diouf le Président de l'ODCAV. Ensembles, nous avons rencontré successivement :

- Monsieur le Gouverneur

- Monsieur le Préfet
- Le Secrétaire Général de la Mairie
- Les responsables de la radio communautaire Sine FM

Le 14 Septembre 2013 nous avons participé aux foras organisés par les ODCAV de Fatick.

Le 15 Septembre 2013 journée de consultations citoyennes (PANEL)

FOUNDIOUGNE

LIEU : Case Foyer de la Femme de Foundiougne

Nombre panélistes : 61

Autorités Présentes : Préfet et Maire de Foundiougne

Heure de début : 12 h 45

Fin : 18h 37

61 questionnaires de l'annexe 1 remplis

Pièces jointes :

- Canevas de synthèse des panels citoyens
- Feuille de présence
- Etat de remboursement transport
- Factures divers (remboursements transport, restauration, location salle etc.)

GOSSAS

LIEU : Mairie de Gossas

Nombre panélistes : 82

Autorités Présentes : Préfet et Maire de Gossas

Heure de début : 10 h

Fin : 16 h 50

72 Questionnaires remplis

Pièces jointes :

- Canevas de synthèse des panels citoyens
- Feuille de présence
- Etat de remboursement transport
- Factures diverses

FATICK

LIEU : Salle des Fêtes Mairie de Fatick

Nombre panélistes : 91

Autorités Présentes : Maire de Fatick

Heure de début : 12 h

Fin : 18 h 30

91 Questionnaires remplis et remis à monsieur Ignace Faye superviseurs CNRI

Pièces jointes :

- Canevas de synthèse des panels citoyens (copie au Superviseur de la CNRI monsieur Ignace Faye)
- Feuille de présence
- Etat de remboursement transport
- Factures diverses

N B :

Les 3 superviseurs de la CNRI sont partis avec les originaux :

- Feuille de présence
- Canevas de synthèse des panels citoyens

Fait à Fatick, le 19 septembre 2013.

LE COORDONNATEUR REGIONAL

MAYACINE GUEYE

11. RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE FATICK

Dans le cadre de la réforme des institutions initiée par le Président de la République sous la direction de la Commission Nationale de Réforme des Institutions et avec l'appui de la Plateforme des Acteurs non Etatiques, les facilitateurs du Département de Fatick ont déroulé un certain nombre d'activités dans le département.

Suite au plan d'actions proposé par le Coordinateur Régional certaines activités ont été tenues parmi lesquelles on peut citer entre autre la visite de courtoisie et de présentation de la CNRI aux autorités du département, la mise sur pied du comité de pilotage, le ciblage des panélistes et l'organisation du panel Citoyen le 15 septembre à la salle de Fête de la Mairie de Fatick.

I. Visite des autorités

Après la correspondance du Coordinateur Régional adressée à monsieur le Gouverneur de Région, nous avons rencontré le Préfet du département pour l'informer de la CNRI et de ces objectifs, des différentes activités à dérouler au niveau de son département. L'autorité nous a bien reçus et après notre exposé, il a déploré que ces supérieurs hiérarchiques ne l'aient pas encore informé de cette louable activité. Néanmoins, il fera tout pour nous accompagner afin que nous puissions atteindre nos objectifs. Il a donné des instructions pour que tous les services concernés par cette manifestation nous apportent leur concours sans réserve.

Le 14 septembre, une autre rencontre a eu lieu en compagnie du Superviseur de la CNRI monsieur Ignace Faye.

Deux émissions avec la radio communautaire Sine FM ont été réalisées. Le jour du panel la radio a eu à faire du direct avec interview des panélistes

II. Mise sur pied du comité de Pilotage

Le comité a été mis sur pied le 14 Août 2013. Tous les ASCOM et porteur d'enjeux du département ont été convoqués à cette rencontre. Les orientations dégagées, un Bureau élargi fut mis en place.

III. Le ciblage

Les recommandations de la CNRI par rapport au ciblage ont été respectées. Le pourcentage 40/60 a été maintenu. Il est ainsi réparti : 40 personnes pour les communes de Fatick, Dioffior et Diakhao. 60 personnes pour la zone dite rurale avec une représentation minimale de 5 personnes par communauté rurale. Avec l'appui des ASCOM le ciblage a pu se faire correctement malgré les longues distances surtout en cette période hivernale.

IV. Le panel citoyen

Le panel a eu lieu le 15 septembre 2013 dans les locaux de la salle de fête de la mairie de Fatick. Cette manifestation a été rehaussée par la présence de monsieur le Maire de la commune de Fatick. Nous avons noté la présence de 92 participants malgré la pluie sous la supervision de monsieur Ignace Faye représentant la CNRI, les travaux étaient dirigés par les Facilitateurs.

Au total ce fut huit ateliers qui ont réfléchi sur les thèmes proposés. En plénière les débats ont tourné essentiellement sur les points de divergence et un consensus a été trouvé sur l'ensemble des points étudiés.

En conclusion nous retenons que cet exercice a permis au Sénégalais de s'exprimer ou donner librement son avis sur les institutions. Le citoyen a été consulté et espère que son point de vu sera apprécié à sa juste valeur par les décideurs.

Vraiment cette journée sera marquée d'une pierre blanche dans le département de Fatick.

12. RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE FOUNDIOUNE

Dans le cadre de la réforme des institutions initiée par le Président de la République sous la direction de la Commission Nationale de Réforme des Institutions et avec l'appui de la Plateforme des Acteurs non Etatiques, les facilitateurs du Département de Foundiougne ont déroulé un certain nombre d'activités à travers l'espace départemental.

Suite au plan d'actions proposé par le Coordinateur Régional certaines activités ont été tenues parmi lesquelles on peut citer entre autre la visite de courtoisie et de présentation de la CNRI aux autorités du département, la mise sur pied du comité de pilotage, le ciblage des panélistes et l'organisation du panel Citoyen le 15 septembre à la Case Foyer de la Femme de Foundiougne.

Visite des autorités

Nous avons rencontré le Préfet du département pour l'informer de la CNRI et de ces objectifs, des différentes activités à dérouler au niveau de son département. L'autorité nous a bien reçus et après notre exposé, il a déploré que ces supérieurs hiérarchiques ne l'aient pas encore informé de cette louable activité. Néanmoins, il fera tout pour nous accompagner afin que nous puissions atteindre nos objectifs et qu'il présidera la cérémonie d'ouverture du Panel Citoyen. Il a donné des instructions pour que tous les services concernés par cette manifestation nous apportent leur concours sans réserve.

Mise sur pied du comité de Pilotage

Le comité a été mis sur pied le 13 Août 2013. Tous les porteurs d'enjeux du département ont été convoqués à cette rencontre. Les orientations dégagées, un Bureau élargi fut mis en place avec un plan d'actions.

Le ciblage

Les recommandations de la CNRI par rapport au ciblage ont été respectées. Le pourcentage 40/60 a été maintenu. Avec l'appui des Présidents de Communautés Rurales nous avons pu faire les îles. Le ciblage a pu se faire malgré les longues distances surtout au niveau des îles. Ainsi que le coût exorbitant des frais de transport en cette période hivernale.

Avant la tenue du panel une émission a été réalisée par la radio communautaire Gandoul de Niodior.

Le panel citoyen

Le panel a eu lieu le 15 septembre 2013 dans les locaux de la Case Foyer des Femmes de Foundiougne. Cette manifestation a été rehaussée par la présence de monsieur le Préfet et du Maire de la commune de Foundiougne. Elle s'est déroulée sous une forte pluie avec 62 participants sous la supervision de madame Mbénoye Ndiaye représentant la CNRI, les travaux dirigés par les Facilitateurs.

Il a eu cinq ateliers qui ont réfléchi sur les thèmes proposés. En plénière les débats ont tourné essentiellement sur les points de divergence et un consensus a été trouvé sur l'ensemble des points étudiés.

Ce qui peut être retenu c'est que le citoyen s'est exprimé librement et souhaite que son avis soit étudié avec justesse. Il faut tenir compte de ses réactions sans parti pris et que les institutions soient revues.

13. RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE GOSSAS

Dans le cadre de la réforme des institutions initiée par le Président de la République sous la direction de la Commission Nationale de Réforme des Institutions et avec l'appui de la Plateforme des Acteurs non Etatiques, les facilitateurs du Département de Gossas ont à l'instar de tous les autres départements déroulé un certain nombre d'activités à travers l'espace départemental.

Parmi ces activités on peut citer entre autre la visite de courtoisie et de présentation de la CNRI aux autorités du département, la mise sur pied du comité de pilotage, le ciblage des panélistes et l'organisation du panel Citoyen le 15 septembre à la Mairie de Gossas.

Visite des autorités

Nous avons rencontré le Préfet du département pour l'informer de la CNRI et de ces objectifs, des différentes activités à dérouler au niveau de son département. L'autorité nous a bien reçu et après notre exposé, il nous a remercié de l'information que nous venons de lui donner mais pense qu'un projet d'une telle envergure devrait être soutenu par les autorités et par conséquent il devrait recevoir l'information de la hiérarchie.

Il a pris l'engagement d'accompagner l'entreprise et a même instruit son adjoint de prendre toutes les dispositions nécessaires pour un bon déroulement de nos activités.

Mise sur pied du comité de Pilotage

Le comité a été mis sur pied le 13 Août 2013. Tous les porteurs d'enjeux du département ont été convoqués à cette rencontre. Après l'exposé présentant la CNRI et ses objectifs un bureau de 6 membres est formé pour coordonner les activités.

Le ciblage

Nous avons appliqué les recommandations de la CNRI par rapport au ciblage. Ainsi nous avons commencé par la commune de Gossas où 40 personnes ont été ciblées dans les 8 quartiers regroupés par 2.

Dans les cinq communautés rurales nous avons ciblé les 60 autres personnes. Ici le ciblage a touché 12 personnes par communauté rurale répartis comme suit : 7 dans l'épicentre et 5 restants dans la périphérie communautaire.

Globalement l'activité s'est bien déroulée en dehors de quelques difficultés liées au transport et aux intempéries.

Le panel citoyen

Considéré comme étant l'activité phare du processus, le panel a eu lieu le 15 septembre 2013 dans la salle de délibération de la Mairie de Gossas. Elle s'est déroulée avec 82

participants sous la supervision de monsieur Mamadou Ly représentant la CNRI et la conduite des Facilitateurs.

Nous avons cinq ateliers qui ont réfléchi sur les thèmes proposés. En plénière les débats ont tourné essentiellement sur les points de divergence. A la suite des discussions un consensus a été trouvé sur l'ensemble des points sauf un et en particulier sur la relation du Président élu avec son parti politique.

Ce que l'on peut globalement retenir à travers cette journée, c'est que les citoyens veulent le changement et tiennent à ce que l'Etat et toutes les institutions soient gérés de manière transparente, inclusive et démocratique.



Consultations citoyennes

Fora populaires: 14/09/2013
Panels citoyens: 15/09/2013
Enquête par questionnaires: du 15 au 25/09/2013
Les Institutions : je suis concerné, je participe



14. RAPPORT NARRATIF REGION DE KAFFRINE

I. INTRODUCTION

1.1. Contexte et justification

A l'issue des dernières élections présidentielle et législatives, le Sénégal a réalisé, dans la paix et la transparence, la deuxième alternance politique de son histoire. Le peuple sénégalais a ainsi donné la preuve de sa sagesse et de son attachement profond aux principes de la démocratie. Il a exprimé par son vote le rejet de toute personnalisation du pouvoir et de tout accaparement de celui-ci par des groupes particuliers, en même temps que son espoir de voir s'instaurer des changements fondamentaux dans la façon de conduire les affaires du pays.

Aussi, le Président de la République nouvellement élu a-t-il pris la décision de mettre en place un cadre institutionnel répondant à ces aspirations, en demandant au Président des Assises nationales d'organiser une large concertation nationale sur les réformes institutionnelles à initier dans le court, le moyen et le long terme.

Pour mener à bien ce travail, la Commission nationale de réforme des institutions a systématisé le diagnostic sur la base des documents de référence et des travaux et réflexions menées en la matière ces dernières années. Ce diagnostic montre qu'en dépit de certains acquis positifs dans plusieurs domaines, l'analyse de l'évolution générale de notre pays au cours de ses cinquante années d'indépendance laisse apparaître des situations dont l'urgent redressement exige notamment le recentrage de nos institutions.

Les changements qu'exige la situation ainsi décrite passent nécessairement par de nouveaux principes et méthodes d'exercice du pouvoir, par une révolution dans les mentalités et par une politique économique de rupture assumée désormais par toutes les forces vives de la nation, hors de toute querelle politicienne. Aussi la CNRI estime-t-elle nécessaire - et pour répondre aussi au vœu exprimé par le Président de la République - d'entreprendre une très large concertation avec tous les citoyens et toutes les citoyennes et avec toutes les organisations politiques, professionnelles, la société civile, etc., en vue de recueillir leurs points de vue, leurs avis et leurs suggestions sur les changements à apporter à la constitution (s'agissant des institutions) pour que celle-ci reflète les sentiments et les aspirations profondes de toute la communauté nationale.

1.2. Présentation et profil de l'organisme conventionné

La Plate-forme des AnE du Sénégal, qui regroupe les acteurs majeurs des trois sous familles composant les acteurs non étatiques, à savoir les principales organisations du Secteur privé, Syndicats et Société Civile, dont 35 organisations faïtières ou réseaux et près de 500 organisations simples (ONG, associations, coopératives), dont l'ancrage local à travers ses antennes régionales qui constituent des cadres unitaires de concertation rassemblant la majorité des AnE locaux, aura assuré l'organisation des consultations citoyennes sur la réforme des Institutions, par la tenue de panels citoyens sur l'étendue du territoire national.

II .METHODOLOGHIE

C'est dans ce cadre que la Plate forme des Acteur Non Etatiques, a travers ses antennes régionales, a organisé dans les 45 départements du Sénégal de manière simultanée et selon une démarche participative et ascendante, les consultations citoyennes sur la Réforme des Institutions. La méthodologie consistait à organiser des panels citoyens et à valoriser les points de vue des membres de sociétés civiles locales ou du simple citoyen selon le format défini en s'appuyant sur des facilitateurs et coordonnateurs locaux.

III. DEROULEMENT DES ACTIVITÉS

❖ Rencontre avec les autorités locales

Après la formation de mise à niveau des facilitateurs et des coordonnateurs, organisée par la plateforme technique de la CNRI, le président de l'antenne régionale des ANE, par ailleurs coordonnateur régional des consultations citoyennes, a rencontré et a remis au Gouverneur de la région de Kaffrine, une lettre d'information. A la suite, l'ordre a été donné aux facilitateurs de procéder a la mise en place des comités de pilotage au niveau des départements pour que ces derniers, à leur tour, portent l'information aux autorités administratives de leurs localités respectives.

❖ La mise en place des Comités Départementaux de Pilotage

Après avoir identifié les membres potentiels pouvant faire partie des comités de pilotage, les facilitateurs ont procédé à leur installation en se basant sur des critères prédéfinis. Dès lors, chacun des comités, a eu à tenir des séances de travail en vu d'assurer le bon déroulement des panels sur le plan (accueil et mise en place, logistique, organisation matérielle etc..)

❖ Elaboration des plans d'action et harmonisation

Un plan d'action régional a été élaboré sous le pilotage du coordonnateur régional et partagé avec les différents acteurs et associés (facilitateurs, présidents des comités de pilotage, représentants de l'antenne régionale des ANE) .

En suite, une rencontre de briefing et de débriefing a été initiée et facilitée entre facilitateurs de Malème, Kaffrine et Birkélane. De même qu'à Koungheul, les facilitateurs ont échangé, surtout, sur les préparatifs (méthodologie de travail et déroulement scientifique du panel)

❖ L'échantillonnage géographique et le ciblage des participants

Les facilitateurs se sont déployés au niveau des villages et villes, pour procéder à l'échantillonnage en adoptant la démarche scientifique proposée par la plateforme technique de la CNRI .Une centaine de participants, provenant de chacun des départements ont été ainsi identifiées. Des listes d'attente également dressées. Au cours de ce processus, les facilitateurs ont bien sensibilisé et informé ces derniers (instruits comme non instruits ou handicapés) à être présent à ce rendez-vous important afin qu'ils puissent échanger, se concerter et proposer librement des idées sur des questions institutionnelles.

❖ Elaboration de la liste des panélistes

Les listes des panelistes ont été dressées par les comités de pilotage avec l'appui du coordonnateur régional et des facilitateurs. Les critères (statut et provenance géographique) ont été de mise de part et d'autre, tels que proposés par les échantillonneurs. Les listes ainsi dressées ont été centralisées par la coordination régionale puis transmises à la coordination nationale.

❖ Communication sur l'événement

La CNRI a contractualisé avec le réseau des Radio communautaires du Sénégal. Ainsi, le comité de pilotage de Koungeul en relation avec les facilitateurs des panels, a tenu 4 émissions en direct à la Radio « Bambuk FM » de Koungeul, sur entre autres, le but, les objectifs et le caractère participatifs de la Réforme des Institutions et des consultations citoyennes.

❖ Déroulement des Panels

Les facilitateurs ont assuré durant la journée du 15 septembre 2013, l'animation et la modération des débats, sous la supervision du représentant de la CNRI et en présence des autorités administratives / leur représentant et des autorités locales. Le Panel de Koungeul omis sur la liste de déploiement, des représentants de la CNRI, se contentait de la présence effective du coordonnateur régional.

A l'entame des travaux des panels la parole fut, à chaque fois, donnée à l'autorité locale pour le mot de bienvenue et à l'autorité administrative pour l'ouverture officielle. Ensuite, c'était au tour du représentant désigné de l'antenne régional d'aborder les responsabilités et missions de l'antenne régionale des ANE dans le processus mais également celle de la CNRI.

A la suite des discours, la parole revenait aux facilitateurs d'expliquer les critères de choix des panélistes et les objectifs poursuivis à travers les Panels citoyens.

Les travaux se sont déroulés sous forme d'ateliers qui consistait à discuter et synthétiser sur les points d'accord et de désaccord. Pour les thèmes abordés, nous contentons de nous reporter aux rapports de synthèse des panels.

Les canevas de synthèse ont été remplis par les facilitateurs sur la base des informations recueillies au niveau des travaux de groupe.

IV .DIFFICULTES RENCONTREES

Difficultés communes

- ✓ le travail demandé a été trop ambitieux pour pouvoir être réalisé en une seule journée. certains panélistes provenant des villages éloignés n'ont pas pu assister à la clôture des panels .
- ✓ L'échantillonnage a été difficilement réalisés à cause du retard et de l'insuffisance des moyens financiers.
- ✓ Difficultés de mobilité entre les localités lors de l'échantillonnage et des panels dues à l'impraticabilité des routes boueuses et submergées d'eau de pluies.

Difficultés spécifiques

- la non présence du superviseur de la CNRI lors du Panel à Koungeul

- la radio communautaire de Kaffrine n'a pas profité aux kaffrinois de s'informer sur les tenants et les aboutissants du panel citoyen sur la réforme des Institutions qui se déroule dans leur localité. La seule explication que nous avons reçue, est que cette radio ne s'est pas affiliée au réseau des radios communautaires cocontractant avec la CNRI.

V.CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

La mobilisation des personnes issues de différentes localités est de nos jours difficile à cause de la prise en charge qu'elles exigent souvent.

Ainsi semble-t-il opportun d'aider les antennes régionales des ANE à avoir des ressources autogérées pour pouvoir apporter un soutien financier des programmes qui se déroulent sous leurs responsabilités.

Il ressort de ce travail conduit de manière participative que les thèmes abordés intéressent les populations et à même d'améliorer le niveau de compréhension des Institutions du Pays.

Toutefois, il faut signaler la nécessité d'apporter un certain nombre de préalables afin de réaliser les objectifs fixés à ce genre de travail. Ils s'agit entre autres d'impliquer la base sur le choix des questions à débattre, donner le temps nécessaires au préparatif et discuter et arrêter les budgets de façon consensuelle.

Entre autres recommandations, nous pouvons citer :

- la formation des leaders de la plateforme et de ses antennes sur des thèmes d'actualité.
- la vulgarisation à temps des documents de travail.
- la définition d'un cadre formel pour un partenariat entre les antennes régionales des ANE et les autorités régionales.



Consultations citoyennes

Fora populaires: 14/09/2013
Panels citoyens: 15/09/2013
Enquête par questionnaires: du 15 au 25/09/2013
Les Institutions : je suis concerné, je participe



15. RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE KAFFRINE

I. Introduction

Dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme institutionnelle préconisée par le Chef de l'Etat, des consultations citoyennes ont été organisées par la commission nationale de réforme institutionnelle avec l'appui de la plateforme des acteurs non étatiques.

C'est ainsi que les antennes départementales ont été chargées de l'exécution.

II. Elaboration du plan d'action du département

En rapport avec les autres départements de la région de Kaffrine, des réunions des facilitateurs départementaux et du coordinateur régional ont permis d'identifier les activités à conduire avant, pendant et après les panels citoyens. Une matrice a été élaborée à cet effet.

III. Mise en place du comité départemental de pilotage

Après avoir identifié les membres potentiels pouvant faire partie du comité de pilotage, les facilitateurs ont organisé une cérémonie pour son installation, en date du vendredi 30 août 2013.

L'occasion a été saisie par le coordonnateur régional et les facilitateurs pour rappeler la mission principale du comité qui consiste à appuyer les facilitateurs dans l'identification des participants et l'organisation du panel.

Le comité départemental de Kaffrine était composé, outre les deux facilitateurs, de :

- un représentant de la CNTS
- un représentant de RADEK
- un représentant de l'ALDD (OCB)
- un représentant COSYDEP (société civile)
- un représentant d'organisation de handicapés
- un élu local (conseil du maire)
- une personne ressource

En plus des réunions organisées, les facilitateurs ont eu à mobiliser, à titre individuel, certains membres du comité qui, du fait de leur expérience et de leur position, ont pu aider à la réalisation d'activité dans des délais relativement courts.

IV. Echantillonnage et sélection des participants

L'objectif était d'identifier les participants au panel de manière à respecter une certaine représentativité suivant le statut (jeunes, femmes, personnes âgées) et la localisation géographique. Ainsi, toutes les deux communes de Kaffrine (Kaffrine, Nganda) et les communautés rurales ont pu être représentées.

Une centaine de participants, provenant de toutes les communes du département ont été ainsi identifiées et des contacts établis pour leur expliquer, individuellement, les objectifs du panel et les modalités de sa tenue. Les facilitateurs les ont également sensibilisés sur l'importance de leur participation à cette rencontre.

V. Tenue du panel

Le panel citoyen du département de Kaffrine s'est tenu le dimanche 15 septembre 2013 dans la salle du CDEPS de Kaffrine.

Les deux facilitateurs ont assuré l'animation et la modération des débats, sous la supervision du représentant de la CNRI et en présence du coordonnateur régional.

La méthodologie utilisée consistait à :

- Présenter les objectifs et le chronogramme et déterminer les règles de jeu pour faciliter les discussions et assurer une bonne gestion du temps (facilitateurs)
- Présenter le questionnaire en expliquant le contenu (facilitateurs)
- Constituer des groupes de travail qui ont réfléchi sur les différents thèmes du questionnaire (facilitateurs)

Ainsi, trois groupes ont été formés avec, pour chacun, trois thèmes en moyenne à aborder

- Présenter les travaux des groupes en plénières. Chaque présentation était suivi de discussions avant que les facilitateurs ne fassent une synthèse pour retenir les principales conclusions
- Faire la synthèse générale afin de préciser les points d'accord et de désaccord, ainsi que les résultats mitigés (facilitateurs). Le canevas de synthèse a été rempli par les facilitateurs sur la base de ces informations

VI. Difficultés rencontrées

- Le temps imparti pour effectuer l'échantillonnage et procéder au choix des participants a été relativement court. Pour surmonter cette contrainte, les facilitateurs ont dû faire face à des dépenses non prévues.
- Les moyens financiers mis à la disposition des facilitateurs pour la mise en œuvre des activités avant, pendant et après le panel ont été très insuffisants obligeant parfois les facilitateurs à faire usage de leur imagination et de leurs relations personnelles pour apporter des solutions au pied levé. A titre d'exemple, les membres du comité de pilotage ne sont pas pris en charge ; ce qui ne les motive pas à toujours à participer régulièrement aux rencontres.

- La période retenue pour la tenue des panels a coïncidé avec l'hivernage ; ce qui explique d'ailleurs l'absence de certains participants qui n'ont pas pu faire le déplacement du fait des pluies diluviennes tombées sur Dakar le même jour.

VII. Situation des dépenses effectuées

Nature	Montant
Location salle	25 000
Banderoles	15 000
Matériel, fournitures de bureau	27 100
Transport participants	193 000
Restauration	150 000
TOTAL	410 000

VIII. Recommandations

Dans l'éventualité de tenir d'autres rencontres du même type durant le reste du processus, il serait nécessaire de mieux planifier les activités et de mettre à la disposition des facilitateurs et autres intervenants tous les supports nécessaires à temps. La communication vis-à-vis du grand public devra également être renforcée pour permettre une meilleure participation citoyenne. Il faudrait parvenir à amener les citoyens à s'intéresser à ce qui se fait et à mieux s'impliquer.

Une attention particulière devra être apportée dans l'élaboration des budgets pour mieux identifier et prendre en charge toutes les activités



16.RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT BIRKILANE

Il est tenu le dimanche 15 Septembre 2013 à Birkelane une large concertation dénommée « consultations citoyennes » regroupant tous les citoyens du département venu de tout bord et de toute obédience. Ceci , dans un cadre très mixte, a permis d'instaurer un cadre de dialogue et de partage sur les institutions du pays.

Préalablement, pour une bonne imprégnation de toutes les collectivités, le comité de pilotage travaillait en parfaite collaboration avec d'autres gens de bonne volonté représentant chacun une localité et nonobstant le retard du déploiement des moyens et les reports à plusieurs reprises, les facilitateurs ont continué de mener un travail de sensibilisation notifiant l'importance des consultations citoyennes pour maintenir le groupe et permettre à la population de montrer leur engouement. Et toutes les autorités locales ont été saisi, administratives comme religieuses pour apporter leur participation.

Le jour j

Le panel a démarré un peu plus tard en raison de la pluie qui 's'abattait et de la longue distance qui sépare la commune de Birkelane et les localités environnantes. Et suivant les réalités du milieu, le panel s'est déroulé comme prévu sur une méthode de travail bien défini. Les facilitateurs ont suivi la règle à la lettre et ont produit une explication très appréciée de l'objectif du panel, ce qui a permis à tous les panélistes et convives de comprendre l'importance qui repose sur les consultations citoyennes ; de faire savoir à tout un chacun son devoir de participer.

Les consultations citoyennes ont rendu aux facilitateurs de vivre une expérience sans précédent qui leur a permis d'avoir un statut responsable, de pouvoir jouer un rôle de modérateur qui n'est pas évidents surtout devant un public où le niveau de compréhension n'est pas au même.

Les panelistes et convives ont d'abord apprécié l'initiative et l'objectif du panel qui a favorisé aux citoyens les plus reculés de connaître la démarche et le fonctionnement des institutions de leur pays.

Cependant, ils ont demandé à un achèvement parfait de ce travail jamais élaboré au paravent et que les avis requis à l'endroit des citoyens soient fidèlement pris en compte.

Il est seulement déploré l'implication totale des autorités locales qui pouvait donner un caractère particulier, la tenue de ces consultations en période hivernale, les reports incessants de la date du panel qui a suscité un sentiment de désintéressement de certains citoyens qui pouvaient y participer.

Ainsi, le panel se termine par des notes d'incitation aux panelistes et participants pour le remplissage des questionnaires individuellement ou collectivement de manière à pouvoir à terminer le travail dans les meilleurs délais.

17. RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE MALEM HODAR

Introduction

Dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme institutionnelle préconisée par le Chef de l'Etat, des consultations citoyennes ont été organisées par la commission nationale de réforme institutionnelle avec l'appui de la plateforme des acteurs non étatiques.

C'est ainsi que les antennes départementales ont été chargées de l'exécution.

Elaboration du plan d'action du département de Malem HODAR

En rapport avec les autres départements de la région de Kaffrine, des réunions des facilitateurs départementaux et du coordinateur régional ont permis d'identifier les activités à conduire avant, pendant et après les panels citoyens. Une matrice a été élaborée à cet effet (voir annexes 1).

Mise en place du comité départemental de pilotage

Après avoir identifié les membres potentiels pouvant faire partie du comité de pilotage, les facilitateurs ont organisé une cérémonie pour son installation, en date du 07/08/2013.

L'occasion a été saisie par le coordonnateur régional et les facilitateurs pour rappeler la mission principale du comité qui consiste à appuyer les facilitateurs dans l'identification des participants et l'organisation du panel.

Le comité départemental de Malème Hodar était composé, outre les deux facilitateurs, de :

- un représentant des Enseignants
- un représentant du Chambre des métiers
- un représentant des OCB
- un représentant d'organisation de handicapés
- une personne ressource
- un représentant des GPF
- un représentant de l'ODCAV
- un représentant de la Croix rouge
- un représentant de la Société civile
- Autorités administratives (Préfet)

En plus des réunions organisées, les facilitateurs ont eu à mobiliser, à titre individuel, certains membres du comité qui, du fait de leur expérience et de leur position, ont pu aider à la réalisation d'activité dans des délais relativement courts.

Echantillonnage et sélection des participants

L'objectif était d'identifier les participants au panel de manière à respecter une certaine représentativité suivant le statut (jeunes, femmes, personnes âgées) et la localisation géographique. Ainsi, toutes les communautés rurales du département de Malème Hodar ont pu être représentées.

Une centaine de participants, provenant de toutes les communautés rurales du département de Malème Hodar ont été ainsi identifiées et des contacts établis pour leur expliquer, individuellement, les objectifs du panel et les modalités de sa tenue. Les facilitateurs les ont également sensibilisés sur l'importance de leur participation à cette rencontre.

Tenue du panel

Le panel citoyen du département de Malème Hodar s'est tenu le dimanche 15 septembre 2013 au Lycée de la commune.

Les deux facilitateurs ont assuré l'animation et la modération des débats, sous la supervision du représentant de la CNRI et en présence du Préfet

La méthodologie utilisée consistait à :

- Présenter les objectifs et le chronogramme et déterminer les règles de jeu pour faciliter les discussions et assurer une bonne gestion du temps (facilitateurs)
- Présenter le questionnaire en expliquant le contenu (facilitateurs)
- Constituer des groupes de travail qui ont réfléchi sur les différents thèmes du questionnaire (facilitateurs)

Ainsi, trois groupes ont été formés avec, pour chacun, trois thèmes en moyenne à aborder

- Présenter les travaux des groupes en plénières. Chaque présentation était suivi de discussions avant que les facilitateurs ne fassent une synthèse pour retenir les principales conclusions
- Faire la synthèse générale afin de préciser les points d'accord et de désaccord, ainsi que les résultats mitigés (facilitateurs). Le canevas de synthèse a été rempli par les facilitateurs sur la base de ces informations

Difficultés rencontrées

- Le temps imparti pour effectuer l'échantillonnage et procéder au choix des participants a été relativement court. Pour surmonter cette contrainte, les facilitateurs ont dû faire face à des dépenses non prévues.

- Les moyens financiers mis à la disposition des facilitateurs pour la mise en œuvre des activités avant, pendant et après le panel ont été très insuffisants obligeant parfois les facilitateurs à faire usage de leur imagination et de leurs relations personnelles pour apporter des solutions au pied levé. A titre d'exemple, les membres du comité de pilotage ne sont pas pris en charge ; ce qui ne les motive pas à toujours à participer régulièrement aux rencontres.

Situation des dépenses effectuées

Nature	Montant
Location salle	30 000
Banderoles	15 000
Transport participants	115 000
Restauration	250 000
TOTAL	410 000

Recommandations

Dans l'éventualité de tenir d'autres rencontres du même type durant le reste du processus, il serait nécessaire de mieux planifier les activités et de mettre à la disposition des facilitateurs et autres intervenants tous les supports nécessaires à temps. La communication vis-à-vis du grand public devra également être renforcée pour permettre une meilleure participation citoyenne. Il faudrait parvenir à amener les citoyens à s'intéresser à ce qui se fait et à mieux s'impliquer.

Une attention particulière devra être apportée dans l'élaboration des budgets pour mieux identifier et prendre en charge toutes les activités.

ANNEXES 1 : PLAN D'ACTION

PERIODE PRECEDENT LA TENUE DU PANEL DANS LE DEPARTEMENT

LIBELLES	LES ACTIONS A MENER AVANT LA TENUE DU PANEL				
	ACTIONS N°1	ACTIONS N°2	ACTIONS N°3	ACTIONS N°4	ACTIONS N°5
QUOI	Identifier et contacter les institutions	Identifier et informer les Porteurs d'enjeux pour créer la CDP	Informer les populations et confectionner les courriers	Sélectionner, sensibiliser et mobiliser les ANE	Préparer la salle, monter la sono, confectionner les banderoles et badges
QUI	-facilitateur, Préfet, ss-préfet, collectivités Loc	Facilitateurs, Partis pol, Ong, Ocb, experts	Facilitateurs, Partis pol, Ong, Ocb, experts, ANE	Facilitateurs, Partis pol, Ong, Ocb, experts, ANE	Facilitateurs, membres de la CDP, prestataires
COMMENT	Visites, courriers, téléphone	S'informer à la préfecture	Voix de presse, note d'infos, affichage, émissions radio	Technique centripète appliquée à partir des centres des Mairies d'arrondissement	Mobilisations des membres de la CDP, des Prestataires
QUAND	Mardi 16 au Ven 19 Juillet	Lun 22 au Ven 26 Juillet	Marid 06 Juil au Vend 9 Aout	Mardi 27 Juill au Jeudi 29 Aout	Lun 19 Juillet au Samedi 24 Aout
OU	Département	Département	Département	Département	Département

PENDANT LE PANEL DANS LE DEPARTEMENT

LIBELLES	LES ACTIONS A MENER PENDANT LE PANEL						
	ACTIONS N°1	ACTIONS N°2	ACTIONS N°3	ACTIONS N°4	ACTIONS N°5	ACTIONS N°6	ACTIONS N°7
QUOI	+Accueillir et mettre en place les participants +Distribuer les supports d'infos aux participants	+présenter le document de base, les Objectifs Généraux et Spécifiques, +présenter le single +donner le site web CNRI	+observer la pause café +libérer les autorités	+Expliquer et administrer les questionnaires +Remettre les Questionnaires (1000) aux Porteurs d'Enjeux	+observer la pause déjeuner +prière	+Synthétiser, +Restituer et +Valider avec les participants	+rembourser les indemnités de déplacement aux participants
QUI	+membres de la CDP +participants	+facilitateurs +participants	+facilitateurs +participants	+facilitateurs +participants +populations	+facilitateurs +participants	+facilitateurs +participants	+facilitateurs +participants
COMMENT	+mobilisation des membres de la CDP	+effort d'explication en wolof +mise à l'écoute du single +affichage du site web	+aménagement d'une salle pour	+Remise des Questionnaires (1000) aux Porteurs d'Enjeux et aux participants +effort d'explication en wolof	+24 plats	+rappel par lecture de l'ensemble des idées émises par les participants	+sur la base des feuilles de présence et d'émargement portant adresse, téléphone et signature des participants
QUAND	Dimanche 15 sept à partir de 10 h	Dimanche 15 septembre à partir de 11 h	Dim. 15 sept. à partir de 11h 30	Dim 15 sept à partir de 12 h	Dim 15 sept à partir de 14 h	Dim 15 sept à partir de 18 h	Dim 15 sept à partir de 19 h
OU	Département	Département	Département	Département	Département	Département	Département

PERIODE SUIVANT LA TENUE DU PANEL DANS LE DEPARTEMENT

LIBELLES	LES ACTIONS A MENER DANS LES 48H APRES LA TENUE DU PANEL		
	ACTIONS N°1	ACTIONS N°2	ACTIONS N°3
QUOI	+Elaborer le rapport	+Relire le rapport	+Déposer le Rapport
QUI	+facilitateurs	+facilitateurs +coordonnateur régional	+facilitateurs +coordonnateur régional
COMMENT	+rédaction d'une synthèse succincte d'une page respectant le canevas qui sera donné par la CNRI	+correction et dernière retouche avant dépôt	+document physique +document électronique
QUAND	+Lundi 16 sept à partir de 11 h	+Mardi 17 sept à partir de 11h	+Mardi 18 sept à partir de 10h
OU	+Selon la préférence des facilitateurs	+Selon la préférence des facilitateurs	+Selon la préférence du coordonnateur

18. RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE KOUNGHEUL

Introduction

Dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme institutionnelle préconisée par le Chef de l'Etat, des consultations citoyennes ont été organisées par la commission nationale de réforme institutionnelle avec l'appui de la plateforme des acteurs non étatiques.

C'est ainsi que les antennes départementales ont été chargées de l'exécution de ces dites consultations.

Elaboration du plan d'action du département de Kougheul

Au sortir de la formation des deux (02) jours tenus au siège de la CNRI à Dakar, les deux (02) facilitateurs départementaux et le coordinateur régional se sont rencontrés pour peaufiner un plan d'actions et identifier les personnes ressources pouvant figurer dans le comité de pilotage.

Mise en place du comité départemental de pilotage

Après avoir identifié les membres potentiels pouvant faire partie du comité de pilotage, une réunion a été tenue au CDEPS de Kougheul pour installer le comité de pilotage.

L'occasion a été saisie par le coordonnateur régional et les facilitateurs d'informer les membres du comité sur l'objectif des consultations citoyennes et leur mission dans ce processus.

Le comité de pilotage est composé de huit (08) membres (voir PV en annexe):

En plus des réunions organisées, les facilitateurs ont eu à mobiliser, à titre individuel, certains membres du comité qui, du fait de leur expérience et de leur position, ont pu aider à la réalisation d'activités dans des délais relativement courts.

Toujours dans l'optique de ratisser large et d'informer le maximum de citoyens, le comité de pilotage en compagnie des facilitateurs et du coordonnateur régional ont eu à dérouler deux (02) séances d'émissions radio par le canal de la radio communautaire Kougheul FM, d'ailleurs cette dernière a eu à couvrir en direct le panel.

Echantillonnage et sélection des participants

L'objectif était d'identifier les participants au panel tout en respectant les critères prédéfinis (jeunes, femmes, personnes âgées, actifs, inactifs, instruits ou non instruits) et la localisation géographique. Ainsi, toutes les six (09) collectivités du département de Kougheul ont été représentées.

Tenue du panel

Le panel citoyen du département de Kougheul s'est tenu le dimanche 15 septembre 2013 à l'école Saint Antoine de Padhoue de Kougheul.

L'ouverture officielle a été présidée par l'Adjoint au Sous-préfet de Ida Mouride représentant le Préfet du département empêché. C'était aussi sous la présence effective du maire de la commune de Kounghoul.

Les deux facilitateurs ont assuré l'animation et la modération des débats et en présence du coordonnateur régional.

Il faut souligner l'absence à Kounghoul du superviseur de la CNRI,

La méthodologie utilisée consistait à :

- Présenter les objectifs et le chronogramme et déterminer les règles de jeu pour faciliter les discussions et assurer une bonne gestion du temps (facilitateurs)
- Présenter le questionnaire en expliquant le contenu (facilitateurs)
- Constituer des groupes de travail qui ont réfléchi sur les différents thèmes du questionnaire (facilitateurs)

Ainsi, quatre (04) groupes ont été formés avec, pour les 03 groupes, 02 thèmes et le quatrième groupe, 03 thèmes

- Faire la synthèse générale afin de préciser les points d'accord et de désaccord, ainsi que les résultats mitigés (facilitateurs). Le canevas de synthèse a été rempli par les facilitateurs sur la base de ces informations

Difficultés rencontrées

- Le temps imparti pour effectuer l'échantillonnage et procéder au choix des participants a été relativement court. Pour surmonter cette contrainte, les facilitateurs ont dû faire face à des dépenses non prévues.
- Les moyens financiers mis à la disposition des facilitateurs pour la mise en œuvre des activités avant, pendant et après le panel ont été très insuffisants obligeant parfois les facilitateurs à faire usage de leur imagination et de leurs relations personnelles pour apporter des solutions au pied levé.
- Un seul jour ne suffit pas pour tenir un panel, les travaux sont terminés tard dans la soirée (20 H).
- La période retenue pour la tenue des panels a coïncidé avec l'hivernage.

Recommandations

Dans l'éventualité de tenir d'autres rencontres du même type durant le reste du processus, il serait nécessaire de mieux planifier les activités et de mettre à la disposition des facilitateurs et autres intervenants tous les supports nécessaires à temps. La communication vis-à-vis du grand public devra également être renforcée pour permettre une meilleure participation citoyenne. Il faudrait parvenir à amener les citoyens à s'intéresser à ce qui se fait et à mieux s'impliquer.

Une attention particulière devra être apportée dans l'élaboration des budgets pour mieux identifier et prendre en charge toutes les activités.

COMMISSION NATIONALE DE REFORME DES INSTITUTIONS

COMITE DEPARTEMENTAL DE PILOTAGE DE KOUNGHEUL

PROCES VERBAL LA REUNION DU 16/08/2013

L'an deux mille treize et le seize du mois d'août à 16 heures' s'est tenue au CDEPS de Kougheul la réunion de mise en place du comité de pilotage départemental de la réforme des institutions sous la présidence du coordonnateur régional en vue d'examiner l'ordre du jour suivant :

- Informations
- Discussions
- Mise en place du comité de pilotage

Etaients présents à cette réunion, les personnes dont les noms suivent : voir feuille de présence

Après le partage des informations livrées par le coordonnateur et les deux (02) facilitateurs suivi de discussions et questions réponses, l'assemblée unanime a procédé à l'installation du comité de pilotage ainsi composé de :

- 1- Mor Talla GUEYE
- 2- Ibrahima Ndao SAMB
- 3- Ousmane SARR
- 4- Souleymane TOUNKARA
- 5- Astou KAMARA
- 6- Mariama TOP
- 7- Aissatou SAKHO
- 8- Diafara FOFANA

Ensuite le comité s'est réuni pour élire un bureau :

- Président : Guer TOUNKARA
- Vice Président chargé de la communication : Ousmane SARR
- Secrétaire Générale : Mariama TOP
- Secrétaire Générale Adjointe : Astou CAMARA
- Trésorier Général : Ibrahima SAMB
- Commission d'organisation : Mor Talla GUEYE, Aissatou SAKHO, Diafara FOFANA

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 18h15 mn

Le Secrétaire de Séance

Talla MAR

Le Président de Séance

Aliou SALL

19. RAPPORT NARRATIF REGION DE KAOLACK

A l'instar des autres régions du Sénégal, Kaolack a aussi abrité les consultations citoyennes organisées par la CNRI. Ce présent rapport fait le résumé des activités déroulées dans ce cadre au niveau des trois départements qu'abrite la région, les contraintes notées, les recommandations et les enseignements.

I/ MISE EN ŒUVRE DES ACTIVITES

➤ La phase préparatoire

Elle a été constituée par le choix des membres de l'équipe (coordinateur et facilitateurs), la sensibilisation de la population, la mise en place des comités départementaux et la sélection des panélistes.

A la suite de l'appel à candidature de la PFANE, six facilitateurs ont été retenus pour les trois départements :

- Ndèye Khady DIAW
- Salimata NDIAYE
- Cheikh Ahmed Tidiane DIOP
- Demba SIDIBE
- Mamadou DRAME
- Noëlla Marie Christine THIAW
- Et Mme Ndèye Gnilane FAYE NDIAYE a été choisie pour coordonner les activités dans la région.

En cours de route les deux premiers sur la liste qui étaient choisis pour le département de Kaolack ont été remplacés par :

- Mrs Mandou NDIAYE et Mbaye DIOUF

Après la formation des facilitateurs qui s'est faite en deux phases par l'équipe technique de la CNRI, ces derniers sont revenus dans leur localité pour démarrer le processus. Ils ont démarré par la rencontre des autorités ; ainsi nous avons rendu visite aux autorités administratives (Gouverneur de la région et préfets de Guinguinéo et Nioro) et aux autorités locales (Adjoints au Maire) et députés.

Ensuite nous avons animé douze (12) émissions radio par le canal des radios communautaires (GEO/FM, RIP/FM et Sine Saloum FM) et cela jusqu'après les panels. Enfin, les comités départementaux ont été mis en place et installés. Avec leur appui, la répartition des panélistes et l'échantillonnage a été fait avant que les facilitateurs ne descendent sur le terrain pour leur choix.

➤ **L'animation des fora**

Les Facilitateurs des trois départements ont prêté main forte aux dirigeants des ODCAV pour l'animation des fora qui se sont tenus le 14 Septembre.

➤ **L'organisation et l'animation des panels**

Les panels se sont tenus le 15 septembre, après plusieurs reports, à Kaolack dans la salle de conférence de la chambre de commerce d'industrie et d'agriculture, à Guinguinéo dans la salle du CASEG et à Nioro au Centre socio culturel.

La cérémonie officielle d'ouverture a été présidée par l'Adjoint au Maire (à Kaolack et Guinguinéo) et par l'Adjoint au Préfet (à Nioro). Ces autorités ont souhaité la bienvenue aux participants et procédé à l'ouverture officielle des travaux. Ils n'ont pas manqué de souligner l'importance du travail auquel ils sont invités à participer et les ont exhortés à faire preuve d'un engagement citoyen par la production de propositions pertinentes et réfléchies sans influence aucune.

Les travaux ont été supervisés par les représentants de la CNRI :

- Madame Seynabou NDOUR
- Et Messieurs Aloyse Raymond NDIAYE
- et Henri Michel ALBIS

Deux cent quarante cinq (245) personnes ont pris part aux panels sur les 300 ciblés, soit un taux de participation de 81,7 %.

Après la présentation de la mission de la CNRI et des objectifs du panel, les facilitateurs appuyés par la coordinatrice ont expliqué en détail le contenu du guide avant de diviser les participants en groupes.

Après les travaux en atelier qui ont occupé les panélistes pendant deux heures à deux heures trente minutes, ceux-ci sont revenus en plénière pour présenter le produit de leurs discussions à l'assemblée. La synthèse était faite au fur et à mesure que les différents groupes présentaient leur rapport.

Bien qu'ayant relevé les défis de l'organisation et de la mobilisation, nous avons tout de même été confrontés à quelques difficultés.

III/ LES DIFFICULTES RENCONTREES

La première a été la disponibilité des deux premiers facilitateurs du département de Kaolack qui a retardé le démarrage du processus et impacté sur la mobilisation du comité départemental de pilotage.

Il y a eu également les reports de la date du panel qui a impacté sur le calendrier de travail de certains facilitateurs.

La méthode d'échantillonnage proposée par l'équipe technique de la CNRI a également constitué une grande contrainte à cause du temps et des moyens jugés insuffisants et qui ne sont pas venus à temps.

La traduction en wolof de certains termes juridiques a aussi constitué une contrainte pour certains facilitateurs.

Et enfin la longueur du guide (le nombre de questions à traiter) est également à signaler parmi les difficultés de la mission ; à Kaolack, certains panélistes venus avec les « horaires » ont été obligés de quitter avant la fin des travaux.

III/ ENSEIGNEMENT TIRES

Par leur forte mobilisation et leur participation active, les panelistes ont montré leur degré de conscience citoyenne. Et la nature des propositions qu'ils ont faites de même que leur position sur certains points confortent leur attachement profond aux principes de la démocratie.

IV/ RECOMMANDATIONS

La recommandation qui est revenue dans tous les panels est la suivante : la prise en charge des préoccupations des populations matérialisées dans les propositions contenues dans les synthèses. Selon eux, elle constituera le moyen d'amener les citoyens à respecter et à défendre les institutions qui naitront du travail de la CNRI.

20.RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT KAOLACK

CONTEXTE

A l'issue des dernières élections présidentielles et législatives, le Sénégal a réalisé, dans la paix et la transparence, la deuxième alternance politique de son histoire. Le peuple sénégalais a ainsi donné la preuve de sa sagesse et de son attachement profond aux principes de la démocratie. Il a exprimé par son vote le rejet de toute personnalisation du pouvoir et de tout accaparement de celui-ci par des groupes particuliers, en même temps que son espoir de voir s'instaurer des changements fondamentaux dans la façon de conduire les affaires du pays.

Aussi, le président de la République nouvellement élu a-t-il pris la décision de mettre en place un cadre institutionnel répondant à ces aspirations, en demandant au Président des Assises nationales d'organiser une large concertation nationale sur les réformes institutionnelles à initier dans le court, moyen et le long terme.

Ces réformes porteraient sur l'ensemble des questions institutionnelles et en particulier sur :

- La consolidation de l'Etat de droit
- L'équilibre des pouvoirs
- Le renforcement de l'indépendance et de l'équité de la justice
- La démocratie participative
- La sauvegarde des libertés publiques
- Le caractère républicain des administrations publiques
- La promotion de l'éthique et des valeurs positives, une gouvernance sobre et efficiente, la transparence et la culture de l'imputabilité de leurs actes pour tous ceux qui servent l'Etat et les collectivités publiques, et s'il y a lieu, l'effectivité de la sanction que requièrent ces actes.

Pour ce faire, de larges consultations citoyennes seront organisées pour recueillir les avis des populations sur ces questions.

C'est dans ce contexte que le panel du département de Kaolack à l'instar de tous les départements du Sénégal, s'est tenu le 15 septembre 2013 à la chambre de commerce de Kaolack autour des thématiques :

- Gouvernance démocratique
- Droits et libertés fondamentaux
- Séparation et équilibre des pouvoirs (exécutif, législatif, judiciaire)
- Administration républicaine et gestion des deniers publics
- Système électoral et représentation

- Dialogue social
- Collectivités locales
- Relations entre l'état et les communautés religieuses
- Révision de la constitution

Il s'agissait pour les panélistes de discuter autour des thématiques et proposer des mesures ou donner leurs avis sur les questions qui les interpellent.

Le présent compte rendu est fait pour documenter les différentes étapes du panel.

METHODOLOGIE

Pour la conduite du panel une méthodologie a été élaborée par la Commission Nationale de Réforme des Institutions (CNRI).

L'identification des panélistes a été faite sur la base d'un échantillonnage aléatoire pour avoir 100 participants dont 30 au niveau de la commune de Kaolack et 70 provenant des CR de Latmingué, Keur Socè, Ndiaffat, Thiaré, Dya et des communes de Kahone, Sibassor et Ndoffane. La détermination de l'échantillonnage a permis la représentation des femmes, des hommes, des personnes du 3^{ème} âge, des jeunes, de personnes actives et non actives, de personnes instruites et non instruites.

Les discussions ont été modérées par les facilitateurs et il s'agissait à chaque fois de les accompagner pour que les participants aient la même compréhension de ce qui se discute afin qu'ils puissent apporter les réponses de leurs choix.

A la suite de chaque point de chaque thématique, les synthèses sont faites et rappelées aux participants sur les points d'accord et de tension.

DEROULEMENT DU PANEL

Il y a eu une participation de 82% et une forte mobilisation des participants provenant des communautés rurales (CR).

Les travaux ont démarré à 10 h 15 après le petit déjeuner servi aux participants notamment ceux venant des CR.

Après l'ouverture du panel par l'adjoint au maire de Kaolack Monsieur Maphaté Ba, Monsieur Albis superviseur et représentant la CNRI a souhaité la bienvenue aux participants et a présenté les objectifs du panel qui sont de discuter des points des thématiques du questionnaire de base des concertations sur la réforme des institutions (panels citoyens, annexe 1) et de recueillir leur avis discutés en groupe de travail et validés en plénière.

A la suite du superviseur, Monsieur Pape Médoune GUEYE de la PFAne a expliqué le contexte dans lequel se tient le panel. Enfin, la coordinatrice et les facilitateurs ont expliqué chaque point du questionnaire avant que les participants divisés en 5 groupes traitent les thématiques de leur groupe.

De 11 heures à 14 h 30 les participants ont traité toutes les thématiques.

De 14 h 45 à 18 h 05 les travaux de groupe ont été restitués.

ENSEIGNEMENT TIRES

Nous avons noté une forte mobilisation et une participation active, le panel s'est déroulé dans de bonnes conditions et de façon conviviale en témoigne le repas pris ensemble et la sympathie qui a régné. Il n'y'a eu aucune tension ni de conflit presque tous les points ont été discuté de façon concertée et consensuelle. Les participants ont été satisfaits d'être consultés pour donner leur avis ce que invite un point du questionnaire relatif à la participation et l'implication des populations sur les questions qui les concernent, pourvue toutefois que leurs contributions puissent être tenue en compte.

DIFFICULTES RENCONTREES

La principale difficulté résidait d'abord dans le choix des panélistes sur toute l'étendue du département de Kaolack. Il nous a fallu beaucoup de patience et de temps (que nous n'avions pas souvent heureusement le panel a été reporté de 15 jours) pour convaincre les personnes d'autant que la publicité n'a pas, au début, accompagné le processus. Ensuite, la traduction en wolof pour certains termes juridiques a été très difficile autrement dit, pour ce type de participants dont certains étaient totalement analphabètes (25%) il faudrait plus de temps pour tout traiter les thématiques, une seule journée a été jugée insuffisante. Toutefois nous sommes arrivés au terme de notre panel à 18 h 15 ce qui a un peu embarrassé les participants qui devaient rentrer loin et surtout que le remboursement du transport n'était pas prévu. Il a fallu que la PFA nE joue sur le budget pour permettre un minimum de contribution aux frais de transports des panélistes.

En annexe, vous trouverez la feuille de présence et les fiches d'inscription.



Consultations citoyennes

Fora populaires: 14/09/2013
Panels citoyens: 15/09/2013
Enquête par questionnaires: du 15 au 25/09/2013
Les Institutions : je suis concerné, je participe



21. RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE NIORO

Le dimanche 15 septembre 2013, à l'image des 45 départements du Sénégal, Nioro a organisé les consultations citoyennes portant sur la réforme des institutions au centre socioculturel de la dite commune. Pour tenir ces consultations citoyennes, la formule d'un panel fut retenue par la Commission nationale de réforme des institutions. Les moments forts du panel à retenir sont les suivants :

Accueil et mise en place des participants

De 8h à 10h, c'est l'accueil et la mise en place des panelistes qui arrivaient par groupe selon les collectivités locales. L'accueil a été accompagné par l'identification de chaque paneliste en référence à la carte nationale d'identité.

Introduction et présentation du contexte de la CNRI

Vers 10 h 30 mn, l'adjoint au préfet du département de Nioro est passé pour souhaiter la bienvenue aux participants et procéder à l'ouverture officielle des travaux tout en exhortant ces derniers à produire des propositions pertinentes et réfléchies sans influence aucune. L'autorité administrative se retira pour permettre aux panélistes de travailler dans la plus grande liberté.

Sous la supervision de la représentante de la CNRI, une introduction sur la mission assignée aux facilitateurs a été partagée en premier lieu avec les panélistes. En second lieu, on est revenu sur le contexte de la mise en place de la CNRI.

Présentation de l'objectif du panel

Après avoir partagé le contexte de la mise en place de la CNRI, il était question de décliner l'objectif du panel qui était de recueillir les propositions des panélistes sur les domaines de discussion contenus dans le questionnaire.

Normes de travail

En commun accord avec les panélistes, l'agenda de la journée a été adopté et des normes de travail ont été définies (pause déjeuner ; pause prière ; portables sous vibreur ; ne pas déranger les travaux, etc.)

Présentation des domaines de discussion

Les facilitateurs ont ainsi procédé à la présentation des domaines de discussion du questionnaire. Un échange bref a eu lieu après cela pour s'assurer que les panelistes ont bien compris pour pouvoir constituer les groupes.

Consigne sur l'organisation des ateliers de groupe

A ce niveau, il a été convenu avec les panelistes que les groupes allaient être constitués selon la sensibilité des uns des autres à un domaine de discussion proposé. Finalement, cinq groupes furent constitués :

- + Groupe1: Droits et libertés fondamentaux / Séparation et équilibre des pouvoirs (Exécutif, Législatif, Judiciaire)
- + Groupe2: Administration républicaine et gestion des deniers publics
- + Groupe3: Système électoral et représentation
- + Groupe4: Dialogue social et collectivité locale
- + Groupe5: Relation entre l'Etat et les communautés religieuses / Révision de la constitution

Les panélistes ont jugé nécessaire de faire du domaine de la « Gouvernance démocratique » un thème transversal que tous les groupes devraient traiter.

Inscription aux différents groupes

Après avoir stabilisé sur les thématiques de chaque groupe, les panélistes se sont inscrits sur les cinq listes selon leurs sensibilités aux thèmes. Chaque groupe devait choisir un président de séance et un rapporteur.

Déroulement des ateliers

Les groupes se sont donné une heure et trente minutes pour finir les travaux demandés. Tout au long des discussions dans les groupes, les facilitateurs passaient afin de recadrer les débats et rappeler les consignes au besoin.

Les échanges ont été très riches dans les groupes de travaux où on a noté parfois des champs de tension avant d'avoir un consensus entre les membres du groupe.

Plénière : modération (accord/ dissension) et synthèse

La séance de présentation des travaux de groupe à l'ensemble des panélistes à débiter vers 15h. Lors des plénières on a pu noter beaucoup de réactions des participants allant dans le sens de compléter les productions faites par les groupes.

Les interventions n'ont pas fait ressortir des désaccords notables mais panelistes ont plutôt consolidé les propositions issues des travaux de groupes. Les domaines de discussion relatifs à la « *Relation entre l'Etat et les communautés religieuses* » et « *Collectivité locale* » ont suscité beaucoup d'intérêts du fait du nombre élevé d'interventions enregistrées à ce niveau.

L'équipe de facilitation s'était partagé les tâches, l'un animait et l'autre prenait note surtout sur les différentes interventions. A la fin de la séance de plénière, une synthèse globale a été faite pour permettre aux participants de valider les conclusions retenues.

Pour finir, les facilitateurs ont remercié les panelistes pour leur engagement et leur implication active à la réussite des travaux. Les panelistes ont été informés de la disponibilité des questionnaires avec les porteurs d'enjeux.

En définitive, le panel citoyen a fortement intéressé les participants qui ont surtout émis des réserves quant à l'engagement du gouvernement à mettre en pratique les différentes réflexions des panélistes.



Consultations citoyennes

Fora populaires: 14/09/2013
Panels citoyens: 15/09/2013
Enquête par questionnaires: du 15 au 25/09/2013
Les Institutions : je suis concerné, je participe



Plate-forme
des acteurs
non étatiques

22.RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT GUINGUINEO

Les consultations citoyennes de la Commission Nationale de Réforme des Institutions se sont tenues dans le département de Guinguinéo à l'image de tous les départements du pays. Après le choix des sieurs Cheikh Ahmed Tidiane DIOP et Demba SIDIBE par la Plateforme des acteurs non-étatiques comme facilitateurs des consultations de la CNRI à Guinguinéo, les activités ont tourné autour de la formation, de l'installation du comité de pilotage, des sensibilisations, de l'animation du Forum et de la tenue du Panel.

LA FORMATION

Si au départ de Guinguinéo pour Dakar, nous ignorions jusqu'à l'objectif d'un tel déplacement, la chance que nous avons eue d'être sélectionnés comme facilitateurs nous est apparue très vite au contact des autres. La chance d'acquérir une expérience nouvelle, mais surtout la chance de servir le pays à un tel niveau de responsabilité.

La formation a répondu à nos attentes, eu égard aux objectifs qui avaient été fixés même si les conditions matérielles d'organisation auraient pu être meilleures. Toutefois, nous estimons que davantage de confiance à notre endroit aurait pu amener la CNRI à mettre à notre disposition les documents de travail dont nous aurions besoin sur le terrain.

L'INSTALLATION DU COMITE DE PILOTAGE

Au retour de la formation, notre première activité a été de prendre contact avec les autorités du département. C'est ainsi que nous avons rendu visite au **préfet**, celui-ci s'est félicité de cet élan de courtoisie mais a exprimé son incapacité à nous apporter un soutien quelconque puisque n'ayant jusqu'alors reçu de ses supérieurs aucune notification en ce sens. La visite auprès du **député** du département lui a permis de saluer cette initiative et nous a assurés de la disponibilité de son véhicule à chaque fois que nous en aurions besoin dans l'exercice de cette mission. La première adjointe au **maire** de la commune a quant à elle apporté son soutien à cet esprit de concertation et a mis à la disposition du comité de pilotage une salle de réunion.

C'est dans ce contexte favorable que le comité fut installé et se mit au travail.

LA SENSIBILISATION

Elle s'est faite en amont et en aval du processus de consultation. Déjà, une première émission à la **radio communautaire GéoFM** a précédé l'installation du Comité de Pilotage et a permis d'imprégner les populations sur le sens à donner à ces consultations (*La CNRI, opportunité et pertinence*). Quatre autres émissions suivront, une qui permettra la présentation du Comité et de ses attributions, une émission avec un PCR sur la départementalisation à travers l'acte trois de la décentralisation (*Enjeux de la réforme*), le Conseil communal de la jeunesse participera aussi à une émission (*La réforme des institutions, vision et attente des jeunes*) la dernière émission se fera en présence de la coordinatrice régionale Mme Gnilane Faye et de membres du bureau de la plateforme régionale des acteurs non-étatiques (*En route vers le panel*). Cette radio communautaire assurera par la suite la couverture du Forum et du Panel.

L'ANIMATION DU FORUM ET DU PANEL

Comme le stipule la convention liant la CNRI et l'ONCAV, les facilitateurs ont servi de personnes ressources au Forum citoyen organisé par l'Organisme Départemental de Coordination des Activités de Vacances, (ODCAV) à la salle Aoudy Niasse, sous la supervision de M. Aloyse Raymond Ndiaye, cette manifestation s'est passée dans une ambiance sérieuse. Il a été couvert en semi-direct par la radio communautaire GéoFM

Le panel qui suivra le lendemain s'est passé sous une pluie battante, ce qui n'a pas permis sa couverture en directe à la radio. Toutefois, les restitutions des ateliers ont été reprises à la radio.

Nous avons noté à cette occasion la présence de Mme le maire de la commune qui y a formulé le discours de bienvenue avant d'être excusée.

Les panélistes ont déploré l'ampleur du travail qu'on leur demandait en un jour et l'insuffisance des moyens mis à leur disposition (juste les frais de transport) pour leur déplacement.

L'indisponibilité des fiches questionnaires porteurs d'enjeux à travers la région n'a pas permis d'accomplir la dernière phase des consultations. Ces porteurs d'enjeux ont alors été invités à participer à la consultation à travers le net au site www.cnri.sn.

Conclusion

Au sortir de ces consultations et du processus qui nous y a menés, nous sommes en mesure d'affirmer ici, de par les témoignages engrangés ca et la, que les populations du département de Guinguinéo se sont approprié les propositions de réformes nées de ces rencontres.

Nous sommes en mesure de révéler aussi que, si la crainte de voir les politiques récupérer cette activité ne nous avait pas animés, nous aurions travaillé plus facilement puisque un véhicule nous était proposé pour nos déplacements à l'intérieur du département.

Aussi, le fait que nous ayons été amenés à nous autofinancer pour accomplir certaines activités (ciblage des panélistes, commande du bandeau, saisie, tirage et distribution des invitations...) a constitué parfois un lourd fardeau.

Le fait de ne pas prendre les membres du comité de pilotage parmi panélistes ne fut pas non plus chose aisée. Ce fut difficile de leur en donner la raison.

Pour boucler la boucle, nous dirons simplement que la prise en charge des préoccupations des populations matérialisées dans les propositions contenues dans les synthèses, constituera le seul moyen de les amener et à respecter et à défendre les institutions qui naitront du travail de la CNRI.



Consultations citoyennes

Fora populaires: 14/09/2013
Panels citoyens: 15/09/2013
Enquête par questionnaires: du 15 au 25/09/2013
Les Institutions : je suis concerné, je participe



Plate-forme
des acteurs
non étatiques

23.RAPPORT NARRATIF REGION DE KEDOUGOU

FORMATION DE L'EQUIPE REGIONALE

Tous les facilitateurs et le coordonnateur régional ont participé à deux sessions de formation organisées par la CNRI (la première session avec le grand groupe et la deuxième en session de rattrapage)

Après chaque formation, une séance de remise à niveau a été organisée par le coordonnateur au niveau régional, au siège de KEOH.

Des séances d'harmonisation ont aussi été organisées

SENSIBILISATION, INFORMATION, MOBILISATION

Des séances de sensibilisation ont d'abord été organisées au niveau des trois départements suite auxquelles des AG ont été organisés sur les comités de pilotage

Un comité de pilotage a été mis en place dans chacun des trois départements.

Les membres des comités de pilotage ont appuyé les facilitateurs dans les activités de sensibilisation.

IMPLICATION DES AUTORITES

A de nombreuses reprises les facilitateurs ont rencontré les préfets pour demander leur appui et leur implication pour une bonne réussite des consultations. Cependant, ces derniers s'étaient plusieurs fois montrés réticents car ils n'avaient pas reçu de note formelle de leurs supérieurs hiérarchiques dans ce sens. C'était le même cas pour le gouverneur qui a été aussi rencontré par le coordonnateur.

Après la rencontre du Ministre de l'intérieur avec les gouverneurs, le coordonnateur est à nouveau repassé à la gouvernance mais le gouverneur n'est pas rentré sur kedougou. Le coordonnateur s'est entretenu avec le gouverneur adjoint en charge de l'administration suite à laquelle les TDRs et les lettres d'accréditations lui ont été envoyées car ils n'ont pas reçu de note de leur supérieur, le gouverneur qui a dû recevoir les accréditations n'était toujours pas de retour.

Par la suite, le gouverneur adjoint a pris l'affaire en mains, envoyé des notes aux trois préfets avant de les appeler au téléphone pour leur demander d'accompagner le processus dans les départements

Ces préfets ont donné un caché officiel aux panels par leur présence.

SELECTION DES PANELISTES

Dans les trois départements les facilitateurs ont procédé à la sélection des panélistes en respectant la démarche scientifique définie en la circonstance

Dans les trois départements, les facilitateurs ont sélectionné entre 100 et 120 panélistes dans des conditions très difficiles

ORGANISATION DES PANELS

Un panel a été organisé dans chacun des trois départements en présence des superviseurs de la CNRI. Ces panels se sont dans l'ensemble bien déroulés.

L'implication des superviseurs de la CNRI a été bien appréciée par les facilitateurs

Néanmoins, quelques divergences ont été notées entre l'équipe de Saraya et le superviseur de la CNRI mais qui n'est pas de nature à influencer sur la qualité du travail

Le nombre de participants aux panels se présente ainsi :

- Kédougou : 82
- Saraya : 115
- Salémata : 117

COUVERTURE MEDIATIQUE

Les radios communautaires se sont impliquées tardivement, à partir de la dernière semaine qui a précédé les panels. Cependant, leur implication a été de qualité

DIFFICULTE RENCONTREES

Implication des acteurs

Il a fallu beaucoup de sensibilisation de la part des facilitateurs obtenir l'implication des acteurs car ces derniers demandaient des moyens financiers

Sélection des panelistes

Les facilitateurs ont été confrontés à d'énormes contraintes dans la région de Kédougou. Entre autre il y'a:

- Les contraintes liées à la pluviométrie. En effet, durant toute la période de sélection, d'importantes pluies s'abattaient sur Kédougou qui tiraient en longueur empêchant soit les facilitateurs de se déplacer ou bloquant totalement l'accès à de nombreuses collectivités locales
- L'occupation de la plupart des cibles par les activités d'orpaillage rendait le travail très difficile
- L'enclavement de la plupart des collectivités locales qui fait que souvent les cibles du troisième âge disent ne pas pouvoir se déplacer et il faut en trouver un autre

24. RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE KEDOUGOU

Pour arriver à ce panel citoyen tant attendu par les populations et les gouvernants pour réformer les institutions de la manière la plus inclusive que possible les animateurs du département de Kédougou ont procédé à la sélection des panélistes conformément aux instructions de la CNRI.

Mais il faut noter que la sélection des panelistes dans la commune comme dans les communautés rurales ne s'est pas effectuée sans difficultés car les critères, l'accès dans certains contrées, la pluviométrie ne facilitaient pas ce travail.

A la suite de la sélection, le panel citoyen fut tenu à l'instar du reste du pays le dimanche 15 Aout à la salle de réunion de l'auberge Thomas SANKARA de Kédougou enregistrant ainsi la présence de 87 panelistes sous la supervision de monsieur Sidi CISSE de la CNRI et présidé par le préfet du département.

Ainsi la rencontre a démarré à 10h par un mot de bien venu de Mr CISSE et de Dialiba TANDIAN coordonateur régional et clôturé par monsieur le préfet qui a ouvert officiellement les travaux. Par la suite une pause fut observée juste pour permettre à l'autorité de se retirer.

A la fin de la partie protocolaire les animateurs ont pris la parole pour négocier les règles de travail. Ainsi en plénière le travail à démarrer par l'appropriation des questions en langue nationale le pular et le malinké retenus par l'assemblée comme langue de travail. A la suite des explications, le grand groupe fut scindé en quatre groupes à savoir les jeunes femmes ; les jeunes hommes ; le groupe des femmes du troisième âge et hommes du troisième âge qui ont constitué les quatre groupes de travail.

Ainsi les animateurs et superviseurs passent de groupe en groupe pour expliquer des termes qui impliquent certains qui étaient à l'écart.

Ainsi les ateliers se sont déroulés jusqu'à 14 h où une pause déjeuner fut observée. Après la pause l'atelier a continué à travailler jusqu'à 16 h aussitôt suivi de la plénière. Ainsi tour à tour les groupes ont exposé leur travail. Par la suite des questions ont été soulevées et des réponses apportées.

Il faut noter que pour l'essentiel des questions soulevées, un large consensus a prévalu malgré quelques points de divergence.

Ainsi les travaux ont pris fin vers 20h dans un climat bonne enfance malgré la pluie qui était au rendez vous comme pour bénir nos travaux.

	<h2>Consultations citoyennes</h2> <p>Fora populaires:14/09/2013 Panels citoyens:15/09/2013 Enquête par questionnaires: du 15 au 25/09/2013 <i>Les Institutions : je suis concerné, je participe</i></p> 	 <p>Plate-forme des acteurs non étatiques</p>
<h3>25.RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE SALEMATA</h3>		

FORMATION DES FACILITATEURS

Les deux facilitateurs du département de Salémata ont participé aux deux sessions de formation organisées par la CNRI (la première session avec le grand groupe et la deuxième en session de rattrapage)

Après la dernière formation, les facilitateurs ont fait des visites de sensibilisation et d'information aux autorités administratives, politiques et coutumières du département.

Ces séances de sensibilisations, d'échanges et de partage ont abouti a la mise en place d'un comité de pilotage. Les huit membres du comité de pilotage se sont réunis en réunion de coordination quatre fois avant le panel et une fois après le panel à la date du 17 septembre pour évaluer.

Cent panelistes ont été choisis à travers la démarche scientifique d'échantillonnage proposé par la CNRI.

Pour l'organisation du panel, sur les cent personnes attendues cent dix-sept (117) ont répondu présents malgré l'enclavement et la distance des localités mais aussi les aléas climatiques quand on sait que c'est la période la plus pluvieuse de l'année et la zone par excellence qui recueille la plus grande pluviométrie du pays.

Pour l'organisation proprement dite les activités ont démarré à 10h du fait de deux décès du côté des Bassaris et des peuls.

Le représentant du préfet a présidé l'ouverture des activités devant la présence de l'honorable député et du maire de la commune. Après le discours d'ouverture et de bienvenue, les autorités ont pris congé des panelistes tout en souhaitant un bon déroulement des activités.

Les participants ont été divisés en quatre groupes avec des thèmes spécifiques et précis. A douze heures trente minutes, les panelistes se sont réunis en plénière pour faire la restitution et le partage. Tous les thèmes ont été débattus. Ces discussions ont permis de répertorier les zones d'accord et les tensions. A quinze heures trente minutes, nous avons observe une pause déjeuner et à seize heures les activités se sont poursuivies jusqu'à dix-neuf heures cinq minutes.

Avant la clôture des activités, la parole a été donnée au porte-parole des panelistes qui déclare être très satisfait de ce panel citoyen qui est une première dans l'histoire du Sénégal. Cela prouve encore une fois la considération que le gouvernement accorde à la décision du peuple. Il a par ailleurs regretté la période pendant laquelle ces consultations citoyennes se sont déroulées. Pour finir le comité de pilotage, par la voix de son président remercie l'ensemble des panelistes pour leur patience et leur participation riche dans les débats; et souhaite un bon retour à tout le monde.

La séance est terminée à dix-neuf heures cinq minutes

NOTA BENE :

La radio communautaire Salémata FM a joué pleinement sa partition parce qu'elle a assuré la couverture médiatique avant, pendant et après le panel

26.RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE SARAYA

Ce 15/09/2013 s'est tenu au complexe socioculturel des jeunes de Saraya le panel citoyen qui s'inscrit dans le cadre des consultations citoyennes.

Etaient présent : cf. feuille de présence

A l'ordre du jour : Panel des consultations citoyennes dans le cadre de la réforme des institutions avec la CNRI.

La rencontre, présidée par le préfet du département s'est déroulée sous la supervision de Mlle Salimata Ndiaye déployée par la CNRI pour la circonstance.

A l'ouverture des travaux à 11 heures 00 minute le préfet après des salutations d'usage a tenu à insister sur le caractère original de la démarche et en ce sens demande une concentration sérieuse. Ainsi il appelle les panelistes à plus de rigueur et plus de concertation pour que les conclusions issues des travaux répondent aux aspirations de toute la population à l'échelle départementale.

Après cette étape on consacre un petit moment de pause, le temps que l'autorité se retire.

Ensuite, place à la mise en place de trois (3) groupes de travail : les jeunes ; les femmes adultes et du 3^{ème} âge ; les hommes adultes et du 3^{ème} âge.

Pour le groupe des femmes adultes et du 3^{ème} âge : le thème soumis est gouvernance démocratique et droits et libertés fondamentaux

Pour le groupe des hommes adultes et du 3^{ème} âge : le thème soumis est séparation des pouvoirs et administration républicaine

Pour les jeunes : dialogue social et collectivités locales.

A la fin des travaux d'atelier les restitutions en plénières ont fait l'objet d'amendements récapitulatifs au fur et à mesure tour à tour les facilitateurs au niveau du canevas de synthèse après la pause déjeuné.

En fin les autres éléments contenus dans le questionnaire comme :

Les relations entre l'état et les communautés religieuses la révision de la constitution ont fait l'objet de réflexion en plénières l'ordre du jour étant épuisé la séance fut levée A 19h 45 mn.

27. RAPPORT NARRATIF REGION DE KOLDA

Ce Dimanche 15 septembre 2013 s'est tenue dans les trois départements de la région de Kolda les panels sur les consultations citoyennes organisé par la CNRI en rapport avec la Plate Forme des Acteurs Non Etatiques sous la supervision des délégués de la CNRI

Ces consultations se sont déroulées après les Forums des ODCAV et on a noté une participation massive des populations ciblées.

Ce présent rapport porte sur la synthèse de questionnaires déroulés dans l'ensemble des départements.

Par souci de méthodologie le document a été divisé en trois parties : une première partie qui englobe la question de la gouvernance démocratique, des droits et libertés fondamentaux, de la séparation et de l'équilibre des pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire). Une seconde partie qui aborde les administrations républicaines, et gestion des deniers publics, système électoral et représentation ; dialogue social. Et enfin, une troisième partie qui porte sur les collectivités locales, les relations entre l'Etat et les collectivités religieuses, la révision de la constitution et autres.

Dans ce rapport nous n'avons pas la prétention d'être exhaustif loin s'en faut, mais juste retenir les idées qui nous paraissent pertinentes.

Sur le point relatif à la gouvernance démocratique :

Les participants se sont accordés sur la participation citoyenne dans la gestion des affaires publiques.

Les participants ont aussi demandé la reconnaissance du droit de l'initiative populaire qui peut être mise en œuvre par le procédé du recours à la pétition en cas d'abus manifeste de pouvoir ou de prise d'acte illégaux d'une part ; et d'autre part, la reconnaissance du droit d'initiative populaire dans la procédure parlementaire qui se traduit par l'audition du parlementaire (le député doit être proche des populations).

Les participants se sont entendus également sur l'idée de consulter les populations par voie référendaire (consultations nationales) sur toutes les questions d'intérêt national en cas de nécessité. Dans le même ordre d'idée les participants préconisent la soumission par voie référendaire de tout changement ou modification substantielle ayant trait aux droits et libertés fondamentaux.

Les participants se sont également penchés sur le principe d'égalité (égal accès de tous aux services publics.... l'égal accès à l'information administrative). Ce principe n'est que formel

dans la pratique il n'existe pas, il est nécessaire aujourd'hui de rendre effectif ce principe d'égalité.

Concernant le chapitre portant sur les droits et libertés fondamentaux pour ce qui est de la saisine du juge constitutionnelle les participants suggèrent la mise en œuvre de la procédure de l'exception d'inconstitutionnalité en cas d'atteinte à des droits et libertés fondamentaux. En ce qui concerne le pouvoir de saisine des organisations de défense de droit de l'homme, les participants demandent le renforcement de ce pouvoir.

Pour ce qui est des détentions, les participants proposent le renforcement des droits de la défense en rendant obligatoire la présence de l'avocat dès les premières heures de la garde à vue. Dans le même sillage la prévention des arrestations et détentions illégales passe par le renforcement de la formation du personnel de sécurité, de la sensibilisation des populations sur le civisme et enfin, par le respect des droits humains qui passe par l'implication des structures telles que : le conseil sénégalais des droits de l'homme, la commission des lieux de privation des libertés etc.

La question de la sécurité a aussi été abordée par les participants qui pensent que pour garantir la sécurité aux citoyens il est nécessaire de faire le maillage des postes de police et de brigade de gendarmerie de proximité sur toute l'étendue du territoire.

Sur le droit de manifestation les participants proposent de réduire au maximum les décisions d'interdiction de manifester ; Ils pensent qu'il faut encadrer le pouvoir de police de l'autorité administrative pour prévenir les interdictions systématiques : (ériger l'autorisation en règle et l'interdiction en exception).

Les participants ont abordé la situation des personnes vivant avec un handicap. Pour cette frange de la population les participants préconisent la vulgarisation et l'application de la loi d'orientation sociale pour prendre véritablement en compte les droits des personnes vivant avec un handicap.

Les participants se sont penchés sur l'Etat. Selon eux pour réhabiliter l'autorité et la crédibilité de l'Etat il faut d'abord retenir la compétence comme seul critère décisif de choix des hommes, il faut ensuite lutter contre la corruption, la mal gouvernance, la concussion, l'enrichissement illicite, le détournement de deniers publics par le renforcement des pouvoirs des corps de contrôle et leur dotation en moyens suffisants ; et rendre obligatoire la déclaration de patrimoine à l'entrée de l'exercice des fonctions et au sortir de l'exercice des fonctions. Ensuite, il faut inculper les notions de patriotisme aussi bien aux populations qu'à l'état. Il faut enfin de compte intégrer dans la gestion des affaires publiques par le biais de la formation et de l'éducation des valeurs telles que : l'éthique, la rigueur, le civisme, l'intégrité.

Les participants pensent que la mise en place d'une administration publique moderne républicaine pourrait passer par une amélioration du service d'accueil dans les services publics et par un renforcement des pouvoirs des corps de contrôle.

Les participants en ce qui concerne le système électoral souhaitent que l'âge minimum requis pour être candidat à l'élection présidentielle soit fixé entre 35-75 ans. Pour ce qui est de la répartition des sièges au parlement les participants optent pour le maintien du plus fort

reste. Pour les modes de scrutin les participants proposent la suppression de la liste nationale et le maintien de la liste départementale. Rejet de l'introduction du second tour des élections législatives les participants qui préconisent le plafonnement du nombre de députés en vue de l'utilisation rationnelle des deniers publics.

Les participants souhaitent que le critère basée sur la nationalité soit érigé comme condition sine qua non pour l'exercice des fonctions étatiques.

Les participants recommandent la participation des candidatures indépendantes qui sont des forces de contribution.

Les participants ont souligné la pertinence de la limitation et de la suppression du cumul de mandat car cela va favoriser le jeu démocratique.

En ce qui concerne les partis politiques les participants optent pour la limitation légale du nombre de partis politiques à travers l'augmentation de la caution, du taux exigé pour prétendre à un remboursement et aussi par l'exigence d'une reconnaissance juridique. Dans le même registre les participants sont pour l'adoption d'un statut de l'opposition et d'un chef de l'opposition.

En ce concerne la dotation des ressources aux collectivités locales les participants proposent la révision de la loi sur l'impôt, d'institutionnaliser le contrôle citoyen et de mettre les fond de dotation à la disposition des bénéficiaires.

Les participants pensent en dehors des neuf compétences transférées d'autres compétences comme l'énergie, l'élevage, l'agriculture, l'hydraulique peuvent être transférées aux collectivités locales.

Les participants pensent que la communalisation n'est pas une mauvaise chose en soi. Elle peut susciter le partenariat entre les collectivités locales.

Les participants proposent la création d'un conseil départemental qui est nécessaire en ce sens qu'il facilitera l'érection du département en collectivité locale.

Les relations entre Etat et les communautés religieuses les participants ont retenu que l'état en tant que garant de la paix social doit intervenir dans les affaires religieuses et confessionnelles. Inversement les autorités religieuses ne doivent pas exercer d'emprise sur l'état mais peuvent intervenir comme régulateur sociaux.

Pour mettre la constitution à l'abri des modifications intempestives et des manipulations diverses, les participants préconisent le respect de l'effectivité de la séparation des pouvoirs pour empêcher l'exécutif d'avoir une main mise sur le pouvoir législatif. Il faut aussi rendre rigide les procédures de modification. Voilà les grandes lignes sorties des Forums et des Panels citoyens organisés dans la Région de Kolda.

28. RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE KOLDA

I. Introduction

Le panel du département de Kolda a eu lieu dans la salle de conférence du Conseil régional de Kolda. Son déroulement a respecté les étapes suivantes : (i) l'accueil et l'installation des panélistes, (ii) la cérémonie d'ouverture, (iii) la présentation des objectifs du panel, (iv) la présentation du questionnaire et ses différentes parties, (v) l'organisation des panélistes en groupes et (vi) la plénière pour la synthèse des travaux de groupes. Quelques difficultés y ont été débattues.

II. Déroulement

2.1. Accueil et installation des panélistes

Cette phase a été réalisée en trois moments : la vérification de l'identité des panélistes, leur enregistrement et installation. Elle a débuté à 9 h et a pris fin vers 12 h. Cette phase a été rendue facile grâce à l'excellent travail mené par les facilitateurs lors des enquêtes sur le terrain et au respect scrupuleux de la méthodologie de sélection des panélistes.

2.2. Cérémonie d'ouverture

Quatre personnes ont pris la parole durant cette séquence : la représentante du Conseil régional, le représentant du président de la Plate forme des acteurs non étatiques et le responsable de l'équipe des facilitateurs. Tous les intervenants ont exprimé leur joie de voir tous les panélistes invités répondre massivement à la rencontre. Ils ont aussi insisté sur l'importance à accorder aux consultations, les attentes des autorités par rapport à ces consultations et le souhait de voir tous, hommes et femmes, jeunes et vieux participer activement aux débats.

2.3. Présentation des objectifs du panel

Après la cérémonie d'ouverture, place a été donnée au responsable des facilitateurs de présenter les objectifs du panel. Monsieur Baydi Ndiaye, qui a eu en charge la facilitation de cette présentation, la brillamment réussi notamment par l'accent sur les aspects suivants : l'importance des panels dans des débats populaires, l'importance de la présence de toutes les catégories sociales et professionnelles, le caractère inclusif souhaité dans les débats, le respect des points de vue de chacun et l'objectif recherché qui est que chacun doit apporter « quelque chose » dans les réformes attendues.

2.4. Présentation du questionnaire et des différentes parties

La présentation du questionnaire a commencé d'abord en plénière et poursuivie lors des travaux de groupes. Les différentes parties du questionnaire ont été passées en revue et expliquées aux panélistes. Il s'agit de la gouvernance démocratique, des droits et libertés fondamentaux, de la séparation des pouvoirs et équilibres des fonctions, de l'administration républicaine et gestion des deniers publics, du système électoral et représentation, du

dialogue social, des collectivités locales, des relations entre l'Etat et les communautés religieuses, autres et de la révision de la constitution. Cette séquence a pris du temps avec la traduction en langues locales. Mais dans l'ensemble elle a été bien assimilée par les panélistes.

2.5. L'organisation des panélistes en groupes

Les panélistes ont été répartis en six groupes. Chaque facilitateur a animé deux groupes. Notons que le thème gouvernance démocratique a été traité par chacun des groupes. Chaque groupe s'est choisi un président et un rapporteur sous la supervision de l'équipe des facilitateurs. La réalisation de cette séquence a été laborieuse à cause de la diversité linguistique des panélistes.

2.6. La plénière

Séquence réservée à la restitution des travaux de groupes, la plénière a eu lieu après le repas par chaque rapporteur. Notons que les travaux des groupes étaient reportés sur des Padex. Après présentation par chaque rapporteur, des compléments et précisions ont été apportés par les participants. Ce fut ensuite la validation des synthèses.

III. Difficultés rencontrées

La seule grande difficulté rencontrée était la compréhension des sujets à traiter. La plupart des panélistes n'étant pas habitués ni théoriquement ni pratiquement aux concepts contenus dans le questionnaire, il a fallu consacrer beaucoup de temps et d'efforts à l'exercice de mise à niveau.

IV. Conclusion

Globalement, le panel a été une réussite sur le double plan de la participation et des résultats obtenus. Sur la participation, on a noté la présence de plus de 95 % des invités. Quant aux résultats atteints, on a pu les apprécier à travers les débats qui ont été du reste de haut niveau tant en plénière qu'en travaux de groupes. Il faut souligner aussi que la pédagogie des facilitateurs, la bonne organisation du processus et l'appui constant du président de la plate forme des acteurs non étatiques de la région de Kolda, ont facilité le déroulement du panel.



Consultations citoyennes

Fora populaires: 14/09/2013

Panels citoyens: 15/09/2013

Enquête par questionnaires: du 15 au 25/09/2013

Les Institutions : je suis concerné, je participe



Plate-forme
des acteurs
non étatiques

29. RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE VELINGARA

Le processus vers la tenue des panels citoyens du département de Vélingara, région de Kolda a connu 2 principales étapes : la préparation et la tenue du panel

La préparation

A la suite de plusieurs réunions d'information, de partage et de mise à niveau organisées du 12 juillet au 10 septembre 2013 à l'initiative du Coordonnateur régional, les facilitateurs de Vélingara ont mis en place un Comité Départemental de Pilotage (CDP) chargé d'appuyer bénévolement l'identification des panelistes mais ne devant pas faire partie des participants.

Pour rappel, 02 réunions du CDP ont été tenues à Vélingara autour du zonage du département, de la méthodologie de choix des participants et sur les questions logistiques : salle adaptée, restauration, information et communication.

L'équipe des facilitateurs a rencontré les autorités locales : Préfet, Maire, Imam.

Pour la sélection et la convocation des participants sur la base des critères indiqués, l'équipe s'est répartie les tâches en 3 zones :

- Zone 1 : commune Vélingara, CR Nématoba, CR St Koundara, CR Kandia : par Adama THIAM
- Zone 2 : CR Saré Coly Sallé, CR Kndiaye : par Amadou Yéro DIALLO
- Zone 3 : CR Bonconto, Paroumba, Pakour, Wassadou, Communes de Diabé-Kabendou et Kounkané : par Ibrahima DIAO

Le travail d'information et de sensibilisation s'est poursuivi aux niveaux des radios communautaires Tewdou de Diabé et Bantaaré de Vélingara par la diffusion de spots et émissions.

Pour les activités de visibilité, une banderole a été confectionnée et affichée à la salle des fêtes de Vélingara, lieu de tenue du panel.

Vu la modicité des ressources allouées au remboursement de transport des panélistes, le CDP a décidé du non remboursement des frais de transports aux participants venant de la commune de Vélingara.

L'équipe de facilitation a également tenu plusieurs rencontres de partage sur les outils et supports du panel : liste et caractéristiques des participants, guide du facilitateur, canevas de synthèse des panels citoyens, agenda, etc.

Déroulement du panel

La cérémonie d'ouverture et les plénières ont été facilitées par Amadou Yéro Diallo.

Accueil et installation :

L'accueil et l'identification des participants ont été assurés par le facilitateur Ibrahima DIAO.

L'installation des participants et la gestion de la liste de présence sont assurées par les facilitateurs Adama THIAM et Ibrahima DIAO.

Cérémonie d'ouverture

Les travaux du panel ont démarré à 11h par une cérémonie d'ouverture marquée par :

- Le mot de bienvenue du Maire de Diaobé-Kabendou Monsieur Chérif DIAO, au nom de son collègue de Vélingara, empêché.
Dans ses propos, le Maire a vivement salué cette initiative de larges consultations citoyennes et s'est félicité de la manière démocratique et transparente de la conduite du processus.
- Le président de l'antenne régionale de la Plateforme des ANE, Monsieur Oumar Mballo, coordonnateur du processus, est largement revenu sur la justification des consultations ainsi que sur les enjeux et la démarche. Il a remercié les participants venus de tous les coins du département, parfois très enclavés en cette période hivernale. Enfin, il a remercié les Autorités régionales et locales qui suivent avec beaucoup d'intérêt le processus vers les consultations.
- Le Superviseur, Monsieur Kantora FALL de la CNRI, a salué la grande mobilisation des citoyens du département, plus particulièrement les personnes du 3^{ème} âge qui ont été les premiers sur place
- Enfin, avant de déclarer le panel ouvert, Monsieur Ousmane BALDÉ, représentant le président du Conseil régional de Kolda, après avoir transmis les vives salutations du PCR, est revenu sur la marque citoyenne de ces consultations et s'est félicité du choix porté sur les 3 facilitateurs connus pour leurs compétences et équidistance sur les questions politiques. Il s'est également réjoui de la représentativité des participants au panel, connaissant lui-même les réalités du département.

Présentations entre participants et partage sur les objectifs, la méthodologie, l'agenda et les modalités de prise en charge des frais de transport

A la suite de la cérémonie protocolaire d'ouverture, les facilitateurs, le coordonnateur et le superviseur se sont présentés. Puis ce fut au tour des panélistes de se présenter en déclinant le Nom, la localité de provenance et le statut (catégorie socioprofessionnelle)

Les conditions de prise en charge des participants ont été clarifiées ainsi que l'esprit de cette rencontre citoyenne non partisane.

L'organisation des ateliers thématiques

Les ateliers thématiques ont été organisés selon les recommandations du niveau national lors des 2 formations reçues à Dakar.

Les participants ont été scindés en 3 groupes sur la base aléatoire 1, 2, 3. Chaque groupe s'est choisi un président et un rapporteur sous la supervision de l'équipe de facilitation. Les groupes sont structurés comme suit :

✘ **Groupe 1 :**

- Président : Daouda BALDÉ
- Rapporteur : Mamadou Salif MBALLO

✘ **Groupe 2 :**

- Président : Mamdou Khady DIAO
- Rapporteur : Moustapha Ndiaye

✘ **Groupe 3 :**

- Président : Wassamane FAYE
- Rapporteur : Seydou DIAO

Les travaux en ateliers ont duré de 12h à 17h50.

La restitution en plénière a eu lieu après le repas et a vu la présentation des synthèses faites par les rapporteurs sur Padex, quelques compléments ou précisions apportées par les participants et la validation des synthèses (consensus et dissensus majeurs).

Cérémonie de clôture

La cérémonie de clôture a été présidée par le coordonnateur du Comité Départemental de Pilotage, Monsieur Daouda BALDE. Il a remercié tous les participants, particulièrement les personnes du 3^{ème} âge et les femmes pour leur forte participation.

Les travaux ont pris fin à 18h05.

Elaboration du rapport de synthèse

Le lendemain du panel, c'est-à-dire le lundi 16 septembre, l'équipe des facilitateurs s'est retrouvée à Vélingara pour élaborer le rapport du département selon le canevas fourni par la CNRI. La rencontre de Kolda du 19 septembre 2013 a permis de valider le rapport et de le transmettre au coordonnateur régional.

Difficultés rencontrées

La principale difficulté rencontrée pendant le processus vers le panel citoyen est liée aux difficultés des déplacements internes dans le département pendant l'échantillonnage. Il a fallu recourir à l'appui d'ADESC et des facilitateurs eux-mêmes en logistiques (motos).

Conclusion

Globalement, le processus vers le panel s'est déroulé de manière satisfaisante. Au-delà même de cette activité, le facilitateur Adama THIAM a eu à appuyer le forum de l'ODCAV de Vélingara organisé le 14 septembre dans la salle du Centre de ressources de Vélingara.

Enfin, l'équipe de facilitation a distribué les questionnaires pour toucher le maximum de citoyens dans le département de Vélingara. Les dispositions nécessaires ont été prises pour leur ramassage et centralisation auprès d'Adama THIAM à Vélingara.

30. RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT MEDINA YORO FOULAH

Préparation du panel Echantillonnage

Après les deux sessions de formations de Dakar, nous nous sommes attelés à constituer l'échantillon de panelistes en respectant la méthodologie qui a été adoptée.

Vu l'étendu du département de Médina Yoro Foulah et les délais très courts, nous nous sommes adjoints quatre animateurs des ONG RADI et FODDE équipés de motos. Après une journée de formation et simulation sur la méthode d'échantillonnage, nous sommes passés à la phase terrain les 7 et 8 septembre. C'est ainsi que toutes les collectivités locales du département ont été visitées et 100 participant(e)s ont été identifiés.

Chaque personne identifiée a été sensibilisée sur l'importance de participer personnellement à ces consultations citoyennes et a reçu une invitation écrite à présenter le jour de la rencontre.

Préparation matérielle

L'équipe a rendu visite aux autorités locales de Médina Yoro Foulah notamment le Préfet et le maire de Médina Yoro.

Le Préfet nous a assuré de son soutien car ayant compris que c'est une action éminemment républicaine.



Les 3 facilitateurs en visite à la préfecture de MYF pour la préparation de l'activité

Le maire nous a assuré de mettre la salle délibération ainsi que 60 chaises à notre disposition

Une restauratrice a été contactée et le budget arrêté pour un petit déjeuner et un déjeuner.



Les 3 facilitateurs en visite à la Mairie de MYF pour la préparation de l'activité

Déroulement du panel

Accueil des participants

La distance que devaient parcourir certains participants (plus de 150 km pour certains) et la mauvaise qualité des pistes en cette période de saison des pluies nous avaient fait craindre une faible présence.

Les premiers participants ont commencé à arriver vers 9 heures ; ils étaient enregistrés après vérification de la lettre d'invitation, le petit déjeuner leur était servi et ils étaient installés dans la salle.

Au final nous avons enregistré 80 participant(e)s que nous aurions largement dépassé n'eut été la panne en cours de route de la voiture affrétée par la délégation de la communauté rurale de Kéréwane. Cette forte présence malgré les contraintes de cette zone atteste de l'importance que les populations ont accordée à ces consultations citoyennes.



Les participant(e)s

Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture a été présidée par l'adjoint au Préfet du département de Médina Yoro Foulah avec 5 allocutions :

Le Maire de Médina Yoro Foulah, Monsieur Amadou Baldé, après avoir souhaité la bienvenue aux différents participants, s'est réjoui cette initiative du gouvernement du Sénégal d'associer les citoyens à une réflexion aussi importante pour l'avenir de la nation. Il a affirmé que cette initiative témoigne de la vitalité de notre démocratie.

Le Représentant de la plateforme des ANE, Monsieur Seydou WANE a remercié la CNRI d'avoir porté son choix sur leur organisation pour conduire ces consultations citoyennes. Il a affirmé l'engagement de l'équipe des facilitateurs à fournir tous les efforts pour mener à bien les panels selon les règles arrêtées par la CNRI.

Le Superviseur de la CNRI Monsieur Pierre Simon Daniel Mbade NDIAYE, après avoir transmis les salutations du Président de la CNRI et tous ses membres s'est félicité de la présence massive des populations malgré les difficultés de mobilité de la zone. Il a fait la genèse de la réforme des institutions et le rappel du mandat de la CNRI.



Le superviseur de la CNRI en allocutions

L'adjoint au Préfet de Médina Yoro Foulah, Monsieur Tatass DASYLVA a rappelé l'importance de la concertation dans les grandes décisions que l'Etat doit prendre et que cette activité, objet de la rencontre entre dans ce cadre. Il a rappelé que la constitution est le fondement de la République par conséquent, chaque citoyen doit se sentir concerné par ce débat. Il a exhorté tous les participants à se considérer comme les ambassadeurs de leur communauté à ces assises et de les représenter activement. Il a enfin déclaré solennellement le panel ouvert.



Séance d'ouverture présidée par l'adjoint au préfet de MYF en présence du Maire

Une courte pause a été observée pour permettre aux autorités de se retirer.

2.1 Ateliers thématiques

Après la pause, les facilitateurs et les participants se sont présentés malgré le retard observé dans le commencement des activités causé par l'éloignement et l'enclavement des départements.

Le superviseur de la CNRI est revenu sur l'historique de la réforme des institutions et la structuration de la CNRI.

Les facilitateurs ont expliqué la méthode d'échantillonnage pour justifier le choix des participants.

Ils ont par la suite déclinés les objectifs du panel et l'agenda de la journée.

Objectifs :

- Objectif général: Dégager les principales orientations et mesures de rupture concernant les institutions, de façon à fixer les consensus et établir clairement la « demande citoyenne » en termes de réformes constitutionnelles ;
- Objectifs spécifiques :
 - Faciliter l'expression de l'opinion des citoyens de façon à les impliquer dans le processus de la réforme des institutions ;
 - Synthétiser les différentes opinions exprimées pour fixer les consensus et les dissensus.

Règles de base

- Mettre les téléphones sous silencieux et répondre en dehors de la salle en cas d'appel urgent
- Eviter les poches de bavardage

- Ecoute mutuel
- Participation active
- Respect mutuel
- Donner une somme de 1000 FCFA en cas de violation de ces règles.

Les facilitateurs, après avoir expliqué clairement les consignes recommandés par la CNRI, ont divisé les participant(e)s en groupes thématiques.

Ainsi, trois groupes thématiques ont été constitués coordonné chacun par un facilitateur.

Le groupe 1 coordonné par le facilitateur Seydou WANE a travaillé sur les domaines 1, 2, 3 et 9 que sont respectivement : Gouvernance démocratique, Droits et libertés fondamentaux, Séparation et équilibre des pouvoirs (exécutif, législatif, judiciaire), autres propositions à prendre en charge dans la réforme des institutions



Groupe 1 en atelier

Le groupe 2 coordonné par la facilitatrice Marie Pierre DIOP a travaillé sur les domaines 4, 5, 7 et 9 que sont respectivement : administration républicaine et gestion des deniers publics, système électoral et représentation, collectivités locales, autres propositions à prendre en charge dans la réforme des institutions.



Groupe 2 en atelier

Le groupe 3 coordonné par le facilitateur Mamadou Diallo a travaillé sur les domaines 6, 8, 10 et 9 que sont respectivement : dialogue social, relations entre l'Etat et les communautés religieuses, révision de la constitution, autres propositions à prendre en charge dans la réforme des institutions.



Groupe 3 en atelier

Restitutions

La restitution a eu lieu après la pause déjeuner.



Des participant(e)s qui déjeunent

Chaque rapporteur a restitué les travaux du groupe qui le concerne. Le contenu des rapports de groupe ont été directement intégrés tels quels dans le canevas de synthèse sans aucune modification dans le souci de respecter les règles de la neutralité. Ainsi :



Après le rapportage des 3 groupes de travail, un débat a été ouvert pendant lequel les participant(e)s se sont prononcés sur l'ensemble des travaux de groupe et pour la

plupart, ils n'ont pas apporté de critiques sur le contenu des différents groupes qu'ils ont au contraire confirmé.



Un des participants en pleine discussion de plénière

Synthèse

Après la clôture à 19H30, les trois facilitateurs et le superviseur se réunit pour faire la synthèse des informations obtenues à l'issue des travaux de la journée.

Ils ont rempli ensemble la fiche de synthèses selon le canevas arrêté par la CNRI.

(CF : Fiche de synthèse)

Difficultés rencontrées

Les travaux ont pris fin à 19h30mn tel que mentionné sur le canevas de synthèse. Cependant, nous avons quitté la Mairie de MYF à 23h pour rentrer sur Kolda pour deux raisons :

- D'abord nous avons été obligés de gérer une tension avec les participant(e)s. En effet, la faiblesse du budget alloué à cette zone enclavée et dont les collectivités sont très éloignées les unes des autres a créé la déception auprès de certains participant(e)s (qui ont jugé que la somme qui leur a été alloué pour le transport est bien en deçà de ce qu'ils ont dépensé pour se rendre à l'activité. Les facilitateurs leur ont rappelé que cette activité est un acte citoyen qui est l'affaire de tous les sénégalais et par conséquent même sans transport les gens doivent être motivés pour y répondre physiquement.

- C'est après la gestion de ce conflit que nous nous sommes regroupés avec le superviseur Pierre Simon Daniel Mbade Ndiaye pour élaborer ensemble le rapport provisoire de synthèse des travaux.

Conclusions

En définitive, nous pouvons retenir qu'hormis le petit malentendu avec les participant(e)s décelé à la fin de l'activité et lié aux taux de remboursement du transport, les travaux se sont déroulés à MYF dans des conditions souhaitables.

Les groupes, sous la supervision des facilitateurs (qui ont respecté l'obligation de neutralité) ont donné leur avis sur l'ensemble des questions en toute liberté et quiétude.

Les facilitateurs ont co-animé les activités dans la cohésion, l'entraide et la paix.

Monsieur Ndiaye, le superviseur choisi par la CNRI pour le département de MYF a été très professionnel et intègre malgré un petit malentendu qui nous a opposé au départ lié à la démarche utilisée par les facilitateurs qui ont scindé les groupes par thématique tel que recommandé. Or selon lui, les groupes devaient traiter tous les thèmes. Ce malentendu a nécessité un appel téléphonique au Président des acteurs non étatiques (ANE) de Kolda Monsieur Oumar Mballo qui a confirmé cette stratégie et nous a encouragés à continuer dans cette voie. L'expérience a montré à la fin que nous allions passer la nuit avec les participant(e)s si les groupes devaient traiter tous les thèmes.

Au regard de tout cela, nous recommandons pour des activités de ce genre, de toujours tenir compte de la réalité des zones d'intervention pour éviter ces genres de problèmes que les facilitateurs du département de Médina Yoro Foulah ont rencontré après le déroulement de l'activité.

31.RAPPORT NARRATIF REGION DE LOUGA

Le processus des consultations citoyennes s'est déroulé avec un bilan satisfaisant dans la région de Louga.

Suite à l'atelier de la CNRI tenu les 6 et 7 juillet 2013 portant formation des coordonnateurs régionaux et facilitateurs départementaux, les différents facilitateurs dans leurs départements respectifs se sont réunis autour de :

- La Mise à niveau et harmonisation de la compréhension de la commande et de certains concepts ;
- La Définition du profil des membres devant composer le CDP ;
- L'Elaboration de plan d'action

Cette phase préparatoire nous a amené de nous déployer respectivement dans les différents départements de la région de Louga (Kébémér, Linguère et Louga) aux fins de partager à travers des rencontres avec les acteurs de la société civile, de l'administration territoriale sur l'objectif des consultations citoyennes tel que cité dans la déclaration préliminaire du Président de la CNRI « à organiser une large concertation nationale sur les réformes à mettre en œuvre à court, moyen et long termes, pour doter le pays d'une armature institutionnelle moderne, à la mesure de son ambition de devenir et de rester une grande nation de démocratie ».

Le 11 juillet 2013, une lettre d'information est adressée par le coordonnateur régional au Gouverneur de la région de Louga pour l'informer du choix porté sur la Plateforme des ANE par la CNRI pour l'organisation des panels citoyens de la région et en même temps, l'informer sur l'identité des facilitateurs des trois départements.

Plusieurs réunions se sont tenues dans les départements suite à la mise en place des comités départementaux, afin de faciliter l'organisation et la mobilisation des pablistes ciblés à partir de l'échantillonnage.

Grâce à cette sensibilisation, les différents panels de Louga, Kébémér et Linguère ont enregistré une forte mobilisation des panelistes malgré la coïncidence avec la ziar internationale de Koki. Pour une meilleure supervision des panels, le coordonnateur s'est rendu le samedi 14 septembre à Linguère pour rencontrer et échanger avec les facilitateurs et le superviseur de la CNRI Cheikh Amala sur l'organisation du panel. Il a assisté à une partie du Forum de l'ODECAV à Linguère avant de rentrer sur Louga pour participer à la

clôture du forum. Le forum de Louga a mobilisé presque 120 personnes contrairement à Linguère où il y'avait qu'une cinquantaine. L'après midi a été mis en profit pour une réunion des derniers réglages à Louga entre le Coordonnateur régional, les facilitateurs et le superviseur de la CNRI Monsieur Mamadou Lamine LOUM.

Le 15 septembre 2013, le coordonnateur a présidé l'ouverture du panel de Louga avec M. Mamadou Lamine Loum superviseur de la CNRI au centre culturel régional de Louga. Par la suite, le coordonnateur s'est rendu à Kébémér pour constater l'organisation du panel qui s'est tenu à la salle de conférence de la Mairie. Sur place, nous avons échangé avec les facilitateurs et M. Cissé superviseur de la CNRI.

Il a été enregistré 91 participants à Louga et 73 à Kébémér. Pour le département de Linguère, le panel s'est tenu à Dahra précisément au foyer des jeunes de Dahra. Les panélistes sont arrivés en grand nombre vers 14h car c'était jour de louma.

Par conséquent, nous sommes globalement satisfaits du déroulement des panels, de leur organisation, de la richesse des débats et de l'engagement des citoyens. Le département de Louga a été honoré par la présence pendant trois jours de l'ancien premier ministre et vice président de la CNRI M. Mamadou Lamine Loum.

Il faut noter qu'il y'a eu beaucoup d'errements au niveau de la CNRI dans l'objectivité de certaines informations, le respect des promesses (mise à disposition des questionnaires traduits), la confusions entre questionnaire à remplir par les citoyens et les questionnaires supports pour les panelistes, les différents reports de la tenue des panels et le retard du virement des budgets.

32.RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE LOUGA

INTRODUCTION

Les consultations citoyennes se sont tenues, à l'instar de tous les autres départements du pays, le Dimanche 15 Septembre 2013.

Le présent rapport retrace tout le processus selon le plan suivant :

- I. Préparation
- II. Déroulement du panel
- III. Problèmes rencontrés
- IV. Leçons apprises
- V. Recommandations

PREPARATION

1^{ère} Etape :

Au retour des séances de formations organisées à Dakar, des réunions ont été tenues entre les deux facilitateurs et le coordonnateur régional avec comme ordre du jour :

- Mise à niveau et harmonisation de la compréhension de la commande et de certains concepts ;
- Définition du profil des membres devant composer le CDP de Louga ;
- Elaboration du plan d'action ;
- Questions diverses.

2^{ème} étape :

réunions avec les membres du CDP pour information et ciblage des participants au panel.

3^{ème} étape :

Échantillonnage :

Les cent panélistes ont été répartis entre d'une part les communes de Louga et de Ndiagne et d'autre part les quatre arrondissements du département au prorata de leurs populations respectives.

Un choix aléatoire a été fait suivant les critères définis à savoir : l'âge, le sexe, l'activité, etc. ;

4^{ème} étape :

Choix des panelistes

La liste des panélistes a été dressée et les concernés informés des objectifs visés à travers le panel, de la date, du lieu et des modalités de tenue du panel.

DEROULEMENT DU PANEL

La journée des consultations citoyennes s'est déroulée au Centre Culturel Régional de Louga sous la supervision de Mr Mamadou Lamine Loum, vice président de la CNRI et de Moctar Sow, coordonateur régional.

La journée a vu la participation de 91 personnes réparties comme suit :

Homme : 59

Femme : 32

Ruraux : 44

Urbains : 47

Pour l'âge voir liste.

L'absence de certains est due à la journée de Coki. Heureusement qu'il nous a été demandé de trouver 20 personnes de plus pour faire face. Mais certains absents ont envoyés des remplaçants.

Prévus à 9 heures, les travaux ont démarré vers 10h 45 à cause du ciel nuageux.

Moctar SOW, coordonateur régional, a ouvert les travaux en insistant sur les enjeux, objectifs et résultats attendus.

Il a, ensuite, rappelé les modalités d'organisation de la journée et présenté le superviseur et les facilitateurs.

A sa suite, le superviseur a fait la genèse de la CNRI et décliné les différentes étapes franchies jusqu'ici avant d'ouvrir officiellement les travaux de la journée.

Prenant la parole au nom des facilitateurs, Thierno Mountaga Sall a présenté les objectifs du panel, négocié les règles de jeux. Il a expliqué l'importance de la journée pour la CNRI mais aussi et surtout pour le département.

Une fois ces préalables terminés, Thierno Mountaga Sall a présenté à l'aide d'un vidéo projecteur le questionnaire en expliquant en wolof et dans les détails le contenu avec l'appui

très apprécié du superviseur. Des précisions ont été apportées sur comment les panélistes devaient procéder pour répondre aux différentes questions.

Par la suite, les panélistes ont été répartis en cinq (05) groupes avec chacun les thèmes suivants:

Groupes	Domaines	Thèmes
1	I et II	- Gouvernance démocratique - Droits et libertés fondamentaux
2	III	- Séparation et équilibre des pouvoirs (exécutif, législatif, judiciaire)
3	IV – VII – X	- Administration républicaine et gestion des deniers publics - Collectivités locales - Révision de la constitution
4	V	- Système électoral et représentation
5	VI – VIII	- Dialogue social - Relation entre l'Etat et les communautés religieuses

Le domaine 9 a été discuté en plénière.

On s'est rendu compte que pour répondre aux questions du domaine 9, il fallait au préalable parcourir tous les domaines.

Les travaux de groupes ont débuté à 12h 13mn et se sont poursuivis jusqu'après la pause repas.

Durant les restitutions qui ont démarré à 16 heures, le superviseur de la CNRI a fait office de modérateur. Le format retenu était le suivant :

- Exposé des travaux de groupes par les rapporteurs;
- Discussions autour des rapports ;
- Propositions pour le domaine 9 :

Après les exposés, les débats ont tourné autour de certains points des travaux de groupe mais aussi sur des éléments non pris en compte dans le questionnaire.

Pour les points discussion des résultats des travaux de groupe, les éléments soulevés et qui n'ont pas fait l'objet de consensus fort portent sur :

Les fonds politiques (+ la caisse noire) que les membres du groupe proposent de soumettre au contrôle. Un avis que certains intervenants ne partagent pas.

Le mode de scrutin : certains ont souligné le risque d'instabilité avec la proportionnelle intégrale ;

La proposition faite de la nomination du ministre de la justice par les juges est jugé dangereux par certains

L'institutionnalisation du chef de l'opposition nécessite beaucoup de réflexion pour éviter le débat qui s'était posé il y a quelques années : est- ce celui qui totalise le plus de suffrage ou le plus de siège à l'assemblée ;

Le consensus ne s'est pas fait sur le type de régime (parlementaire ou présidentiel) malgré les explications du superviseur qui est longuement revenu sur la particularité du régime sénégalais.

Les points sur lesquels un consensus fort a été trouvé sont :

- Le maintien de la laïcité de l'Etat ;
- Le verrouillage de la constitution pour éviter les tripatouillages ;
- L'inamovibilité des juges constitutionnels
- La limitation du cumul des mandats ;
- L'âge limite du candidat à la présidentielle
- La limitation du nombre de partis politiques

A la fin des interpellations, le modérateur a apporté des clarifications sur certains points qui nécessitaient des réponses.

Les facilitateurs ont remercié les participants pour leur esprit citoyen et leur désir ardent à participer à la consolidation de notre Etat de droit. Les conditions météorologiques et la journée religieuse de Coki n'ont pas empêché les populations de participer.

C'est une épreuve intéressante mais qui a obéi à des règles. Ce qui justifie le choix aléatoire.

Le superviseur a salué toute l'assistance et s'est dit satisfait du déroulement des travaux qui ont été riches en idées. Il a salué l'esprit avec lequel les panelistes ont travaillé.

Il revenait à Moctar SOW, coordinateur régional, de prononcer les mots de clôture à 18h 35 après avoir demandé aux panélistes d'applaudir pour montrer qu'ils sont d'accord sur l'ensemble des résultats présentés par les rapporteurs et les points soulevés lors du débat. Ce qui a été fait.

PROBLEMES RENCONTRES

- L'instabilité des dates retenues du panel ;
- Retard dans la mise en place des documents de travail (questionnaires traduits, proposition agenda panel, etc.);
- Les conditions d'organisation des sessions de formation des facilitateurs
- La difficulté d'application du choix aléatoire ;
- La période de la tenue du panel (hivernage) ;
- La durée du panel (une journée)
- La non prise en charge des frais de transport

LECONS APPRISES

- L'approche participative : le choix aléatoire a permis de regrouper des personnes d'horizons divers
- Le modèle de sondage à travers le choix aléatoire des participants ;
- La formulation du questionnaire qui nous a évité des positionnements politiques ;
- La communion autour du questionnaire des différents participants ;
- Les deux possibilités de réponse offertes aux panélistes : *points de vue sur les règles proposées par les porteurs d'enjeux et mesures nouvelles proposées par les citoyens.*

RECOMMANDATIONS

Il faudrait, à l'avenir, penser à augmenter la durée de la formation des facilitateurs qui était trop courte pour une meilleure maîtrise du questionnaire et des techniques d'échantillonnage ;

Il faudrait mettre à disposition les documents de travail suffisamment tôt pour permettre leur familiarisation surtout le questionnaire en langues nationales ;

Il faudrait réfléchir sur la durée du panel jugée trop courte par les panélistes qui n'ont pas pu développer les différents domaines comme ils l'auraient souhaités ;

Il faudrait à l'avenir prévoir le remboursement des frais de transport des panélistes pour faciliter leur déplacement ;

Il faudrait dérouler le plan de communication suffisamment tôt.

33.RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE KEBEMER

INTRODUCTION

A l'instar de tous les autres départements du pays, KEBEMER a organisé les consultations citoyennes, le Dimanche 15 Septembre 2013.

Le présent rapport retrace tout le processus selon le plan suivant :

- I. Avant le Panel
- II. Pendant le panel
- III. Difficultés rencontrés
- IV. enseignements
- V. Recommandations

AVANT LE PANEL

1^{ère} Phase : Il y'a eu d'abord une rencontre d'harmonisation entre les facilitateurs et, ensuite une rencontre de sensibilisation des différents acteurs susceptible de composer le CDP pour la bonne préparation des consultations citoyennes.

Il a été par la suite procédé à la mise en place du CDP qui a reflété toutes les sensibilités et catégories sociales (politiques, économiques et, culturelles).

Enfin, un plan d'action a été élaboré, partagé et validé par les membres du CDP

2^{ème} Phase : il y'a eu des réunions de partages d'informations avec les membres du CDP pour le choix des participants au panel suivant les critères retenus et, aussi pour veiller à la participation de toutes les collectivités locales et surtout sur l'équilibre Urbain / Rural : voir la répartition par Secteur et Segment.

3^{ème} Phase : Choix de l'échantillonnage :

Les panélistes ont été répartis entre les collectivités locales (communes de KEBEMER et de GUEOUL) et les CR du département au prorata de leurs populations respectives.

Les PCR ont été un élément déterminant du dispositif mis en place pour passer l'information avec l'appui de l'administration, après le choix des panélistes

PENDANT LE PANEL

Le Panel citoyen s'est déroulé à la Mairie de KEBEMER sous la Présidence du Représentant du Préfet du Département en la personne du Départemental de la SDADL .du 2^{ème} Adjoint au Maire de La Commune et, sous la supervision du Représentant de la CNRI et du coordinateur régional qui a rejoint les panélistes à la mi-journée.

Les travaux ont démarré à 11h 00 mn à cause de la pluie, ainsi que l'avènement de KOKI (dans la région de Louga), qui chaque année organise une ziar qui mobilise beaucoup de personnes venant de tous les horizons, ce qui a joué sur le taux de participation. En plus, le forum tenu la veille a aussi contribué à jeter la confusion entre Participants forum et Panels

Le représentant du Maire a pris en premier la parole pour un mot de bienvenu aux autorités (Administratives, politiques et au représentant de la CNRI avant de mettre l'accent sur la qualité de la représentation qui dit-il n'est pas surpris à cause du travail fait en amont par le CDP

A sa suite, le superviseur a fait la genèse de la CNRI et a rappelé le processus et la démarche suivies jusqu'ici avant de s'appesantir: sur le format choisi et surtout le souhait de la commission de faire participer le maximum possible de citoyens et de bannir l'esprit partisan dans les échanges et le respect de chaque opinion dégagé. Enfin l'une des facilitateurs a pris la parole pour démarrer la séance tout en rappelant, la méthodologie et le déroulement du panel avant de parcourir les différents thèmes à discuter

Le représentant du Préfet dans son allocution est revenu sur la qualité des participants et sur la méthodologie ; en restant toute confiante de la qualité de son produit et, déclare ouvert les travaux

Toutes les autorités ont salué le caractère participatif de ces consultations et c'est une initiative à perpétuer pour les autres types d'actions engageant les citoyens.

Le coordinateur régional, qui a rejoint les panélistes à la mi-journée, a profité d'un moment pour revenir sur les enjeux, objectifs et résultats attendus.

Il a par la suite remercié tous les panélistes et loué leurs engagements et esprit de sacrifice, et leurs a exhorté à sortir un bon rapport de ce panel.

La journée a vu la participation de 75 personnes réparties suivant le sexe, la provenance, la catégorie (voir liste de présence)

Après la cérémonie protocolaire les facilitateurs ont tour à tour présenté les objectifs du panel, négocié les règles de jeux et expliqué l'importance de la journée pour la CNRI mais aussi et surtout pour le département avant de s'accorder sur l'agenda de la journée. A l'aide d'un vidéo projecteur et de Padex (pour pallier aux coupures d'électricité et aux travaux de groupe) le questionnaire a été projeté et expliqué en wolof avec l'appui du superviseur et d'autres personnes ressources commises parmi les panélistes. Toutes les clarifications liées à la logistique et au questionnaire ont été apportées par les facilitateurs et le Superviseur avec un accent sur le déroulement des travaux en groupes et non en plénière, avant la répartition des panélistes en quatre(4) groupes autour des thèmes ci après:

Tableau : Présentation des domaines par rapport aux thèmes des groupes

Groupes	Domaines	Thèmes
1	I - II- IX	<ul style="list-style-type: none">- Gouvernance démocratique- Droits et libertés fondamentaux
2	III – IV- IX	<ul style="list-style-type: none">- Séparation et équilibre des pouvoirs (exécutif, législatif, judiciaire)- Administration républicaine et gestion des deniers publics
3	VII – VIII- IX	<ul style="list-style-type: none">- Collectivités locales- Relation entre l'Etat et les communautés religieuses
4	V - VI - IX	<ul style="list-style-type: none">- Système électoral et représentationDialogue social
Tous les groupes	X	<ul style="list-style-type: none">- Révision de la constitution

Le domaine 10 a été transversal

Ayant démarré à 12h30 mn les travaux de groupes se sont poursuivis jusqu'à 17h avec la parenthèse de la pause déjeuner d'une heure.

La plénière a repris à 17heures pour la restitution des travaux de groupes par les rapporteurs

Et elle a été animée par le superviseur de la rencontre :

Chaque groupe a présenté son rapport complété par les membres et ensuite les débats ont été ouverts pour chaque groupe avec beaucoup de passions et d'engagements, les débats ont surtout portés sur des questions complexes et sensibles :

La question des libertés ; la parité ; le service militaire obligatoire, l'âge du président, le mode du scrutin etc. bref tous les domaines ont l'objet de discussion et les points ayant fait l'objet de consensus fort, mitigé et désaccord sont consignés dans la fiche de synthèse

A la fin des travaux, les modérateurs et les facilitateurs ont apportés des éclairages sur des aspects qui le méritaient avant de remercier les panélistes et surtout les personnes ressources (comme Diagne FALL, Babacar MBAYE, Badara AMAR (administrateur MDL, Rokhaya GUEYE NGOM (chef SDADL), Mamadou MBENGUE, développement communautaire) qui vraiment étaient du début qu'à la fin du processus. La majorité des panélistes ont salué l'esprit de collaboration et de partage des infos par les facilitateurs et la plateforme des ANE contrairement au Forum organisé par l'ODCAV. Les facilitateurs ont beaucoup remercié le Coordinateur qui par ses mails, ses coups de fil, ses rappels et ses déplacements les ont beaucoup aidé dans leurs missions ; mention aussi au superviseur pour sa participation et pour sa disponibilité. Des remerciements ont été formulés à l'endroit des journalistes qui ont relayé l'information surtout la radio locale de Kébémér qui ont parlé de l'événement et interviewer er les facilitateurs et panélistes sur le sens et la portée de la journée

DIFFICULTES RENCONTREES

Les difficultés rencontrées sont :

- ✓ Les reports multiples des panels
- ✓ L'insuffisance des moyens pour le fonctionnement des CDP
- ✓ La mise en place tardive des supports
- ✓ Les conditions d'organisation des sessions de formation des facilitateurs à Dakar
- ✓ L'introduction des forums en cours à un certain moment y'a eu confusion sur le rôle des facilitateurs et la proximité des deux journées.
- ✓ La maîtrise de l'échantillonnage (temps très court).
- ✓ La période de la tenue du panel (hivernage) et la durée compte tenu des distances
- ✓ La ventilation du questionnaire et sa remontée faute de moyens et le format du questionnaire où écrire ?
- ✓ La non prise en charge des frais de transport

LES ENSEIGNEMENTS TIRES

Quand une information est bien partagée elle suscite l'engagement et la participation.

La technique d'échantillonnage important à maîtriser pour garantir une égalité de chance des différentes catégories dans des rencontres pareilles.

La méthodologie et la bonne préparation malgré les faibles moyens (les moyens sont nécessaires mais pas déterminants).

Un consensus est toujours possible autour de préoccupations partagées par tous : il suffit de savoir bien les formuler sans esprit partisan.

RECOMMANDATIONS

Les recommandations sont :

- ✓ Prochainement se donner les moyens financiers et le temps nécessaire pour mieux faire.
- ✓ Prendre des dispositions pratiques pour une bonne formation des facilitateurs qui ne viennent pas de Dakar et au besoin décentraliser.
- ✓ Revoir la durée des panels et tenir comptes des déplacements des panélistes qui viennent souvent des zones enclavées.
- ✓ Capitaliser le processus et le partager avec l'ensemble des acteurs qui ont participé.
- ✓ Il faudrait prendre des dispositions pour que ce travail ne soit pas oublié dans des tiroirs et pour cela dérouler le plan de communication autour des conclusions
- ✓ sanctionner les participants de la formation par une attestation

34. RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE LINGUERE

Le 15 septembre 2013, à l'instar des départements du Sénégal, Linguère a organisé un panel citoyen sur la réforme des institutions au foyer des jeunes de Dahra.

Ce panel présidé par les facilitateurs **Sidy TALL** et **Abdoul BA** a vu la participation de 85 fils du terroir qui se sont donnés corps et âmes pour apporter leur contribution quant aux réformes des institutions.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le représentant du préfet du département en l'occurrence **Baba NDIAYE** par ailleurs chef CADL de l'arrondissement de Sagatta Djioloff sous la présence effective du premier adjoint au maire de Dahra **Ada Coumba NDIAYE** et du superviseur de la CNRI **Cheikh Amala DIOP**.

Après cette séance d'ouverture, les facilitateurs se sont d'abord présentés et ont demandé à chaque participant de se présenter.

Ils ont rappelé l'importance de la rencontre en présentant les objectifs du panel qui a été précédé du forum de **l'ODCAV** ; ensuite ils ont présenté le chronogramme de travail qui consiste à faire travailler les participants en groupe (chaque groupe devant travailler sur 2 domaines).

C'est après le travail de groupe qu'une pause a été observée pour permettre aux participants de prendre le repas et de faire les prières.

A la suite du repas une plénière s'est bien déroulée durant laquelle chaque groupe a eu à projeter sur vidéo projecteur son travail ce qui a facilité les discussions qui ont été fructueuse.

Après ce travail de plénière, les participants ont beaucoup insisté sur la disponibilité des conclusions issue de ces concertations et que le président de la république respecte les idées des citoyens sénégalais.

Les participants ont ensuite donné des informations sur la suite des actions de la CNRI à savoir le remplissage des questionnaires par les porteurs d'enjeu, la possibilité de remplir le questionnaire en ligne dans le site www.cnri.sn

Des informations supplémentaires ont été données à la presse présente comme RTS, TFM, 2STV, POPULAIRE, DJOLOFF.COM

Les participants ont terminé par remercier les participants au panel et procéder à la cérémonie de clôture par des prières.



Consultations citoyennes

Fora populaires: 14/09/2013
Panels citoyens: 15/09/2013
Enquête par questionnaires: du 15 au 25/09/2013
Les Institutions : je suis concerné, je participe



35. RAPPORT NARRATIF REGION DE MATAM

INTRODUCTION

Le Sénégal a connu un tournant décisif dans la bonne marche de ses institutions. Avec ces consultations citoyennes qui, pour la première fois de son histoire le peuple Sénégalais est consulté pour qu'il donne son avis pour la bonne marche des institutions. Pour atteindre cet objectif, toute une stratégie a été mise en place pour une participation inclusive. La recommandation majeure issue des séminaires de formation des facilitateurs organisée par la CNRI a été de mettre en place des comités de pilotage qui devaient se charger de créer les conditions nécessaires pour une bonne tenue des consultations citoyennes mais aussi de mener une bonne campagne d'information et communication pour sensibiliser sur la tenue de ces consultations.

Mise en place et fonctionnement des CDP

Dès notre retour, deux rencontres ont été tenues :

- + réunion de restitution avec les membres de la plate forme des acteurs non étatiques.
- + visites de courtoisie au Gouverneur et des trois préfets pour informer et solliciter l'accompagnement des autorités administratives pour une parfaite réussite des consultations citoyennes.

Suite à cela, le coordonnateur régional, assisté des deux (2) facilitateurs ont installé le CDP de Matam le 22 Juillet, celui de Kanel le 23 Juillet et Ranérou le 05 Aout 2013 avec une composition de divers groupes d'acteurs.

En somme, les CDP ont pu :

- + organiser des réunions de coordination
- + procéder au ciblage de 100 panelistes
- + organiser des émissions radio avec Ranérou FM sur les rôles, missions de la CNRI et sur les enjeux des consultations citoyennes excepté avec la radio de Jikké FM qui n'a pas contacté les facilitateurs de Kanel qui les ont contacté mais ils n'ont pas travaillé avec les facilitateurs de ce département. Ainsi, puis qu'ils n'ont pas contracté avec la plate forme, nous n'avons aucun pouvoir pour les inciter à travailler avec les facilitateurs
- + réussir le défi de l'organisation du panel.

DEROULEMENT DES PANELS DANS LES TROIS DEPARTEMENTS.

Les travaux ont débuté à huit heures trente dans les départements de Kanel et de Matam excepté à Ranérou où les travaux ont démarré à 13H 30mns sous la présence effective du Préfet et du Superviseur avec beaucoup de retard à cause de la forte pluie qui s'est abattue la veille, ce qui d'ailleurs explique l'absence de certains panelistes au rendez-vous faute de moyens de locomotion.

Après les cérémonies protocolaires, les facilitateurs ont procédé à la présentation des objectifs, enjeux et résultats attendus du panel.

Il s'en est suivi un large partage du questionnaire avant la mise en place de 05 groupes avec des consignes précis.

Après une heure de travaux d'atelier les groupes ont tour à tour restitué et un débat riche et varié s'est installé pendant plus d'une heure de temps.

Ce qui du reste a permis aux facilitateurs de faire valider les réponses par l'assemblée avant de coucher les synthèses sur ce canevas (support physique et version électronique).

C'est le lieu de saluer l'apport haut combien important la coopération des superviseurs de la CNRI et plus particulièrement le Docteur Amadou N'DIAYE, superviseur de la CNRI pour le département de Ranérou Ferlo a pu se donner pour la conduite du panel.

Les travaux ont pris fin à 18H 30mns et des réunions d'évaluation de la journée ont été tenues, après avoir informé sur la suite des consultations citoyennes à savoir :

- la transmission des documents et pièces justificatives,
- enfin l'élaboration d'un document de synthèse final qui sera soumis au Président de la République.
- La rédaction et la transmission des rapports

BILAN FINANCIER

ENTREE = 2 200.000F

SORTIES :

Indemnité coordonnateur = 100.000F

Indemnité facilitateurs 50 000F X 6 = 300.000F

Frais de déplacement = 150. 000F

Fourniture de bureau = 50. 000F

Frais d'organisation Panel 410 000FX 3 = 1 230 000F

Frais de communication 25 000F X 7 = 175 000F

Echantillonnage 65 000F X 3 = 195 000F

TOTAL 2 200 000F

POINTS FORTS

- ❖ Tenue régulière des réunions de coordination entre coordonnateur régional et facilitateurs.
- ❖ Disponibilité de la radio communautaire Ranérou FM « salndou Fouta » de thilogne.
- ❖ Implication personnelle du gouverneur et des Préfets pour la bonne réussite de l'activité.
- ❖ L'efficacité et engagement des membres des CDP
- ❖ Bonne participation des panelistes.
- ❖ Bonne appréciation de la démarche participative.

POINTS FAIBLES

- Les reports répétés des dates de panels.
- Insuffisance de la communication dans les radios locales
- La non implication des antennes régionale de la Plateforme dans la signature des contrats avec les radios communautaires
- Insuffisance des moyens pour l'organisation des Panel
- désarticulation sur certains points du questionnaire et du document de synthèse.
- mission de question dans le document du canevas.
- Enclavement des zones du Ranérou, Thionokh, Louguéré, Younouféré et le Dandémayo dans les départements de Kanel et Matam.
- La pluie a été un handicap pour les zones de l'intérieur.
- Retard dans la mise en place des documents et CD ;

RECOMMANDATIONS

- Planifier les dates en périodes de saison sèche pour permettre aux zones d'accès difficiles de participer aux travaux.
- Créer un cadre de travail entre les CDP et les radios communautaires.



Consultations citoyennes

Fora populaires: 14/09/2013
Panels citoyens: 15/09/2013
Enquête par questionnaires: du 15 au 25/09/2013
Les Institutions : je suis concerné, je participe



36. RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE MATAM

Le processus a démarré après l'atelier de formation des facilitateurs et coordonnateurs tenu à Dakar les 6 et 7 mai 2013.

Dès le retour en région, après avoir informé les autorités administratives et locales, le comité de pilotage a été mis en place.

Ce CDP accompagné par les 2 facilitateurs a tenu plusieurs réunions pour partager les informations pour une mise à niveau, préparer l'échantillonnage des panélistes, et animer les émissions au niveau de la radio communautaire «Salndu Fuuta».

L'échantillonnage effectué par les facilitateurs à aider à faire un bon ciblage qui a permis de regrouper 100 citoyens de divers profils.

Ce dimanche 15 septembre 2013, s'est tenu à la Résidence du Fleuve de Matam le panel citoyen avec comme objectifs de partager et de recueillir l'avis du citoyen sur les réformes des Institutions.

Le panel a connu 3 moments forts dans la journée, il a démarré par la cérémonie officielle après l'accueil et l'inscription des panélistes, la présentation de l'agenda, des objectifs et des domaines de discussion et ensuite les ateliers, la restitution et la synthèse ont bouclé les travaux de la journée.

La cérémonie d'ouverture :

Elle a été présidée par **M. Diagne** Chef de service régional de l'Appui au développement local représentant le gouverneur de région et en même temps président du CDP de Matam.

La cérémonie officielle a démarré par des prières formulées par l'Imam **Thierno Mansour Sall** représentant l'Association des maitres coraniques de Matam (**AMEC**).

A sa suite **M. Gaye** Président de la Plateforme des A.N.E et coordonnateur régional des panels citoyens est revenu longuement sur l'approche innovante des consultations citoyennes qui permet au citoyen de donner son avis sur les Institutions et de dire le mode de gouvernance qu'il souhaite.

Il a présenté les facilitateurs du panel et a expliqué leur rôle et leurs compétences sur le travail qu'ils vont mener.

M. Garrick au nom de la **CNRI** a rappelé les étapes du processus depuis l'annonce des réformes lors de la journée des Institutions, la nomination du Président et de son équipe, la formation des acteurs qui interviennent et les activités à dérouler.

Il a remercié le CDP de Matam pour la parfaite organisation du panel et la mobilisation des panélistes.

Ouvrant la séance M. Diagne au nom du gouverneur, a renouvelé l'engagement des autorités administratives a accompagné les populations car ce sont les instructions qu'ils ont reçu des hautes autorités de ce pays.

Il a exhorté les panélistes à participer de manière dynamique aux échanges et de donner leur avis sur chaque question posée.

Au nom du gouverneur il a ouvert les travaux du panel à 10 heures 45 minutes avant de se retirer.

Le Déroulement des travaux :

Les facilitateurs ont présenté l'agenda et les objectifs du panel (voir docs annexés), ils ont négocié les normes de travail avec les panélistes qui ont été acceptées par tous.

Le CD audio version pulaar a été écouté par tous les participants et a permis de comprendre les enjeux des réformes Institutionnelles.

Les facilitateurs ont ensuite passé en revue les 10 domaines de discussion pour permettre aux panélistes de mieux s'approprier les Institutions et de comprendre les questions auxquelles leurs réponses et avis sont attendus.

Après le partage sur les domaines, les panélistes ont reçu les consignes, se sont inscrits dans les 5 ateliers prévus et ont démarré les travaux de groupes qui ont duré 2 heures.

Après la prière de 14 heures et le déjeuner les présentations ont été faites suivies de débats pendant 2 heures et demie.

Après chaque groupe les débats ont été ouverts, les points de consensus notés et les points divergents matérialisés par les facilitateurs (voir canevas de synthèse).

A la suite des discussions les facilitateurs ont présenté les points d'accord et de désaccord qui ont validé par les panélistes.

Le panel a été clôturé par le président du CDP qui a donné la parole à M. Garrick et M Gaye pour leur sentiment sur le déroulement des travaux et le niveau d'atteinte des objectifs.

Ils ont remercié les participants pour leur de participation et la richesse des productions des groupes.

En même temps les facilitateurs ont été félicités pour la conduite des travaux en respectant toutes les consignes données par la CNRI lors des ateliers de formation.

RAPPORT FINANCIER

1 – Echantillonnage

(voir état de paiement annexé)

6 facilitateurs x 32.500 = **195.000 f**

2 – Frais de communication

(voir état de paiement annexé)

1 coordonnateur x 25.000 = **25.000 f**

6 facilitateurs x 25.000 f = **150.000 f**

3 – Frais de déplacement

(voir état de paiement annexé)

1 coordonnateur x 30.000 f = **30.000 f**

6 facilitateurs x 20.000 f = **120.000 f**

4 – Organisation Panel

Restauration

100 plats x 1.900 = **190.000 f**

(voir facture annexée)

100 sachets eau x 50 f = **5.000 f**

(voir facture annexée)

Fournitures de bureau = **50.000 f**

(voir facture annexée)

Remboursement transport = **165.000 f**

(voir état de paiement annexé)

La Trésorière Adjoint

37.RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE KANEL

I/ Introduction :

Dans le but de doter notre pays d'institutions fortes, la Commission Nationale de Réforme des Institutions (CNRI) est chargée par le président de la république de l'organisation des consultations citoyennes. Ces consultations citoyennes tendent à constituer des panels de citoyens et à valoriser les points de vue des membres de la société civile locale ou du simple citoyen.

L'objectif visé est de dégager les principales orientations et mesures de ruptures concernant les institutions, de façon à fixer les consensus et établir clairement la « la demande citoyenne » en termes de réforme institutionnelle.

Pour l'organisation pratique des panels de citoyens, la CNRI a contractualisé avec la Plateforme des Acteurs Non Etatiques qui a eu à cibler des facilitateurs qui ont été formés. La Plateforme a aussi facilité la mise en place des comités départementaux de pilotage

Le département de Kanel, à l'instar des autres départements du pays, a organisé avec l'aide du Comité Départemental de Pilotage, son panel le Dimanche 15 Septembre 2013 à la maison de la culture avec comme facilitateurs Moustapha Ba et Macky Chérif GASSAMA et comme superviseur Mohamed El Bachir FALL. Quatre vingt trois personnes sur les cent ciblées ont participé au panel

II/ Déroulement

A neuf heures, les facilitateurs aidés par certains membres du CDP ont accueilli les panélistes et les ont installés.

A l'absence des autorités administratives et locales, le président du CDP a procédé à l'ouverture officielle du panel. Après avoir remercié et souhaité la bienvenue aux différents participants, il a insisté sur l'importance de ce panel et a demandé aux chefs religieux présents de prier pour la réussite de cette activité. Puis il a introduit les facilitateurs qui à leur tour ont rappelé les objectifs de ce panel qui est de contribuer aux orientations et mesures de ruptures concernant les institutions. Avec les panélistes, les facilitateurs ont défini les normes de travail suivantes : la langue de travail est le Pulaar, le déjeuner à 14H 30, les portables sous vibreur.

Ils ont aussi présenté les différents domaines de discussions que sont :

- Gouvernance démocratique

- Droits et libertés fondamentaux
- Séparation et Equilibre des pouvoirs (exécutif, législatif, judiciaire)
- Administration républicaine et gestion des deniers publics
- Système électoral et représentation
- Dialogue social
- Collectivités locales
- Relation entre l'état et les communautés religieuses
- Autres
- Révision de la constitution

Après explication du questionnaire, cinq groupes ont été constitués et chacun avait deux domaines à travailler en atelier pour une durée de deux heures trente minutes.

A quinze heures les groupes ont présenté successivement leurs travaux d'atelier suivis de discussions. Le constat est que le consensus a prévalu dans tous les domaines.

III/ Points forts

- Disponibilité et dynamisme du CDP
- Bon ciblage (toutes les collectivités locales ont été représentées)
- Maitrise des documents par les facilitateurs
- Harmonisation des interventions de la part des facilitateurs
- Local adapté

IV/ Points à améliorer

- Insuffisance du budget
- Place des radios communautaires
- Période du panel (hivernage)
- Canevas de synthèse mal ordonné

V/ Recommandations

- Augmentation du budget
- Contractualisation avec le presse à la base (Plateforme – radios communautaires) pour un meilleur contrôle
- Organisation des panels hors de la période hivernale
- Feed back du draft de la synthèse générale à la base pour amendement

Annexes :



CDP, facilitateur et superviseur national



Panélistes en atelier



Panélistes



Plénières

38. RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE RANEROU FERLO

INTRODUCTION

La recommandation majeure issue des séminaires de formation des facilitateurs organisée par la CNRI a été de mettre en place des comités de pilotage qui devaient se charger de créer les conditions nécessaires pour une bonne tenue des consultations citoyennes.

MISE EN PLACE ET FONCTIONNEMENT DES CDP

Dès notre retour, deux rencontres ont été tenues :

- ✚ réunion de restitution avec les membres de la plate forme des acteurs non étatiques.
- ✚ visites de courtoisie au Gouverneur pour information et solliciter l'accompagnement des autorités administratives pour une parfaite réussite des consultations citoyennes.

Suite à cela, le coordonnateur régional, assisté des deux (2) facilitateurs ont installé le CDP de Ranérou le 05 Aout 2013 avec une composition de divers groupes d'acteurs.

En somme, le CDP a pu :

- ✚ organiser 04 réunions de coordination
- ✚ procéder au ciblage de 100 panelistes
- ✚ organiser 03 émissions radio avec Ranérou FM sur les rôles, missions de la CNRI et sur les enjeux des consultations citoyennes.
- ✚ réussir le défi de l'organisation du panel.

DEROULEMENT DU PANEL.

Les travaux ont démarré à 13H 30mns sous la présence effective du Préfet et du Superviseur avec beaucoup de retard à cause de la forte pluie qui s'est abattue la veille, ce qui d'ailleurs explique l'absence de certains panelistes au rendez-vous faute de moyens de locomotion.

Après la cérémonie protocolaire, les facilitateurs ont procédé à la présentation des objectifs, enjeux et résultats attendus du panel.

Il s'en est suivi un large partage du questionnaire avant la mise en place de 05 groupes avec des consignes précis.

GROUPE 1 : Gouvernance démocratique, droits et libertés fondamentaux.

GROUPE 2 : Séparation et équilibre des pouvoirs.

GROUPE 3 : Administration Républicaine et Gestion des deniers publiques.

GROUPE 4 : Système électoral et Représentation.

GROUPE 5 : Dialogue social, Collectivités locales, Relation entre Etat et les communautés religieuses, Autres.

Après une heure de travaux d'atelier les groupes ont tour à tour restitué et un débat riche et varié s'est installé pendant plus d'une heure de temps.

Ce qui du reste a permis aux facilitateurs de faire valider les réponses par l'assemblée avant de coucher les synthèses sur ce canevas (support physique et version électronique).

C'est le lieu de saluer l'apport haut combien important que Docteur Amadou NDIAYE, superviseur de la CNRI pour le département de Ranérou Ferlo a pu donner pour la conduite du panel.

Les travaux ont pris fin à 18H 30mns après avoir informé sur la suite des actions de la CNRI Oà savoir :

- l'administration du questionnaire aux porteurs d'enjeux,
- la transmission des documents et pièces justificatives,
- enfin l'élaboration d'un document de synthèse final qui sera soumis au Président de la République.

BILAN FINANCIER

<u>ENTREE</u>	=	410.000F
<u>SORTIES :</u>		
Transport	=	123.500F
Restauration	=	162.500F
Location salle	=	25.000F
Location groupe	=	15.000F
Location chaises	=	11.500F
Matériel didactique	=	15.000F
Crédit	=	32.500F
TOTAL	=	410.000F
SOLDE	=	00F

POINTS FORTS

- ❖ Tenue régulière des réunions de coordination entre coordonnateur régional et facilitateurs.
- ❖ Disponibilité de la radio communautaire Ranérou FM.

- ❖ Implication personnelle du Préfet pour la bonne réussite de l'activité.
- ❖ Bonne participation des panelistes.
- ❖ Bonne appréciation de la démarche participative.

POINTS FAIBLES

- Les reports répétés des dates de panels.
- désarticulation sur certains points du questionnaire et du document de synthèse.
- mission de question dans le document du canevas.
- Enclavement des zones du Ranérou, Thionokh, Louguéré, Younouféré.
- La pluie a été un handicap pour les zones de l'intérieur.
- Retard dans la mise en place des documents et CD ;

RECOMMANDATIONS

- Planifier les dates en périodes de saison sèche pour permettre aux zones d'accès difficiles de participer aux travaux.
- Créer un cadre de travail entre les CDP et les radios communautaires.



Consultations citoyennes

Fora populaires: 14/09/2013
Panels citoyens: 15/09/2013
Enquête par questionnaires: du 15 au 25/09/2013
Les Institutions : je suis concerné, je participe



39.RAPPORT NARRATIF REGION DE SEDHIOU

INTRODUCTION

Monsieur le Président de la République nouvellement élu, de mettre en place un cadre institutionnel répondant aux aspirations et à la demande citoyenne largement exprimée lors des dernières élections. Le Président des Assises nationales a été nommé et instruit par le Président de la République d'organiser une large concertation nationale sur les réformes institutionnelles à initier dans le court, le moyen et le long terme.

C'est ainsi que la Commission Nationale chargée de la Réforme des Institutions (CNRI) mise en place, a contractualisée avec la PF/ANE, qui a chargé à son tour ses antennes régionales d'identifier des facilitateurs pour animer les consultations départementales.

Ces réformes porteraient sur l'ensemble des questions institutionnelles et en particulier sur :

- le recentrage de l'Etat sur ses missions régaliennes
- la consolidation de l'état de droit
- l'équilibre des pouvoirs
- le renforcement de l'indépendance et de l'équité de la justice
- la démocratie participative
- la sauvegarde des libertés publiques
- le caractère républicain des administrations publiques
- la décentralisation et la territorialisation des politiques publiques
- la promotion de l'éthique et des valeurs positives, une gouvernance sobre et efficiente, la transparence et la culture de l'imputabilité de leurs actes pour tous ceux qui servent l'Etat et les collectivités publiques, et s'il y a lieu, l'effectivité de la sanction que requièrent ces actes.

Cette concertation doit, du point de vue de son contenu, s'inspirer notamment des travaux et des conclusions des Assises nationales et en particulier de la Charte de gouvernance démocratique et s'appuyer sur les principes et orientations de « Yoonu Yokkute ».

Pour mener à bien ce travail, la Commission nationale de réforme des institutions a systématisé le diagnostic sur la base des documents de référence et des travaux et réflexions menées en la matière ces dernières années. Ce diagnostic montre qu'en dépit de certains acquis positifs dans plusieurs domaines, l'analyse de l'évolution générale de notre pays au cours de ses cinquante années d'indépendance laisse apparaître des situations dont l'urgent redressement exige notamment le recentrage de nos institutions.

Les changements qu'exige la situation ainsi décrite passent nécessairement par de nouveaux principes et méthodes d'exercice du pouvoir, par une révolution dans les mentalités et par une politique économique de rupture assumée désormais par toutes les forces vives de la nation, hors de toute querelle politicienne. Aussi la CNRI estime-t-elle nécessaire - et pour répondre aussi au vœu exprimé par le Président de la République - d'entreprendre une très large concertation avec tous les citoyens et toutes les citoyennes et avec toutes les organisations politiques, professionnelles, la société civile, etc., en vue de recueillir leurs points de vue, leurs avis et leurs suggestions sur les changements à apporter à la constitution (s'agissant des institutions) pour que celle-ci reflète les sentiments et les aspirations profondes de toute la communauté nationale.

II- PHASE PREPARATOIRE DES PANELS

MISE EN PLACE DES COMITES DEPARTEMENTAUX DE PILOTAGE

Le coordonateur et les 6 facilitateurs se sont rencontrés à Sédhiou pour élaborer un calendrier de mise en place des Comités de Pilotage au niveau des 3 départements de la région (Sédhiou, Bounkiling et Goudomp)

A cet effet, mission a été confiée aux facilitateurs des départements de convoqué des rencontres d'information avec les personnes ressources identifiées pour l'installation des CDP.

. Ces rencontres ont permis d'informer sur les défis, enjeux, objectifs et résultats attendus des panels, de sensibiliser les participants.

INFORMATION ET SENSIBILISATION DES AUTORITES

Des correspondances ont été élaborées par le coordonnateur régional, puis des missions ont sillonné les 3 départements pour rencontrer, les autorités administratives, les élus locaux, les chefs coutumiers et religieux sur les enjeux de la réforme de s Institutions confiée au CNRI. C'est ainsi que la mission s'est rendu chez le Gouverneur, les Préfets, au Conseil Régional, aux mairies de Sédhiou, Bounkiling et Goudomp, au domicile de l'Imam Ratib de la ville de Sédhiou et certains notables des villes de Sédhiou, Bounkiling et Goudomp.

ECHANTILLONNAGES DES PARTICIPANTS

En se basant sur les méthodes aléatoires d'échantillonnages, les facilitateurs des départements ont conduit le processus d'échantillonnage afin d'identifier les participants aux panels.

C'est qu'ainsi tous les profils de participants ont été touchés, hommes, femmes, jeunes, vieux, instruits, non instruits, actifs, non actifs, handicapés,

III - PHASE DEROULEMENT DES PANELS

Un consensus a été trouvé au niveau de la région pour le déroulement des panels.

Les étapes suivantes on été identifiées :

- ALLOCUTIONS (Allocution du coordonnateur régional et Allocution du superviseur CNRI)

- **PRESENTATION DU CHRONOGRAMME ; DES OBJECTIFS ET DES RESULTATS ATTENDUS DU PANEL**

Juste après l'établissement des normes du travail, les facilitateurs ont partagé le chronogramme, les objectifs et résultats attendus du panel.

- **PRESENTATION DES DOMAINES**

Le questionnaire visualisé par vidéo projecteur, a été partagé en mandingue et en français, expliqué domaine par domaine, cela suscité beaucoup de questions de clarification de la part des participants.

- **TRAVAUX DE GROUPE**

- **RESTITUTION ET DISCUSSION**

- **SYNTHESE DES TRAVAUX ET CLOTURE**

IV- DIFFICULTEES ET LEÇONS APPRISES

4.1 Difficultés rencontrées

- Mobilisation des membres du Comité de Pilotage à cause de l'absence de moyens financier pour la prise en charge lors des réunions

- Le retard dans la mise en place des ressources financières

- Le manque de Coordination entre les Superviseurs CNRI et la PF/ANE pour le remplissage des questionnaires

4.2 Leçons apprises

- Le choix par échantillonnage pour les participants aux panels

- L'intérêt accordé aux participants des panels pour thèmes identifiés

V- CONCLUSION

Cette approche préconisée par la CNRI est novatrice, elle constitue une grande rupture par rapport à la démarche habituelle qui consistait à mobiliser des élites qui produisaient des documents dont le fondement étaient en déphase avec les réalités et préoccupations citoyennes locales.

Cette démarche est réellement inclusive, démocratique et participative, elle contribuera à plus d'adhésion autour du document, plus d'appropriation. Toutes les familles d'acteurs se sentiront impliqué dans l'architecture du document.



Consultations citoyennes

Fora populaires: 14/09/2013
Panels citoyens: 15/09/2013
Enquête par questionnaires: du 15 au 25/09/2013
Les Institutions : je suis concerné, je participe



40. RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE SEDHIOU

I°) INTRODUCTION

Suite, à la décision du Président de la République nouvellement élu, de mettre en place un cadre institutionnel répondant aux aspirations et à la demande citoyenne largement exprimée lors des dernières élections. Le Président des Assises nationales a été nommé et instruit par le Président de la République d'organiser une large concertation nationale sur les réformes institutionnelles à initier dans le court, le moyen et le long terme.

C'est ainsi que la Commission Nationale chargée de la Réforme des Institutions (CNRI) mise en place, a contractualisée avec la PF/ANE, qui a chargé à son tour ses antennes régionales d'identifier des facilitateurs pour animer les consultations départementales.

Ces réformes porteraient sur l'ensemble des questions institutionnelles et en particulier sur :

- le recentrage de l'Etat sur ses missions régaliennes
- la consolidation de l'état de droit
- l'équilibre des pouvoirs
- le renforcement de l'indépendance et de l'équité de la justice
- la démocratie participative
- la sauvegarde des libertés publiques
- le caractère républicain des administrations publiques
- la décentralisation et la territorialisation des politiques publiques
- la promotion de l'éthique et des valeurs positives, une gouvernance sobre et efficiente, la transparence et la culture de l'imputabilité de leurs actes pour tous ceux qui servent l'Etat et les collectivités publiques, et s'il y a lieu, l'effectivité de la sanction que requièrent ces actes.

Cette concertation doit, du point de vue de son contenu, s'inspirer notamment des travaux et des conclusions des Assises nationales et en particulier de la Charte de gouvernance démocratique et s'appuyer sur les principes et orientations de « Yoonu Yokkute ».

Pour mener à bien ce travail, la Commission nationale de réforme des institutions a systématisé le diagnostic sur la base des documents de référence et des travaux et réflexions menées en la matière ces dernières années. Ce diagnostic montre qu'en dépit de certains acquis positifs dans plusieurs domaines, l'analyse de l'évolution générale de notre pays au cours de ses cinquante années d'indépendance laisse apparaître des situations dont l'urgent redressement exige notamment le recentrage de nos institutions.

Les changements qu'exige la situation ainsi décrite passent nécessairement par de nouveaux principes et méthodes d'exercice du pouvoir, par une révolution dans les mentalités et par une politique économique de rupture assumée désormais par toutes les forces vives de la nation, hors de toute querelle politicienne. Aussi la CNRI estime-t-elle nécessaire - et pour répondre aussi au vœu exprimé par le Président de la République -

d'entreprendre une très large concertation avec tous les citoyens et toutes les citoyennes et avec toutes les organisations politiques, professionnelles, la société civile, etc., en vue de recueillir leurs points de vue, leurs avis et leurs suggestions sur les changements à apporter à la constitution (s'agissant des institutions) pour que celle-ci reflète les sentiments et les aspirations profondes de toute la communauté nationale.

II°) PHASE PREPARATOIRE DU PANEL

MISE EN PLACE DU COMITE DEPARTEMENTAL DE PILOTAGE CDP

Juste, au retour de la formation organisée par la CNRI à Dakar, le coordonnateur et les 6 facilitateurs se sont rencontrés à Sédhiou pour apprécier, évaluer et planifier les urgences à mener avant la tenue des consultations. C'est ainsi qu'il a été retenu de mettre en place un CDP dans chaque département.

A cet effet, les deux facilitateurs du département de Sédhiou ont convoqué une rencontre de mise en place du CDP, le jeudi 1^{er} juillet 2013 à 10 heures. Cette rencontre a permis d'informer sur les défis, enjeux, objectifs et résultats attendus des panels, de sensibiliser les participants, puis le CDP a été structurée avec définition et partage des rôles et responsabilités et enfin l'identification des tâches urgentes à mener.

INFORMATION ET SENSIBILISATION DES AUTORITES

Des correspondances ont été élaborées par le coordonnateur régional, puis une mission s'est chargée d'aller rencontrer les autorités administratives, les élus locaux, les chefs coutumiers et religieux pour les informer et les sensibiliser. C'est ainsi que la mission s'est rendue chez le gouverneur, le préfet, au conseil régional, à la mairie de Sédhiou, de Djirédji, de Diana Malary, de Marsassoum et aux CR de Diendé, Bambaly, Koussy, Sakar, Oudoucar,

ECHANTILLONNAGES DES PARTICIPANTS

En se basant sur les méthodes aléatoires d'échantillonnages, les facilitateurs accompagnés de quelques membres du CDP, se sont partagé les zones du territoire départemental et ont effectué l'échantillonnage dans la période du 6 au 11 septembre 2013, dans les localités de SEDHIOU, DIENDE, KOUSSY, BAMBALY, SAKAR, OUDOUCAR, DIANA MALARY, DIANABA, MARSASSOUM, SANSAMBA, DJIBABOUYA, BEMET.

C'est ainsi que tous les profils de participants ont été touchés, hommes, femmes, jeunes, vieux, instruits, non instruits, actifs, non actifs, handicapés,...

III°) PHASE DEROULEMENT DU PANEL

- ACCUEIL ET INSTALLATION DES PARTICIPANTS de 9H00 à 10H20mn
- ALLOCUTIONS (Allocution du coordonnateur régional et Allocution du superviseur CNRI)

Ils ont remercié et souhaiter la bienvenue aux participants avant de camper le débat en insistant sur les enjeux et défis, sur les objectifs et résultats attendus du panel.

- PRESENTATION DU CHRONOGRAMME ; DES OBJECTIFS ET DES RESULTATS ATTENDUS DU PANEL

Juste après l'établissement des normes du travail, les facilitateurs ont partagé le chronogramme, les objectifs et résultats attendus du panel.

- PRESENTATION DES DOMAINES

Le questionnaire visualisé par vidéo projecteur, a été partagé en mandingue et en français, expliqué domaine par domaine, cela suscité beaucoup de questions de clarification de la part des participants.

- TRAVAUX DE GROUPE

Après avoir partagé les consignes, quatre groupes ont été constitués en rapport aux 10 domaines ; chaque groupes a traité deux domaines communs (GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE, AUTRES) puis deux autres domaines spécifiques

GROUPE 1: DROITS ET LIBERTES FONDAMENTAUX
SEPARATION ET EQUILIBRE DES POUVOIRS

GROUPE 2: ADMINISTRATION REPUBLICAINE ET GESTION DES DENIERS PUBLICS

SYSTEME ELECTORAL ET REPRESENTATION

GROUPE 3 : DIALOGUE SOCIAL
COLLECTIVITES LOCALES

GROUPE 4: RELATIONS ENTRE L'ÉTAT ET LES COMMUNAUTES RELIGIEUSES
REVISION DE LA CONSTITUTION

RESTITUTION ET DISCUSSION

En plénière, les 4 groupes ont présenté tour à tour leur production, suivi de questions de clarification avant de passer au grand débat.

Globalement, il y a eu beaucoup plus de contributions, de commentaires, de préoccupations que de questions de clarification. (cf : canevas rapport de synthèse).

SYNTHESE DES TRAVAUX ET CLOTURE

Les facilitateurs ont proposé aux participants de procéder domaine par domaines, d'identifier les propositions, les règles et les mesures qui font l'objet d'un consensus majeure, d'identifier les points mitigés et celles qui font l'objet d'un désaccord (cf : canevas rapport de synthèse).

Globalement, la plupart des propositions, les règles et les mesures ont fait l'objet d'un consensus majeur, à l'exception de certains points qui ont fait l'objet de position mitigée ou de désaccord. (cf. : canevas rapport de synthèse).

IV°) DIFFICULTEES ET LEÇONS APPRISES

DIFFICULTEES	LEÇONS APPRISES
<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté à mobiliser les membres du CDP à cause de la faiblesse des moyens de prise en charge • Indisponibilité des autorités et des élus, la plupart sont en congé, • Les communautés sont prises par les travaux champêtres • L'enclavement du département et l'effet de l'hivernage sur les routes et le transport 	<ul style="list-style-type: none"> • Prévoir quelque chose à l'avenir pour le CDP, le bénévolat et le militantisme deviennent rares • Faire attention sur le choix de la période •

V°) CONCLUSION

Cette approche préconisée par la CNRI est novatrice, elle constitue une grande rupture par rapport à la démarche habituelle qui consistait à mobiliser des élites qui produisaient

des documents dont le fondement étaient en déphase avec les réalités et préoccupations citoyennes locales.

Cette démarche est réellement inclusive, démocratique et participative, elle contribuera à plus d'adhésion autour du document, plus d'appropriation. Toutes les familles d'acteurs se sentiront impliqués dans l'architecture du document.

VI°) ANNEXE





Consultations citoyennes

Fora populaires: 14/09/2013
Panels citoyens: 15/09/2013
Enquête par questionnaires: du 15 au 25/09/2013
Les Institutions : je suis concerné, je participe



41. RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE BOUNKILING

I°) INTRODUCTION

Suite, à la décision du Président de la République nouvellement élu, de mettre en place un cadre institutionnel répondant aux aspirations et à la demande citoyenne largement exprimée lors des dernières élections. Le Président des Assises nationales a été nommé et instruit par le Président de la République d'organiser une large concertation nationale sur les réformes institutionnelles à initier dans le court, le moyen et le long terme.

C'est ainsi que la Commission Nationale chargée de la Réforme des Institutions (CNRI) mise en place, a contractualisé avec la PF/ANE, qui a chargé à son tour ses antennes régionales d'identifier des facilitateurs pour animer les consultations départementales.

Ces réformes porteraient sur l'ensemble des questions institutionnelles et en particulier sur :

- le recentrage de l'Etat sur ses missions régaliennes
- la consolidation de l'état de droit
- l'équilibre des pouvoirs
- le renforcement de l'indépendance et de l'équité de la justice
- la démocratie participative
- la sauvegarde des libertés publiques
- le caractère républicain des administrations publiques
- la décentralisation et la territorialisation des politiques publiques
- la promotion de l'éthique et des valeurs positives, une gouvernance sobre et efficiente, la transparence et la culture de l'imputabilité de leurs actes pour tous ceux qui servent l'Etat et les collectivités publiques, et s'il y a lieu, l'effectivité de la sanction que requièrent ces actes.

Cette concertation doit, du point de vue de son contenu, s'inspirer notamment des travaux et des conclusions des Assises nationales et en particulier de la Charte de gouvernance démocratique et s'appuyer sur les principes et orientations de « Yoonu Yokkute ».

Pour mener à bien ce travail, la Commission nationale de réforme des institutions a systématisé le diagnostic sur la base des documents de référence et des travaux et réflexions menées en la matière ces dernières années. Ce diagnostic montre qu'en dépit de certains acquis positifs dans plusieurs domaines, l'analyse de l'évolution générale de notre pays au cours de ses cinquante années d'indépendance laisse apparaître des situations dont l'urgent redressement exige notamment le recentrage de nos institutions.

Les changements qu'exige la situation ainsi décrite passent nécessairement par de nouveaux principes et méthodes d'exercice du pouvoir, par une révolution dans les mentalités et par une politique économique de rupture assumée désormais par toutes les forces vives de la nation, hors de toute querelle politicienne. Aussi la CNRI estime-t-elle nécessaire - et pour répondre aussi au vœu exprimé par le Président de la République - d'entreprendre une très large concertation avec tous les citoyens et toutes les citoyennes et avec toutes les organisations politiques, professionnelles, la société civile, etc., en vue de recueillir leurs points de vue, leurs avis et leurs suggestions sur les changements à apporter à la constitution (s'agissant des institutions) pour que celle-ci reflète les sentiments et les aspirations profondes de toute la communauté nationale.

II°) PHASE PREPARATOIRE DU PANEL

MISE EN PLACE DU COMITE DEPARTEMENTAL DE PILOTAGE CDP

Juste, au retour de la formation organisée par la CNRI à Dakar, le coordonateur et les 6 facilitateurs se sont rencontrés à Sédhiou pour apprécier, évaluer et planifier les urgences à mener avant la tenue des consultations. C'est ainsi qu'il a été retenu de mettre en place un CDP dans chaque département.

A cet effet, les deux facilitateurs du département de Bounkiling ont convoqué une rencontre de mise en place du CDP, le jeudi 1^{er} juillet 2013 à 09heures. Cette rencontre a permis d'informer sur les défis, enjeux, objectifs et résultats attendus des panels, de sensibiliser les participants, puis le CDP a été structurée avec définition et partage des rôles et responsabilités et enfin l'indentification des tâches urgentes à mener.

INFORMATION ET SENSIBILISATION DES AUTORITES

Des correspondances ont été élaborées par le coordonnateur régional, puis une mission s'est chargée d'aller rencontrer les autorités administratives, les élus locaux, les chefs coutumiers et religieux pour les informer et les sensibiliser. C'est ainsi que la mission s'est rendue chez le préfet, à la mairie de Bounkiling, de Madina Wandifa, à la Sous-préfecture de Bogal, de Bona et aux CR de Diaroumé, Diacounda, Tankon, Diambaty et Djinany

ECHANTILLONNAGES DES PARTICIPANTS

En se basant sur les méthodes aléatoires d'échantillonnages, les facilitateurs accompagnés de quelques membres du CDP, se sont partagé les zones du territoire départemental et ont effectué l'échantillonnage dans la période du 6 au 11 septembre 2013, dans les localités de Bounkiling, Madina Wandifa, Bogal, Saré Alkaly, Tankon, Diaroumé, Diambaty, Djinany et Kandiong Mangana.

C'est ainsi que tous les profils de participants ont été touchés, hommes, femmes, jeunes, vieux, instruits, non instruits, actifs, non actifs, handicapés,

III°) PHASE DEROULEMENT DU PANEL

- ACCUEIL ET INSTALLATION DES PARTICIPANTS de 8H00 à 9hmn

- ALLOCUTIONS (Allocution du superviseur CNRI Mr Benjamin NDEY)

Il a remercié et souhaité la bienvenue aux participants avant d'insister sur les enjeux et défis, sur les objectifs et résultats attendus du panel.

PRESENTATION DU CHRONOGRAMME ; DES OBJECTIFS ET DES RESULTATS ATTENDUS DU PANEL

- Juste après l'établissement des normes du travail, les facilitateurs ont partagé le chronogramme, les objectifs et résultats attendus du panel.
- PRESENTATION DES DOMAINES
- Le questionnaire visualisé par vidéo projecteur, a été partagé en mandingue et en français, expliqué domaine par domaine, cela suscité beaucoup de questions de clarification de la part des participants.

TRAVAUX DE GROUPE

Après avoir partagé les consignes, quatre groupes ont été constitués en rapport aux 10 domaines ; chaque groupe a traité un domaine commun (GOUVERNANCE DEMOCRATIQUE) puis deux autres domaines spécifiques

GROUPE 1: DROITS ET LIBERTES FONDAMENTAUX

SEPARATION ET EQUILIBRE DES POUVOIRS

GROUPE 2: ADMINISTRATION REPUBLICAINE ET GESTION DES DENIERS PUBLICS

SYSTEME ELECTORAL ET REPRESENTATION

GROUPE 3 : DIALOGUE SOCIAL

COLLECTIVITES LOCALES

GROUPE 4: RELATIONS ENTRE L'ÉTAT ET LES COMMUNAUTES RELIGIEUSES

REVISION DE LA CONSTITUTION

RESTITUTION ET DISCUSSION

En plénière, les 4 groupes ont présenté tour à tour leur production, suivi de questions de clarification avant de passer au grand débat.

Globalement, il y a eu beaucoup plus de contributions, de commentaires, de préoccupations que de questions de clarification. (cf.: canevas rapport de synthèse).

SYNTHESE DES TRAVAUX ET CLOTURE

Les facilitateurs ont proposé aux participants de procéder domaine par domaines, d'identifier les propositions, les règles et les mesures qui font l'objet d'un consensus majeure, d'identifier les points mitigés et celles qui font l'objet d'un désaccord (cf. : canevas rapport de synthèse).

Globalement, la plupart des propositions, les règles et les mesures ont fait l'objet d'un consensus majeur, à l'exception de certains points qui ont fait l'objet de position mitigée ou de désaccord. (cf. : canevas rapport de synthèse).

IV°) DIFFICULTEES ET LEÇONS APPRISES

DIFFICULTEES	LEÇONS APPRISES
<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté à mobiliser les membres du CDP à cause de la faiblesse des moyens de prise en charge • Indisponibilité des autorités et des élus. • Les communautés sont prises par les travaux champêtres • L'enclavement du département et l'effet de l'hivernage sur les routes et le transport • La faiblesse des moyens financiers mis à disposition pour cette activité. • Le délai trop court par rapport à l'importance des sujets à discuter. 	<ul style="list-style-type: none"> • Prévoir quelque chose à l'avenir pour le CDP, le bénévolat et le militantisme deviennent rares • Faire attention sur le choix de la période • Compte-tenu de l'importance du sujet à traiter, les moyens mis à disposition sont insuffisants et les délais pour la préparation trop courts.

V°) CONCLUSION

Cette approche préconisée par la CNRI est novatrice, elle constitue une grande rupture par rapport à la démarche habituelle qui consistait à mobiliser des élites qui produisaient des documents dont le fondement ne prenait pas en compte les réalités et préoccupations citoyennes locales.

Cette démarche est réellement inclusive, démocratique et participative, elle contribuera à plus d'adhésion autour du document, plus d'appropriation. Toutes les familles d'acteurs se sentiront impliqués dans l'architecture du document.



Consultations citoyennes

Fora populaires: 14/09/2013
Panels citoyens: 15/09/2013
Enquête par questionnaires: du 15 au 25/09/2013
Les Institutions : je suis concerné, je participe



42. RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE GOUDOMP

I°) INTRODUCTION

Le peuple sénégalais, en réalisant le 25 mars 2012 la deuxième alternance politique de son histoire dans la paix et la démocratie, avait prouvé encore une fois sa sagesse et sa maturité mais également et surtout, son attachement profond aux principes et valeurs universels de la démocratie et de la paix. Le peuple sénégalais étant clair en ce qu'il exprimait à la fois le rejet d'une certaine façon de gouverner et l'espoir d'une nouvelle gouvernance, efficace, sobre et vertueuse, porteuse de transformations socio – économiques profondes et de changement significatifs dans son vécu quotidien.

A cet effet le Président de la République a organisé une large concertation nationale sur les réformes à mettre en œuvre à court, moyen et long termes, pour doter le pays d'une armature institutionnelle moderne, à la mesure de son ambition de devenir et de rester une grande nation de démocratie. Le Président de la République propose que la concertation porterait sur l'ensemble des questions institutionnelles et en particulier sur :

- le recentrage de l'Etat sur ses missions régaliennes
- la consolidation de l'état de droit
- l'équilibre des pouvoirs
- le renforcement de l'indépendance et de l'équité de la justice
- la démocratie participative
- la sauvegarde des libertés publiques
- le caractère républicain des administrations publiques
- la décentralisation et la territorialisation des politiques publiques
- la promotion de l'éthique et des valeurs positives, une gouvernance sobre et efficiente, la transparence et la culture de l'imputabilité de leurs actes pour tous ceux qui servent l'Etat et les collectivités publiques, et s'il y a lieu, l'effectivité de la sanction que requièrent ces actes.

Le Président la République demande de veiller à ce que cette concertation soit large, participative, inclusive, démocratique et ouverte à tout les segments de notre société et qu'elle devra s'appuyer sur les principes et orientations du programme « Yoonu Yokkute » et s'inspirer fortement des conclusions des « assises nationales » et, en particulier de la charte de gouvernance démocratique qu'il avait signée et qu'il s'était engagé à mettre en œuvre, s'il était élu.

Le Président de la République, pour la mise en œuvre de cette concertation, a fait publier deux décrets qui officialisent la Commission Nationale de Réforme des Institutions avec comme Président M. Amadou Makhtar MBOU Professeur à la retraite.

La CNRI a lié un partenariat avec la Platte des Acteurs Non étatique pour l'atteinte des objectifs de cette face programme de consultation citoyenne.

II°) PHASE PREPARATOIRE DU PANEL

MISE EN PLACE DU COMITE DEPARTEMENTAL DE PILOTAGE CDP

Suite à la formation des facilitateurs organisée par la CNRI à Dakar, le coordonateur et les 6 facilitateurs se sont rencontrés à Sédhiou pour apprécier, évaluer et planifier les urgences à mener avant la tenue des consultations. C'est ainsi qu'il a été retenu de mettre en place un CDP dans chaque département.

Pour le Département de Goudomp, les deux facilitateurs ont provoqué une rencontre regroupant les acteurs intervenants dans le département pour la mise en place du CDP, le jeudi 1er juillet 2013 à 10 heures. Cette rencontre a permis d'informer sur les défis, enjeux, objectifs et résultats attendus des panels, de sensibiliser les participants, puis le CDP a été structurée avec définition et partage des rôles et responsabilités et enfin l'identification des tâches urgentes à mener.

INFORMATION ET SENSIBILISATION DES AUTORITES

Le Préfet étant en congé, les facilitateurs et les membres CDP, ont rencontré l'adjoint au préfet avec qui ils ont partagé sur les objectifs de la CNRI pour la réalisation du programme du PANEL citoyen et en suit le tour des autres autorités administratives, les élus locaux, les chefs *coutumiers* et religieux pour les informer et les sensibiliser. En suite l'équipe a organisé des missions de sortie dans le département pour informer et sensibiliser les mairies des quatre communes du département que sont la commune de Goudomp, de Diattacounda, de Samine et de Tanaff et les présidents des Communautés rurales de Kaour, de Djibanar, de Simbandi Balante dont le Président était en voyage sur St Louis, de Yarang Balante, de Mangaroungou santo et de Simbandi Brassou.

ECHANTILLONNAGES DES PARTICIPANTS

Avant la mission d'échantillonnage les facilitateurs et les membres du CDP se sont partagés en trois zones les collectivités informées et sensibilisées pour en suite appliquer le jour de l'échantillonnage les méthodes aléatoires d'échantillonnages. Cette méthode a permis aux facilitateurs accompagnés de quelques membres du CDP de choisir comme participants au Panel citoyen les cibles suivantes : hommes, femmes, jeunes, vieux, instruits, non instruits, actifs, non actifs, handicapés, dans les communes de Goudomp, de Diattacounda, de Samine et de Tanaff et les Communautés rurales de Kaour, de Djibanar, de Simbandi Balante, de Yarang Balante, de Mangaroungou santo et de Simbandi Brassou.

III°) PHASE DEROULEMENT DU PANEL

ACCUEIL ET INSTALLATION DES PARTICIPANTS

A 8 h tout le matériel nécessaire pour les activités était mis en place avec une bonne disposition de la salle. Les participants arrivaient, à 9h45 les 90% des participants étaient sur les lieux pour qu'à 10h10 la cérémonie d'ouverture commence par les allocutions.

ALLOCUTIONS (Allocution et Allocution du superviseur CNRI)

Suite à des prières, c'est donc devant une grande assistance que la cérémonie d'ouverture s'est déroulée. Le premier à prendre la parole est le Maire de la Commune de Goudomp, fait les mots de bien venus puis l'allocution du Superviseur de la CNRI qui de long en large a présenté la CRNI, La plate forme des acteurs non étatiques et une explication sur les enjeux et défis du Panel, les objectifs et les résultats attendus dans tout le processus de la

consultation citoyen sur les réformes dans notre pays a opté. En suite l'un des facilitateurs à son tour a abordé dans les même sens, question de montrer l'important de leur présence et de 100 participants représentant toute la population du département.

PRESENTATION DU CHRONOGRAMME ; DES OBJECTIFS ET DES RESULTATS ATTENDUS DU PANEL

Après les allocutions les autorités se sont retirées pour laisser la tâche au superviseur et aux facilitateurs. le superviseur a ensuite replacé la rencontre dans son contexte, à savoir une occasion pour les participants de discuter, d'échanger des expériences avec les facilitateurs du Panel. «Animé de ce souci, tout participant devait être perméable aux critiques et accepter le débat d'idées », à t-il conclu. Il s'est suivi la présentation individuelle de tous les participants.

PRESENTATION DES DOMAINES

Avant tout, les deux facilitateurs se sont distribués les tâche à savoir pour l'un d'animer et pour l'autre, de prendre la synthèse. En suite ainsi le facilitateur présente le rôle du facilitateur (à quoi se limité) à savoir de modérer les débats et élaborer une synthèse sur les accords et champs de tension sur les différents éléments discutés pour chaque séance et que cette synthèse doit à chaque fois être présentée pour avis aux participants. En suite Le questionnaire visualisé par vidéo projecteur, a été partagé en mandingue et en français, expliqué domaine par domaine, cela suscité beaucoup de questions de clarification de la part des participants.

TRAVAUX DE GROUPE

Après avoir partagé les consignes, quatre groupes ont été constitués en rapport aux 10 domaines ; chaque groupe a traité deux domaines communs (gouvernance démocratique et autres) domaines spécifiques

Groupe 1:

- droits et libertés fondamentaux
- séparation et équilibre des pouvoirs

Groupe 2:

- administration républicaine et gestion des deniers publics
- système électoral et représentation

Groupe 3 :

- dialogue social
- collectivités locales

Groupe 4:

- relations entre l'état et les communautés religieuses
- révision de la constitution

RESTITUTION ET DISCUSSION

Avant la restitution une pause déjeuner venait interrompre les travaux à 14h 45.

Après la pause en plénière, les 4 groupes ont présenté tour à tour leur production, suivi de questions de clarification avant de passer au grand débat.

De manière générale, il y a eu beaucoup plus de contributions, de commentaires, de préoccupations que de questions de clarification.

SYNTHESE DES TRAVAUX ET CLOTURE

L'un des facilitateurs était chargé de faire la synthèse partielle après un consensus majeure dans chaque domaine et d'identifier les points mitigés et celles qui font l'objet d'un désaccord. Globalement, la plupart des propositions, les règles et les mesures ont fait l'objet d'un consensus majeur, à l'exception de certains points qui ont fait l'objet de position mitigée ou de désaccord.

IV°) DIFFICULTES ET LEÇONS APPRISES

DIFFICULTES	LEÇONS APPRISES
<ul style="list-style-type: none">• Difficulté à mobiliser les membres du CDP à cause de la faiblesse des moyens de prise en charge• Indisponibilité des autorités et des élus, la plupart sont en congé,• Les communautés sont prises par les travaux champêtres• L'enclavement du département et l'effet de l'hivernage sur les routes et le transport•	<ul style="list-style-type: none">• Prévoir quelque chose à l'avenir pour le CDP, le bénévolat et le militantisme deviennent rares• Faire attention sur le choix de la période•

V°) CONCLUSION

Le Panel est terminé à 19h, l'importance que les participants ont accordée sur le Panel a fait que la fatigue ne s'est pas fait sentir. Les travaux se sont déroulés dans de très bonnes conditions, les participants ont fait preuve de dépassement lors des travaux d'ateliers. Le superviseur en suite s'est tout d'abord réjoui de la présence massive de tous les cibles et procédé à un bref résumé des points clés. Cette approche préconisée par la CNRI est novatrice il s'est encore réjoui de cette démarche qui est réellement inclusive, démocratique et participative, elle contribuera à plus d'adhésion autour du document, plus d'appropriation. Toutes les familles d'acteurs se sentiront impliqué dans l'architecture du document.

V°) ANNEXE



43. RAPPORT NARRATIF REGION DE SAINT LOUIS

Introduction

Après l'annonce de la volonté du président de la république de créer une commission nationale chargée de reformer les institutions, une réforme qui se veut inclusive, participative et qui est en phase avec les attentes de la population (une nouvelle gouvernance, efficace, sobre et vertueuse, porteuse de transformations socio-économique profonde et de changements significatifs dans son vécu quotidien) qui se traduit par un attachement profond aux principes et valeurs universels de la démocratie et de la paix.

C'est dans cette perspective que l'honneur a été faite à Monsieur M'bow de présider à la tête de cette dite commission pour organiser de large concertation nationale sur les réformes et à mettre en œuvre à court, moyen et long terme, pour doter le pays d'une armature institutionnelle moderne, à la mesure de son ambition de devenir et de rester une grande nation de démocratie.

Au terme de cette large consultation citoyenne, les propositions émanant du peuple devraient prendre en charge ce qui suit :

- La consolidation de l'Etat de droit ;
- L'équilibre des pouvoirs entre l'exécutif, le législatif et le judiciaire ;
- Le renforcement de l'indépendance de la justice ;
- L'approfondissement de la démocratie représentative et participative ;
- Le renforcement de la protection des libertés publiques ;
- Le renforcement de la décentralisation et de la déconcentration ;
- La territorialisation des politiques publiques ;
- La protection des valeurs positives de notre société ;
- La promotion de la bonne gouvernance, de la transparence et de l'équité dans la gestion des affaires publiques ainsi que la culture de l'imputabilité ;
- La stabilité institutionnelle

De même, il faut tirer parti de l'expérience des « Assises nationales », veiller à ce que la concertation soit large, participative, inclusive démocratique et ouverte à tous les segments de notre société : acteurs politiques de la majorité comme de l'opposition, société civile, secteur privé, Etat, collectivités locales et ordres religieux etc.... Elle devra aussi s'appuyer sur les principes et orientations du programme « Yoonu Yokkuté » et s'inspirer fortement des conclusions des assises nationales et, en particulier, de la charte de gouvernance démocratique.

Ainsi un atelier de formation a été organisé à Dakar pour outiller les facilitateurs afin d'atteindre les objectifs que la CNRI s'est fixé, dont il sied de faire un bref résumé (I)

Résumé de l'atelier de formation

L'atelier a débuté à 9h 15mn par une présentation de participants suivie par une déclinaison des attentes des participants par-rapport à cet atelier, mais aussi par la présentation et la validation des objectifs de la journée ; Cette séance a pris fin à 9h 50mn.

La première activité des participants a été un pré-test sur la CNRI, ainsi les participants ont eu l'opportunité de faire un étalage de leurs connaissances sur ladite institution (historique, mission, composition etc.) ce qui constituait en claire une approche pour connaître et cerner d'avantage cette institution.

Cette activité a pris fin à 10h 30mn par un jeu de rôle sur une simulation d'une conférence de presse sur la CNRI.

A 11h 15mn les formateurs nous ont fait un exposé assez sommaire sur la mission et la démarche de la CNRI.

Nous avons observé une pause café de 11h 15mn à 11h 30mn.

Dès la reprise nous avons eu droit à un exposé de la part des facilitateurs sur les consultations citoyennes notamment sur les rôles et responsabilités des facilitateurs, suivi par un débat sur les consultations, mais aussi par un atelier où nous avons eu la lourde tâche d'identifier ces différents rôles et responsabilités des facilitateurs basés sur l'exposé que les formateurs nous ont fait. Nous sommes retourné en plénière à 12h 45mn pour la présentation des travaux de groupe ; la restitution a pris 30mn

De 13h 15mn à 14h 30mn nous avons observé une pause déjeuner.

La reprise est marquée par un exposé sur la stratégie de communication suivi d'un autre exposé sur les comités de pilotage qui s'articule sur une démarche inclusive et participative afin d'impliquer pleinement les autorités départementales sur les consultations citoyennes.

De 15h 30mn à 16h 00 les participants venant des mêmes zones sont conviés à prendre part dans le même atelier où il s'agira d'élaborer des stratégies de mise en place des comités de pilotage et composition de ces comités en s'appuyant sur la réalité locale.

Nous sommes retourné en plénière pour discuter des stratégies locales pendant 30mn.

De 16h 30mn à 16h 40 les formateurs nous ont donné une étude de cas à faire à la maison et de 16h 40mn à 17h nous avons procédé à l'évaluation de la journée suivi de la clôture de la journée.

Pour la seconde journée de formation, elle a débuté à 9h 10mn par un état des lieux du Sénégal en ce qui concerne les institutions ce qui nous a permis de passer en revue les institutions sénégalaise et faire leurs historiques pour mieux appréhender les éléments de diagnostic sur un tableau. Ce qui était un prétexte pour préparer un travail de groupe dont

l'objectif était de permettre à chaque participant de pouvoir associer les éléments de diagnostic et les solutions.

En plénière les groupes ont présentés leurs travaux ce qui a pris fin à 10h 20mn.

De 10h 20 mn à 11h on nous a présenté en vidéo et expliquer l'administration du questionnaire qui constitue le point fort de cette seconde journée de formation quant- on sait que c'est le principal outil de travail pour les participant. Cette présentation a pris fin à 11h 15mn.

Nous avons observé une pause café de 11h à 11h 15mn

De 11h 15mn à 11h 45mn nous sommes passés en atelier pour une simulation de l'administration des questionnaires. Ce qui a permis aux participants de se familiariser d'avantage avec les questionnaires.

Cet atelier est suivi d'un partage d'expérience entre les participants sur l'administration des questionnaires. Ainsi les participants à cet ateliers ont pu discuter échanger sur la manière et les techniques pour administrer les questionnaires. L'atelier de partage a pris fin à 12h 15mn.

De 12h 15mn à 12h 45mn on a suivi un exposé portant sur le questionnaire destiné aux porteurs d'enjeux. En effet la CNRI à conçu un questionnaire destiné spécialement aux porteurs d'enjeux c'est-à-dire les responsables politiques qu'ils soient de la majorité ou de l'opposition la démarche de la CNRI sur ce plan est inclusive et participative en prenant en compte tous les segments de la société Sénégalaise.

Cet exposé est suivi d'un débat sur le questionnaire destiné aux porteurs d'enjeux et l'essentiel des interventions ont portés sur la définition même des porteurs d'enjeux c'est dire est ce qu'on ne doit considérer comme porteur d'enjeux les politiques ou bien est ce qu'on doit avoir une idée beaucoup plus large en y incluant les religieux et autres. Ce débat a pris fin à 13h 15mn

Jusqu'à 13h 20mn on a distribuer des fiches pour un jeu de rôle qu'on doit faire juste après la pause déjeuner, ainsi on a pris la pause déjeuner à 13h 20 mn.

Dés la reprise c'est-à-dire à 14h 30mn jusqu'à 16h nous avons fait une étude de cas portant sur le comportement que devrait avoir un facilitateur et comment gérer les conflits l'ors d'une réunion. Ainsi par des simulations des certains comportements extrêmes les formateurs on su nous monter comment faire face. C'était très instructif.

De 16h à 16h 30mn nous avons explorés le guide du facilitateur afin de nous familiariser d'avantage avec ce guide.

De 16h 30mn à 17h 00 nous avons procédé à l'évaluation de la journée et à la clôture de cette formation.

Signalons qu'un atelier de mise à niveau a été organise par la CNRI à L' INTENTION DES facilitateurs et superviseurs afin d'affiner leurs interventions techniques et opérationnelles.

La mise en œuvre des panels citoyens

Dans le souci d'une bonne conduite des panels citoyens, des comités de pilotage ont été mis en place dans les trois départements aux fins d'assister les facilitateurs dans :

- L'organisation matérielle ;
- la tenue des documents de (administratifs, financiers et comptables)
- Le choix des participants ;
- L'échantillonnage ;
- La coordination
- La collaboration spontanée et sans failles de la plateforme régionale des ANE a énormément contribué à la réussite des panels citoyens.

Les panels ont été tenus à date échuée dans les trois départements conformément aux directives de la CNRI malgré les conditions climatiques (pluies) venues perturber son déroulement

Au finish les panels citoyens ont été organisés, les rapports départementaux ont été envoyés dans les délais requis..

Points faibles notes

Les nombreux reports à la tenue des panels ;

La modicité des moyens mobilisés pour la tenue des panels ;

Le boycott et /ou la non implication de l'administration territoriale ;

Le choix porte sur l'ONCAV et non la plateforme des acteurs non étatiques (ANE) plus apte et habituée à la mobilisation des populations sur les questions de citoyenneté, de démocratie, de libertés publiques....

Points forts

- les capacités des facilitateurs à conduire les panels et à remonter les données recueillies ;
- l'appui à toutes les étapes de la plateforme régionale et nationale
- l'adhésion spontanée des participants aux panels :
- la coopération des élus locaux pour la réussite des panels (l'adjoint au maire de saint-louis)
- l'intérêt suscité par les thématiques choisies et la volonté des citoyens d'imprimer leur marque dans les réformes.

44. RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE SAINT LOUIS

INTRODUCTION

Après l'annonce de la volonté du président de la république de créer une commission nationale chargée de reformer les institutions, une réforme qui se veut inclusive, participative et qui est en phase avec les attentes de la population (une nouvelle gouvernance, efficace, sobre et vertueuse, porteuse de transformations socio-économique profonde et de changements significatifs dans son vécu quotidien) qui se traduit par un attachement profond aux principes et valeurs universels de la démocratie et de la paix.

C'est dans cette perspective que l'honneur a été faite à Monsieur M'BOW de présider à la tête de cette dite commission pour organiser de large concertation nationale sur les réformes et à mettre en œuvre à court, moyen et long terme, pour doter le pays d'une armature institutionnelle moderne, à la mesure de son ambition de devenir et de rester une grande nation de démocratie.

C'est dans ce contexte et conformément aux exigences de la CNRI, que le département de Saint-Louis a tenu un panel citoyen sur la réforme des institutions à la chambre de commerce dudit département. Ce panel a regroupé près d'une centaine de participant en veillant scrupuleusement au respect de la procédure de ciblage établie par la CNRI.

LA CEREMONIE D'OUVERTURE

Ce panel a débuté par la cérémonie d'ouverture qui a regroupé en plus des participants, le représentant du maire de la ville, le représentant de la CNRI, le duo des facilitateurs, le coordonnateur régional de la CNRI et les membres de la Plateforme des Acteurs non Etatiques. Ainsi après les mots de bienvenus prononcés par le représentant du maire, le représentant de la CNRI est largement revenu sur les enjeux et l'importance des réformes en vue. Le coordonnateur régional de la CNRI a quant à lui rappelé le rôle et la mission de cette dite commission tout en prenant le soin de préciser que c'est la méthode inclusive et participative qui a été retenue afin de permettre à tout citoyen de donner son avis sur les réformes.

De même après avoir remercié l'ensemble de participants pour leurs disponibilités et leurs engagements, le duo des facilitateurs a commencé par rappeler les objectifs et les résultats attendus du panel. Ainsi donc après cette présentation assez sommaire des ces différents axes, les facilitateurs ont pu partager avec les participants les différents domaines composant le questionnaire en prenant le soin d'expliquer en langue locale les concepts, termes juridiques et autres mots qui peuvent prêter à confusion contenus dans le

questionnaire pour permettre à tous les participants d'avoir le même niveau de compréhension du questionnaire.

DEROULEMENT

Force est de constater que cette étape était une des pièces maitresse qu'il ne fallait pas rater pour réussir à avoir un bon panel. Conscient de l'ampleur et de l'enjeu de ces consultations citoyennes, les facilitateurs ont commencé par répartir les participants en petits groupes afin de leur permettre de travailler en toute quiétude sur un domaine précis du questionnaire. Il sied de préciser qu'à ce niveau des instructions ont été données aux participants, notamment les consignes qu'il fallait respecter pour inclure les membres du groupe et par ricochet avoir leurs participations, le choix volontaire sur un domaine du questionnaire, la manière de procéder pour valider les travaux au niveau du petit groupe et le choix d'un rapporteur.

LES TRAVAUX DE GROUPE

Il y avait au total 6 groupes pour les ateliers et chaque groupe avait pour mission de traiter un domaine du questionnaire. Là aussi, il est important de constater que c'était une expérience très intéressante et enrichissante vue le débat et l'engagement que les travaux ont suscités. En effet les débats étaient à la limite « houleuse » car chaque participant voulait que son point de vue soit pris en compte. Cela témoigne si besoin en été encore de l'engagement et du sens patriotique des participants, ce qui s'est traduit dans la production de chaque groupe qui était pour résumer de haute facture. Après trois tours d'horloge bien que les groupes demandaient encore du temps pour peaufiner leurs travaux, on est revenu en plénière d'abord pour partager les travaux, mais aussi pour que le grand groupe valide le travail. Les autres domaines ont été aussi discutés en plénière.

LA RESTITUTION

Le rapporteur de chaque groupe avait pour obligation de présenter les travaux de son groupe devant l'ensemble des participants, ce qui a pour le moins le mérite de faire réagir le grand groupe. En effet après chaque restitution la parole était donnée au grand groupe pour d'abord apprécier le travail de ce groupe, en suite en discuter. Le principal intérêt de cette discussion était de faire ressortir les points de convergence à savoir les points où il y avait un large consensus, mais aussi les désaccords manifestes entre les participants. En résumé l'essentiel des débats était beaucoup plus orientés vers de nouvelles propositions à inclure sur notre dispositif juridique. Ainsi les facilitateurs ont pu faire un travail de synthèse des débats et des propositions avant de les proposer aux participants pour validation. Il est important de signaler aussi qu'à ce niveau que tout ce qui est sorti des débats figure sur l'annexe 3 à savoir la synthèse du panel.

CLOTURE

Le panel a pris fin vers les environs de 19h ; après que tous les domaines du questionnaire soient discutés et validés par le grand groupe. Ainsi les panélistes ont pu remercier l'ensemble des participants de leurs engagements et procédaient à la clôture de cette cérémonie.



Consultations citoyennes

Fora populaires: 14/09/2013

Panels citoyens: 15/09/2013

Enquête par questionnaires: du 15 au 25/09/2013

Les Institutions : je suis concerné, je participe



Plate-forme
des acteurs
non étatiques

45.RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE PODOR

RAPPORT NARATIF PANEL CITOYEN DEPARTEMENT DE PODOR



Facilitateurs : **CHERIF NDAW**
FODE KOTE

INTRODUCTION

A l'issue des dernières élections présidentielle et législatives, le Sénégal a réalisé, dans la paix et la transparence, la deuxième alternance politique de son histoire. Le peuple sénégalais a ainsi donné la preuve de sa sagesse et de son attachement profond aux principes de la démocratie. Il a exprimé par son vote le rejet de toute personnalisation du pouvoir et de tout accaparement de celui-ci par des groupes particuliers, en même temps que son espoir de voir s'instaurer des changements fondamentaux dans la façon de conduire les affaires du pays.

C'est dans ce contexte que le président de la république a pris la décision de mettre en place un cadre institutionnel répondant à ces aspirations, en demandant au Président des Assises nationales d'organiser une large concertation nationale sur les réformes institutionnelles à initier dans le court, le moyen et le long terme.

Ainsi le département de Podor a tenu un panel citoyen sur la réforme des institutions à la date du 15 septembre 2013 à l'hôtel Macina Toro de Ndoum. Ce panel a regroupé près d'une soixantaine de participant en veillant scrupuleusement au respect de la procédure de ciblage établie par la CNRI.

I) La cérémonie d'ouverture

Ce panel a débuté par la cérémonie d'ouverture qui a regroupé en plus des participants, le représentant du maire de la ville, le représentant de la CNRI et les deux facilitateurs. Après les mots de bienvenues prononcés par le représentant du maire, le représentant de la CNRI est largement revenu sur les enjeux et l'importance des réformes en vue.

De même après avoir remercié l'ensemble de participants pour leurs disponibilités et leurs engagements, le duo des facilitateurs a commencé par rappeler les objectifs et les résultats attendus du panel. Ainsi donc après cette présentation assez sommaire des ces différents axes, les facilitateurs ont pu partager avec les participants les différents domaines composant le questionnaire en prenant le soin d'expliquer en langue locale les concepts, termes juridiques et autres mots qui peuvent prêter à confusion contenus dans le questionnaire pour permettre à tous les participants d'avoir le même niveau de compréhension du questionnaire.

II) Déroulement

Cette étape était une des pièces maitresse qu'il ne fallait pas rater pour réussir à avoir un bon panel. Conscient de l'ampleur et de l'enjeu de ces consultations citoyennes, les facilitateurs ont commencé par répartir les participants en petits groupes afin de leur permettre de travailler en toute quiétude sur un domaine précis du questionnaire. Il sied de préciser qu'à ce niveau des instructions ont été données aux participants, notamment les consignes qu'il fallait respecter pour inclure les membres du groupe et par ricochet avoir leurs participations, le choix volontaire sur un domaine du questionnaire, la manière de procéder pour valider les travaux au niveau du petit groupe et le choix d'un rapporteur.

III) **Les travaux de groupe**

Il y avait au total 7 groupes pour les ateliers. Les groupes avaient pour mission de traiter les domaines du questionnaire. Le débat était très intéressant vu l'engagement que les travaux ont suscités.

IV) **Clôture**

Le panel a pris fin vers les environs de 18h ; après que tous les domaines du questionnaire aient été discutés et validés par le grand groupe. Ainsi les panélistes ont pu remercier l'ensemble des participants de leurs engagements et ont procédé à la clôture de cette cérémonie.

V) **Conclusion**

L'organisation du panel départemental de Podor a connu une réussite. Malheureusement avec tous les efforts fournis nous avons eu des problèmes pour avoir le nombre des panelistes (100).

En effet il y avait une forte pluie la veille du panel et la majeure partie devait venir de l'île à Morphy et du Diéry qui sont des zones enclavées pendant l'hivernage. Il y avait aussi la présence d'un grand marabout le jour du panel à NDIOUM pratiquement toutes les autorités étaient là-bas pour l'accueillir.

Mais avec la forte sensibilisation que nous avons faite on s'est retrouvé avec 63 panelistes que nous trouvons satisfaisant.



Consultations citoyennes

Fora populaires: 14/09/2013
Panels citoyens: 15/09/2013
Enquête par questionnaires: du 15 au 25/09/2013
Les Institutions : je suis concerné, je participe



Plate-forme
des acteurs
non étatiques

46. RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE DAGANA

Ce quinze septembre 2013, s'est tenu au CDEPS de Dagana le panel sur les consultations citoyennes dans le cadre de la réforme des institutions. En effet, après avoir accueilli et mis en place les autorités et les panélistes ; la séance de travail est ouverte à 09h 30 mn sur la demande du superviseur de la CNRI.

D'abord la journée a commencé par une série d'allocution des autorités présentes (le représentant du maire, les facilitateurs, et le superviseur). Aussitôt après, on a procédé à la répartition des groupes pour aller en atelier. Chaque groupe a travaillé sur un thème bien déterminé avec l'appui des facilitateurs et autres personnes ressources présentes dans la salle. A 10h, les travaux de groupes démarrent et devraient durer jusqu'au déjeuner c'est-à-dire 14 heures.

Cependant, il faut préciser qu'au niveau du comité de pilotage les tâches ont été préalablement réparties entre les différents membres. (Prise de notes, tenue de la feuille de présence, remboursement de transport, bureautique etc.).

Suite à la pause déjeuner et la pause prière, la séance est reprise mais en plénière. Chaque exposé d'un groupe, fait l'objet d'un débat général et d'une synthèse et ceci jusqu'au passage de tous les rapporteurs des groupes. C'est à partir de ce moment, que les facilitateurs ont fait la lecture des synthèses des thèmes débattus en plénière par souci de fidélité et de transparence.

Rappelons par ailleurs, que les questionnaires ont été remis à qui de droit pour faire le travail recommandé et ont été par la suite amenés par le superviseur.

Ayant totalement épuisé l'ordre du jour, le panel a pris fin sur les mots du superviseur vers 19h et le remboursement de transport des participants.



Consultations citoyennes

Fora populaires: 14/09/2013
 Panels citoyens: 15/09/2013
 Enquête par questionnaires: du 15 au 25/09/2013
Les Institutions : je suis concerné, je participe



Plate-forme
des acteurs
non étatiques

47.RAPPORT NARRATIF REGION DE TAMBA

Rapport d'activités

AVANT LES CONSULTATIONS COTOYENNES				
	Rencontres	CDP	Plan d'action	Répartition panélistes/CL
Bakel	Préfet – Maire OSC (voir CDP)	Mise en place le 05/8/2013	Elaboration plan d'action le 05 /8/2013	Ciblage 12/8/2013 Echantillonnage
Goudiry	Préfet – Maire OSC (Voir CDP)	Mise en place le 04/8/2013	Elaboration plan d'action le 04 /8/2013	Ciblage 04/8/2013 Echantillonnage
Koumpentoum	Préfet – Maire OSC (Voir CDP)	Mise en place le 04/8/2013	Elaboration plan d'action le 04 /8/2013	Ciblage 07/8/2013 Echantillonnage
Tambacounda	Préfet en présence du Coordinateur régional OSC (Voir CDP)	Mise en place le 06/8/2013	Elaboration plan d'action le 06 /8/2013	Ciblage 06/8/2013 Echantillonnage
<i>Région</i>	<i>02 rencontres avec le Gouverneur de région durant la période 01rencontre entre coordinateur et facilitateurs</i>	<i>04 CDP mis en place</i>	<i>04 plans d'action élaborés à raison de 01 par département</i>	<i>Sur les 400 panélistes ciblés 371 ont effectivement participés soit 92,75%</i>
CONSULTATIONS CITOYENNES				
	Forum populaire		Panel citoyen	
Bakel	Un des facilitateurs a appuyé l'ODCAV dans la tenue du forum à Kidira le 14/9/2013		Le panel s'est tenu en présence de 95 personnes et d'un superviseur commis par la CNRI dans la salle des fêtes de Bakel, le 15/9/2013. Le Préfet et le Maire ont honoré la	

		cérémonie d'ouverture par leur présence.
Goudiry	Les des facilitateurs a appuyer l'ODCAV dans la tenue du forum sous le hangar le 14/9/2013	Le panel s'est tenu en présence de 101 personnes, et d'une superviseuse commise par la CNRI sous le hangar, le 15/9/2013, Le Représentant du Maire a présidé la cérémonie d'ouverture tandis que le Préfet a brillé par son absence malgré les efforts fournis par les facilitateurs pour l'impliquer le long du processus.
Koumpentoum	Un des facilitateurs a appuyé l'ODCAV dans la tenue du forum dans la salle de la mission catholique, le 14/9/2013	Le panel s'est tenu en présence de 93 personnes et d'un superviseur commis par la CNRI dans la salle de la mission catholique de Koumpentoum le 15/9/2013. Le Maire a présidé la cérémonie d'ouverture tandis que le Préfet a brillé par son absence malgré les efforts fournis par les facilitateurs pour l'impliquer le long du processus.
Tambacounda	Le Coordinateur régional a facilité le forum organisé par l'ODCAV au CDEPS de Tambacounda, le 14/9/2013	Le panel s'est tenu en présence de 82 personnes, d'une Représentante du conseil régional, du Coordinateur régional et d'un superviseur commis par la CNRI dans la salle de délibération du conseil régional de Tambacounda le 15/9/2013, Le Préfet malgré son calendrier très chargé est venu très tôt et a attendu le démarrage pour présider la cérémonie d'ouverture
Région	04 forums populaires ont été tenus à Kidira, Goudiry, Koumpentoum et Tambacounda	04 panels citoyens ont été tenus à Bakel, Goudiry, Koumpentoum et Tambacounda.
APRES LES CONSULTATIONS CITOYENNES		
Région	04 documents de synthèse des forums départementaux ont été transmis à la CNRI via la PFANE	04 documents de synthèse des panels citoyens et 04 rapports départementaux ont été transmis à la CNRI via la PFANE de même que ce présent rapport régional. Toutes les pièces justifiant l'utilisation des ressources allouées ont été transmises avec un petit retard à la PFANE

Remarque :

- ✓ Dans l'ensemble, les consultations citoyennes se sont tenues dans de bonnes conditions. Les manquements produits au moment de l'échantillonnage ont été vite corrigés par les facilitateurs concernés dès que la CNRI et la PFANE ont saisi la coordination régionale.
- ✓ Le Coordinateur régional et les 08 facilitateurs ont tous participé à la session de formation des 08 et 09 juillet 2013 et à la Session de mise à niveau tenue le 17 août à Dakar (L'un des facilitateurs de Koumpentoum absent lors de la session de mise à niveau a participé à la session de rattrapage)
- ✓ Les reports de dates et la mise en place tardive des ressources ont été des désagréments qui ont un peu affecté les facilitateurs et le coordinateur dans la mise en œuvre des activités planifiées.
- ✓ S'agissant de la phase d'administration des questionnaires destinée aux porteurs d'enjeux, aucune situation n'est disponible à l'échelle régionale.



Rapport financier

Rubriques	Bakel	Goudiry	Koumpent oum	Tambacou nda	Coordinat eur	Total
Frais, Indemnités et Fournitures						
Avance indemnités Coordinateur	0	0	0	0	100 000	100 000
Avance indemnités facilitateurs	100 000	100 000	100 000	100 000	0	400 000
Frais de déplacement Coordinateur et facilitateurs	40 000	30 000	30 000	20 000	30 000	150 000
Frais de communication	50 000	50 000	50 000	50 000	25 000	225 000
Frais d'échantillonnage	65 000	65 000	65 000	65 000	0	260 000
Fournitures	12 500	12 500	12 500	12 500	0	50 000
Frais d'organisation des panels citoyens						
Frais d'organisation panel citoyen	410 000	410 000	410 000	410 000	0	1 640 000
TOTAL	67 500	67 500	67 500	67 500	155 000	2 825 000

48.RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE BACKEL

Introduction

Dans le cadre des missions qui lui sont confiées par le Président de la République, la Commission Nationale de Réforme des Institutions (CNRI) sous la houlette du Professeur Amadou Makhtar MBOW a organisé des journées de consultations citoyennes en partenariat d'une part avec l'ONCAV pour la tenue des fora populaires et d'autre part avec la Plate Forme des Acteurs Non Etatiques pour la tenue des panels citoyens.

A l'instar des quarante cinq (45) autres départements du pays, il a été organisé à Kidira un forum populaire le 14 septembre 2013 et à Bakel le 15 Septembre 2013 un panel citoyen à la salle des fêtes.

Le présent rapport retrace le processus de consultations citoyennes au niveau du département de Bakel en mettant en relief les difficultés, les forces, les résultats obtenus et les leçons apprises.

Déroulement

- **Rencontre avec les autorités locales**

Compte tenu des exigences de l'approche et des soucis de la CNRI de conduire le processus dans le respect des principes que sont la participation active, le caractère inclusif, la démocratie et la transparence nous avons travaillé avec toute la prudence et la rigueur requise afin d'éviter les biais parce que vivant dans un environnement où les influences des forces sont souvent présentes.

C'est ainsi que dès le retour du premier séminaire national tenu à Dakar les 08 et 09 juillet, nous avons rencontré le préfet et le Maire pour leur faire la genèse du processus tout en mettant le focus sur les échéances à venir. Au retour de l'atelier de mise à niveau tenu à Dakar, le 17 août nous sommes retournés vers les autorités administrative et locale pour faire le point et les inviter à présider la cérémonie d'ouverture du panel citoyen prévue le 15 septembre 2013.

- **Mise en place comité de pilotage**

Conformément aux recommandations de l'atelier national de formation nous avons mis en place un comité de pilotage départemental de 16 membres, composé comme suit :

N°	PRENOM & NOM	STRUCTURE	ADRESSE
1	Idrissa Diarra	CV3A	
2	Abdoulaye Diabakhaté	Conseil de la jeunesse	
3	Ndeye Anta Diouf	CLVF	
4	Amadou Dème Diallo	OSC	
5	Diamilatou Koité	UMECU	
6	Abdou khadre Tandia	Opérateur économique	
7	Ibrahima Thiam	Conseiller régional	
8	Souleymane Bomou	Conseiller municipal	
9	Demba Sall	Presse /commune	
10	Hamidou Goundiam	Radio Jida Fm	
11	Omar Baye Cissokho	OSC	
12	Hamidou Koité	Communicateur traditionnel	
13	Ibrahima Diallo	OSC	
14	Mapaté Sy	UNACOIS	
15	Mamadou Sangaré	Conseiller rural	
16	Nama Sylla	OSC	

Seulement par soucis d'efficacité, Nous avons fonctionné avec le noyau dur résident dans la commune de Bakel en faisant appel aux autres membres résidents hors de la commune pour faire le relai de l'information au niveau des communautés rurale. Ce sont d'ailleurs ces personnes ressources nous ont fortement appuyé durant la phase préliminaire d'échantillonnage.

Le CDP une fois mis en place a élaboré le plan d'action suivant :

N°	Activités	Lieux	Acteurs	Cibles	Périodes	Ressources
1	Prise de contact autorités	Bakel	Facilitateurs, superviseur	Sous préfets; Elus locaux; les chefs de village; chefs de services etatiques; organisations de la société civile ; Chefs religieux; Radios Communautaires	Du 23 au 05-08-2013	

2	Ciblage des différentes familles d'acteurs	departement	Facilitateurs, superviseur, comite depilotage et Préfet	les futures panelistes	Du 27 au 29-07-2013	
3	formation du comité départemental	Bakel	Facilitateurs, superviseur et Préfet	les membres du comité de pilotage	13/08/2013	
4	preparation du panel	antenne ARD	Facilitateurs, superviseur et Comité de pilotage	Responsables (salle, restauration, sonorisation, finance, banderoles, communication)	13/08/2013	Voir Budget
5	production et envoi des invitations pour les panelistes	mediatheque Bakel	Facilitateurs, superviseur et CDP	les PANELISTES	13/08/2013	Voir Budget
6	Communiquer à la radio communautaire	Bakel, Diawara, Diboly	facilitateurs, directeur et animateurs radio superviseur	Population du département y compris les 100 panalistes	3 jours avant le panel	Voir Budget
7	Organisation du Panel	SALLE DES FETES BAKEL	Facilitateurs, superviseur et Préfet	les 100 panélistes sélectionnés	17/08/2013	Voir Budget
8	Elaboration du rapport, bilan	Antenne ARD	Facilitateurs, superviseur et CDP	les facilitateurs et le superviseur	18/08/2013	Voir Budget

- **Echantillonnage**

Une fois la méthode aléatoire retenue pour le choix des panélistes, les facilitateurs se sont investis en s'appuyant sur les membres du comité de pilotage pour identifier les participant(e)s au pane citoyen.

Dans la première liste établie, la CNRI a identifié des manquements comme ; la présence des membres du comité de pilotage, le taux faible de femmes. Les facilitateurs ont ensuite intégré les recommandations de la CNRI en sortant tous les membres du CDP en les remplaçant par d'autres tout en prévoyant une liste additive de vingt personnes.

Dans la commune de Bakel, les facilitateurs et les membres du CDP ont travaillé sur un échantillonnage aléatoire et 100 % des panélistes sont identifiés.

Dans les zones de Kidira, Bélé et Sinthiou Fissa, Al Housseynou CISSOKHO rencontrés les autorités administratives et locales avant de procéder à l'identification des panélistes en s'appuyant sur les membres du CDP de ces localités.

Pour les zones de Moudéry et Diawara, après avoir rencontré les autorités administratives et locales, Mamadou FADE en s'appuyant sur les relais a procédé à la sélection des panélistes.

- **Participation au forum populaire**

Une fois les panélistes identifiés, des lettres d'invitation ont été rédigées et distribuées aux concernés par les facilitateurs et les membres du CDP.

Il faut noter l'impossibilité de faire venir les panélistes le long de la falémé (**médina foulbé, toumboura, gathiary...**) qui sont quasiment coupés du reste du département durant toute la période hivernale.

Le panel a vu la participation de 95 personnes dont 34 femmes, 15 provenant de la commune de Bakel et les 80 autres de la commune de Kidira et des communautés rurales de Gabou, Moudéry, Diawara, Sinthiou Fissa, Bélé, Ballou.

- **Panel citoyen**

Durant la phase préparatoire le CDP a fortement aidé à organiser le panel et à la médiatisation ; c'est ainsi que l'animateur de la radio communautaire a en plus des émissions programmées dans le contrat avec la CNRI, il a fait passer des messages de rappel aux populations et renforce la sensibilisation en plus des émissions avec l'équipe de la radio JIDA FM BAKEL.

Quant à celui qui travail avec le site bakelinfo il nous a permis d'être très médiatisé à travers le site ainsi a cause de lui la diaspora nous a bien suivi et a mieux compris le rôle de la cnri et la finalité des consultations citoyennes (voir www.bakelinfo.com)

En plus du travail réalisé à la base nous sommes restés en contact permanent avec les autorités administratives et locales de même que le Coordonnateur régional.

Le panel citoyen du département de Bakel s'est déroulé conformément à l'agenda qui suit :

N°	Désignation	Horaires
1	Accueil des panélistes	11h
2	Cérémonie d'ouverture présidée par le Préfet en présence du Maire de la commune de Bakel Maire, Facilitateurs, Superviseur, Préfet	
3	Introduction des facilitateurs et panélistes	
4	Présentation des objectifs du Panel	
5	Normes de travail	
6	Présentation de façon globale des domaines de discussion; des questions	
7	Consigne sur l'organisation des ateliers	
8	Inscriptions aux ateliers :	
9	Déroulement des ateliers	
10	Pause déjeuné et prière	
11	Reprise des ateliers	
12	Plénière	
13	Synthèse des travaux et clôture	18h

Pour l'animation des panels nous avons regroupé les thématiques sous forme de travaux de groupes et le contenu du rapport a été repris sur Padex pour faciliter l'animation

Il faut noter que pour faciliter la participation aussi de chaque groupe nous avons positionnés des personnes qui s'expriment en soninké et en poular le recours aux autres langues a été effectif à la demande des participants.

La même approche a été respectée lors de la plénière ou les travaux de groupe ont été validés avant l'élaboration du rapport final qui lui-même a été validée à la fin

NB : Le forum avec l'ODECAV s'est tenu à Kidira le 14 Septembre 2013 nous avons aidé à l'animation.

Difficultés et solutions apportées

Malgré les efforts consentis pour favoriser la participation massive de toutes les collectivités locales, nous avons connu des absences

En effet certaines collectivités locales (**ceux de la poche de la Falémé**) n'ont pu venir parce qu'ils avaient des difficultés de mobilité dues à l'enclavement et à la remontée de la Falémé qui les oblige à rester sur place

En plus de ce cas certaines pour venir à Bakel font un détour de plus de 250 KM pour venir à Bakel ; nous avons été obligé de prendre en charge pendant **3 trois** jours leur permettre d'être présents au panel ces derniers sont obligés de passer la nuit pour repartir le lendemain

En plus de celles-ci la zone a connu un événement malheureux (décès d'un grand marabout) la veille qui a réduit le taux de présence

Cependant malgré ces difficultés nous avons enregistré une forte présence à cause de la médiatisation et de l'action à la base ; c'est pourquoi nous avons considéré la décision du report comme étant une décision très bonne.

La période hivernale a été un handicap majeur à la présence de certaines personnes qui à cause du retard des pluies sont mobilisés pour la culture (zone nord)

L'état des routes a fortement réduit la présence des femmes qui ne peuvent pas faire les longues distances à moto surtout celles qui portent des enfants

Forces

La première force pour nous réside dans le fait qu'en tant que membre de la plate-forme nous avons bénéficié de l'appui de la société civile membre du réseau ou non qui a beaucoup contribué à la mobilisation à travers la sensibilisation

La seconde force est celle de travailler en étroite collaboration avec la radio qui en plus de son contrat nous a permis de diffuser largement et toute la journée la veille et le jour même du panel de sorte que nous avons eu la participation de beaucoup de personnes qui ont trouvé le besoin de contribuer à la réflexion

La collaboration des autorités administratives et locales a été d'un grand apport

Ressources financières

En plus des différentes indemnités des facilitateurs du département pour la facilitation du panel et l'échantillonnage, la somme de 410 000 francs prévue pour l'organisation du panel, a été utilisée comme suit :

• Restauration et eau de salle	125 000
• Remboursement transport :	194 500
• Location 120 chaises	6 000
• Reprographie	14 500
• 2 banderoles	50 000
• Location véhicule de liaison	20 000

TOTAL : 410 000

Leçons apprises

- L'organisation de consultations en période hivernale exclue une partie des populations comme celles le long de la Falémé.
- La méthode utilisée pour l'identification des panélistes permet de ratisser large et d'avoir les vraies cibles si la démarche est rigoureusement respectée
- La démarche participative et inclusive utilisée durant tout le processus est un très bon moyen pour regrouper les populations autour de la construction d'un destin commun.

49.RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE GOUDIRY

Introduction

Dans le cadre des missions qui lui sont confiées par le Président de la République, la Commission Nationale de Réforme des Institutions (CNRI) sous la houlette du Professeur Amadou Makhtar MBOW a organisé des journées de consultations citoyennes en partenariat d'une part avec l'ONCAV pour la tenue des fora populaires et d'autre part avec la Plate Forme des Acteurs Non Etatiques pour la tenue des panels citoyens.

A l'instar des quarante cinq (45) autres départements du pays, il a été organisé à Goudiry un forum populaire le 14 septembre 2013 et un panel citoyen au niveau du hangar près de la Mairie le 15 Septembre 2013.

Le présent rapport retrace le processus de consultations citoyennes au niveau du département de Goudiry en mettant en relief les rencontres effectuées, la mise en place du comité de pilotage, l'échantillonnage, les consultations proprement dites.

Rencontres de prise de contact

Après le séminaire de formation organisé par la commission nationale des réformes institutionnels (CNRI) les 6 et 7 juillet 2013 pour les facilitateurs départementaux et coordinateurs régionaux, Nous sommes rentrés suffisamment outillés pour mener à bien notre mission sur le terrain.

Dés notre arrivé à Goudiry nous nous sommes attelés à suivre les recommandations du séminaire de formation.

C'est ainsi que nous avons rencontré le Préfet. Nous lui avons expliqué le projet du Panel citoyen, ses objectifs, ses principes et ses modalités de mis en place. A l'issu de cet échange il nous a signifié l'importance que couvre ce projet. Cependant il nous a expliqué qu'il aurait souhaité être informé par sa hiérarchie ou de son ministère de tutelle avant toute implication de l'administration Départementale.

Ensuite nous sommes allés voir Monsieur le maire de la commune de Goudiry qui a pris le temps de partager avec nous de très belles idées sur ces questions de réformes institutionnelles notamment sur la question qui lui tient à cœur : La Décentralisation et

l'affectation de ressources qui va avec. Le maire nous a assuré sa totale adhésion et de son engagement personnel si son calendrier le permet.

Nous avons continué la prise de contact en rencontrant les Présidents des communautés rurales (PCR) qui sont basés à Goudiry. Tous ont marqué leur adhésion et nous ont assuré leur implication vu l'importance qu'ils accordent à la concertation à la base.

Pour le maire de Kothiary et les PCR des zones périphériques nous les avons contactés par téléphone car à cette période les moyens n'ont pas été dégagés.

Nous avons rendu visite aussi aux autorités religieuses (Imans et Abbé) et coutumières (Chef de quartier).

Enfin nous avons tenu une séance de travail avec les responsables de la radio communautaire de Goudiry (Boundou FM). Une séance travail très constructive d'autant plus que les responsables de la radio ont été déjà saisis par la CNRI. Ainsi nous avons pu de concert mettre un plan de communication.

Mise en place du Comité Départemental de Pilotage

Après cette phase de prise en contact nous avons élargi notre champ d'action en informant d'autres cibles tels que les Partis politiques, les personnes ressources, les Groupements Féminins, les mouvements de jeunesse, les syndicalistes, les élus locaux, les privés, les communicateurs traditionnelles etc. Tous ces acteurs ont été conviés à une réunion le 04 Aout 2013 à la mairie de Goudiry pour la formation du Comité de Pilotage. A l'issue de la réunion le bureau suivant a été retenu :

Représentant des jeunes :Amadou Tidiane Seck (président d'ASC)

Elus locaux :Abdoulaye Dia (deuxième adjoint maire de Goudiry))

Groupement féminin :Founé Amadou Sy (Présidente GPF «bamtaré »)

Partis politiques :Boubacar Coulibaly

Communicateur traditionnel :Kéba Cissakho (Animateur Radio)

Secteur Privé :Ibrahima Diaby (journaliste indépendant)

Syndicaliste :Zakaria Dia (SELS)

Facilitateurs CNRI :Souleymane Barro et Thierno Mouadji Diarra

Monsieur Abdoulaye DIA a été désigné comme coordinateur du comité de pilotage.

Immédiatement après sa mise en place le comité de pilotage a adopté l'échantillonnage suivant :

N°	Collectivités locales	Taille Population	%	Nombre de panélistes
1	Commune de Goudiry	7455	6,96	26
2	Commune de Kothiary	5000	4,67	15
3	CR Balla	5867	5,47	8
4	CR Goumbayel	5288	4,93	2
5	CR Koar	7735	7,22	5
6	CR Boynguel	11635	10,86	9
7	CR Dougué	6380	5,95	6
8	CR Koussan	7513	7,01	6
9	CR Sinthiou Mamadou Boubou	12372	11,54	9
10	CR Dianké Makha	7211	6,73	2
11	CR Bani Israël	5218	4,87	2
12	CR Boutoucoufara	5316	4,96	2
13	CR Komoti	6726	6,28	2
14	CR Koulor	9829	9,17	4
15	CR Sinthiou Bocar Ali	3625	3,38	2
Total		107170	100	100

Il faut noter que jusque là nos interventions se sont limitées à la commune de Goudiry. Les ressources n'étant toujours pas disponibles pour se déplacer sur le territoire départemental. Néanmoins nous avons des contacts réguliers dans les zones éloignées par téléphone promettant de descendre sur le terrain dès la réception des ressources.

Identification et invitation des panélistes

Au retour du séminaire de mise en niveau qui s'est tenu le 17 Aout à Dakar suite au report de la date du 15 Aout du Panel citoyens, les ressources étant disponibles le plan d'action qui a été retenu a été mis branle. Nous avons refait le tour des acteurs et cibles. L'ODCAV, nouvellement impliqué dans le processus a été approché pour une bonne harmonisation.

L'identification des Panélistes a été menée de la manière suivante :

- Un facilitateur (Thierno M DIARRA) s'est déplacé à Bala et Kothiary pour procéder à l'identification des panélistes de ces localités.
- Pour Goudiry la plus grande ville du département l'autre facilitateur (Souleymane BARRO) a été appuyé par le comité de pilotage lors de l'identification des panélistes.
- Pour les villages environnants de Goudiry des membres du Comité de Pilotage se sont déplacés pour procéder à l'identification.
- Le Département de Goudiry étant très vaste, le plus vaste de la région, nous avons dû nous résoudre à nous faire aider par des personnes ressources (PCR) pour zones éloignées dont certaines se trouvent à plus de 160Km de Goudiry avec des pistes de

production impraticables en cette période hivernale. Mais nous avons clairement expliqué la méthode d'échantillonnage qui doit être appliquée.

Parallèlement à l'identification une campagne de communication intensive a été menée.

En collaboration avec l'équipe de la radio communautaire des émissions en langues nationales (Poular et mandingue) ont été diffusées. A cette occasion les facilitateurs ont expliqué toutes les étapes du processus qui mèneront au Panel citoyen prévu le 15 septembre 2013. Des spots de la CNRI dans les six langues nationales ont été régulièrement diffusés par Boundou FM. Couvrant ainsi une bonne partie du Département.

A partir du 10 septembre, nous avons commencé à ventiler les invitations et des panélistes ont été directement appelés au téléphone.

Consultation citoyennes

Le forum populaire

Le samedi 14 septembre, la présence des facilitateurs départementaux et la supervision de CNRI a été vivement saluée par le Président de l'ODCAV du département. Nous avons beaucoup contribué à la facilitation de l'organisation de ce forum qui a mobilisé presque l'ensemble des ASC du département. Cependant une partie des ASC de la commune de Goudiry, occupée avec le maire dans des activités de reboisement, n'a pas assisté au forum.

Le panel citoyen

Le dimanche 15 septembre dès 8h l'organisation s'est attelée sur les derniers détails afin d'accueillir convenablement les invités qui d'ailleurs n'ont pas tardé à arriver. Le comité de pilotage a beaucoup aidé ; accueillant et orientant les invités, s'occupant de la feuille de présence, et plus tard du remboursement transport et d'autres détails. Ce partage de rôles a permis aux facilitateurs de se consacrer entièrement à la facilitation. A nos cotés nous avons eu la supervision de la CNRI en la personne de Madame Nogaye Ndiaye.

Les panelistes ont massivement répondu aux invitations, les invités des zones éloignées étant les premiers arrivés. Nos craintes se sont dissipées grâce à une météo clémente (Pas de pluie depuis 72 h).

Nombre de panélistes : 101

Nombre de femmes ; 32

Nombre de ruraux ; 61

A 11heures, le Maire étant toujours occupé par des activités de reboisement avec des partenaires c'est le premier adjoint au Maire qui a présidé la cérémonie d'ouverture du panel citoyen à l'absence du préfet qui dit n'avoir pas été saisi par la hiérarchie malgré les efforts des facilitateurs qui l'ont pourtant informé et invité. Après les discours d'usages l'adjoint au

Maire a pris congé de l'assistance. Des prières ont été formulées par le représentant de l'Iman de la grande mosquée.

Des règles de bonne conduite ont été adoptées par l'assistance sur proposition des facilitateurs. Par la même occasion le Poular, langue comprise et parlée par presque tous les invités a été adoptée comme langue de travail. Un spécialiste pour la traduction a été choisi pour mieux aider à la compréhension des questions. Les facilitateurs ont procédé à la présentation des questionnaires suivie de la traduction en Poular.

Les Panélistes ont été divisés en quatre groupes, chaque groupe travaillant sur trois domaines. Ainsi les facilitateurs ont fait le tour des tables pour mieux expliciter les domaines alloués à chaque groupe. Les groupes ont travaillé jusqu'à 14 heures pour partir en pose afin de prier et de prendre le repas. La plénière a débuté dès la reprise à partir de 15 heures 30 minutes. Les Panéliste dans leur grande majorité ont salué l'esprit du Panel. C'est la première fois qu'ils ont été consultés sur des questions aussi importantes que celles-ci. Sur certaines questions les débats ont été très animés notamment sur les questions de l'Administration Républicaine et Gestion des Deniers Publics, Droits et Libertés Fondamentaux et Les Relations entre l'Etat et les Communautés Religieuses.

A partir de 17 heures 30 minute certains panéliste ont commencé à prendre congé parce que venant de contrées lointaines et enclavées.

Après avoir gratifié notre satisfaction de la venue et de l'intervention des panélistes nous avons souhaité bon retour à tous et c'est ainsi qu'à pris fin le Panel aux environs de 18 h30mn.

Les questionnaires des porteurs d'enjeux ont été distribués deux jours après. Nous avons ainsi prévu de les récupérer le avant le 25 septembre pour les envoyer au coordinateur régional.

La sensibilisation des citoyens et porteurs d'enjeux sur la possibilité de répondre aux questions sur le site internet de la CNRI (cnri.sn) est toujours en cour.

Ressources financières

En plus des différentes indemnités des facilitateurs du département pour la facilitation du panel et l'échantillonnage, la somme de 410 000 francs prévue pour l'organisation du panel, a été utilisée comme suit :

- | | |
|-----------------------------|---------|
| • Restauration : | 248 500 |
| • Remboursement transport : | 90 000 |
| • Location de chaises | 9 000 |
| • Location sono | 12 500 |
| • 2 banderoles | 50 000 |

TOTAL : 410 000

Conclusion

Le panel citoyen qui a vu la participation de 101 personnes du département de Goudiry s'est achevé après toute une journée de consultation sur la réforme des institutions.

Ce présent panel a permis aux participant(e)s de cerner d'une manière globale la problématique de la réforme des institutions, d'identifier les points de consensus et les points de divergence qui sont consignés dans un document de synthèse déjà transmis à la plateforme des ANE.

Le présent processus a pris fin sur une note de prières et d'espoirs, l'espoir de voir les points de vue des participant(e)s pris en compte dans les futures institutions du Sénégal.



Consultations citoyennes

Fora populaires: 14/09/2013
Panels citoyens: 15/09/2013
Enquête par questionnaires: du 15 au 25/09/2013
Les Institutions : je suis concerné, je participe



50. RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE TAMBA

INTRODUCTION

Pour instaurer un cadre institutionnel répondant à ses aspirations et celles des sénégalaises et sénégalais, le Président de la République a commandité l'organisation d'une large concertation nationale sur les réformes institutionnelles. Ainsi une commission nationale des consultations citoyennes sous la direction d'Amadou Makhtar Mbow a été mise en place et la structure contractante, à l'occurrence la Plate Forme des Acteurs Non Etatique a été chargée de mener les activités de la dite concertation.

A cet effet Tambacounda, à l'instar des 45 départements du Sénégal a abrité ce 15 septembre 2013 un panel citoyen départemental. Ce présent rapport retrace le contexte, la justification, et la concertation en elle-même

LA CONSULTATION CITOYENNE

Phase préparatoire

Planification des activités

Cette étape concerne surtout l'élaboration du plan d'action qui a permis de décliner un planning de travail

- ✓ Réunion de partage
- ✓ Information autorités
- ✓ Mise en place comité de pilotage
- ✓ Echantillonnage de 100 panélistes
- ✓ Identification des porteurs d'enjeux
- ✓ Réalisation des émissions radio
- ✓ Invitation des panélistes
- ✓ Préparation matérielle
- ✓ Déroulement du panel
- ✓ Rédaction rapport

La réunion de partage

Elle a été tenue dans le but d'informer le comité Directeur de la Plate Forme des Acteurs Non Etatique sur les réformes qui portent sur l'ensemble des questions institutionnelles

L'information /Sensibilisation

Après les contacts effectués par le coordonnateur régional et les facilitateurs auprès des autorités le gouverneur de région et le préfet, un Comité Départemental de Développement a été tenue à l'intention des chefs de services et de structure pour leur informer sur le processus. Toujours concernant ce volet information, par le biais de la RTS 3, un temps d'antenne a été accordé au coordonnateur pour une large diffusion concernant les panels et les forums.

Mise en place comité de pilotage

Une rencontre de différents acteurs s'est tenue pour mettre en place un comité de pilotage départemental. Étaient présents à cette rencontre

- Des acteurs de la société civile
- Des représentants des partis de la mouvance présidentielle,
- Un représentant de parti de l'opposition
- Organisations professionnelles
- Les groupements de promotion féminine
- L'association des volontaires du 3^{ème} âge
- L'association des conseillères
- L'Association des handicapés moteurs

A cet effet, les termes de références ont été partagés avec l'assistance. Après quelques échanges sur la compréhension de la mission, le comité de pilotage a été mis en place qui se compose comme suit

- Mouhamadou Lamarana Ba Parti socialiste
- Magassouba Yoon Asskanwi
- Bassoriba Cissé (PCR de l'arrondissement de Missirah)..... PDS
- Oumou Diallo..... responsable des femmes élus
- Amadou Dial..... représentant des syndicats
- Oumy Ngom..... présidente du réseau des femmes CESIRI
- Astou DIOP représentante de DIRFEL /Tambacounda
- Mohamadou Sylla Facilitateur
- Hawa Diarra..... facilitatrice

Echantillonnage et choix des 100 panelistes

Le département de Tambacounda compte 9 collectivités locales dont une commune (Tambacounda), 3 arrondissements et 8 communautés rurales

- Arrondissements de Koussanar 2 CJR
- Arrondissement de Maka Colibantang 3 CR
- Arrondissement de Missirah 3 CR

Collectivités locales	Nombre de panélistes
Commune de Tambacounda	49
Koussanar	5
Sinthiou Malème	9
Maka colibantang :	5
Niani Toucouleur	4
Ndogo Babacar	5
Missirah ;	12
Dialacoto	5
Nétéboulou	6
Total	100

Le choix primaire des panélistes s'est opéré dans un souci d'équité en tenant compte surtout de la démographie et en fonction de cela des quotas en pourcentage ont été affectés de chaque localité.

Ce travail d'échantillonnage a été facilité en plus de l'équipe des facilitateurs par des personnes ressources au niveau chaque localité choisie

Invitation des panélistes

Des lettres d'information et d'invitations ont été adressées au gouverneur et le préfet quant aux invitations des panélistes, compte tenu de la situation géographique de la région, il n'était pratiquement pas possible de lancer des invitations, l'équipe a jugé bon pour ceux là de faire recours au téléphone, ainsi tous les panélistes ont été contactés pour venir participer.

Préparation matérielle

Toute l'équipe facilitateurs et comité de pilotage s'est donnée pour mettre en place le matériel afin d'assurer un bon déroulement du panel.

Forum populaire

A la veille du pane, l'ODCAV a tenu le 14 septembre 2013 au CDEPS de Tambacounda. Cette activité a été facilitée par Bangaly DIALLO, Coordinateur pour la région des consultations citoyennes en présence de Mody NDIAYE, Superviseur de la CNRI.

Déroulement du panel

L'équipe des facilitateurs a suivi le guide de conduite mis à disposition pour faciliter le panel conformément à l'agenda qui suit :

N°	Désignation	Horaires
1	Accueil des panélistes	11h
2	Cérémonie d'ouverture présidée par le Préfet en présence d'une représentante du Conseil Régional Représentante Conseil Régional, Coordinateur régional, Superviseur, Préfet	
3	Introduction des facilitateurs et panélistes	
4	Présentation des objectifs du Panel	
5	Normes de travail	
6	Présentation de façon globale des domaines de discussion; des questions	
7	Consigne sur l'organisation des ateliers	
8	Inscriptions aux ateliers :	
9	Déroulement des ateliers	
10	Pause déjeuné et prière	
11	Reprise des ateliers	
12	Plénière	
13	Synthèse des travaux et clôture	18h

Après les mots du président de la plate forme des ANE Bangaly Diallo, coordinateur régional des consultations citoyennes, de la représentante du Conseil Régional et le mot du superviseur de la CNRI, Mody Ndiaye, le préfet de Tambacounda a procédé à l'ouverture officielle des consultations citoyennes départementales.

Quant à l'animation du panel, elle a été réalisée en binôme par Mme Hawa Diarra et Mahamadou Sylla

La présentation des objectifs, largement passée en revue pendant la cérémonie d'ouverture, a fait que l'équipe des facilitateurs n'a pas tardé à démarré le travail par le partage de l'agenda du jour

Une projection a été ainsi proposée aux panélistes en mettant en relief les 9 domaines qui suivent :

- ✓ Gouvernance démocratique
- ✓ Droits et libertés fondamentaux
- ✓ Séparation et équilibre des pouvoirs (exécutif, législatif, judiciaire)
- ✓ Administration républicaine et gestion des deniers publics
- ✓ Système électoral et représentation
- ✓ Dialogue social
- ✓ Collectivités locales
- ✓ Relations entre l'état et les communautés religieuses
- ✓ Révision de la constitution

A la suite de cette présentation, le CD audio en version ouolof, langue négociée avec les panélistes comme langue de communication, a fait l'objet d'une audition.

Ainsi le contexte, la justification, les objectifs, ainsi que questionnaire tout entier ont été auditionnés aux panélistes. Cette séance a permis aux participants de se familiariser au questionnaire et de réfléchir sur les questions et interpellations.

Conformément à la méthodologie, après l'audition du CD, les participants ont été scindé en 4 groupes en tenant compte bien sûr de la combinaison homme /femmes ; jeunes/ adultes ; instruits ou non instruite et quatre (4) personnes ressources ont été identifiées pour animer les groupes .Chaque groupe a choisi un président et un rapporteur ce dernier a eu comme tache de rendre compte en plénière du travail de réflexion.

Pour la plénière, chaque rapporteur de groupe a présenté les travaux de son équipe qui amende et valide .Ensuite les productions ont été commentés et validés par l'assistance et la synthèse faite par les facilitateurs

Une parfaite maîtrise du département de Tambacounda par l'équipe composé du coordonnateur, des facilitateurs et du Comité de pilotage en charge de diriger les consultations a fait que le pari de la mobilisation a été gagné 82%.

Quant aux autorités, nous ne manquerons pas de saluer leur dynamisme, leur dévouement toujours noté auprès des populations ce qui a donné un cachet assez particulier aux consultations citoyennes

Les difficultés rencontrées

- Faible niveau d'implication du comité de pilotage
- Etendu du département villages distants de la commune de 100 km
- Faiblesses des ressources financières pour une prise en charge correcte des panélistes
- Impossibilités de certains non résident de rester jusqu'au delà de 14 h
- Temps insuffisant pour le questionnaire

Résultats obtenus

- * Les différents acteurs ont été Identifiés et un comité de pilotage départemental a été mis en place ;
- * Tenue de la consultation citoyenne sous forme de forum populaire avec l'ODCAV et le panel citoyen ;
- * Sur les 100 panélistes ciblés, 82 dont 42 femmes ont répondu présents ;
- * Une consultation sur les questionnaires a été réalisée : une synthès a été transmise à la plate forme des ANE

Ressources financières

En plus des différentes indemnités des facilitateurs du département pour la facilitation du panel et l'échantillonnage, la somme de 410 000 francs prévue pour l'organisation du panel, a été utilisée comme suit :

- | | |
|--------------------------------|---------|
| • Restauration et eau de salle | 150 000 |
| • Remboursement transport : | 210 000 |
| • 2 banderoles | 50 000 |

TOTAL : 410 000

51.RAPPORT NARRATIF D2PARTEMENT DE KOUMPENTOUM

Introduction

Dans le cadre des missions qui lui sont confiées par le Président de la République, la Commission Nationale de Réforme des Institutions (CNRI) sous la houlette du Professeur Amadou Makhtar MBOW a organisé des journées de consultations citoyennes en partenariat d'une part avec l'ONCAV pour la tenue des fora populaires et d'autre part avec la Plate Forme des Acteurs Non Etatiques pour la tenue des panels citoyens.

A l'instar des quarante cinq (45) autres départements du pays, il a été organisé à Koumpentoum un forum populaire le 14 septembre 2013 et un panel citoyen dans la salle de conférence de la mission catholique le 15 Septembre 2013.

Le présent rapport retrace le processus de consultations citoyennes au niveau du département de Koumpentoum en mettant l'accent sur la phase préparatoire, l'échantillonnage et les consultations citoyennes à travers le forum populaire organisé par l'ODCAV et le panel citoyen.

Mise en place du dispositif au niveau local

Conformément aux recommandations de la CNRI, la base de données sur les associations et groupements fournie par la préfecture, a permis de choisir et d'inviter des personnalités représentatives d'organisations communautaires de base à une réunion le 04/08/2013 pour mettre en place le comité de pilotage départemental.

Lors de sa réunion du 07/08/2013, sur la base des données démographiques, le CDP a procédé à la répartition géographique des panelistes en fonction du poids démographique des localités et des ressources financières disponibles.

Le 07/08/2013, dans le cadre de la préparation du panel du 15/09/2013, Les facilitateurs ont rendu visite au préfet et au maire de Koumpentoum pour leur faire part de la mission qui leur est confiée et l'économie des informations reçues sur la CNRI et les consultations citoyennes lors du 1er séminaire national tenu à Dakar au courant du mois de juillet.

Malgré l'omission de la radio communautaire NIANI Fm de Koumpentoum dans le partenariat entre la CNRI et l'union nationale des radios communautaires, les facilitateurs ont décroché des émissions pour sensibiliser et inviter les panelistes à venir tous au panel prévu le 15 septembre.

L'échantillonnage

Une fois la date arrêtée, les facilitateurs se sont appuyés sur les membres du comité de pilotage pour des listes conformément endre sur le terrain et procéder à l'identification des pant à la démarche d'échantillonnage aléatoire. Seulement, il est apparu qu'en tenant compte de l'intérêt que certains porteurs d'enjeux ont manifesté pour les consultations citoyennes, un bon nombre d'élus locaux se sont retrouvé sur la liste ce que la CNRI a déploré et a demandé au coordinateur régional de tout faire pour corriger car la présence de ces personnalités pourrait influencer le panel. Une fois informés, les facilitateurs se sont mobilisés pour corriger la situation.

Une fois la situation réglée, une émission a été tenue au niveau de la radio communautaire pour informer les populations des raisons de ce changement.

Consultations citoyennes

- Forum populaire

L'ODCAV a été appuyé par un des facilitateurs qui se trouve être le secrétaire général de la structure, pour l'organisation du forum populaire le 14 septembre 2013.

- Panel citoyen

Le panel citoyen qui vu la participation de 98 personnes sur les 100 invitées s'est déroulé conformément à l'agenda qui suit, de 10h à 18h dans la salle de conférence de la mission catholique.

N°	Désignation	Horaires
1	Accueil des panélistes	10h
2	Cérémonie d'ouverture présidée par le Maire de Koumpentoum Facilitateurs, Superviseur, Maire	
3	Introduction des facilitateurs et panélistes	
4	Présentation des objectifs du Panel	
5	Normes de travail	
6	Présentation de façon globale des domaines de discussion; des questions	
7	Consigne sur l'organisation des ateliers	
8	Inscriptions aux ateliers :	
9	Déroulement des ateliers	
10	Pause déjeuné et prière	
11	Reprise des ateliers	
12	Plénière	
13	Synthèse des travaux et clôture	18h

Malgré les démarches entreprises par les facilitateurs pour informer et impliquer l'autorité administrative locale, le Préfet n'a pas voulu présider la cérémonie d'ouverture prétextant qu'il n'a pas été saisi par ses supérieurs.

Les facilitateurs ont présenté les objectifs de la rencontre, parcouru sommairement les différents domaines du questionnaire et fait adopter les règles de travail.

Les Panélistes ont été divisés en quatre groupes, chaque groupe travaillant sur trois domaines sous la supervision et l'accompagnement des facilitateurs jusqu'à la pause. La plénière a débuté dès la reprise et a permis au rapporteurs à tour de rôle présenter les productions de leurs groupes respectifs. Un débat riche et constructif s'en est suivi permettant au grand groupe de faire ressortir les consensus et les divergences qui sont consignés dans un rapport de synthèse déjà transmis à la plate forme des ANE dès le 16 septembre 2013.

Ressources financières

En plus des différentes indemnités des facilitateurs du département pour la facilitation du panel et l'échantillonnage, la somme de 410 000 francs prévue pour l'organisation du panel, a été utilisée comme suit :

• Restauration :	208 000
• Remboursement transport :	95 000
• Location salle :	20 000
• Location 120 chaises	12 000
• Location sono	25 000
• 2 banderoles	50 000

TOTAL : 410 000

52.RAPPORT NARRATIF REGION DE THIES

Contexte

Au lendemain de la seconde alternance au Sénégal, le Président de la République, conformément à ses engagements électoraux, s'est inscrit dans une perspective de redressement, d'assainissement profond, stable et durable des affaires de la cité. Telle dynamique s'initie d'abord sur le plan institutionnel ou d'importants changements doivent s'opérer pour le mieux-être du pays. Ainsi, un nouveau processus s'enclenche à travers la Commission Nationale de Réforme des Institutions (CNRI) dont la Présidence est confiée à l'éminent professeur Amadou Mockhtar MBOW. La Commission a à son tour placé sa confiance à la plateforme des Acteurs non Etatiques de par sa compétence avérée, sa représentativité pour assurer la coordination technique des travaux au niveau national.

Méthodologie/stratégie

Dans le souci d'un meilleur maillage afin d'impliquer toutes les couches sociales de la région, à travers les trois départements (Thiès , Mbour, Tivaouane), la Commission a mené deux actions nationales de formation (trois et un jours) pour l'appropriation effective de la philosophie des objectifs des panels à organiser et pour l'utilisation des outils de collecte d'information (questionnaires et document de synthèse) aux coordinateurs régionaux et aux deux facilitateurs sélectionnés par département.

✓ **La coordination**

Conformément aux recommandations des séminaires de formation, un comité de pilotage est mis en place dans les trois départements pour porter la réflexion et la mise en œuvre des travaux. Un échantillonnage aléatoire, malgré sa complexité a permis de toucher 100 personnes et souvent même plus en tenant compte des critères de parité, de représentation géographique (60% dans la zone rurale- 40% dans la zone urbaine). Toutes les couches sociales, toutes les collectivités locales sont représentées.

✓ **Moyens**

○ **Ressources humaines**

Les comités départementaux et les missions des facilitateurs sont pilotes par la coordination régionale chargée de faciliter la tenue des panels et la collecte des informations.

○ **Ressources financières**

Deux cent mille francs (200 000FCFA) sont prévus pour la coordination régionale en plus des vingt-cinq mille (25 000F) de frais de communication. Cent mille francs CFA (100 000F), trente-neuf mille (39 000F) pour l'échantillonnage aléatoire sont prévus pour chacun des 6 facilitateurs de la région. Vingt-cinq mille francs (25 000F) pour les frais de communication de chaque facilitateur. Quatre cent dix mille francs (410 000F) pour l'organisation de panel de consultation citoyenne pour chaque département. Ce qui a permis de couvrir des dépenses :

- Location de la salle
- Frais de sonorisation
- Frais de restauration
- Remboursement des frais de transport

✓ **Déroulement des panels**

Les panels sont organisés un même jour (le 15 septembre 2013), en même temps sur l'ensemble des 3 départements de la région de Thiès. Le public a répondu de par une présence significative. Thiès a enregistré 61 présences, Tivaouane 52 et Mbour 58 sur les 100 convoquées dans chacun des départements. Le département de Mbour a marqué sa touche particulière avec l'écoute de l'hymne nationale pour démarrer les activités. Dans les trois départements des informations sont partagées avec le public cible sur la CNRI- sur la plateforme des Acteurs non-Etatiques mais surtout sur les enjeux et modalités pratiques des panels de ces consultations.

Les questions sont évacuées dans les travaux d'atelier. Des propositions consensuelles si possibles et à défaut des désaccords sont consignés dans le document de synthèse. Tous les items du questionnaire ont été débattus (en groupe et en plénières). A la fin de l'examen de chaque item, une synthèse est proposée à la plénière qui la valide avant d'être inscrite dans le document de synthèse prévu à cet effet. Des différentes restitutions des travaux de groupe on notait un important engouement des panélistes sur les questions soulevées et sur la force des idées qui sortaient.

✓ **Résultats**

Les travaux de cette journée ont pris fin un peu après 18 heures dans les trois départements sanctionnés par des évaluations des objectifs assignés au panel. Dans l'ensemble, le cadre de travail était satisfaisant, la prestation des animateurs très satisfaisante mais la prise en charge était insuffisante.

✓ **Recommandations**

- Déterminer le montant des moyens financiers en fonction du volume de travail et non du niveau (national, régional, local)
- Fixer une période et non une date précise de la tenue des panels pour faciliter l'intégration des particularités du milieu et augmenter les conditions de réussite
- Impliquer les citoyens comme ce fut le cas lors de ces panels dans la gestion de la cité/pays
- Partager et vulgariser les résultats des travaux de l'équipe chargée de proposer des réformes et les résultats des panels avec les citoyens

53.RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE THIES

JOURNEE DEPARTEMENTALE DE CONSULATION CITOYENNE SUR LA REFORME DES INSTITUTIONS

Malgré la pluie qui est tombée durant toute la journée dans le département de Thiès, la participation en quantité et en qualité sur les 16 collectivités locales dans le département est plus que satisfaisante. Ainsi sur les cents personnes identifiées sur le terrain, nous avons 61 présents dont 31 femmes, soit 51% de l'échantillon, donc les aspects genre ont été pris en compte. Il faut aussi noter qu'il y'a 36 participants en provenance du milieu rural, soit 59,1 % de l'échantillon.

L'échantillonnage a bien été respecté, il y'a de **59,1 % des provenances en milieu rural** (communautés rurales) et **40,9 % en milieu urbain** (communes).

Nombre de participants	61	100 %
Nombre d'hommes	30	49 %
Nombre de femmes	31	51 %
Provenance milieu rural	36	59,1 %
Provenance milieu urbain	25	40,9 %

Le département de Thiès comprend 16 collectivités locales dont 09 CR et 06 communes et communes d'arrondissement plus la ville de Thiès. L'échantillon pour le panel est de 60 % pour le milieu rural et 40 % pour le milieu urbain.

Par ailleurs, le comité technique a joué un rôle important dans l'échantillonnage et l'organisation du Panel

➤ **60 personnes pour les communautés rurales (CR)**

Arrondissement de Thiénaba		
N°	Collectivités locales	Nombre de personnes
1.	Thiénaba	07
2.	Touba Toul	07
3.	Ndiayène Sira	07

4.	Goundiane	07
	Total	28
Arrondissement de Notto		
N°	Collectivités locales	Nombre de personnes
1.	Notto	07
2.	Tassette	07
	Total	14
Arrondissement Keur mousseu		
N°	Collectivités locales	Nombre de personnes
1.	Keur Mousseu	06
2.	Diander	06
3.	Fandène	06
	Total	18

Le département de Thiès comprend 06 communes et communes d'arrondissement

➤ **40 personnes pour les communes et communes d'arrondissement**

Communes		
N°	Collectivités locales	Nombre de personnes
1.	Kayar	06
2.	Pout	07
3.	Khombole	06
	Total	19
Ville de Thiès (Communes d'arrondissement)		
N°	Collectivités locales	Nombre de personnes
1.	Thiès Est	07
2.	Thiès Ouest	07
3.	Thiès Nord	07
	Total	21

NB : Les conditions pour l'identification des panélistes a été rigoureusement respectées dans les 15 collectivités locales du département de Thiès. Les aspects genres ont été aussi pris en compte au niveau de l'échantillon composé de 100 individus.

L'ECHANTILLONNAGE : le choix des cent participants est fait de manière aléatoire en tenant compte des critères de genre et de représentation géographique (toute les couches sociales ; toutes les collectivités locales sont représentées)

METHODOLOGIE : le cachet national voulu par la CNRI explique la place d'organisateur et d'animateur des panels citoyens par le Plate Forte des Acteurs non étatiques qui a des représentations dans toutes les régions du pays. La société civile a été fortement impliquée dans l'organisation et l'animation des Panels.

RESULTATS : des résultats plus que satisfaisant ont été enregistrés lors du Panel du département de Thiès. Ce fut un grand engouement de se sentir citoyen actif pour la

consolidation de nos institutions. Les participants félicitent les organisateurs et surtout ceux qui ont eu l'idée de partager la réflexion sur la réforme des institutions avec les citoyens.

RECOMMANDATIONS

Impliquer comme ce fut le cas lors de ces panels les citoyens dans la gestion de la cité/pays ;

Partager et vulgariser les résultats des travaux de l'équipe chargé de proposer des réformes et les résultats des panels avec les citoyens ;

54.RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE TIVAOUANE

JOURNEE DEPARTEMENTALE DE CONSULATION CITOYENNE SUR LA REFORME DES INSTITUTIONS

Rapport

Ce présent rapport se propose d'évaluer le degré d'atteinte des objectifs assignés aux panels citoyens au regard du déroulement et des moyens mis en œuvre pour l'organisation, le dimanche 15 septembre 2013 à Tivaouane de cette rencontre départementale de propositions.

ANALYSE

OBJECTIF : offrir à toutes les couches sociales du département de Tivaouane un espace de dialogue inclusif favorisant des propositions consensuelles autant que possibles sur des items organisés dans un questionnaire.

La tenue effective de cette consultation citoyenne ainsi que son animation et la consignation des synthèses sont des trésors de deux facilitations désignées par la Plate Forme des Acteurs non Etatiques et formés à Dakar par la CNRI en 2 sessions.

DATE et DUREE : d'une durée de 24h, cette rencontre a été programmée à 2 épisodes (15 aout -1 sept) avant de se tenir effectivement le dimanche 15 septembre 2013 sur toute l'étendue du territoire, STRATEGIE plusieurs éléments la composent.

L'échantillonnage aléatoire : le choix des cent participants est fait de manière aléatoire en tenant compte des critères de parité et de représentation géographique (toute les couches sociales ; toutes les collectivités locales sont représentées)

Les outils , la formation :deux actions nationales de formation de 3jours et 1 jour ont été organisés pour faciliter l'appropriation de la philosophie des objectifs des panels ainsi que de l'utilisation des outils de collecte d'informations (questionnaire et document de synthèse) .Certaines techniques d'animation de groupes sont rappelées(jeu de rôle, prise en main d'un groupe dans des situations simulées).

La coordination : à partir d'une répartition claire des tâches entre la comite départementale de pilotage, les facilitateurs sont fortement recommandée

METHODOLOGIE : le faire faire choisi par la CNRI explique la place d'organisateur et d'animateur des panels citoyens par le Plate Forte des Acteurs non étatiques qui a désigné

parmi ses membres et dans chaque département, deux personnes qui répondent à des critères listés. L'animation de ces consultations ainsi que leur organisation est de la Société civile.

MOYENS

HUMAINS :le comité départemental de pilotage et les missions des facilitateurs sont coordonnées par une structure régionale chargée de faciliter la tenue des panels et la collecte des informations.

Facilitateurs comme coordinateur régional sont motivés financièrement.

FINANCIERS :Cent mille francs à chaque facilitateur, trente neuf mille francs pour l'échantillonnage aléatoire, cinquante mille francs pour les frais de communication, quatre cent dix mille francs pour l'organisation du panel constituent les ressources financières mises à disposition dix jours avant la tenue des panels

Cela a permis

La location de salle, de chaises et de la sonorisation

La restauration et le remboursement du transport.

RESULTAT : des propositions consensuelles si possibles et à défaut des désaccords sont consignées pour chacun des domaines et de leurs items dans un document de synthèses.

Taux de participation ; 52 pers _100pers.

EVALUATION

OBJECTIF : La pertinence des objectifs assignés au panel a facilité l'adhésion des populations. Beaucoup de personnes non oppositives dans l'échantillon ont proposé d'être des observateurs.

DATE et DUREE : L'importance et l'intérêt des items ont conduit à la clôture tardive du panel (18h53mn).Le 15 septembre 2013, de 9h à 17h une pluie incessante a accompagné tout nos travaux.

STRATEGIE

L'échantillonnage aléatoire a permis d'éviter des choix émanant de partisans. Les 18 communes, rurales, les 3 communes de départements sont toutes représentées. L'analyse détaillée (sexe âge localité niveau) faisait sans aucun doute ressortir la diversité des départements.

Les outils, la formation :la féminisation des facilitateurs avec les outils ont aidé certes à l'atteinte des résultats mais ateliers mettaient l'accent sur la maîtrise des outils(questionnaire)et pas sur la maîtrise des techniques d'animation qui était déjà un critère de choix des facilitateurs.

La coordination régionale a été absente. La supervision de la CNRI a été effective.

METHODOLOGIE

Le choix de la société civile garantit la neutralité dans le débat que certainement les positions de partis politiques avaient fortement entamée.

Les relations horizontales entre tous les participants. La supervision a été discrète mais présente et utile.

La restauration des participants ainsi que les prise en charge de leur transport (100pers) pouvaient a elles seules utiliser la totalité des 410 000 f alloués. Il est certain que sans l'absence de personnes retenues par la pluie, des difficultés de trésoreries auraient pu faire jour.

Le choix d'une seule date et en période hivernale n'a pas donné des marges de manœuvre pour la tenue effective de ces panels.

Le taux de participation est de 52 malgré la confirmation de participer faite par 77 des participants sélectionnés.

RESULTAT :Tous les items du questionnaire ont été débattus(en groupe et en plénière).A la fin de l'examen de chaque item, une synthèse est proposée à la plénière qui la valide avant qu'elle ne soit consignée dans la document de synthèse prévu a cet effet. Sans préjuger de la qualité des propositions consignées, tout questionnaire (item) a été touché ; tous les items ont été discutés toutes les synthèses validées sont consignées en présence du superviseur, du Représentant du Préfet et des 52 participants.

RECOMMANDATIONS

- Déterminer le montant des moyens financiers en fonction du volume du travail et non du niveau (national, régional, local)
- Fixer une période et non une date précise de la tenue des panels pour faciliter l'intégration des particularistes du milieu et augmenter les conditions de réussites.



Consultations citoyennes

Fora populaires: 14/09/2013
Panels citoyens: 15/09/2013
Enquête par questionnaires: du 15 au 25/09/2013
Les Institutions : je suis concerné, je participe



55. RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE MBOUR

I/ CONTEXTE

Sur instruction de Mr le Président de la République, la CNRI a élaboré les formes et les contenus de la consultation citoyenne afin de faire procéder aux réformes arrivées à maturité dans notre Constitution.

A cet effet, la mise en œuvre pratique sur le terrain confiée à la Plate Forme des Acteurs Non Etatiques explique qu'à Mbour, Mme Fatou Ndiaye LO et Mr Khaly THIAM finalement remplacé par Mr Aladji Ngary DIENG ont été choisis pour le compte de leurs Associations, membres des ANE.

II/ STRATEGIE

Après plusieurs séances de formation, nous avons mis en place un COMITE DE PILOTAGE pour porter la réflexion et la mise en œuvre.

Déjà, avant la mise en place des fonds le département a été divisé en 2 zones correspondantes aux limites des Inspections de l'Education et de la Formation de Mbour 1 et de Mbour 2

Ensuite, conformément aux recommandations des séminaires de formation, les contacts ont été déroulés vers les Autorités Administratives, aux Maires et Présidents des Collectivités Rurales du département

Enfin, l'échantillonnage, malgré sa complexité, a permis de toucher quelques 110 personnes à partir des critères croisés.

Une rencontre-bilan et de préparatif de la journée du 15 a été tenue.

III/ DEROULEMENT DU PANEL

Sous la Supervision de Mr Moussa MBAYE pour le compte de la CNRI, du Préfet du Département, du Maire de Mbour, des Présidents de la CR de Ndiagianiao, de Sandiara et de représentants des autres collectivités, le Panel a réuni quelques 58 personnes malgré une forte pluie, ce jour, qui coïncidait, d'ailleurs, avec une sortie du KANKOURAN à Mbour.

L'activité a démarré avec l'écoute de l'Hymne National (ce qui été vivement salué), suivi d'une explication sur la CNRI, la PF/ANE, les enjeux des consultations et les modalités pratiques de ce PANEL.

Après les compléments de Moussa et des personnes ressources, les Panélistes ont reçu les documents et sont répartis en Ateliers.

Les travaux d'ateliers et de plénières en alternances ont abouti à des résultats jugés très satisfaisants et transcrits dans le DOCUMENT DE SYNTHÈSE.

Pendant les travaux, les Facilitateurs et les Personnes Ressources ont accompagné les Panélistes dans le strict respect des consignes.

Nous avons noté un important engouement des panélistes sur les questions soulevées et sur la force de leurs idées.

A la fin, une Evaluation de l'activité a été faite et les dominantes sont :

- Cadre du travail : Très satisfaisant
- Prestation des Animateurs : Très satisfaisant
- Prise en charges: Insuffisant.

NB:

Après le PANEL, le Document de Synthèse accompagné de photos et le Bilan Financier ont été envoyés sur Thiès

56.RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT BIGNONA

A l'instar des autres départements du Sénégal, un Panel citoyen s'est tenu dans la journée du 15 septembre 2013 à la Bibliothèque de Bignona.

En effet des citoyens sont venus d'horizon divers dans le département pour répondre à une invitation des facilitateurs et malgré cette forte pluie qui s'est abattue très tôt à la matinée dans la capitale du figny.

Auparavant, l'identification des panélistes a été faite sur la base d'un échantillonnage aléatoire pour avoir les 100 panélistes. Ainsi les trois communes du département ont été représentées dans le choix des facilitateurs.

Dans la préparation, le comité de pilotage a été d'un apport capital pour le choix du lieu du panel et l'organisation du panel. Des sensibilisations ont été organisées. La radio Awagna FM a été un support pour la campagne de sensibilisation.

Les autorités administratives, non-étatiques, coutumières et religieuses ont été saisies. Et c'est le moment de les remercier vivement pour leur prière, leur disponibilité et leur contribution au panel.

1-Le panel proprement dit

Le panel a démarré un peu plus tard en raison de la pluie qui s'abattait et la distance qui sépare la commune et les autres localités. Néanmoins les consignes ont été appliquées à la lettre. L'objectif a été dégagé et avait permis aux panélistes de comprendre l'importance du travail qui leur attendait. Ainsi le grand groupe a été divisé en quatre groupes constitués comme suite :

► Domaine 1 :

- Gouvernance démocratique
- Droits et libertés fondamentaux
- Collectivités locales

► Domaine 2

- Gouvernance démocratique
- Séparation et équilibre des pouvoirs (exécutif, législatif et judiciaire)
- Relations entre l'Etat et les communautés religieuses
- Autres

► Domaine 3

- Gouvernance démocratique
- Administration républicaine et gestion des services publics

- Révision de la constitution

► **Domaine 4**

- Gouvernance démocratique
- Système électoral et représentation
- Dialogue social

Donc les facilitateurs passaient dans les groupes, près de trois tours d'horloge, pour expliciter le travail à faire. Et c'est vers 14h que les travaux ont pris fin. C'est à cette heure précise que la pause déjeuner a été observée. A la fin de celle-ci suivra la plénière.

2-Points forts

- Encadrement du coordinateur régional des activités de la CNRI
- Disponibilité et dynamisme du CDP
- Bon ciblage (toutes les collectivités locales ont été représentées)
- une bonne organisation et une bonne maîtrise des documents par les facilitateurs
- harmonisation des interventions de la part des facilitateurs
- Le local a permis aux panélistes de travailler librement

3- A améliorer

- insuffisance du budget
- le transfert des budgets à quelques jours du panel
- le budget de l'échantillonnage reçu après travail accompli
- la période du panel (hivernage)

4 –Recommandations

- Augmentation du budget
- organisation des panels hors de la période hivernale
- Mise en place du budget de l'échantillonnage avant l'exécution

D'une manière générale, Bignona est un rare cas où la barre des 100% a été atteinte. Il y avait non seulement l'engagement des populations mais également l'accompagnement et la disponibilité des autorités religieuses, administratives, coutumiers et non-étatiques.

Ainsi la cérémonie a été coprésidée par l'adjoint au maire et l'adjoint du préfet de Bignona. Et enfin les panélistes ont reçu les encouragements et le soutien de Monsieur Abdoulaye BADJI, Ministre Conseiller, Chef de Cabinet du Président de la République.

Le seul incident que nous avons noté c'est le rapport de synthèse et la liste de présence qui ont été acheminés vers Dakar, à la CNRI sans que l'équipe de Bignona n'est le temps de faire une copie.

57.RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE OUSSOUYE

Rapport du Panel des Consultations Citoyennes



Introduction

Sous l'initiative de la Commission Nationale de Réforme des Institutions(CNRI) et avec la collaboration de la Plateforme des Acteurs Non Etatiques (ANE), s'est tenu le 15 septembre 2013 au centre Polyvalent « BERCY » d'Oussouye, un panel des consultations citoyennes à l'instar des autres départements du Sénégal.

Ces consultations citoyennes ont réuni les acteurs locaux et partenaires au développement, les autorités administratives et locales, les collectivités locales, les services techniques, les populations (les femmes, les jeunes), les ONG, Bref un panel d'une centaine de personnes (voir liste de présence) qui a réuni pendant une journée toutes les parties prenantes concernées par la réforme des institutions.

Déroulement du Panel

- **L'ouverture officielle**



Photo1 : Ouverture officielle du Panel par les Autorités Administratives et Locales

Ouvert à 10h 30mns par Monsieur Famara MANE, Représentant du Préfet de Oussouye, le panel a connu des étapes décisives marquées par des allocutions d'usage du Maire de la Commune d'Oussouye, Monsieur Bénédicte LAMBAL qui a souhaité la bienvenue aux panélistes du département d'Oussouye, de l'Honorable Conseiller du Conseil Economique Social et Environnemental, Mamadou Kana DIALLO qui a félicité la tenue de cet important panel à Oussouye avec des panélistes, selon lui, d'une qualité exceptionnelle.

Le facilitateur Edouard LAMBAL a présenté, à son tour, la CNRI, les facilitateurs et les objectifs du panel avec quelques normes de travail pour les différents groupes.

Après cette phase d'ouverture officielle une petite pause à été observée pour permettre aux autorités de se retirer et laisser continuer les consultations citoyennes.

A 11 h 30 mn les travaux ont repris par la présentation du questionnaire de base des concertations avec un vidéoprojecteur (par les facilitateurs)



Photo 2 : Présentation du questionnaire de base et du canevas de synthèse aux panélistes par les facilitateurs

Après les présentations nous avons procédé à la constitution de groupes pour le travail d'atelier. C'est ainsi que les cent(100) panélistes ont été répartis en quatre(4) groupes de vingt cinq(25) qui se sont partagé les neuf(9) domaines du questionnaire tout en ayant en commun le domaine 1 : *Gouvernance démocratique*.

La répartition des Groupes s'est ainsi effectuée :

Le Groupe I a traité les domaines1, 2 et 3

Le Groupe II a traité les domaines1, 4 et 5

Le Groupe III a traité les domaines1, 6 et 7

Le Groupe IV a traité les domaines1, 8 et 10

▪ **Le travail en atelier et la restitution**

Le travail en atelier a été organisé par les facilitateurs qui ont suivi les panélistes dans les différents groupes.

Des groupes très homogènes composés de jeunes ; d'adultes de toutes les catégories socio-professionnels.

Après un travail de plus deux heures de temps en atelier, les panélistes se sont retrouvés pour les restitutions en plénières.



Photo 3 : les panélistes en atelier sous la supervision des deux facilitateurs

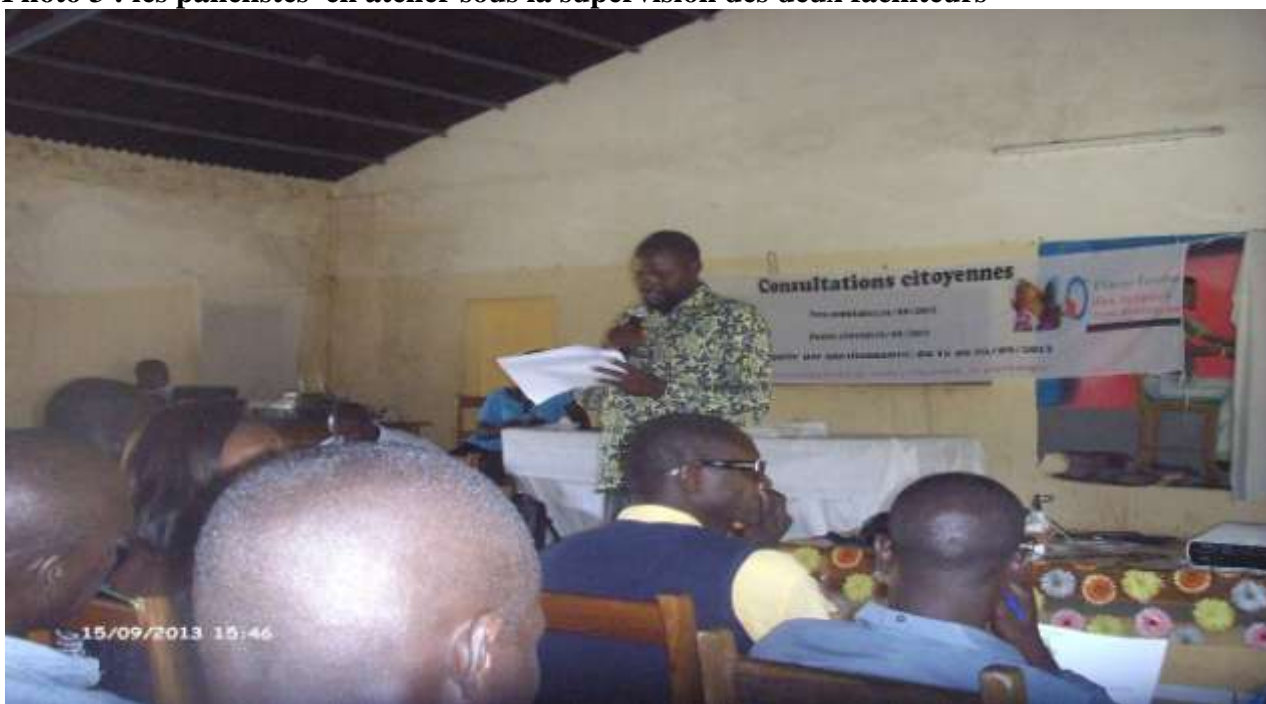


Photo 4 : la restitution et la validation des travaux de Groupe

Les rapporteurs de groupes ont présenté tour à tour le travail d'équipe et les panélistes ont ensuite, après une large discussion, validé le document de synthèse.



Photo 5 : Madame THIAM de la CNRI (au milieu) procédant à la clôture du Panel.

A 17h 25, Tous les éléments de synthèse ont été fixés et validés par l'ensemble des panélistes.

Ce panel qui a connu un succès réel avec la participation de toutes les couches de la société, a été clôturé à 17h 31 par Madame THIAM superviseur de la Commission Nationale de Réforme des Institutions(CNRI)

CONCLUSION

Les facilitateurs et tous les panélistes du département d'Oussouye tiennent à remercier les membres de la CNRI, la plateforme des A.N.E et le superviseur régional qui ont contribué à la réussite de ce forum. Leur gratitude va surtout à l'endroit :

- Du Préfet du Département
- Du Maire de la Commune de Oussouye
- De l'ODCAV
- Des Partis politiques
- Des chefs de Services
- De la Radio Communautaire KABISSEU FM

58.RAPPORT NARRATIF DEPARTEMENT DE ZIGUINCHOR

Dès leur retour de la formation des facilitateurs et coordinateurs qui a eu lieu à Dakar les 08 et 09 juillet 2013, les facilitateurs ont établi un calendrier d'activités qu'ils ont mis en œuvre pour contacter et informer les autorités administratifs et religieux du département de Ziguinchor et quelques organisations. A la suite de cela, un comité de pilotage a été mis en place.

Le comité de pilotage départemental de Ziguinchor s'est réuni à quatre reprises. Lors de ces réunions les facilitateurs les ont d'abord informés puis imprégnés du processus. Ces ainsi que le comité de pilotage a discuté sur l'échantillonnage et se sont répartis les tâches, chacun devant contacter un nombre défini de personnes et leur expliquer l'importance des consultations citoyennes et ce qui est attendu des panélistes. C'est ainsi qu'une liste des panélistes a pu être établie, liste qui a pris en compte non seulement le genre, l'âge, mais aussi toutes les catégories socioprofessionnelles de Ziguinchor.



Figure 1 La réunion du comité de pilotage

La journée de consultations citoyennes s'est déroulée à Ziguinchor le 15 septembre 2013 de 10h15mn à 18h15mn sous la supervision de M. Majib NDIAYE représentant de la CNRI avec 95 panélistes. Après l'accueil et l'installation des panélistes et des autorités, les facilitateurs leur ont souhaité la bienvenue puis le représentant du Préfet, la représentante du Maire, le Coordinateur Régional de la PF/AnE, ont successivement pris la parole en insistant sur l'importance de la journée sur l'avenir de notre pays.



Figure 2 Vue d'ensemble des Panélistes

A la suite des allocutions l'agenda de la journée a été présenté, puis les facilitateurs ont décliné les objectifs et les attentes du panel et ont diffusé l'enregistrement audio "jinguel" en français et ont projeté le questionnaire.

A la suite de cela, 04 ateliers ont été formés par les facilitateurs pour éviter les regroupements par affinités et les consignes sur le déroulement furent données. Ainsi chaque atelier devait traiter deux(02) domaines en plus des domaines 01(Gouvernance démocratique) et 09(Autres) ; ce qui revenait à 04 domaines à traiter par chaque groupe, deux domaines avant et deux domaines après le déjeuner. Ainsi les travaux d'ateliers se sont déroulés de 11h 15mn à 12h45 et les plénières de 12h45 à 13h45.

A 13h45mn la pause déjeuner a été prise jusqu'à 15h15mn, heure de reprise des ateliers.

Les panélistes se sont retrouvés en plénières à 16h45mn et à 18h00mn les travaux ont pris fin.



Figure 3 les panélistes en atelier

Le représentant de la CNRI s'est dit satisfait de l'organisation, de la qualité des travaux et des échanges sincères lors des ateliers. Puis les facilitateurs ont remercié les panélistes et les autorités. Ils ont surtout salué l'engagement des panélistes qui, malgré la pluie qui s'est abattue toute la journée dans le département de Ziguinchor, ont tenu à prendre part au panel, délaissant champs et rizières.

Le 16 septembre 2013 les facilitateurs ont démarré l'administration des questionnaires des porteurs d'enjeux, portant leur choix sur une organisation syndicale (CNTS/FC), une organisation de femmes (COSEF), l'Inspection de l'Education et de la Formation (IEF) de Ziguinchor et le Conseil Régional. Par la suite les questionnaires remplis ont été déposés auprès du Coordinateur Régional le 25 septembre 2013.



Consultations citoyennes

Fora populaires: 14/09/2013
Panels citoyens: 15/09/2013
Enquête par questionnaires: du 15 au 25/09/2013
Les Institutions : je suis concerné, je participe



59.RAPPORT NARRATIF REGION DE ZIGUINCHOR

Phase de préparation

1. Choix du coordonnateur et des facilitateurs

La plate forme des Acteurs non Etatiques (AnE) a été saisie par la Commission nationale de réforme des institutions (CNRI) pour organiser une consultation citoyenne sur la réforme des institutions dans les 45 départements du Sénégal.

La mission de la plate forme des Acteurs non Etatiques est axée sur :

- La formation des facilitateurs et des coordonnateurs sur l'administration des questionnaires.
- L'organisation de consultations citoyennes dans les 45 départements de façon simultanée.

Ainsi, les présidents d'antennes régionales de la plate forme des Acteurs non Etatiques (PF/ANE) sont chargés de proposer sur la base d'un profil et d'un dispositif adéquat 02 facilitateurs par département et un coordonnateur régional pour conduire les consultations citoyennes dans leur localité.

Dans la région de Ziguinchor, les candidats proposés et retenus sont les suivants:

Région de Ziguinchor

Coordonnateur Régional: Joseph MENDY

Département de Bignona : Facilitateurs

Alfred DIEME

Baboucar Dji COLY

Département d'Oussouye : Facilitateurs

Edouard LAMBAL

Victoire A. BADIANE

Département de Ziguinchor : Facilitateurs

Boubou NIANE

Arame DRAME

2. Les Formations

La CNRI en collaboration avec la PF/AnE a organisé dans ses locaux la première session de formation des facilitateurs départementaux et des coordonnateurs régionaux.

Vu le nombre important de participants à cette première formation, la CNRI a convenu de la faire en 2 sessions :

- La session du 06 au 7 juillet 2013 et
- La session 08 au 09 juillet 2013.

La deuxième session de formation pour une mise à niveau des facilitateurs départementaux et des coordonnateurs régionaux s'est tenue le 17 août 2013 dans les locaux de la place du souvenir à la porte du millénaire.

La troisième session de formation s'est tenue le 01 septembre 2013 dans les locaux de la CNRI. Il s'agit d'une session de rattrapage pour les facilitateurs départementaux et les coordonnateurs régionaux absents lors des sessions précédentes.

3. Résultats des formations

Les facilitateurs et les coordonnateurs ont maîtrisé les questions à discuter pendant le panel citoyen et ils sont capables de :

- Sensibiliser et d'informer les citoyens de tout bord sur les consultations citoyennes
- Sélectionner les participants sur la base de l'échantillonnage
- Préparer la rencontre avec une bonne distribution des rôles entre facilitateurs
- Veiller à une bonne disposition de la salle et des participants du panel citoyen
- Présenter l'objet de la rencontre
- Définir les règles du jeu
- Modérer les débats et contrôler les discussions pendant le panel citoyen
- Faire participer tous les participants du panel
- Etablir, valider et de Transmettre les rapports de synthèses (consensus –dissensus)
- Collecter les données de l'enquête par questionnaires
- Rédiger le rapport narratif du processus



Arame DRAME rapporteur d'un atelier



La plénière pendant une session de formation



Sidy CISSE et Moussa MBAYE, Formateurs



Délégation de Ziguinchor à une session de formation

4. Processus des panels citoyens dans la région de Ziguinchor

Elaboration des plans d'actions départementaux

Les facilitateurs des consultations citoyennes de la région de Ziguinchor se sont retrouvés dans l'après-midi du vendredi 12 juillet 2013 au Conseil Régional de Ziguinchor.

Cette rencontre a été convoquée par le coordonnateur régional pour une harmonisation qui porte sur la vision et les missions qui leurs sont assignées.

C'est ainsi qu'un plan d'actions a été établi par département en tenant compte des spécificités de chaque localité.

Lequel plan d'action a fait ressortir :

- Les activités à mener
- Les lieux de la tenue des activités
- Les cibles
- Les responsables
- Les délais
- Les coûts

Plan d'action harmonisé

N°	Activités	Acteurs	Lieu	Cibles	Période	Ressources
1	Informers les autorités	Les facilitateurs Le Superviseur	Oussouye	Le Préfet Le Maire Les PCR Les Imams Les curés Les rois	Du 23.....28/07	Voir Budget
2	former le comité de pilotage	Les facilitateurs Le Superviseur	Oussouye	les membres du comité de pilotage	Du 27.....28/07	Voir Budget
3	élaborer la liste des panélistes	Les facilitateurs le comité de pilotage Le Superviseur	Oussouye	100 panélistes sélectionnés selon (l'âge, genre, origine géographique, partis politiques, entreprises, ONG, instances religieuses)	Du 31.....02/08	Voir Budget

4	Lancer les invitations	Les facilitateurs Le comité de pilotage Le Superviseur	A travers le département	100 panélistes sélectionnés selon (l'âge, genre, origine géographique, partis politiques, entreprises, ONG, instances religieuses)	Du 03.....05/08	Voir Budget
---	------------------------	--	--------------------------	---	-----------------	-------------

5	Organiser une rencontre de mise en route vers le panel	Les facilitateurs le comité de pilotage Le Superviseur	Oussouye commune	Responsables (salle, restauration, sonorisation, finance, banderoles...)	Le 10/08	Voir Budget
6	Communiquer à la radio communautaire	Les facilitateurs Le directeur et animateur de la radio Le Superviseur	A la radio communautaire	Les populations d'Oussouye Les 100 panélistes	3 jours avant la date du panel	Voir Budget
7	Réaliser le panel Rédiger le rapport final	Le Superviseur Les facilitateurs les membres du comité de pilotage	Oussouye commune (salle à déterminer)	Les 100 panélistes sélectionnés	La date nationale	Voir Budget

Installation des comités de pilotages départementaux

Les facilitateurs des consultations citoyennes de la région de Ziguinchor se sont retrouvés une fois de plus dans l'après-midi du mercredi 21 aout 2013 au Conseil Régional de Ziguinchor.

Au sortir de cette rencontre, il y a eu un consensus sur la composition du comité de pilotage dans chaque département de la région de Ziguinchor.

Toutefois, les facilitateurs des consultations citoyennes ont bien compris le rôle dévolu au comité de pilotage.

Pour rappel :

Le comité de pilotage a exclusivement pour rôle de préparer et d'organiser le panel citoyen dans la localité de sa circonscription.

Les membres du comité de pilotage ne sont pas rémunérés.

A la date du 21 aout 2013 tous les comités de pilotage départementaux ont été installés.

Comité de Pilotage Bignona

N°	Prénoms et Nom	Fonction	Structure de provenance
1	Alfred DIEME	facilitateur	facilitateur PF/A.N.E
2	Baboucar Dji COLY	facilitateur	ONG justice et développement
3	Pape DIEDHIOU	Membre	inspecteur de l'éducation
4	Yaya COLY	Membre	Inspecteur de l'éducation IDEN1 Bignona
5	Abdou COLY	Membre	Economiste
6	Hyacinthe CISS	Membre	enseignant
7	Abbé Camille GOMIS	Membre	Prêtre / Curé de Bignona
8	Aidara SENE	Membre	Gestionnaire
9	Mohamed Kairaba SONKO	Membre	Journaliste
10	Felix COLY	Membre	Huissier de justice
11	Omar FATY	Membre	Formateur NTIC
12	Boubacar Guy COLY	Membre	Conseiller Culturel
13	Ndeye Lissa CAMARA	Membre	Journaliste
14	Diatou CISSE	Membre	USOFORAL/ Directrice Fogny FM

Comité de pilotage Oussouye

N°	Prénoms et Nom	Fonction	Structure de provenance
1	Edouard LAMBAL	facilitateur	Conseil Régional Ziguinchor /PF A.N.E
2	Victoire A BADIANE	facilitatrice	Université Ziguinchor / PF A.N.E
3	Adolphe DIATTA	Membre	Conseil Départemental de la Jeunesse
4	Kana DIALLO	Membre	Conseiller Economique /Environnement
5	Aliou GUEYE	Membre	Enseignant Syndicat SELS
6	Eric LAMBAL	Membre	ONG / Projet F.A.D.D.O
7	Syaka SAGNA	Membre	Préfecture de Oussouye /Agent
8	Véronique Diédhiou DIATTA	Membre	Présidente GPF/Oussouye
9	Mariettou DIATTA	Membre	Présidente des femmes Eleveur/ DIRFEL
10	Thibault LAMBAL	Membre	Président ASC UFULAL/SCOUT
11	Ndèye Khady MANE	Membre	Association des handicapés
12	Augustin H T DIEDHIOU	Membre	Coordonnateur MDL/Oussouye

Comité de pilotage Ziguinchor

N°	Prénoms et Noms	Fonction	Structure de provenance	Contact
1	Boubou NIANE	facilitateur	PF/ANE	77 658 59 14
2	Arame DRAME	facilitatrice	PF/ANE	77 513 54 38
3	Aida FALL	Membre	COSEF	77 999 34 35
4	Ousmane KEBE	Membre	Eclaireur et Eclaireuse du Sénégal	77 402 69 03
5	Alioune BIAYE	Membre	Association pour la Solidarité et le Développement	77 541 88 89
6	Kéba DIEDHIOU	Membre	Enseignant/ CNTS/FC	77 563 38 46
7	Abdoulaye DIEDHIOU	Membre	Handicap International	77 517 41 49
8	Maodo DIALLO	Membre	Association des retraités	77 642 31 90
9	Abbé Jean G. SAMBOU	Membre	Curé	77 526 19 37
10	Aïssatou GNING	Membre	Badiène Gokh	77 159 76 61
11	Talla SECK	Membre	Association des Pêcheurs	77 645 38 04
12	Demba FALL	Membre	Association des Artisans	77 429 16 73
13	Omar DRAME	Membre	Enseignant/SELS/Adéane	77 557 70 82



Rencontres entre facilitateurs et Coordonnateur

Phase de l'organisation



INVITATION

Edouard LAMBAL et Victoire A BADIANE
Facilitateurs département
Tel : Oussouye

Ziguinchor, le _____

*/-) Monsieur le Maire de la Commune
de Oussouye*

Objet : Invitation à la cérémonie d'ouverture du panel des consultations citoyennes

Monsieur le Maire,

Nous avons l'honneur de venir par la présente vous manifester l'intention intitulée en objet. En effet, dans le cadre de la poursuite des consultations citoyennes, la Commission Nationale de Réforme des Institutions(CNRI) et la Plateforme des Acteurs Non Etatiques ANE nous ont désigné comme Facilitateurs du panel départemental prévu le **15 septembre 2013** au **Centre «BERCY »** à partir de **09 heures** précises.

Sachant l'intérêt que vous accordez à la promotion des valeurs positives de notre nation, nous vous remercions d'avance des dispositions qu'il vous plaira de prendre pour marquer, de votre présence, l'ouverture de ce panel citoyen.

Vous en remerciant d'avance, veuillez croire, ***Monsieur le Maire,*** en l'assurance de notre très haute considération.

Victoire A. BADIANE

Edouard LAMBAL

Edouard LAMBAL et Victoire A BDIANE

Ziguinchor, le _____

Facilitateurs département

Oussouye

Tel :

//-) *Monsieur le Préfet de Oussouye*

Objet : Invitation à la cérémonie d'ouverture du panel des consultations citoyennes

Monsieur le Préfet,

Nous avons l'honneur de venir par la présente vous manifester l'intention intitulée en objet. En effet, dans le cadre de la poursuite des consultations citoyennes, la Commission Nationale de Réforme des Institutions(CNRI) et la Plateforme des Acteurs Non Etatiques ANE nous ont désigné comme Facilitateurs du panel départemental prévu le **15 septembre 2013** au Centre «BERCY » à partir de **09 heures** précises.

Sachant l'intérêt que vous accordez à la promotion des valeurs positives de notre nation, nous vous remercions d'avance des dispositions qu'il vous plaira de prendre pour présider la cérémonie d'ouverture de ce panel citoyen.

Vous en remerciant d'avance, veuillez croire, **Monsieur le Préfet**, en l'assurance de notre très haute considération.

Victoire A. BDIANE

Edouard LAMBAL

Invitation

Comité de Pilotage/Oussouye

Dans le cadre de la poursuite des consultations citoyennes entamées par la **Commission Nationale de Réforme des Institutions(CNRI)**, tous les destinataires de la présente sont conviés au panel prévu **le 15 septembre 2013 à Oussouye au centre « BERCY » à partir de 09h précises.**

Destinataires(100)

1. Antoinette PREIRA

2. Abdou E. DIATTA

....

100. André B. DIATTA

Le Président du Comité de Pilotage

Edouard LAMBAL

INVITATION

Les destinataires de cette présente sont priés de prendre part au Panel sur la réforme des institutions qui aura lieu au **Conseil Régional de Ziguinchor le 15 septembre 2013 à 09 heures** précises.

Cette importante rencontre citoyenne permet aux représentants des différentes couches sociales du département de Ziguinchor de réfléchir sur les réformes à mettre en œuvre à court, moyen et long termes, pour doter notre pays d'une armature institutionnelle moderne, à la mesure de son ambition de devenir et de rester une grande nation de démocratie.

Le comité de pilotage compte beaucoup sur votre présence pour la réussite de cette importante journée.

Fait à Ziguinchor le 07 septembre 2013

Le comité de pilotage

Feuille de présence des panélistes

N°	Prénoms	Nom	Provenance	Contact	Emargement
1					
2					
3					

Fiche de remboursement des transports

N°	Prénoms	Nom	localité	Montant	Numéro CIN	Emargement
1						
2						
3						

CHRONOGRAMME DU PANEL

N°	Désignation	Horaires
1	Accueil et installation des panélistes	8h 30 – 9h 00
2	Allocutions	9h 00 – 9h 15
3	Présentation des facilitateurs	9h 15 – 9h 20
4	Présentation des objectifs du Panel	9h 20 – 9h 45
5	Normes de travail	9h 45 – 10h 00
6	Présentation de façon globale des domaines de discussion; des questions	10h 00 – 10h 45
7	Consigne sur l'organisation des ateliers	10h 45 – 11h 00
8	Inscriptions aux ateliers (04 groupes):	11h 00 – 11h 15
9	Déroulement des ateliers	11h 15 – 14h 00
10	Pause repas	14h 00 – 14h 30
11	Reprise des ateliers	14h 30 – 15h 30
12	Plénière	15h 30 – 17h 00
13	Synthèse des travaux et clôture	17h 00 – 17h 30

Le Panel à Bignona Les Facilitateurs



Présidium à Bignona
Conseiller et
République



M. Abdoulaye BADJI, Ministre
Chef de Cabinet du Président de la



Baboucar D. COLY, Facilitateur de Bignona



Plénière à Bignona



Travaux d'atelier à Bignona

Panel à Oussouye



Présidium à Oussouye



Lecture chronogramme



Plénière à Oussouye

Panel à Ziguinchor



Plénière à Ziguinchor



Atelier à Ziguinchor



Restitution travail atelier

Capitalisation des panels dans la région de Ziguinchor

Les travaux autour des réformes institutionnelles sont bien tenus dans la région de Ziguinchor. D'abord par l'organisation des fora populaires le 14 septembre 2013 à Bignona, Oussouye et Ziguinchor. Ces fora sont gérés au niveau de chaque localité par l'organisation départementale de coordination des activités de vacances ODCAV qui a animé des débats ouverts à tous les citoyens intéressés afin de collecter des propositions de solution en face de chaque élément du diagnostic que la CNRI a systématisé sur les institutions du Sénégal. Puis le lendemain, les panels citoyens et des enquêtes par questionnaires sont aussi tenus dans les trois départements de la région de Ziguinchor sous l'égide de la plate forme des acteurs non étatiques.

Ces activités pour la CNRI sont largement relayées au Sénégal et dans le monde par les organes de presse et les autres formes de communication en direction des consultations citoyennes pour inciter les sénégalais à s'impliquer dans les débats au sujet de la réforme des institutions Sénégalaises.

Bandes Annonces pour Tv et Radios du Dimanche 08 septembre au 25 Septembre 2013 ;

Bandeaux pour les quotidiens les Lundi 09 et Vendredi 13 Septembre 2013 ;

Der pour les quotidiens le Mardi 10 Septembre 2013 ;

Bandeaux Sites Web du Dimanche 08 au 25 Septembre 2013 ;

Bandeaux pour les hebdomadaires dans les semaines du 09 au 15 Septembre et du 16 au 22 Septembre 2013 ;

Site Web www.cnri.sn ;

“Jinguel”, Affiches, Banderoles ;

Dossier de presse ;

Siège fonctionnel de la CNRI, Point E sur le Boulevard de l'Est, juste après la pharmacie du Point E, à gauche, en allant au rond-point de la «Direction de la statistique» ;

Emission Radio en français et en Diola aux ondes de Kabisseu FM de Oussouye sur les consultations citoyennes avec comme invité Edouard LAMBAL, facilitateur du département de Oussouye ;

Emissions Radio en français et en diola aux ondes de Awagna FM de Bignona sur les consultations citoyennes avec comme invités Baboucar Dji COLY et Alfred DIEME, facilitateurs du département de Bignona ;

Interview Radio en français et en wolof aux ondes de la RTS régionale et Nationale sur les consultations citoyennes. Interview de Joseph MENDY, le Coordonnateur régional ;

A Ziguinchor, les facilitateurs départementaux et le coordonnateur régional engagés par la PF/ANE ont largement informé les citoyens de tout bord sur le processus et les activités en perspective dont celle du 15 septembre 2013 qui a permis de recueillir les avis et suggestions des panélistes sur les éléments du diagnostic systématisés par la CNRI. Les débats pendant les panels du 15 septembre 2013 étaient élevés et les conclusions sont porteuses d'espoir en guise de solutions sur les principes et orientations à donner à la réforme des institutions du Sénégal.

Parmi les invités présents au panel, hormis des élus locaux, imams, curés, huissiers de justice, greffiers, les chefs de village, les chefs de projets ou programmes, pharmaciens, chefs de quartier, des enseignants, il y a eu aussi la présence effective :

- A Bignona de M. Abdoulaye BADJI, Ministre Conseiller, Chef de Cabinet du président de la République, des adjoints au Maire et des PCR,
- A Oussouye de M. Mamadou Kana DIALLO, Conseiller au CESE, de M. Bénédic LAMBAL, Maire de la commune d'Oussouye
- A Ziguinchor de Mme Rama DIATTA, Députée à l'Assemblée Nationale, des PCR,

De même, les facilitateurs départementaux et le coordonnateur régional engagés par la PF/ANE ont réussi à instaurer un dialogue structuré entre citoyens constituant un échantillon représentatif de la population des départements de Ziguinchor en vue de déceler les accords ou désaccords sur les questionnaires qui leur sont soumis.

Les panélistes de la région de Ziguinchor sont venus de partout (quartiers et villages) répondre à l'invitation pour leur participation aux consultations citoyennes.

C'est ainsi que :

- A Bignona 104 participants
- A Oussouye 100 participants (20 femmes et 75 hommes)
- A Ziguinchor 95 participants (34 femmes et 61 hommes)

Il faut signaler que des questionnaires sont aussi administrés aux porteurs d'enjeux de la région de Ziguinchor.

Il faut aussi noter la présence aux panels des superviseurs de la CNRI nationale.

A Bignona : Monsieur Saliou KONTE

A Oussouye : Mme THIAM, née Ndèye Marie DIEDHIOU

A Ziguinchor : Monsieur Mazid NDIAYE

Les superviseurs de la CNRI nationale ont suivi avec intérêt le déroulement des travaux en ateliers comme en plénière.

Quatre ateliers de 25 participants en moyenne sont mis en œuvre pour les besoins d'efficacité, d'efficience et de perspicacité.

Groupe 1 : Domaine 1&9 - Domaine 2 - Domaine 3

Groupe 2 : Domaine 1&9 - Domaine 4 - Domaine 5

Groupe 3 : Domaine 1&9 - Domaine 6 - Domaine 7

Groupe 4 : Domaine 1&9 - Domaine 8 - Domaine 10

Recommandations

- Veiller à faire connaître à temps les dates des formations aux participants
- Veiller à partager le choix de la date pour la tenue de l'événement
- Veiller à faire disposer à temps aux organisateurs les ressources idoines
- S'assurer que les autorités sont avisées au sujet de l'événement
- Eviter d'organiser une manifestation en saison des pluies

Joseph MENDY, coordinateur régional